



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS **2020-2021**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOMES 1, 2 ET 3

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AOÛT 2020

Québec 



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS **2020-2021**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AOÛT 2020

Québec 

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2019-2020 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		1
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2019 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		3
3	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		4
4	Pour l'année 2019-2020, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et les dates du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, la date du début et de la fin de leur mandat et leur curriculum vitae; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation		23
5	Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		25
6	Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		26
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2019-2020.		27
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2019-2020.		28
9	Pour l'année 2019-2020, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère, le cabinet ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage.		29
10	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2019-2020.		37
11	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		38
12	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		104
13	Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.		114

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.		119
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		122
16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) le nombre d'employés et le nombre d'employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.		125
17	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.		132
18	Crédits budgétaires alloués en 2019-2020 et prévus en 2020-2021 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).		133

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
19	Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a) au 31 mars 2020, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif; b) budget ventilé de l'UPAC pour 2019-2020 ; c) liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC ; d) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 ; e) bilan des activités de l'UPAC.		134
20	Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2019-2020 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du nouveau système.		141
21	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		142
22	Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant : a) coûts pour l'exercice 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021 ; b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF ; c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs ; d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités ?		170
23	Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2020.		171
24	Echéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.		172
25	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2020.		173
26	Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.		174
27	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l'année 2019-2020 et 2020-2021.		175
28	Les détails du coût du corps de police autochtone pour les différentes communautés.	51	-
29	Pour l'année 2019-2020, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		176
30	Pour l'année 2019-2020, tout document et crédit demandés au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		177
31	Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.		178
32	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.		179
33	Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l'enregistrement des armes à feu.		180

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
34	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2019-2020. Sommes totales prévues en subvention pour 2020-2021.		181
35	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.		182
36	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		186
37	Fournir un état de situation pour les sept sous actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.		188
38	État de situation, au 31 mars 2020, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) le budget pour chacune des années ; b) l'évolution du nombre d'employés ; c) une liste des interventions pour chacune des années ; d) tout autre document pertinent.		197
39	Pour chaque année depuis les cinq dernières années : indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	
40	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.		198
41	Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2019-2020, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.		199
42	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes par programme inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.		200
43	La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2019-2020 avec mention : a) de la description du projet ; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires ; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l'objectif poursuivi en matière de réductions des GES. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.		201

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
44	Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2019-2020 : a) le cadre de gestion utilisé ; b) la grille d'évaluation des projets ; c) les objectifs poursuivis.		202
45	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire.		203
46	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2020, répartis par corps de police municipale.		214
47	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.		216
48	Pour l'année 2019-2020, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. .		217
49	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.		218
50	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.		219
51	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.		222
52	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.		224
53	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.		225
54	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.		219
55	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2019-2020.		226
56	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2019-2020.		227
57	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par poste, et leur rémunération pour la période 2019-2020.		230
58	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2019-2020 concernant le Taser.		231
59	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.		233
60	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région.		235
61	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années.		237
62	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.		239
63	Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2019-2020 concernant les caméras portatives pour les policiers.		240
64	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		241
65	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2019-2020.		242
66	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		243

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
67	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2019-2020.		244
68	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.		245
69	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.		246
70	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2020-2021.		247
71	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2019-2020. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.		248
72	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.		249
73	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.		250
74	État de situation des travaux du comité consultatif sur le document Réalité policière au Québec : modernité, confiance et efficience. Indique, l'échéancier des travaux, la liste de consultations effectuées, budget dédié et ventilé, et ce en date du 31 mars 2020.		251
75	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.	SQ	-
76	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2020, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	-
77	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2020.	SQ	-
78	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2020.	SQ	-
79	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2019-2020 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2019 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
80	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2019-2020.	SQ	-
81	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.	SQ	-
82	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	-
83	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.		252
84	Tout analyse ou documents réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.		253
85	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-
86	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	SQ	-
87	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2019-2020 et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	-
88	Délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2019-2020.	SQ	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
89	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2019-2020.	SQ	-
90	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
91	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	SQ	-
92	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2019-2020 et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	-
93	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution juvénile en 2019-2020.		254
94	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2020, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) budget ventilé de l'EILP pour 2019-2020 et 2020-2021 ; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) bilan des activités de l'EILP.		255
95	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	-
96	Fournir une copie de tout note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
97	Pour la Sûreté du Québec, pour l'année 2019-2020 et les cinq années précédentes, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtones de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.	SQ	-
98	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.		257
99	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2019-2020.		293
100	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2019-2020.		294
101	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2019-2020.	99	-
102	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2019-2020.		295
103	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2019-2020. Ventilation par centre de détention.		296
104	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.		297
105	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2020, ventilation par condamné et prévenu.		298
106	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2020.		299
107	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.		300
108	Le nombre d'admission de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2019-2020.		308
109	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2019-2020, ventilation par centre de détention.		309

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
110	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2019-2020.		310
111	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2020 et pour chacune des cinq dernières années.		311
112	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2019-2020.		312
113	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2019-2020.		313
114	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.		314
115	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.		315
116	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.		316
117	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.		317
118	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.		318
119	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.		319
120	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.		320
121	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvimituq depuis cinq ans.		321
122	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvimituq pour l'année en cours.		321
123	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.		322
124	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.		324
125	Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.		325
126	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.		326
127	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.		327
128	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2019-2020.		330
129	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.		331
130	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.		332

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
131	Pour 2019-2020, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CSST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.		333
132	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2019-2020.		334
133	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2019-2020. Ventiler par centre de détention.		335
134	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.		337
135	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.		338
136	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2019-2020.		341
137	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.		348
138	État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.		351
139	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.		353
140	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.		354
141	État de situation au 31 mars 2020 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2019-2020 et fournir les prévisions pour 2020-2021. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique ; b) objectif de la Politique ; c) ministère de mise en œuvre ; d) résultats atteints en 2019-2020 ; e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2019-2020 et 2020-2021 ; f) budget pour chaque action ; g) tout document produit à cet effet.		355
142	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.		357
143	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.		358
144	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.		383
145	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents 2019, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.		387

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
146	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.		389 et 455
147	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2019-2020.		390
148	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations prévues.		391
149	Modifications apportées aux fonctions et responsabilités du coroner en chef adjoint.		392
150	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.		393
151	La liste des enquêtes terminées en 2019-2020 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).		394
152	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2020 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.		395
153	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2019-2020.		396
154	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.		398
155	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2019-2020.		400
156	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2019-2020 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.		401
157	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2019-2020 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.		403
158	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.		404
159	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2019-2020.		405
160	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations prévues.		406
161	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2019-2020. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.		407
162	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2020, par catégorie et par origine.		408
163	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.		409
164	Pour 2019-2020, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.		410
165	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021.		411

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
166	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2019-2020, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.		412
167	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2019-2020 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).		415
168	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2019-2020.		417
169	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.		418
170	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues.		419
171	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.		420
172	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.		424
173	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2019-2020 et montant de la subvention prévue pour 2020-2021.		425
174	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020.		426
175	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.		427
176	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2019-2020.		428
177	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2019-2020, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.		429
178	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2019-2020, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation. Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2019-2020.		430
179	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.		431
179A	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2019-2020.		432
180	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2019-2020		433
181	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2019-2020, ainsi que le résultat de chacune des décisions.		434
182	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.		435
183	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs, depuis cinq ans, et ce, par année.		436
184	État de situation sur la révision du règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques afin d'encadrer la publicité des produits d'alcool dans les espaces publics.		437
185	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.		438

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
186	Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries qui entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.		439
187	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.		440
188	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2019-2020, par région.		441
189	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2019-2020.		442
190	Budget alloué au BEI pour l'année 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.		443
191	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2019-2020.		444
192	Effectif du BEI en date du 31 mars 2020. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.		445
193	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.		446
194	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2019-2020, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.		447
195	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2019-2020.		448
196	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2019-2020, ventilé par corps de police et par type de manquements.		449
197	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2019-2020.		450
198	Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2019-2020.		451
199	Travaux entourant la mise en place de l'alerte Silver : a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP ; b) plan de déploiement ; c) sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver.		452
200	Nombre d'ETC affectés à la sécurité des sentiers de motoneige ventilés par catégorie d'emploi et par région administrative (policiers, agents de la faune ou autres).	SQ	-
201	Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Préciser : a) les dates de formation ; b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent ; c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié ; d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.		453

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
202	Toute correspondance écrite ou électronique entre la ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.		454

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE ET ORGANISMES

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2019-2020 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2019-2020^{1 et 2}	(en \$)
TOTAL	22 615 390
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	3 417 185
LICENCES	1 644 499
LOGICIELS	18 386
SERVICES PROFESSIONNELS	17 535 320
Services professionnels - CSPQ	863 405
Télécommunications - CSPQ	3 164 010
Services professionnels internes ³	8 929 710
Services professionnels externes ⁴	4 578 195

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

² Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

³ Ce montant inclut tous les salaires de la Direction des technologies de l'information dont le temps capitalisable dans les projets.

⁴ Ce montant inclut les services du MTESS de 657,4 k\$ payés en date du 31 mars 2020 pour le développement informatique supportant le fichier d'immatriculation des armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2019-2020 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2019-2020¹	(en \$)
TOTAL	1 840 657
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 380
LICENCES	17 376
LOGICIELS	325
SERVICES PROFESSIONNELS	1 821 576
Télécommunications - CSPQ	20 705
Télécommunications externes	22 376
Services professionnels - CSPQ	2 345
Services professionnels internes	146 828
Services professionnels externes	1 629 321

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2019 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Aucune en 2019-2020.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur l'administration de la justice pour les Cris	Identifier les besoins et faire des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en regard de l'administration de la justice pour les Cris et quant à l'utilisation prévue des montants versés en vertu de l'Entente concernant l'administration de la justice pour les Cris entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris et le Gouvernement de la nation crie.	MSP, MJQ, SAA, Gouvernement de la nation crie (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en œuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Formuler des recommandations pour améliorer l'accès à la justice. Identifier les actions pour répondre aux différents enjeux au Nunavik.	MSP, MJQ, Makivik, ARK, Corps de police régional Kativik (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu en lien avec les projets d'agrandissements des quartiers cellulaires.
Comité sur les conditions des membres de groupes criminels et sur les décisions du tribunal entourant la gestion des personnes incarcérées	Examiner et analyser les demandes touchant la détention de certaines clientèles pour en dégager les tendances stratégiques. Conseiller les autorités et les bureaux de plaideurs sur le traitement de ces requêtes. Examiner les décisions des tribunaux touchant aux conditions et au lieu de détention et prévoir des solutions concrètes afin de diminuer leur impact sur le fonctionnement des services correctionnels.	MSP, DPCP, MJQ et SQ	Aucun	Le comité ne siège plus. Un processus de communication est établi entre les partenaires impliqués.
Comité conjoint de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et de la Direction générale des services de justice et des registres	Trouver des solutions afin d'éviter les erreurs administratives et échanger sur d'autres sujets de nature opérationnelle touchant la DGSC et les greffes.	MSP et MJQ	Aucun	Le comité ne siège plus. Un processus de communication est établi entre les partenaires impliqués.
Comité conjoint du MSP et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient offerts par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP et MSSS	Aucun	Travaux en continu
Comités d'implantation sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP, MJQ et DPCP	Aucun	Implantation des projets aux ED de Montréal, de Rivière-des-Prairies, de Hull et du Leclerc de Laval (EDLL) et de Sorel-Tracy. Travaux en cours pour les établissements de détention de Roberval, Sept-Îles, Amos, Québec, St-Jérôme et New-Carlisle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MTESS.	MSP et MTESS	Aucun	Travaux en continu L'entente entre le MTESS et le MSP a été reconduite pour une période de 4 ans soit du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2022. Cette entente est importante pour la clientèle judiciaire. Elle permet à plus de 1 500 personnes en détention et à près de 3 000 personnes dans la communauté de bénéficier des services publics d'emplois chaque année.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEES.	MSP et MEES	Aucun	Travaux en continu L'entente entre le MEES et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023. En 2017-2018, 936 761 heures de formation académique ont été offertes en établissement de détention.
Comité de travail découlant de l'entente de partenariat MSP- Société Elizabeth Fry du Québec (SEFQ)	Contribuer à l'amélioration des conditions de détention des femmes de l'EDLL, renforcer les mécanismes pouvant favoriser une réinsertion sociale réussie et trouver des solutions durables qui répondent aux besoins spécifiques des femmes incarcérées à plus long terme.	MSP et SEFQ	Aucun	Travaux en continu Dépôt le 21 juin 2018 du rapport pour une proposition d'un modèle innovateur en matière de gestion correctionnelle de la clientèle féminine « UNE VOIX DIFFÉRENTE ». Renouvellement de l'entente en janvier 2019 pour deux ans.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le MSP à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de Repentigny, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation de processus en matière de filtrage de sécurité, notamment dans l'optique d'accompagner les ministères et organismes dans l'application de ces processus et assurer le suivi de certaines problématiques.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (CCCCA)	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'ENPQ ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité technique agents évaluateurs	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue.	ENPQ, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Ville de Montréal	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur les appareils de détection d'alcool	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool.	ENPQ, MIQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ	Aucun	Travaux en continu
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plate-forme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Favoriser les meilleures pratiques portant sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux, un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Documenter, suivre et analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	En matière d'emploi de la force, analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques.	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3, un chercheur issu du milieu universitaire.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité chargé d'évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra corporelle	Évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra visant à filmer leurs interventions.	ENPQ, MJQ, DPCP, Cour municipale de Montréal, représentants de tous les niveaux de services des corps de police au Québec (ADPQ).	Aucun	Travaux suspendus
Groupe de travail sur la protection des informations visant des personnes qui exercent une fonction particulière	Émettre des recommandations et proposer des orientations visant notamment à améliorer les pratiques en matière de protection des informations recueillies par les policiers à la suite d'autorisations judiciaires visant des personnes qui exercent une fonction particulière.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – règlement sur les appareils de détection d'alcool	Mettre à jour le Règlement	MSP, MJQ, MTQ, SAAQ	Aucun	Travaux en cours
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre.	MSP, MEES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les niveaux de service	Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Sûreté municipale de Thetford Mines (représentants du niveau 1), Direction de la police de Trois-Rivières et Service de police de la Ville de Sherbrooke (représentants du niveau 2), Service de police de Laval (représentants du niveau 3).	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner des avis à la ministre et formuler des recommandations sur toute question relative à l'organisation des services policiers au Québec.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Union des municipalités du Québec (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, ADPQ, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité.	Aucun	Aucune rencontre en 2019-2020
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MEES, SQ, Collège Ellis, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des directeurs de police des Premières Nations et des Inuits du Québec.	30 000 \$	Travaux en cours
Comité consultatif sur la statistique policière	Élaborer des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière ;	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux en suspens – révision du mandat en cours
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité en soutenant le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité.	MSP, MSSS, MEES, MIDI, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Aucun	Travaux en continu
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant un suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par le biais d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MTESS, MIDI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP, MF et MFQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur en affaires policières pour la mise en œuvre du cadre légal sur le cannabis	Consulter la communauté policière et favoriser la concertation des diverses parties prenantes dans la mise en œuvre des projets de loi fédéraux C-45 et C-46 concernant la légalisation du cannabis et la conduite avec les facultés affaiblies.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ et LSJML	Aucun	Travaux terminés : - Prise en considération des enjeux de la communauté policière dans l'élaboration de la Loi encadrant le cannabis. - Mise en place de programmes de soutien à la formation en sécurité routière et de lutte contre l'approvisionnement illégal de cannabis.
Comité directeur sur la mise en œuvre du rapport du Comité d'examen sur la gestion des mégaprocès	Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité d'examen sur la gestion des mégaprocès.	MSP, DPCP, SPVM, SQ, SPVQ, ADPQ (représentée par le Service de police de la Ville de Longueuil), l'Unité permanente anticorruption et l'ENPQ (co-présidé par le MSP et le DPCP).	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur l'encadrement des éleveurs de chiens	Examiner les conditions d'élevage de chiens au Québec, notamment la sélection des sujets reproducteurs et la socialisation du chiot, afin de proposer des pistes de solution concertées portant sur la responsabilisation des éleveurs en lien avec l'utilisation des pratiques généralement reconnues.	MSP, MAPAQ, ANIMA-Québec, Association québécoise des SPA-SPCA, Association professionnelle des comportementalistes praticiens, Ordre des médecins vétérinaires du Québec, Regroupement des Éleveurs de Chiens Champions du Québec	Aucun	Travaux terminés
Comité de coordination et de suivi sur la radicalisation	Favoriser la cohérence des actions entreprises en permettant aux intervenants du milieu de la sécurité publique au Québec de se réunir, de se concerter et de discuter des enjeux liés à la radicalisation.	MSP, GRC, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, CPRMV, Service de police de Laval, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de la Ville de Gatineau et École nationale de police du Québec.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Cadre de collaboration pour la gestion des déversements maritimes	Développer une pratique opérationnelle concertée pour gérer efficacement les déversements maritimes à la suite d'un incident maritime au Québec. Départager les rôles et responsabilités des intervenants dans la gestion des mesures d'urgence en cas d'incident maritime. Effectuer une refonte du cadre de collaboration en fonction des leçons apprises.	MELCC, GCC, ECCC et MSP.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences du ministère de la Sécurité publique (MSP).	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, SQ, ACSIQ, ACUQ, RDSISQ, ADPQ, UMQ, FQM, CAUCA, HQ et Bell Canada.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMH, ÉNAP, RBQ ainsi que plusieurs organisations des milieux associatifs et municipal.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif fédéral-provincial relativement à l'Entente d'assistance financière découlant du sinistre survenu dans la ville de Lac-Mégantic	Soumettre au ministre du MSP et de Sécurité publique Canada (SPC), des avis concernant le remboursement des dépenses ne figurant pas, <i>a priori</i> , à l'entente, mais qui pourraient être considérées à la suite d'une analyse des deux gouvernements.	MSP, MAMH, MELCC, ministères fédéraux.	Aucun	Travaux terminés : - Avis déposés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MCE – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, MTESS, Revenu Québec, Hydro-Québec, MEES partenaires municipaux et MSP.	Aucun	Travaux en continu
Comité de l'interopérabilité des communications en sécurité publique	Mobiliser les partenaires du secteur de la sécurité publique pour le développement concerté de l'interopérabilité au Québec.	SPVM, Ville de Gatineau, ACSIQ, MSSS, CSPQ, ADPQ, SQ, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Comité de réflexion sur la formation en sécurité incendie au Québec	Analyser la situation actuelle de la formation des pompières et pompiers du Québec en lien avec les besoins du milieu et émettre des recommandations afin de faire évoluer la formation en sécurité incendie.	MSP, École nationale des pompiers du Québec, MEES, ACSIQ et ATPIQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, HQ, MAMH, MAPAQ, MCE, MCE – Urgence Québec, MELCC, MERN, MSSS, MTESS, MTQ, SCT et SQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel de coordination maritime	Ce comité coordonne l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCC, MFFP, MERN, MAPAQ, MSP et MTQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de suivi sur les études de la Commission mixte internationale du lac Champlain et de la rivière Richelieu	Poursuivre les enquêtes sur les causes, les répercussions, les risques et les solutions associés aux inondations dans le bassin du lac Champlain de même que de la rivière Richelieu et déterminer des mesures visant à atténuer les inondations et leurs répercussions dans le bassin versant du lac Champlain et de la rivière Richelieu.	MERN, MAPAQ, MTO, MSP, MSSS, MÉI, MFFP, MAMH, MTQ, et MELCC.	Aucun	Travaux en cours
Comité pour le développement d'un cadre de référence sur l'intervention-pipeline (CRIP)	Dans le cadre du plan d'action de l'Unité de vigilance sur les hydrocarbures, le mandat du comité CRIP vise à faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec.	RQB, MELCC, MERN, MSP, SPC, ONÉ, ACSIQ, Ville de Laval, CMM et plusieurs autres intervenants.	Aucune	Travaux en cours
Comité sur la mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation afin que le contenu du guide tienne compte de la réalité d'aujourd'hui.	MSP, MAMH, MSSS, RBQ, ATPIQ, ACSIQ et Service de sécurité incendie de Montréal.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Le Comité sur la prévention de sinistres naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MELCC, MAMH, MTQ, MERN et MFFP.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur le feu vert clignotant	Élaborer un projet de règlement sur l'utilisation du feu vert clignotant par les pompiers et prévoir sa mise en œuvre et une campagne de sensibilisation du public.	MSP, SAAQ et MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MFFP, MTQ, MELCC et MAMH.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTQ, MELCC et MAMH.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondation	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MAMH, MELCC, MFFP et MTQ.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur l'évolution de l'encadrement législatif des centres d'urgence 9-1-1 et de certains centres secondaires d'appels d'urgence	Conseiller le MSP au regard de ses orientations visant l'évolution du cadre législatif.	MSP, ACUQ, CAUCA, Agence 9-1-1, trois représentants de CU 9-1-1.	Aucun	Travaux en cours
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, Bureau du coroner, CNESST, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MEES, MEI, MELCC, MERN, MFA, MFFP, MIFI, MFQ, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTQ, RBQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ, RQ et Tourisme Québec.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur pour l'élaboration d'un référentiel des opérations d'incendie et de secours	Élaborer un guide « Référentiel des opérations d'incendie et de secours » qui remplacera le Guide des opérations à l'intention des services de sécurité incendie.	Comité directeur : MSP, ENPQ, CNESST, Collège Montmorency, Institut de protection contre les incendies du Québec (IPIQ), ACSIQ, APSAM.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	MSP, CNESST, MAMH, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MEI, MELCC, MERN, MSSS, MTQ, RBQ, et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-Comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques pour les personnes et les biens liés aux feux de forêt	Formuler des recommandations à l'OSCQ afin d'assurer une gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt afin notamment d'améliorer la sécurité des personnes et des biens au Québec.	MSP, MFFP, MAMH, MAPAQ, MELCC, MFFP, MRN, MSSS, MTQ, SAA, MCE – Urgence Québec, Sûreté du Québec.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN)	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MSP, HQ, MAMH, MAPAQ, MCE, MEI, MELCC, MERN, MSSS, MTESS, MTQ, SCT et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MELCC, MEI, MTESS, MERN, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, MCE – Urgence Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les agents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE)	Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention. Proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec pour les incidents impliquant des agents CBRNE.	Bureau du coroner, MAPAQ, MELCC, MSP, MSSS, MTQ, SQ et CNESST.	Aucun	Travaux en suspens

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieu isolé.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MERN, SÉPAQ, SAAQ, CNESST, MAMH, ACSIQ, MFFP, MCE – Urgence Québec, ADGMQ, ADPQ, FQM et UMQ.	Aucun	Travaux terminés : Publication d'un Cadre de référence sur l'intervention d'urgence hors du réseau routier. Programme d'aide financière pour le soutien à l'organisation des interventions d'urgence hors du réseau routier mis en place.
Sous-comité restreint de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	Effectuer le suivi des recommandations du Portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec.	MAPAQ, MELCC, MSP, MSSS et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile	Établir une compréhension commune des rôles et responsabilités des différents partenaires en sécurité civile; Examiner les façons de faire, notamment au niveau de la coordination entre les municipalités et les différents organismes gouvernementaux, afin d'identifier les éléments d'amélioration possible pour gagner en efficacité et en efficience; Vérifier si une bonification est possible en ce qui concerne la contribution qu'apporte le gouvernement dans son rôle de soutien aux municipalités afin que ces dernières puissent assumer leurs responsabilités en matière de sécurité civile.	MSP, MAMH, MSSS, MELCC, MAPAQ, MTQ, MTESS – Urgence Québec, UMQ et FQM.	Aucun	Travaux en continu
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du Plan national de sécurité civile.	MSP, MEI, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MAMH, MTQ et SCT.	Aucun	Travaux en continu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité du LSJML	Fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par l'élaboration des politiques, de nouvelles initiatives touchant le service client, l'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties et, le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs	LSJML DPCP AQAAD Le Bureau du coroner du Québec Les juges SQ ADPQ SPVM MSP et BEI Les communautés scientifiques et universitaires Un représentant d'enquête non policière	Aucun	Travaux en cours

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	Étudier les décès survenus au Québec dans un contexte de violence conjugale afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissance entre les divers intervenants.	À cœur d'homme, Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)-Service de police Agglomération de Longueuil, Bureau du coroner, Carrefour sécurité en violence conjugale, Conseil du statut de la femme, Consultante en matière de violence faite aux femmes, Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), Fédération des maisons d'hébergement pour femmes du Québec, Femmes autochtones du Québec inc., Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), Maison Radisson-Carrefour sécurité en violence conjugale, Ministère de la Sécurité publique, Ministère de la Santé et des services sociaux, Regroupement des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), Services correctionnels du Québec, Sûreté du Québec, Université du Québec à Montréal (UQAM).	36 000	Le comité déposera un premier rapport en 2020.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'examen des décès d'enfants	Étudier les cas de décès d'enfants qui ont fait l'objet d'un avis au coroner afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissances entre les divers intervenants.	Bureau du coroner, Centre hospitalier universitaire (CHU) de Québec, Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), Institut de la santé publique du Québec (INSPQ), Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du Québec (LSJML), Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Sûreté du Québec.	Aucun	Le Comité a poursuivi ses travaux sur les décès d'enfants, notamment en analysant les décès ayant fait l'objet d'une investigation par un coroner. Un bilan de ses activités a été déposé pour les années 2017 et 2018.
Organisation des services : Autopsies et imagerie post-mortem	Améliorer et développer l'organisation des services au Québec en matière d'autopsie et d'imagerie post-mortem.	Bureau du coroner, Ministère de la santé et des services sociaux.	Aucun pour le Bureau du coroner	Plan d'action déposé par le Bureau du coroner au ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur l'abolition du système de marquage des boissons alcooliques	Proposer une nouvelle stratégie d'intervention en matière d'économie souterraine et de protection du public dans le cadre de l'annonce de l'abolition du système de marquage	RACJ, MSP, MFQ, SAQ, DPCP, RQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Le gouvernement a adopté le 17 mars 2020 le report de l'abolition du système de marquage des boissons alcooliques (Loi 41)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 4 : Pour l'année 2019-2020¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	Voir réponse aux questions 165 et 166	Voir réponse aux questions 165 et 166	Voir réponse aux questions 165 et 166	83 041 \$
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 147 et 148	Voir réponse aux questions 147 et 148	Voir réponse aux questions 147 et 148	18 743 \$
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 155 et 156	Voir réponse aux questions 155 et 156	Voir réponse aux questions 155 et 156	6 318 \$
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 159 et 160	Voir réponse aux questions 159 et 160	Voir réponse aux questions 159 et 160	30 607 \$
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	Voir réponse aux questions 174 et 175	Voir réponse aux questions 174 et 175	Voir réponse aux questions 174 et 175	13 963 \$

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 4 : Pour l'année 2019-2020¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	Aucun	Aucun	Commissaire associé aux vérifications de l'intégrité des entreprises, M. Éric René : nommé le 26 juin 2018 pour un mandat de 5 ans, rémunération annuelle 2019-2020 : 169 910 \$ Commissaire associé aux enquêtes, M. Frédérick Gaudreau : nommé le 26 juin 2018 pour un mandat de 5 ans, rémunération annuelle 2019-2020 : 148 796 \$ Commissaire à la lutte contre la corruption, M. Frédérick Gaudreau : nommé le 8 octobre 2019 pour un mandat de 7 ans, rémunération annuelle 2019-2020 : 183 644 \$ Commissaire associé aux enquêtes, M. Sylvain Baillargeon, nommé le 30 mars 2020 pour un mandat de 5 ans, rémunération annuelle 2019-2020 : 151 772 \$	13 224 \$
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	Voir réponse à la question 192	Aucun mandat renouvelé au cours de l'exercice financier 2019-2020	M. Louis Briand-Goulet – 6 mai 2019 au 5 mai 2024 : 87 027 \$ M ^{me} Céline Lamige, enquêteur – 6 mai 2019 au 5 mai 2024 : 95 383 \$ M. Daniel Guillemette enquêteur – 6 janvier 2020 au 5 janvier 2025 : 119 836 \$ M. Daniel Laroche, enquêteur – 6 janvier 2020 au 5 janvier 2025 : 119 836 \$ M ^r Pierre P. Goulet, directeur - 13 janvier 2020 au 12 janvier 2025 : 169 783 \$ M ^{me} Nathalie Larue, enquêteur - 10 février 2020 au 9 février 2025: 95 615 \$	284 147 \$ ²

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

² Inclut l'ensemble des frais de déplacement des membres de la direction et des enquêteurs, tous titulaires d'un emploi supérieur.

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Direction support et services à la gestion ¹	4
Direction générale des services correctionnels	50
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	-
Direction générale des affaires policières	5
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	7
Régie des alcools, des courses et des jeux	3
Bureau du coroner	2
Commissaire à la déontologie policière	1
Comité de déontologie policière	-
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
Commissaire à la lutte contre la corruption	2
TOTAL	75

Les données sont en date du 31 mars 2020.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

¹ La Direction support et services à la gestion inclut le BSM.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, 3 employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Direction générale des services correctionnels	3
Régie des alcools, des courses et des jeux	0
TOTAL	3

Données au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2019-2020.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2019-2020 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 31 mars 2020	Nbre employés occasionnels au au 31 mars 2020	%
Bureau du sous-ministre	62	6	10 %
Direction générale des services à la gestion	265	18	7 %
Direction générale des services correctionnels	4 413	255	6 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	168	18	11 %
Direction générale des affaires policières	549	64	12 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	322	104	32 %
Secrétariat à la Capitale-Nationale	14	1	7 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	224	58	26 %
Bureau du coroner	53	13	25 %
Commissaire à la déontologie policière	33	3	9 %
Comité de déontologie policière	12	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	42	8	19 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	99	14	14 %
Bureau des enquêtes indépendantes	56	2	4 %

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
 Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.
 Source: Rapport EI Effectifs et réserves au 2020-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2019-2020.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2019-2020 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre employés occasionnels au 31 mars 2020 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	922	358	39 %
Bureau de la sous-ministre	8	2	25 %
Direction générale des services à la gestion	32	14	44 %
Direction générale des services correctionnels	473	218	46 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	30	12	40 %
Direction générale des affaires policières	132	68	52 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	137	33	24 %
Secrétariat à la Capitale-Nationale	1	-	0 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	60	2	3 %
Bureau du coroner	15	2	13 %
Commissaire à la déontologie policière	4	1	25 %
Comité de déontologie policière	-	-	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	9	1	11 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	19	5	26 %
Bureau des enquêtes indépendantes	2	-	0 %

Les données sont en date du 31 mars 2020.
 Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
 Les étudiants, les stagiaires et le personnel saisonnier sont exclus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2019-2020, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :

- a) les coûts;**
- b) le nombre de participants;**
- c) les questions posées aux participants;**
- d) les résultats du sondage.**

Sondage d'appréciation - Colloque sur la sécurité civile 2019

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la Direction des communications avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Clientèle : participants au Colloque sur la Sécurité civile

But : satisfaction des participants à l'événement et commentaires

234 répondants

Sondage d'appréciation Colloque sur la sécurité civile 2019 – Conférenciers

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Clientèle : conférenciers du Colloque sur la Sécurité civile

But : satisfaction des conférenciers à l'événement et commentaires

26 répondants

Un nouvel écusson pour les Services correctionnels du Québec

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Clientèle : agents en services correctionnels

But : connaître la préférence entre les 2 choix des nouveaux visuels d'écusson

1585 répondants

Formulaire de demande de matériel promotionnel pour la SPI 2019

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Clientèle : services incendie des municipalités

But : recueillir les besoins des municipalités pour le matériel promotionnel

260 répondants

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2019-2020, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :

- a) les coûts;**
- b) le nombre de participants;**
- c) les questions posées aux participants;**
- d) les résultats du sondage.**

Sondage d'appréciation des conférenciers au Colloque des directeurs de police autochtone 2019
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
Clientèle : conférenciers au Colloque des directeurs de police autochtone
But : satisfaction des conférenciers à l'événement et commentaires
7 répondants

Sondage d'appréciation des exposants au Salon des partenaires du Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2019
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
Clientèle : exposants au Colloque des directeurs de police autochtone
But : satisfaction des exposants à l'événement et commentaires
15 répondants

Sondage d'appréciation Colloque des directeurs de police autochtone
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
Clientèle : participants au Colloque des directeurs de police autochtone
But : satisfaction des participants à l'événement et commentaires
11 répondants

Inscrivez-vous pour aider les sinistrés!
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
Clientèle : employés du ministère de la Sécurité publique
But : inscription pour travailler et aider à l'enregistrement des informations des sinistrés
317 répondants

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 :	Pour l'année 2019-2020, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage.
<p>Survey of satisfaction with new police practices Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey. Clientèle : services de police But : satisfaction et commentaires face à des nouvelles pratiques policières 4 répondants</p> <p>Sondage sur l'élaboration de nouvelles pratiques policières Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey. Clientèle : services de police But : satisfaction et commentaires face à des nouvelles pratiques policières 33 répondants</p> <p>Sondage de satisfaction à l'égard des nouvelles pratiques policières Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey. Clientèle : services de police But : satisfaction et commentaires face à des nouvelles pratiques policières 14 répondants</p> <p>Sondage d'appréciation - Rencontre des gestionnaires du ministère de la Sécurité publique Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey. Clientèle : gestionnaires présents à la rencontre des gestionnaires But : satisfaction des participants à l'événement et commentaires 88 répondants</p> <p>*Aucun coût pour ces sondages réalisés à l'interne * Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du ministère.</p>	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 :	Pour l'année 2019-2020, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage.
<p>Sondage sur la connaissance des outils de sensibilisation en matière de sécurité civile et de sécurité incendie disponible. Sondages réalisés et administré la firme SEGMA-Recherche (9198-1118 Inc.) Clientèle : 1 sondage téléphonique pour les citoyens et 1 questionnaire internet à l'intention des municipalités But : connaître le pourcentage de ceux qui déclarent connaître les outils de sensibilisation en matière de sécurité civile et de sécurité incendie à leur disposition. Coût : une somme maximale de 23 815 \$ Les résultats de ces sondages seront présentés dans le Rapport annuel 2019-2020 du ministère. 1100 répondants</p>	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 9 :	Pour l'année 2019-2020, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : <ul style="list-style-type: none">a) les coûts;b) le nombre de participants;c) les questions posées aux participants;d) les résultats du sondage.
---------------------	--

Sondage pour connaître la satisfaction des personnes contrevenantes à l'égard des communications avec la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

Aucun coût n'est lié à ce sondage. Le sondage a été administré par la Commission québécoise des libérations conditionnelles et les services correctionnels.

110 répondants.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2019-2020¹, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :

- a) les coûts;**
- b) le nombre de participants;**
- c) les questions posées aux participants;**
- d) les résultats du sondage.**

Sondage sur la qualité des services offerts – En lien avec la déclaration de services aux citoyens

La collecte des données est réalisée en continu, sur notre site web, auprès des personnes (plaignants, policiers, procureurs et témoins) qui reçoivent des services du Comité.

Travaux entièrement réalisés à l'interne.

Le nombre total de répondants est de 17 personnes pour l'année financière 2019-2020.

¹ Données du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 9 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2019-2020, en incluant les coûts.

Un sondage interne a été réalisé sur les besoins des employés en matière de bornes électriques pour leur véhicule personnel (51 répondants)*.

Il n'y a aucun coût associé à ce sondage, car l'outil utilisé était gratuit.

Mise à jour au 31 mars 2020

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 9 :	Pour l'année 2019-2020¹, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : <ul style="list-style-type: none">a) les coûts;b) le nombre de participants;c) les questions posées aux participants;d) les résultats du sondage.
---------------------	--

Sondage de notoriété effectué par la firme BIP Recherche auprès de 1023 citoyens du Québec. Le rapport final a été transmis au BEI le 9 mars 2020.
Coût du contrat de service : 20 450,00 \$

Ce sondage répondait à l'une des orientations du Plan stratégique 2018-2020 du BEI, à savoir : favoriser une meilleure connaissance du BEI auprès de la population.

¹ Données du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 10 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2019-2020.

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir sur plusieurs aspects en même temps liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS) et de la mesure 6.2.4 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), un montant total de 2 851 607 \$, dont 564 050 \$ en provenance de la mesure 6.2.4 du PACC 2013-2020, a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. En effet, treize projets de recherche ont été réalisés ou sont en cours de réalisation en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski, laquelle détient une expertise à l'égard de l'aléa « érosion et de la submersion côtières ». Ces projets portent sur le suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la reconstitution historique et la projection des variations du niveau marin, la modélisation de l'évolution future de la situation, la cartographie, la simulation de la propagation des ondes de marées et tempêtes et l'efficacité de différentes mesures et techniques d'adaptation et de protection contre l'érosion et la submersion côtières.

De plus, le CPS est doté d'un budget additionnel de 45 M\$ réparti sur cinq ans pour soutenir les municipalités côtières dans la mise en place de mesures d'atténuation des risques d'érosion et de submersion côtières. Par le biais de ce budget, un montant total de 10 M\$ pour l'année 2019-2020 a permis de poursuivre des mesures de traitement de risques dans les municipalités de Sainte-Luce, Sainte-Flavie, Pointe-aux-Outardes, des Îles-de-la-Madeleine, Port-Cartier et L'Isle-aux-Coudres. Ces travaux visent la protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque ou le versement d'allocations de départ. Cette somme a aussi permis d'obtenir de l'expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime, l'acquisition de « Light Detection And Ranging » (LIDAR) et bathymétrie, ainsi que de financer la modélisation numérique de conditions-sédimentaires à Port-Cartier et à Pointe-aux-Outardes afin de guider la réalisation des travaux à effectuer dans ces municipalités.

Programmes d'aide financière spécifiques et Programme général d'aide financière

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, un montant de 6 392 127 \$ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes et des infrastructures municipales essentielles. De ce montant, 5 280 528 \$ ont été versés à 11 municipalités (Pointe-aux-Outardes, Gaspé, Percé, Baie-Johan-Beetz, Louiseville, St-Célestin, Waltham, Pointe-Calumet, St-Justin, St-Philippe et St-Maurice), dans le cadre de différents programmes d'aide financière spécifiques relatifs aux grandes marées de 2010, aux inondations de décembre 2016 ainsi qu'aux inondations printanières de 2017. De plus, 1 111 599 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à trois municipalités (Rivière-Ouelle, Val-des-Monts et St-Césaire) en raison d'inondations et de glissements de terrain.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/publications/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

FRAIS POUR ACTIVITÉS DE FORMATION, COLLOQUES OU CONGRÈS

Paragraphe 22^E de l'article 4 du Règlement sur la diffusion

DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES – Exercice financier 2019-2020

Exercice financier : **2019-2020**

Trimestre : **Avril à juin**

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse complète)	Coût de l'activité (par personne)
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction générale des affaires ministérielles	1	1er janvier au 30 avril 2019	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	245,55 \$
Financement de services offerts par le Secrétariat aux emplois supérieurs aux titulaires d'un emploi supérieur en matière de développement et	Direction générale des affaires ministérielles	12	1er avril 2019 au 31 mars 2020	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	8 400,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction générale des affaires ministérielles	2	18 et 19 mars 2019	Commission scolaire de la Capitale 199, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5	300,00 \$
Journée d'actualisation des connaissances en itinérance	Direction générale des affaires ministérielles	1	11 avril 2019	École nationale de police de Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Colloque en Audit interne sur la gestion dynamique du changement, évaluation des contrôles internes	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	1	2 mai 2019	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	100,00 \$
Journée professionnelle en accès à l'information et en protection de la vie privée	Direction générale des affaires ministérielles	1	7 mai 2019	Option Technique inc. 750, côte de la Pente-Douce Québec (Québec) G1N 2M1	385,00 \$
Colloque Accès à l'information	Direction générale des affaires ministérielles	1	7 mai 2019	Hôtel Pur 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	545,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des services professionnels correctionnels Laval Lanaudière	1	7 et 8 mai 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des services professionnels correctionnels Laurentides	1	5 juin 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention d'Amos	2	3 et 4 juin 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des services professionnels correctionnels Abitibi-Témiscamingue	1	3 et 4 juin 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Forum 2019 - Penser le Lac St-Pierre de demain : Usages et biodiversité	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	17 et 18 avril 2019	Centre Communautaire Jacques Charette 215, rue Lessard Sainte-Ursule (Québec) J0K 3M0	38,15 \$
Colloque VECTEUR 2019	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	2	15 au 17 avril 2019	Hôtel Rimouski et Centre Des Congrès 225, boulevard René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	295,00 \$
Rendez-vous de la Société de développement économique du Saint-Laurent - Développement portuaire et aménagement du territoire : enjeux et	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	11 avril 2019	Hôtel Intercontinental 360, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 3X4	150,00 \$
16 ^e Colloque annuel du Forum des jeunes de la Fonction publique Québécoise	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	1er mai 2019	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	190,00 \$
Congrès international sur la Recherche Scientifique Industriel-Portuaire	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	2	27 au 31 mai 2019	Cégep de Sept-Îles 175, rue de la Vérendrye Sept-Îles (Québec) G4R 5B7	300,00 \$
35 ^e journée régionale de conférence / Saguenay	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	25 avril 2019	Pavillon des croisières internationales de Saguenay 900, rue Mars La Baie (Québec) G7B 3N7	187,00 \$
Un climat de travail sain	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	17 avril 2019	Auberge Madeli 485, Chemin Principal Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1E4	60,00 \$
Formation professionnelle: Vous engageriez-vous comme gestionnaire?	Service de l'aide financière aux particuliers et aux entreprises	2	16 et 17 avril 2019	L'Académie de trans-formation 2396, chemin Saint-Louis Québec (Québec) G1T 1R6	795,00 \$
16 ^e colloque annuel du forum des jeunes de la Fonction publique Québécoise	Service des programmes aux municipalités	2	1 ^e mai 2019	Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	190,00 \$
Colloque Vecteur 2019	Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale	1	15 avril 2019	Hôtel Rimouski et Centre Des Congrès 225, boulevard René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	74,73 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Colloque Vecteur 2019	Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale	1	16 avril 2019	Hôtel Rimouski et Centre Des Congrès 225, boulevard René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	431,16 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite pour une employée	Service de l'analyse et des politiques	1	23 mai 2019	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Intégrer la gestion visuelle au sein de votre organisation	Direction des ressources humaines	1	2 avril 2019	Mouvement québécois de la qualité 300, rue Saint-Jacques, bureau 1710 Montréal (Québec) H2Y 1P5	955,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	Direction des ressources humaines	4	3 avril 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	11 avril 2019	Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité 2525, boulevard Laurier, 6 ^e étage Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2	140,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	15 avril 2019	Établissement de détention d'Amos 902, route 111 Ouest Amos (Québec) J9T 3A3	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	16 avril 2019	Établissement de détention de Saint-Jérôme 2, boulevard de La Salette Saint-Jérôme (Québec) J7Y 5G5	140,00 \$
AXXIO inc.	Formation 100 jours - Coacher un gestionnaire en intégration pour le SACIG	1	24 avril 2019	Axxio inc. 3107, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 4W5	735,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	2 mai 2019	Établissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	140,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	Direction des ressources humaines	1	1er mai 2019	Ecole nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$
Technique d'entrevue comportementale	Direction des ressources humaines	1	15 mai 2019	Université Laval 2345, allée des Bibliothèques, local 3560 Québec (Québec) G1V 0A5	465,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	15 mai 2019	Établissement de détention de Sorel 400, rue Auber Sorel-Tracy (Québec) J3P 0S3	140,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	28 mai 2019	Établissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	125,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	10 juin 2019	Etablissement de détention de Percé 124 B, route 132 Ouest Percé (Québec) G0C 2L0	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	10 juin 2019	Etablissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	11 juin 2019	Etablissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	11 juin 2019	Etablissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	11 juin 2019	Etablissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	13 juin 2019	Etablissement de détention Leclerc 400, montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	13 juin 2019	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Bas-Saint-Laurent 70, rue Saint-Germain Est Rimouski (Québec) G5L 7J9	125,00 \$
Rédaction stratégique dans les organismes publics	Direction des ressources humaines	1	13 juin 2019	Centre de leadership et de développement des compétences 150, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B2	110,00 \$
Savoir mieux s'affirmer dans ses relations au travail et dans son rôle conseil	Direction des ressources humaines	2	18 juin 2019	Regroupe de réseaux en santé des personnes au travail Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	27 juin 2019	Etablissement de détention de Saint-Jérôme 2, boulevard de La Salette Saint-Jérôme (Québec) J7Y 5G5	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	28 juin 2019	Etablissement de détention de Roberval 555, boulevard Horace-J.-Beemer Roberval (Québec) G8H 0A7	140,00 \$
Processus de qualification cadre classe 4	Service du soutien aux utilisateurs	1	4 avril 2019	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Tour des Laurentides, 2e étage Québec (Québec) G1V 2L2	149,50 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

NumériQC - Transformation numérique	Service de la sécurité informatique gouvernementale	4	9 avril 2019	Centre des Congrès de Québec 900, boulevard René-Lévesque Québec (Québec) G1R 2B5	50,00 \$
Certified Information Systems Security Professional	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	19 avril 2019	ISC2 1300, 17th Street North 17th Floor Arlington, Virginie 22209 États-Unis	341,37 \$
NorthSec 2019 - Colloque & ateliers de travail	Service de la sécurité informatique gouvernementale	7	16 mai au 24 mai 2019	Marché Bonsecours 350, rue St-Paul Est Montréal (Québec) H2Y 1H2	320,00 \$
Formation Burp Suite Pro (NorthSec 2019)	Service de la sécurité informatique gouvernementale	2	16 mai au 24 mai 2019	Marché Bonsecours 350, rue St-Paul Est Montréal (Québec) H2Y 1H2	2 700,00 \$
Gardesol: <i>Analyse, recherche, développement en source ouverte</i>	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	29 mai 2019	Université de Montréal Pavillon Aisenstadt, salle 1140 2920, Chemin de la Tour Montréal (Québec) H3T 1J4	50,00 \$
Colloque Vecteur 2019	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	1	15 au 17 avril 2019	Centre des congrès 225, boulevard René Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	375,00 \$
Colloque Analyz	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	6	9 mai 2019	Hôtel Palace Royal Centre-ville 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	800,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	1	Session hiver 2019	UQAR - campus de Lévis 1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	552,36 \$
Matinée Thématique: <i>La gestion des parties prenantes</i>	Direction de la gestion immobilière	1	4 juin 2019	Université Laval 1030, avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	22,23 \$
Formation - Analyse logique et raisonnement déductif	Direction de l'organisation policière	1	29 et 30 avril 2019	Académie de Trans-Formation 2396, chemin Saint-Louis Québec (Québec) G1T 1R6	650,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Service de la lutte contre la criminalité	1	14 janvier au 26 avril 2019	Université Laval Pavillon Charles-De Koninck 1030, avenue des Sciences humaines, Bureau 5444 Québec (Québec) G1V 0A6	340,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Service de la lutte contre la criminalité	1	14 janvier au 1er mai 2019	Université Laval 2325, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6	245,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Atelier formation - <i>Que racontent les statistiques?</i>	Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité	2	2 avril 2019	Statistique Canada 200, boulevard René-Lévesque Ouest 4 ^e étage, tour Est Montréal (Québec) H2Z 1X4	275,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	20	2019-2020	Club de tir les castors de Charlesbourg inc. 29, rue Marie-de-L'incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	74,50 \$
Formation continue des constables spéciaux et des gardes du corps - location salle de tir	Direction de la protection des personnalités	20	2019-2020	Club de tir les castors de Charlesbourg inc. 29, rue Marie-de-L'incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	74,50 \$
Formation gestion stratégique en sécurité publique	Direction de la protection des personnalités	1	Hiver 2019	Centre de formation du Service de Police de la Ville de Québec	298,51 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	1	11 et 12 avril 2019	Centre louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs Location de dojo	Direction de la protection des personnalités	9	2 avril 2019	Studio Unis de l'Ancienne-Lorette 7050, boulevard Wilfrid-Hamel, suite 80 Québec (Québec) G2G 1B5	65,00 \$
Formation des constables spéciaux (superviseur) Supervision instructeur FMC	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	2 mai 2019	VitalMedic Inc. 1226, rue Richard, Sainte-Julie (Québec) J3E 2A8	250,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Maintien des compétences du premier répondant	Direction de la protection des personnalités	2	24 mai 2019	Assemblée Nationale 1045, rue des parlementaires Québec (Québec) G1A 1A4	112,50 \$
Formation de base - Actualisation des connaissances juridiques des gardes du corps-chauffeurs	Direction de la protection des personnalités	7	5 avril 2019	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	320,00 \$
8 ^e congrès de l'association internationale des enquêteurs en incendie	Incendies / Explosion	1	13 et 14 juin 2019	Le Dauphin, hôtel et suites 600, boulevard Saint -Joseph Drummondville (Québec) J2C 2C1	325,00 \$
8 ^e congrès de l'association internationale des enquêteurs en incendie	Incendies / Explosion	2	13 et 14 juin 2020	Le Dauphin, hôtel et suites 600, boulevard Saint -Joseph Drummondville (Québec) J2C 2C2	415,00 \$
Congrès AMPEQ 2019	Médecine légale	3	24 avril 2019	Centre hospitalier CHU Saint-Justine 3175, Chemin Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 1C5	250,00 \$
Rencontre annuelle du centre Jeremy Rill	Médecine légale	4	3 mai 2019	Montréal Children's Hospital 1001, boulevard Décarie Salle B.02.6851 Montréal (Québec) H4A 3J1	40,00 \$
12th Canadian Powder Diffraction Workshop	Incendies / Explosion	1	8 au 11 mai 2019	Université du Québec à Trois-Rivières 3351, boulevard des Forges Trois-Rivières (Québec) G8Z 4M3	250,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

INPUT-ACE session de formation	Direction générale adjointe	1	26 et 27 juin 2019	Toronto police college 70, Birmingham Street Toronto (Ontario) M8V 2Z5	1 056,00 \$
18th annual forensic DNA BODE	Biologie / ADN	1	23 au 26 avril 2019	Hyatt Regency Phoenix 122, North 2nd Street Phoenix, Arizona 85004 États-Unis	1 116,44 \$
Advences bloodstain pattern analysis workshop	Biologie / ADN	2	6 au 10 mai 2019	CSI Academy of Florida 12787 US Highway 441 Alachua, Floride 32615 États-Unis	1 139,10 \$
2019 IABPA EUROPEAN CONFERENCE PARIS	Biologie / ADN	1	17 au 21 juin 2019	Gendarmerie Nationale 5, boulevard de l'Hautil 95300 Pontoise France	565,99 \$
Association of Firearm and Tool Mark Examiners 2019	Balistique	1	26 au 31 mai 2019	Gaylord Opryland Resort & Convention Center 2800 Opryland Drive Nashville, Tennessee 37214 États-Unis	942,62 \$
67th American Society for Mass Spectrometry	Médecine légale	1	1 au 6 juin 2019	Georgia World Congress Center 285 Andrew Young International Blvd NW Atlanta, Géorgie 30313 États-Unis	896,35 \$
4 ^e conférence annuelle en science judiciaire et pathologie pédiatrique	Médecine légale	1	7 au 9 juin 2019	Aquarium de Géorgie 225, baker Street Atlanta, Géorgie 30313 États-Unis	809,21 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction générale adjointe	1	session été 2019	L'Université du Québec à Montréal 1430, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	619,99 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction générale adjointe	1	2019-2020	Ecole polytechnique - Pavillon Roger-Gaudry 2900, boulevard Édouard-Monpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	572,94 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Biologie / ADN	4	28 au 29 mai 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier :

2019-2020

Trimestre :

Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	7	29 et 30 juillet 2019	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal inc. 2206, 52nd Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	123,43 \$
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	15	2 et 5 août 2019	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal inc. 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	57,60 \$
Formation continue des constables spéciaux - Tir au pistolet (requalification)	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	27 et 28 août 2019	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 262,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Maintien des compétences du premier répondant	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	30 mai 2019	FPPR inc. 81, rue du Grand-Pré Ste-Catherine de la Jacques-Cartier (Québec) G3N 1G6	112,50 \$
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	3	5 juin 2019	Centre formation & pratique du tir de l'Outaouais 268, chemin industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	83,33 \$
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Location champ de tir	Direction de la protection des personnalités	82	26 avril au 9 mai 2019	Canadian Forces Base Valcartier CP 1000 Succ Forces Courcellette (Québec) G0A 4Z0	7,40 \$
Formation continue des gardes du corps-chauffeurs - Location de terrain pour la formation conduite automobile	Direction de la protection des personnalités	82	21 février au 27 mars 2019	Canadian Forces Base Valcartier CP 1000 Succ Forces Courcellette (Québec) G0A 4Z0	18,10 \$
Formation gestion stratégique en sécurité publique	Direction de la protection des personnalités	1	Été 2019	Centre de formation du Service de Police de la Ville de Québec	298,00 \$
Formation continue des gardes du corps-chauffeurs - Location de salle	Direction de la protection des personnalités	3	20 août 2019	Studio Unis 3370, Rue de la Pérade, suite 12 Québec (Québec) G1X 2L7	105,00 \$
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Secourisme d'urgence	Direction de la protection des personnalités	1	12 avril 2019	Forméduc 1355, d'Aquitaine Québec (Québec) G1G 4S9	175,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation: De la ruelle au virtuel: l'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile en 2019	Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité	2	24 et 25 octobre 2019	CIUSSS de la Capitale-Nationale Service valorisation des connaissances, formation réseau et rayonnement Local A-06 525, boul. Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G1M 2S8	100,00 \$
Webinaire: De la ruelle au virtuel: l'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile en 2019	Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité	1	24 et 25 octobre 2019	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	50,00 \$
31e Colloque - Agissons Ensemble Carrefour action municipale et famille	Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité	1	29 au 31 mai 2019	MRC du Domaine-du-Roy Centre des congrès de l'Hôtel Château Roberval 1225, boulevard Marcotte Roberval (Québec) G8H 2P1	317,46 \$
Formation « Éthique et réglementation » (module 2) de l'Ordre des conseillers et conseillères en orientation du Québec	Établissement de détention de Sherbrooke	1	Juin et Juillet 2019	Formation à distance de l'OCCOQ 1600, boul. Henri-Bourassa Ouest bureau 520 Montréal (Québec) H3M 3E2	300,00 \$
Formation « Déontologie et professionnalisme » de l'Ordre des psychologues du Québec	Établissement de détention de Sherbrooke	1	23 août et 20 septembre 2019	Ordre des psychologues du Québec 1100, avenue Beaumont bureau 510 Montréal (Québec) H3P 3H5	250,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Sherbrooke	1	17 et 18 septembre 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Formation sur les techniques d'intervention physique	Établissement de détention de Sherbrooke	8	24 avril 2019 et 1er mai 2019	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	25,00 \$
Formation sur l'intervention d'urgence en établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	24	18 avril 2019 et du 27 au 30 mai 2019	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	25,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec	Direction des services professionnels correctionnels de l'Estrie	1	6 au 9 novembre 2019	Gestion Catherine Beaudet Hôtel Le Concorde Québec 1225, Cours du Général-de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	535,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Hull	1	8 novembre 2019	Gestion Catherine Beaudet Hôtel Le Concorde Québec 1225, Cours du Général-de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	660,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Hull	1	1er septembre au 31 décembre 2019	Université d'Ottawa 75, avenue Laurier Est Ottawa (Ontario) K1N 6N5	60,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Hull	75	11, 12 et 14 juin 2019 17 au 21 juin 2019 21, 23 et 24 mai 2019 3 au 7 juin 2019 27, 28,30 et 31 mai 2019	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien Québec (Québec) J8L 0A9	100,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation Excel	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	11 juillet 2019	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	173,95 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	67	1er avril au 24 septembre 2019	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal Inc. 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	116,10 \$
Formation sur l'intervention d'urgence en établissements de détention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	25	5 juillet 2019	Municipalité de Sainte-Sophie Pavillon Lionel Renaud 2181, rue de l'Hôtel de Ville Saint-Sophie (Québec) J5J 1K5	18,00 \$
Formation estimation du risque d'homicide conjugal	Direction des services professionnels correctionnels Laval Lanaudière	1	16 mai 2019	CHOC Carrefour d'Hommes en changement QG police de Laval 2911, boulevard Chomedey Laval (Québec) H7T 0B8	50,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention Leclerc de Laval Établissement de détention de Sorel Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	18	5, 6, 11, 12 et 19 juin 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	62,22 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	2 mai au 20 juin 2019	Duchêne Nathalie Whitney Campus de la Montagne Pavillon 3200, Jean-Brillant Local B-3315 Montréal (Québec) H3T 1N8	175,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention Leclerc de Laval	23	4, 10, 11, 12, 18 et 19 juin 2019 et 2 juillet 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	68,17 \$
Colloque régional « Violence conjugale et agressions sexuelles...toujours d'actualité! 10 ans plus tard où en sommes-nous?»	Direction des services professionnels correctionnels Ste-Foy / Chaudière-Appalaches	1	14 novembre 2019	Hôtel Québec 3115, Avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	25,00 \$
Formation Oméga	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	1	du 8 au 12 avril 2019 du 22 au 26 avril 2019	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur affaires sociales 5100, rue Sherbrooke Est, bureau 950 Montréal (Québec) H1V 3R9	1 900,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	1	17 et 18 juin 2019	Commission scolaire de la Capitale Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Congrès Société de criminologie du Québec	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	5	6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde Québec 1225, Cours du Général-de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	535,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Roberval	30	Avril et mai 2019	Association chasse et pêche Sieur de Roberval C.P. 183 Roberval (Québec) G8H 2L3	125,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Roberval	2	Mai 2019	Cégep Marie-Victorin Pavillon Bélanger 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Formation en secourisme	Établissement de détention de Baie-Comeau	9	13 mai 2019	Aqua Urgence Inc. Pavillon Mance 41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1M6	55,56 \$
Formation sur la conduite hivernale	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	18 juin 2019	Location Sauvageau Stationnement Centre Henry Leonard 70, avenue Michel-Hémon Baie-Comeau (Québec) G4Z 2A5	35,00 \$
Colloque animateur de pastorale	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	14 au 17 mai 2019	Maison de la Madone 10, rue Denis-Caron Trois-Rivières (Québec) G0T 3W9	228,20 \$
Formation en secourisme	Établissement de détention de Baie-Comeau	9	13 mai 2019	Ville de Baie-Comeau Pavillon Mance 41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1M6	10,08 \$
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS).	Direction des services professionnels correctionnels Côte-Nord	1	24 au 26 septembre 2019	Regroupement des intervenants en matière d'agression Hôtel Impéria Suite 2935, boulevard de la Pinière Terrebonne (Québec) J6X 0A3	695,80 \$
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS).	Direction des services professionnels correctionnels Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	24 au 26 septembre 2019	Regroupement des intervenants en matière d'agression Hôtel Impéria Suite 2935, boulevard de la Pinière Terrebonne (Québec) J6X 0A3	695,80 \$
Société de criminologie du Québec et l'Association canadienne de justice pénale	Direction des programmes	5	6 au 9 novembre 2019	Gestion Catherine Beaudet Bureau des inscriptions 4625, avenue Chauveau Québec (Québec) G2C 1A8	1 795,00 \$
Association québécoise de prévention du suicide	Direction des programmes	10	16 et 17 mai 2019	Association Québécoise de Prévention du Suicide 1135, Grande Allée Ouest Bureau 230 Québec (Québec) G1S 1E7	1 260,05 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction du soutien aux opérations et à l'administration	1	2 et 3 mai 2019	Commissio scolaire de la Capitale Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des projets correctionnels	1	13 et 14 juin 2019	Commissio scolaire de la Capitale Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention Leclerc de Laval Établissement de détention de Sorel Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	12	13 et 14 mai 2019 27 et 28 mai 2019 3 et 4 juin 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	2 576,00 \$
Mise à jour de la jurisprudence rendue en matière de harcèlement psychologique de juin 2017 à avril 2019	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	10 avril 2019	Secrétariat du Conseil du trésor 150, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B2	295,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	3 juillet 2019	Établissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	8 juillet 2019	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies 11900, avenue Armand-Chaput Montréal (Québec) H1C 1S7	140,00 \$
Rédaction stratégique dans les organismes publics	Service du développement et de l'amélioration continue	1	18 juillet 2019	Centre de leadership et développement des compétences 150, boulevard René-Lévesque Est, 11e étage, salle 11.04 Québec (Québec) G1R 2B2	110,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	30 juillet 2019	Établissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	140,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	30 juillet 2019	Service de l'aide financière aux particuliers et aux entreprises 455, rue du Marais Québec (Québec) G1M 3A2	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	31 juillet 2019	Direction des services des transports et des comparutions 2800, boulevard Saint-Martin Ouest Laval (Québec) H7T 2S9	125,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	26 août 2019	Établissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Trois-Rivières (Québec) G9C 0M6	125,00 \$
Milieu de travail en transformation : un leadership en évolution	Direction des ressources humaines	2	5 novembre 2019	Université Laval Centre Desjardins-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	375,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	26 août 2019	Établissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Trois-Rivières (Québec) G9C 0M6	125,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	19 septembre 2019	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	2	23 septembre 2019	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Colloque 2019 de GP- Québec (formation en gestion de projets publics)	Direction de la gestion immobilière	1	23 octobre 2019	Pavillon Desjardins, Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0B3	313,98 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Service des acquisitions	2	7 août 2019	Commission scolaire de la Capitale 199, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5	300,00 \$
Colloque sur la sécurité civile 2019 sur le thème "La sécurité civile, une responsabilité partagée!"	Service de la planification et des politiques	1	14 août 2019	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	350,00 \$
Passeport Multi-CPA - Diverses formations à l'intention des comptables professionnels agréés fourni par l'Ordre des CPA du Québec ¹	Direction des ressources financières et matérielles	5	23 août 2019	Divers lieux de formation	632,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Service de l'infrastructure, du réseau et des projets	1	Session hiver 2019	Université Laval 2323, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	553,80 \$
Cours: Enquête de piratage informatique Cours: Technologie de stockage de données et sécurité	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	26 août au 20 décembre 2019	École Polytechnique de Montréal 101-405, avenue Ogilvy Crim Montréal (Québec) H3N 1M3	508,80 \$
Secourisme en milieu de travail	Direction du rétablissement	1	26 et 27 novembre 2018	Ambulance Saint-Jean 670, rue Bouvier, bureau 250 A Québec (Québec) G2J 1A7	109,00 \$
Inscription à la formation Introduction aux obligations du nouveau Règlement sur les urgences environnementales et mise en œuvre d'un comité local de concertation (Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs)	Direction des opérations	1	30 septembre 2019	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	40,00 \$
Gestion du temps, des activités et des priorités avec la méthode Qualitemps	Direction de la sécurité-incendie	1	23 août 2019	Édifice le 1001 1001, route de l'Église, bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	331,50 \$
Inscription à la formation Introduction aux obligations du nouveau Règlement sur les urgences environnementales et mise en œuvre d'un comité local de concertation (Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs)	Service de l'analyse et des politiques	1	30 septembre 2019	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	40,00 \$
Grand forum des communautés résilientes organisé par le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)	Centre d'expertise en gestion des risques et incidents maritimes	1	4 et 5 juin 2019	Séminaire de Québec 20, rue Port Dauphin Québec (Québec) G1R 5N3	180,00 \$
Grand forum des communautés résilientes organisé par le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)	Centre d'expertise en gestion des risques et incidents maritimes	1	4 et 5 juin 2019	Séminaire de Québec 20, rue Port Dauphin Québec (Québec) G1R 5N3	225,00 \$
Cours de langue seconde - Anglais	Centre d'expertise en gestion des risques et incidents maritimes	1	25 avril 2019	Françoise Mousse 1043, chemin du Gros Cap #2 L'Étang du Nord (Québec) G4T 3M9	60,00 \$
Green Mountain DNA Conference	Biologie / ADN	2	31 juillet au 2 août 2019	Hôtel DoubleTree par Hilton 870, rue Williston Burlington Sud, Vermont, 05403 États-Unis	797,12 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Société internationale de génétique forensique, (ISFG International) ²	Biologie / ADN	1	9 au 14 septembre 2019	Centre des congrès de Prague 5, Kvetna 65 Prague 14000, République Tchèque	882,38 \$
Société internationale de génétique forensique, (ISFG International) ³	Biologie / ADN	2	9 au 15 septembre 2019	Centre des congrès de Prague 5, Kvetna 65 Prague 14000, République Tchèque	1 053,88 \$
57e Congrès international de l'association de Toxicologues judiciaires (TIAFT - International Association of Forensic Toxicologists)	Direction de la médecine légale et de la toxicologie	2	2 au 6 septembre 2019	Centre international des congrès de Birmingham 8, Centenary Square Birmingham, B1 2EA, Royaume Uni	1 020,21 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction de la médecine légale et de la toxicologie	1	Session été 2019	Université de Montréal 2900, boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	274,89 \$
Salon national événementiel corporatif	Direction des communications	1	29 août 2019	Plaza Centre-Ville Montréal 777, Boulevard Robert-Bourassa Montréal (Québec) H3C 3Z7	98,00 \$
Formation: De la ruelle au virtuel: l'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile en 2019	Secrétariat général	1	10 juin 2019	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale 525, boulevard Wilfrid Hamel Québec (Québec) G1M 2S8	86,97 \$

Information complémentaire

¹ Il s'agit d'un abonnement annuel donnant accès à plusieurs formations. Ces formations ont lieu à divers endroits.

² Prix membre

³ Prix non-membre

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier :

2019-2020

Trimestre :

Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
13 ^e congrès en santé mentale : Relations + Émotions + Modernité = Équation possible	Direction des services professionnels correctionnels - Outaouais	3	17 octobre 2019	Centre de formation en santé mentale de l'Outaouais 20, rue Pharand Gatineau (Québec) J9A 1K7	275,00 \$
13 ^e congrès en santé mentale : Relations + Émotions + Modernité = Équation possible	Direction des services professionnels correctionnels - Outaouais	1	17 octobre 2019	Centre de formation en santé mentale de l'Outaouais 20, rue Pharand Gatineau (Québec) J9A 1K7	150,00 \$
17 ^e Colloque en prévention du suicide: Agir différemment... Pour redonner espoir	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	1	30 octobre 2020	Club de Golf Montcalm 1800, chemin Nadeau Saint-Liquori (Québec) J0K 2X0	50,00 \$
21 ^e Colloque annuel de l'Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec	Direction des affaires ministérielles	1	17 septembre 2019	Aquarium de Québec 1675, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 4S3	75,00 \$
23 ^e Journées annuelles de santé publique - Mobiliser les partenaires afin d'améliorer les services en ITSS en établissement de détention	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	27 novembre 2019	Hôtel Bonaventure 900, de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H5A 1E4	250,00 \$
23 ^e Journées annuelles de santé publique - Mobiliser les partenaires afin d'améliorer les services en ITSS en établissement de détention	Direction des programmes	1	29 novembre 2019	Hôtel Bonaventure Montréal 900, Rue de la Gauchetière O Montréal (Québec) H5A 1E4	300,00 \$
2nd annual Northeast Probabilistic Genotyping User Group (Groupe d'utilisateurs du génotypage probabiliste du Nord-Est)	Direction de la biologie	1	15 et 16 octobre 2019	Office of the Chief Medical Examiner Dept. of Forensic Biology 421, E 26th St New York, New-York 10016, États-Unis	1 208,26 \$
AcriGeo (Semaine de la géomatique à Québec)	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	8	15 octobre 2019	Hôtel Le Concorde Québec 1225, cours du Général-De Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	85,00 \$
Allier notre expertise à votre besoin - Affiner son sens politique pour agir stratégiquement et accroître l'impact de son influence. Alliance des cadres de l'État	Direction régionale du Bas-St-Laurent	1	31 janvier 2020	Hôtel Delta 475, avenue Président-Kennedy Montréal (Québec) H3A 1J7	249,00 \$
Cercle des jeunes Leaders de l'administration publique (ENAP)	Direction des ressources humaines	1	mai 2018 à janvier 2020	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	6 000,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Cercle des jeunes leaders de l'administration publique (ENAP)	Direction du conseil à l'organisation	1	septembre 2019 à avril 2021	Ecole nationale d'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	6 000,00 \$
Certification au système TRIMA	Direction des ressources humaines	1	20, 21, 22 novembre et 10 décembre 2019	Cégep Gagneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	2 250,00 \$
CODIS (Combined DNA Index System) - (Système combiné d'index d'ADN) administrators	Direction de la biologie	1	2 au 6 décembre 2019	NCED Conference Center & hotel 2801, E State Highway 9 Norman, Oklahoma 73071, États-Unis	1 101,35 \$
Colloque « Engagé(es) ensemble contre la violence conjugale »	Direction des pratiques policières	1	12 et 13 novembre 2019	Hôtel Universel 5000, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1V 1A1	292,76 \$
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS)	Direction des services professionnels correctionnels - Mauricie	4	21 novembre 2019	Hôtel Montfort 1141, Saint-Jean-Baptiste Nicolet (Québec) J3T 1W4	56,53 \$
Colloque public "Engagé.e.s ensemble contre la violence conjugale"	Établissement de détention Leclerc de Laval	2	12 et 13 novembre 2019	Hôtel Universel 5000, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1V 1A1	292,76 \$
Colloque public "Engagé.e.s ensemble contre la violence conjugale"	Direction des services professionnels correctionnels - Clientèle féminine	1	12 et 13 novembre 2019	Hôtel Universel 5000, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1V 1A1	292,76 \$
Colloque Recherche des circonstances et de la cause d'un incendie (RCCI)	Direction des pratiques policières	1	26 septembre 2019	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	75,00 \$
Colloque régional: "La violence conjugale et les agressions sexuelles...toujours d'actualité"	Direction des services professionnels correctionnels - Québec - Charlevoix	4	14 novembre 2019	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	25,00 \$
Colloque régional: "La violence conjugale et les agressions sexuelles...toujours d'actualité"	Direction des services professionnels correctionnels - Sainte-Foy - Chaudière- Appalaches	2	14 novembre 2019	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	25,00 \$
Colloque régional: "La violence conjugale et les agressions sexuelles...toujours d'actualité"	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	3	14 novembre 2019	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	25,00 \$
Colloque régional: "La violence conjugale et les agressions sexuelles...toujours d'actualité"	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	1	14 novembre 2019	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	25,00 \$
Conférence : Gestion de la formation, levier stratégique de votre performance organisationnelle	Direction des ressources humaines	1	3 décembre 2019	Événements Les Affaires 1100, boulevard René-Lévesque Ouest, 24e étage Montréal (Québec) H3B 4X9	595,00 \$
Conférence : Gestion des espaces de travail	Direction de la gestion immobilière	1	13 novembre 2019	Hilton Québec 1100, René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 4P3	1 285,00 \$
Conférence Josée Query sur le Trouble de stress post-traumatique (TSPT)	Direction des pratiques policières	1	9 novembre 2019	L'Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	17,39 \$
Conférences: La puissance du travail d'équipe. Reconnaître pour mieux mobiliser. La gestion des comportements difficiles et techniques de résolution de conflits.	Direction de la gestion immobilière	1	23 novembre 2019	Cineplex Odéon 1200, Autoroute 540 Québec (Québec) G2G 2B5	299,00 \$

Ministère de la Sécurité publique : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html>

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Congrès 2019 - Société de criminologie du Québec et Association canadienne de justice pénale	Direction des affaires ministérielles	1	6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	610,00 \$
Congrès 2019 de l'Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	Direction de la sécurité incendie	5	6-7-8 novembre 2019	Hôtel PUR 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	38,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde 1225 Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	660,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	1	6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde Québec 1225, Cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	75,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Sorel	1	6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	585,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	1	Du 6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	585,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec	Direction des programmes	1	6 au 9 novembre 2019	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	610,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	6 et 7 novembre 2019	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	550,00 \$
Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu à autorisation restreinte (CCSMAFAR)	Service de la lutte contre la criminalité	1	11 janvier 2020	Fédération Québécoise de tir 1175, boul. Charest Ouest Bureau R-201 Québec (Québec) G1N 2C8	175,39 \$
Cours de français - Français sans faute (Formation à distance)	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	Automne 2019	Cégep de St-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	120,00 \$
CSPQ-CLDC (Groupes interministériels de codéveloppement en gestion)	Service de l'analyse et des politiques	1	18 octobre 2019 — 29 novembre 2019	CSPQ 150, boul. René-Lévesque Est, 11e étage Québec (Québec) G1R 2B2 MAPAQ 200, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1R 4X6	225,00 \$
Effigis géo-solutions Inc. (Formation sur l'utilisation d'appareils nécessaires au travail des employés)	Service de soutien à la réduction des risques de sinistres	8	28 novembre 2019	Ministère de la sécurité publique 2525, boul. Laurier Tour des Laurentides, 6e étage Québec (Québec) G1V 2L2	109,48 \$
Éthique et réglementation (module 2) - Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec (Formation à distance)	Direction des services professionnels correctionnels - Québec - Charlevoix	1	1 octobre 2019	Direction des services professionnels correctionnels Québec - Charlevoix 300, boul. Jean Lesage Québec (Québec) G1K 8K6	300,00 \$
Éthique et réglementation (module 2) - Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec (Formation à distance)	Direction des services professionnels correctionnels - Estrie	1	Automne 2019	Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec 1600, boul. Henri-Bourassa O., bureau 520 Montréal (Québec) H3M 3E2	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation - Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe (PAP-CE)	Direction de l'organisation policière	1	26 septembre 2019 au 5 juin 2020	Ecole nationale d'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	3 400,00 \$
Formation Angular et TypeScript	Service de la réalisation des systèmes	3	23 et 24 avril 2020	Académie Angular 660, Boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	995,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	13	9 et 10 mai 2019	Centre formation & pratique du tir de l'Outaouais 268, chemin industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	61,50 \$
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	4	27 novembre 2019	Club de tir de Lanaudière 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	72,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	3	22 octobre 2019	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal Inc. 2206, 52nd Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	144,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	21 octobre 2019	Club de tir de la lièvre 647, rue l'Allier Mont-Launier (Québec) J9L 3P5	350,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Maintien des compétences du premier répondant	Direction de la protection des personnalités	3	15 novembre 2019	Formation Prévention Secours 230, Siméon-Delisle, suite 101 Portneuf (Québec) G0A 2Y0	110,00 \$
Formation continue des gardes du corps-chauffeurs - Location de terrain pour la formation conduite automobile	Direction de la protection des personnalités	2	3 octobre 2019	Canadian Forces Base Valcartier CP 1000 Succ Forces Courcellette (Québec) G0A 4Z0	41,00 \$
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Secourisme d'urgence	Direction de la protection des personnalités	24	5 et 19 novembre 2019 10 décembre 2019	Forméduc 1355, d'Aquitaine Québec (Québec) G1G 4S9	25,00 \$
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Secourisme d'urgence	Direction de la protection des personnalités	31	17, 21, 24, 29 et 31 octobre 2019	Forméduc 1355, d'Aquitaine Québec (Québec) G1G 4S9	17,25 \$
Formation de groupe interministériel de codéveloppement en gestion (En ligne)	Établissement de détention de Montréal	1	24 octobre 2019	Établissement de détention de Montréal 800, Boulevard Gouin Ouest Montréal (Québec) H3L 1K7	225,00 \$
Formation de groupe interministériel de codéveloppement en gestion (Visioconférences)	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	21 novembre, 16 janvier, 18 février, 26 mars, 23 avril et 12 mai	Établissement de détention Leclerc de Laval 400, Montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	225,00 \$
Formation de secourisme en milieu de travail	CEGRIM	5	12 et 13 octobre 2019	Du coeur aux soins inc. 195, rue principale Saint-Alexis-de-Matapédia (Québec) G0J 2E0	123,00 \$
Formation pour le logiciel Sapphire Lite sur la consommation des carburants	Établissement de détention de Québec	6	31 octobre 2019	Équipement Garant Inc. 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	21,88 \$
Formation en explosions ARDENT DEFENDER (entraînement sur la lutte contre la menace explosive) avec le SPVM, la GRC et l'armée canadienne	Direction de la criminalistique / incendie-explosion	1	8 au 10 octobre 2019	4th Canadian Division Training Centre - Base militaire 139152 Grey Road 112 Meaford (Ontario) N4L 0A1	559,18 \$
Formation en hygiène et salubrité des aliments	Établissement de détention de New Carlisle	2	8 et 9 octobre 2019	L'Hostellerie Baie Bleue 482, boulevard Perron Carleton-sur-Mer (Québec) G0C 1J0	135,00 \$

Ministère de la Sécurité publique : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html>

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation en ligne par l'Université Laval - Le point sur le TDAH: comprendre, soutenir et accompagner les jeunes	Direction des services professionnels correctionnels - Sainte-Foy - Chaudière-Appalaches	1	Automne 2019	Formation en ligne 1020, route de l'Église, bureau 110 Québec (Québec) G1V 3V9	35,00 \$
Formation GC/MS (Chromatographie en phase gazeuse-spectrométrie de masse)	Direction de la criminalistique / chimie	1	30 septembre au 2 octobre 2019	Cds Analytical Inc. 465, Limestone Road P.O. Box 277 Oxford, Pennsylvanie 19363, États-Unis	1 759,56 \$
Formation Gestion de projet agile	Direction des projets correctionnels	1	4 et 5 novembre 2019	Technologia Formation 5400, boul. des Galeries 5 ^e étage Québec (Québec) G2K 2B4	803,00 \$
Formation Gestion de projets informatiques	Direction des projets correctionnels	1	9 au 11 septembre 2019	Groupe informatique Technologia Inc. 5400, boul. des Galeries 5 ^e étage Québec (Québec) G2K 2B4	1 219,00 \$
Formation l'ordre des ingénieurs : Le travail et la gestion d'équipe	Direction du rétablissement	1	5 décembre 2019	Cinéplex Odéon Ste-Foy 1200, Autoroute 540 Québec (Québec) G2G 2B5	299,00 \$
Formation sur les interventions en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	49	29 octobre au 5 décembre 2019	Pavillon Lionel-Renaud 2181, rue Hôtel-de-Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	18,37 \$
Formation sur les méthodes d'intervention physique auprès de la clientèle contrevenante	Établissement de détention de Saint-Jérôme	130	1 ^{er} octobre au 17 décembre 2019	Salle Gai-Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	21,15 \$
Formation Oméga de base	Direction générale adjointe à la sécurité	4	5 décembre 2019	Association paritaire pour santé et sécurité au travail Direction générale adjointe à la sécurité 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 2931 Montréal (Québec) H1T 3X1	120,00 \$
Formation SST : Initiation à l'amiante (en ligne)	Direction de la gestion immobilière	1	23 septembre 2019	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	60,00 \$
Formation sur la Loi 9 : Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la loi sur la sécurité dans les sports	Service de la lutte contre la criminalité	1	10 décembre 2019	Fédération Québécoise de tir 1175, boul. Charest Ouest Bureau R-201 Québec (Québec) G1N 2C8	49,69 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention Leclerc de Laval	38	15, 16, 17, 23, 24, 29, 30, 31 octobre 2019 et 5, 6 novembre 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	74,11 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	356	21 août à novembre 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	64,36 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Sorel	104	3 septembre au 28 novembre 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	52,31 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Sorel	98	17 septembre au 5 décembre 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	19,33 \$

Ministère de la Sécurité publique : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html>

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Hull	45	30 septembre 2019 et du 1er au 18 octobre 2019	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	127,55 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Hull	3	28 octobre 2019	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	136,66 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Hull	22	Du 21 au 25 octobre 2019	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	93,18 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	189	10 octobre au 16 décembre 2019	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	86,85 \$
Gestion de projet avec Project Online	Direction des technologies de l'information	12	9 octobre 2019	Ministère de la Sécurité publique 2525, boul. Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	5 500,00 \$
IAAI Québec - Formation sur les incendies d'origine électrique	Direction de la criminalistique / incendie-explosion	1	17 novembre 2019	Club de golf de Saint-Hyacinthe 3840, Boulevard Laurier O Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3T9	185,11 \$
Journées francophones de la sécurité routière	Direction des pratiques policières	1	23 et 24 octobre 2019	Université de Sherbrooke Faculté de médecine et des sciences de la santé 150, place Charles-Le-Moine, bureau 200 Longueuil (Québec) J4K 0A8	100,00 \$
Processus de qualification - Cadres, classe 3 Alliance des cadres de l'État (Webinaire)	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	1	11 novembre 2019	Webinaire 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23 Montréal (Québec) H1V 3R9	100,00 \$
Processus de qualification - Cadres, classe 3 Alliance des cadres de l'État (Webinaire)	Direction régionale de la Côte-Nord	1	14 novembre 2019	Webinaire 625 boul. Lafleche, bureau 1.807 Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	100,00 \$
Professionnels responsables d'équipe (Activité de développement des compétences)	Direction des ressources humaines	1	11 décembre 2019	Centre de leadership et de développement des compétences 150, boul. René-Lévesque Est Québec, (Québec) G1R 2B2	250,00 \$
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe (PAP-CE)	Direction de la biologie	2	Session automne 2019	École nationale d'administration publique 555, Boulevard Charest E Québec (Québec) G1K 9E5	3 400,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des ressources financières et matérielles	1	12 décembre 2019	Commission scolaire de la Capitale 199, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des ressources humaines	1	25 et 26 novembre 2019	Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Service du soutien aux utilisateurs	1	7 octobre 2019	Cégep de Trois-Rivières 3175, boulevard Lavolette Trois-Rivières (Québec) G8Z 1E9	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Secrétariat général	1	28 et 29 octobre 2019	1201, rue de la Pointe aux Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Montréal	2	13 et 14 novembre 2019	Cégep Marie-Victorin 767 Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	5 et 16 octobre	Cégep régional de Lanaudière 2505 boul. des Entreprises Terrebonne (Québec) J6X 5S5	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	31 octobre et 1er novembre 2019	Cégep régional de Lanaudière 777, rue Notre-Dame Repentigny (Québec) J5Y 1B4	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	2	12 et 13 novembre 2019	Cégep Marie-Victorin 525, boul. Wilfrid-Laurier Beloil (Québec) J3G 4H8	600,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	13 et 14 novembre 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Trois-Rivières	2	16 et 17 décembre 2019	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des services professionnels correctionnels - Mauricie	1	7 et 8 octobre 2019	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Québec	2	28 et 29 octobre 2019 7 et 8 novembre 2019	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	1	10 et 11 octobre 2019	Cégep Chicoutimi 534, Jacques-Cartier Est Chicoutimi (Québec) G7H 1Z6	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Roberval	2	10 et 11 octobre 2019 19 et 20 novembre 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des services professionnels correctionnels - Outaouais	1	29 et 30 octobre 2019	Cégep de l'Outaouais 125, boul. Sacré Cœur Gatineau (Québec) J8X 1C5	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	4 et 5 décembre 2019	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction des services professionnels correctionnels - Laurentides	3	4 et décembre 2019	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Amos	1	6 et 7 novembre 2019	Cégep Marie-Victorin 425, boul. du Collège Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E5	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite (Formation en ligne à l'EDA)	Établissement de détention de Amos	1	1 novembre 2018	Commission scolaire de la Capitale 902, route 111 Ouest Amos (Québec) J9T 3A3	300,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	3 octobre 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	17 octobre 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	31 octobre 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	14 novembre 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	14 novembre 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	14 novembre 2019	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) - Comment utiliser efficacement l'expertise médicale dans la gestion d'un dossier	Direction des ressources humaines	1	23 octobre 2019	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 4M6	225,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) - La demande de partage des coûts	Direction des ressources humaines	1	24 octobre 2019	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 4M6	225,00 \$
Society of Forensic Toxicologists (SOFT) (Société des toxicologues judiciaires)	Direction de la médecine légale et de la toxicologie	1	13 au 18 octobre 2019	Grand Hyatt San Antonio 600, E Market St San Antonio, Texas 78205, États-Unis	3 783,25 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	11 octobre 2019	Etablissement de détention d'Amos 902, route 111 Ouest Amos (Québec) J9T 3A3	140,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	15 octobre 2019	Etablissement de détention d'Amos 902, route 111 Ouest Amos (Québec) J9T 3A3	140,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	23 octobre 2019	Etablissement de détention d'Amos 902, route 111 Ouest Amos (Québec) J9T 3A3	125,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	19 novembre 2019	Etablissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Trois-Rivières (Québec) G9C 0M6	125,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	13 décembre 2019	Etablissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Trois-Rivières (Québec) G9C 0M6	125,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	13 décembre 2019	Etablissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Trois-Rivières (Québec) G9C 0M6	125,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	13 décembre 2019	Etablissement de détention de Sorel 400, rue Auber Sorel-Tracy (Québec) J3P 0S3	125,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	13 décembre 2019	Etablissement de détention d'Amos 902, route 111 Ouest Amos (Québec) J9T 3A3	125,00 \$
Solutions Trima Inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	18 décembre 2019	Etablissement de détention de Sorel 400, rue Auber Sorel-Tracy (Québec) J3P 0S3	125,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction générale adjointe (Laboratoire)	1	Session automne 2019	Université du Québec à Montréal 405, Rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H2L 2C4	977,65 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction générale adjointe (Laboratoire)	1	Session automne 2019	Université de Montréal 2900, Boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	1 299,78 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction de la médecine légale et la toxicologie	1	Session automne 2019	Université de Montréal 2900, Boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	819,33 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction de la médecine légale et la toxicologie	1	Session automne 2019	1701, Rue Parthenais Montréal (Québec) H2K 3S7	718,45 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction de la médecine légale et la toxicologie	1	Session automne 2019	HEC Montréal 3000, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	930,59 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Roberval	1	1er septembre au 31 décembre 2019	Université Laval 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	393,55 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère (Formation à distance)	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	1	Session hiver et été 2019	Ministère de la sécurité publique 1020, route de l'Église, bureau 110 Québec (Québec) G1V 3V9	450,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	Session hiver et été 2019	Université du Québec en Outaouais campus St-Jérôme 5, rue Saint-Joseph Saint-Jérôme (Québec) J7Z 0B7	360,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	Session hiver 2019	Université du Québec en Outaouais campus St-Jérôme 5, rue Saint-Joseph Saint-Jérôme (Québec) J7Z 0B7	120,00 \$
Versalys (Formation Ms-Excel) débutant pour pro	Service de la planification gouvernementale en sécurité civile	1	13 novembre 2019	Parc Samuel-Holland 850, Ernest-Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	123,25 \$
Versalys (Formation Ms-Excel) Intermédiaire	Service de la planification gouvernementale en sécurité civile	1	5 et 6 décembre 2019	Parc Samuel-Holland 850, Ernest-Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	246,50 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier :

2019-2020

Trimestre :

Janvier à mars

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
72 ^e congrès American Academy of Forensic Sciences (AAFS)	Direction de la médecine légale	1	17 au 22 février 2020	777 Convention Way, Anaheim, Californie 92802, Etats-Unis	5 167,31 \$
SWGDM américain (The Scientific Working Group on DNA) - Groupe scientifique de travail sur les méthodes d'analyse de l'ADN (Américain)	Direction de la biologie	1	7 au 9 janvier 2020	2500 Neabsco Common Pl, Woodbridge, VA 22191, Etats-Unis	597,80 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction générale des affaires ministérielles	1	Automne 2019	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	254,40 \$
Congrès 2019 de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	Direction de la Sécurité incendie	6	18 au 21 mai 2020	Fairmont Le Manoir Richelieu 181, rue Richelieu La Malbaie (Québec) G5A 1X7	431,77 \$
Formation : Excel débutant pour professionnels	Service de la planification gouvernementale en sécurité civile	1	19 décembre 2019	Versalys 850, rue Ernest-Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	127,50 \$
Formation : Excel intermédiaire Groupe EDGENDA inc.	Direction de la prévention et de la planification	1	22 et 23 janvier 2020	AFI Expertise 1751, rue Du Marais, local 300 Québec (Québec) G1M 0A2	250,00 \$
Formation : Excel intermédiaire	Service de la planification gouvernementale en sécurité civile	1	3 et 4 février 2020	Versalys 850, rue Ernest-Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	255,00 \$
Formation : Comprendre le fonctionnement de l'état	Direction des opérations	1	10 avril 2019 au 31 octobre 2020	École nationale d'administration publique (ÉNAP) 555 Boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	2 300,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Centre des opérations gouvernementales	2	13 et 20 février 2020	Centre de formation Eric Langevin inc. 1995, rue Frank-Carrel, local 094 Québec (Québec) G1N 4H9	112,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	5 et 6 février 2020	Clinique médicale privée opti-soins inc. 2655, boulevard du Royaume, Suite 550 Jonquière (Québec) G7S 4S9	127,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	3	22 et 23 janvier 2020	Coopérative des paramédics du Grand-Portage 47-A, rue Saint-André Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3J2	127,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Centre des opérations gouvernementales	5	30 et 31 janvier, 6 et 7 février, 8 et 19 février 2020	Distributions Richard Grondin inc. 1995, rue Frank-Carrel, local 094 Québec (Québec) G1N 4H9	112,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie	5	15 et 16 janvier 2020	Gestion paramédical inc. Ministère de la Sécurité publique 165, rue Jacques-Cartier Nord Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	112,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction du rétablissement	2	16 et 16 janvier 2020	Gestion paramédical inc. Ministère de la Sécurité publique 165, rue Jacques-Cartier Nord Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S10	112,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction de la sécurité incendie	1	22 et 23 janvier 2020	Coopérative des paramédics du Grand-Portage 47-A, rue Saint-André Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3J2	127,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Programme d'aide financière	1	22 et 23 janvier 2020	Coopérative des paramédics du Grand-Portage 47-A, rue Saint-André Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3J3	127,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction de la sécurité incendie	1	13 et 14 janvier 2020	Gestion paramédical inc. 6005, boulevard Grande Allée Brossard (Québec) J4Z 3G4	112,00 \$
Formation incendie: initiation, démonstrations et pratiques	Direction de la Sécurité incendie	15	4, 12 et 13 novembre 2020	Institut de protection contre les incendies du Québec 1740, montée Masson Laval (Québec) H7E 4P2	266,67 \$
Formation : Matières dangereuses	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	3	5 décembre 2019	Service de sécurité incendie de Rivière-du-Loup 553, rue Lafontaine Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3C5	115,00 \$
Grands Rendez-vous CPA (Ordre des comptables professionnels agréés du Québec) - Journée entreprise, Cabinet et Secteur public. DECIMAL	Programme d'aide financière	1	21 novembre 2019	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	625,00 \$
Journée-conférences sur le stress post-traumatique Maison La Vigile	Direction de la sécurité incendie	1	5 février 2020	Quality Hotel Centre de congrès Saint-Jean-sur-Richelieu 725, boulevard du Séminaire Nord Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 8H1	20,00 \$
Le profil Hermann: Déterminer les profils de préférences cérébrales (Camiq inc.)	Direction régionale de l'Outaouais	6	28 novembre 2019	Ministère de la Sécurité publique 817, boulevard Saint-René Ouest Gatineau (Québec) J8T 8M3	105,00 \$
Le profil Hermann: Déterminer les profils de préférences cérébrales (Camiq inc.)	Service de l'analyse et des politiques	11	Entre le 28 octobre et le 26 novembre 2019	Ministère de la Sécurité publique 2525 boulevard Laurier Tour des Laurentides, 6e étage Québec (Québec) G1V 2L2	105,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Processus de qualification - Cadres, classe 2. Alliance des cadres de l'État	Direction des opérations	1	3 février 2020	Webinaire Ministère de la Sécurité publique 2525 boulevard Laurier Tour des Laurentides, 6e étage Québec (Québec) G1V 2L2	100,02 \$
Processus d'évaluation à des fins de relève	Direction des opérations	4	22 et 27 novembre 2018	École nationale d'administration publique (ÉNAP) 555 Boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	2 025,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction du rétablissement	1	6 et 7 février 2020	Centre Louis-Joliet 1201, Rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Rencontre annuelle du Forum des partenaires 2019	Centre d'expertises en gestion des risques d'incidents maritimes	1	19 novembre 2019	Centre Récréatif Etang-du-Nord 1349, Chemin de la Verrière L'Étang-du-Nord (Québec) G4T 3G1	21,74 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction des opérations	1	Session automne 2019	Formation à distance	418,38 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	Session automne 2019	Formation à distance	567,38 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Leclerc de Laval	35	4, 5, 6, 11, 12, 13, 18, 19, 25 et 26 février 2020	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	64,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Sessions hiver et automne 2019	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, Avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	141,63 \$
Colloque "La face cachée de l'itinérance: Réalités lavalloises"	Établissement de détention de Leclerc de Laval	2	Date indéterminée (COVID-19)	Salle de réception Paragon 1833, Boul. Curé-Labelle Laval (Québec) H7T 1L1	20,00 \$
Formation : Résolution de conflit et médiation. Cette formation s'inscrit dans le plan d'action du comité "MSP-Société Elizabeth Fry du Québec", visant le changement de la culture carcérale et l'appropriation du rôle du personnel dans la réhabilitation et la réinsertion sociale des personnes incarcérées	Établissement de détention de Leclerc de Laval	30	6 et 13 février 2020	Établissement de détention Leclerc de Laval 400 Montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	128,67 \$
Formation de groupe interministériel de codéveloppement en gestion	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Six rencontres d'une demi-journée de septembre 2019 à juin 2020 21 novembre 2019, 16 janvier et 18 février 2020 Les 3 autres rencontres sont reportées en raison de la COVID-19	Établissement de détention Leclerc de Laval (visioconférences) 400 Montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	250,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Sessions hiver et automne 2019	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, Avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	141,63 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Session Hiver 2019	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	69,56 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Sessions hiver et automne 2019	Centre Le Pelerin 3774, Chemin Queen Mary Montréal (Québec) H3V 1A6	67,99 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Session automne 2019	Université de Montréal 2900, boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	72,07 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Leclerc de Laval	1	Sessions hiver et été 2019	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, Avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	139,12 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Rivières-des-Prairies	32	9, 10, 11, 12, 17, 18 et 19 décembre 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	64,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Rivières-des-Prairies	28	3, 4, 5, 10, 11, 17 et 18 décembre 2019	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	64,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Rivières-des-Prairies	20	11, 12, 13, 25 et 26 février 2020	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Rivières-des-Prairies	1	Session automne 2019	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 2C8	175,00 \$
Colloque du Service québécois d'expertise en troubles graves du comportement (SQETGC) : Prendre connaissance des dernières innovations et des meilleures pratiques en lien avec les troubles graves du comportement (TGC). La consommation de substances chez les personnes présentant une DI ou un TSA.	Clientèle féminine et activités spécialisées	1	28 novembre 2019	Hôtel Sandman 999, Rue de Sérigny Montréal (Québec) J4K 2T1	225,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Montréal	1	25 et 26 novembre 2019	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Formation : Brigade d'Intervention Spécialisée en Incendie - National Fire Protection Association (BISI NFPA) pour les agents correctionnels	Établissement de détention de Montréal	10	3 au 6 février 2020	Établissement de détention de Montréal 800, Boul. Gouin Ouest Montréal (Québec) H3L 1K7	1 094,54 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire)	Établissement de détention de Montréal	1	8-12-13 août 2019	Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada (formation à distance) 143,4 Sainte-Catherine Street West Suite 500 Montréal (Québec) H3G 1R4	69,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Percé	1	8 et 9 octobre 2019	CEGEP Marie-Victorin 60, rue de L'Évêché Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation en gestion des ressources humaines	Établissement de détention de Québec	1	Automne 2019	Université Laval (Formation à distance) Pavillon de l'Est 2180, chemin Sainte-Foy, Local 2110 Québec (Québec) G1V 0A6	328,95 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Établissement de détention de Québec	4	9 et 10 décembre 2019 12 et 13 décembre 2019 16 et 17 décembre 2019	Commission scolaire de la Capitale Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Éthique et réglementation (module 2) - Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec	Direction des services professionnels correctionnels - Charlevoix	1	28 févr 2020	Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec 166, boul. Henri-Bourassa O. bureau 520 Montréal (Québec) H3M 3E2	300,00 \$
Formation : Intervenir auprès de la personne suicidaire à l'aide de bonnes pratiques	Direction des services professionnels correctionnels - Ste-Foy	1	30 et 31 octobre 2019 et 6 novembre 2019	Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches 1 jour Hôpital de Thetford Mines 1717, rue Notre-Dame E Thetford Mines (Québec) G6G 2V4 2 jours Édifice Donat-Grenier 375, rue Labbé Thetford Mines (Québec) G6G 1Z4	160,00 \$
Formation : La mentalisation	Direction des services professionnels correctionnels - Ste-Foy	24	12 février 2020	Annie Poulin psychoéducatrice DSPC Ste-Foy 1020, route de l'Église, bureau 110 Québec (Québec) G1V 3V9	16,67 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'EST	1	22-23 janvier 2020	Distributions Richard Grondin inc. 190, rue Valois Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 1T4	112,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Roberval	80	Septembre à décembre 2019	Association chasse et pêche Sieur de Roberval 500, Ch. Lac aux Sables St-Hedwidge (Québec) G0W 2R0	90,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Roberval	1	Session automne 2019	Université du Québec à Chicoutimi 555, boul. Université Chicoutimi (Québec) G7H 2B1	480,53 \$
Conférence Parler du suicide sauve des vies 30ième édition de la semaine de prévention du suicide	Établissement de détention de Roberval	1	3 février 2020	Association Québécoise de prévention suicide Delta Saguenay 2675, boul. du Royaume Saguenay (Québec) G7S 5B8	10,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Établissement de détention de Rimouski	11	10 et 11 février 2020	Centre de formation coopérative des paramédics du Grand-Portage 200, rue des Négociants Rimouski (Québec) G5M 1B6	127,00 \$
Formation : Secouriste en milieu de travail	Établissement de détention de Rimouski	12	3 et 4 février 2020	Centre de formation coopérative des paramédics du Grand-Portage 200, rue des Négociants Rimouski (Québec) G5M 1B6	127,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation : Comment intervenir auprès des personnalités difficiles dans un contexte de crise suicidaire	Établissement de détention de Rimouski	18	10 décembre 2019	Centre de prévention du suicide et d'intervention de crise du Bas St-Laurent 200, rue des Négociants Rimouski (Québec) G5M 1B6	16,67 \$
Formation sur la conduite de véhicule prioritaire	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	20 décembre 2019	Stationnement du centre Henry-Léonard, 70, avenue Michel-Émond Baie-Comeau (Québec) G4Z 2A5	39,27 \$
Formation sur la conduite de véhicule prioritaire	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	20 décembre 2019	Stationnement du centre Henry-Léonard, 70, avenue Michel-Émond Baie-Comeau (Québec) G4Z 2A5	33,00 \$
Colloque en Ressources humaines de la Baie-des-Chaleurs 10e édition	Établissement de détention de New-Carlisle	2	Reporté en raison de la COVID-19	Société d'Aide au Développement Collectivité de Baie-des-Chaleurs (SADC) Salle de spectacle régionale Desjardins 99, Place Suzanne Guité New Richmond (Québec) G0C 2B0	125,00 \$
Formation : Gestion et évaluation du risque en criminologie - Obligatoire pour l'admission à l'Ordre professionnel des criminologues du Québec	Direction des services professionnels correctionnels - Mauricie	1	Session d'automne 2019	Université Laval 2325 Rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	245,55 \$
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante	Établissement de détention de Sherbrooke	55	16-23-30 janvier 2020 13-20-27 février 2020	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	15,45 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	58	9 janvier 2020 6 février 2020 12 mars 2020	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	7,76 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	45	3 octobre 2019 7 novembre 2019 5 décembre 2019	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630 rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	10,00 \$
Formation initiale de 10 jours offerte aux agents des services correctionnels afin de joindre l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence qui intervient en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	5	11 au 15 novembre 2019 18 au 22 novembre 2019	Université Bishop 2600, Collège Sherbrooke (Québec) J1M 1Z7	900,00 \$
Tests physiques préalables pour les candidats ASC désirant se joindre à l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence qui intervient en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	5	13 septembre 2019	Université de Sherbrooke 2500, boul. Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1	14,60 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Sorel	25	3 au 5 décembre 2019 14 au 22 janvier 2020 5 et 27 février 2020	9219-0115 Québec Inc. 1790, rue J. A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	98,56 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Sorel	1	Hiver 2019	TELUQ 455, Rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	120,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Sorel	1	Automne 2019	TELUQ 455, Rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	60,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Sorel	1	Automne 2019	Université de Montréal 2900 Boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	120,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Sorel	1	Hiver 2019	Université de Montréal 2900 Boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	120,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences de conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales	Établissement de détention de Sorel	8	3-5 mars 2020	Location Kiroule Inc. 225 QC-132, Sorel-Tracy (Québec) J3R 1K5	40,88 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences de conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales	Établissement de détention de Sorel	8	3-5 mars 2020	Paul Gamelin & Fils inc. 2628, Boulevard Fiset Sorel-Tracy (Québec) J3P 5K1	22,13 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Sorel	1	Automne 2019	Université de Montréal 2900, Boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	120,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Hull	1	Automne 2019	Université du Québec en Outaouais 283 Boul Alexandre-Taché, Gatineau (Québec) J8X 3X7	240,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Hull	4	10-13 et 14 décembre 2019	Centre de formation et pratique du tir de l'Outaouais 268 chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	102,50 \$
Formation en secourisme	Établissement de détention de Hull	1	26 janvier 2020	Ecole secondaire de l'Île 255, rue Saint-Rédempteur Gatineau (Québec) J8X 2T4	280,00 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	Hiver 2019	Université de Montréal 2900 Boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	120,00 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	60	6, 8, 9, 13, 14, 15, 16, 20, 21, 23, 27, 28 et 29 janvier 13, 17, 18 et 19 février 2020	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	146,05 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	5	17 février 2020	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y4	61,71 \$
Formation sur le port de l'arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	20	7 et 22 janvier 2020 et 12 février 2020	Salle Gai-Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	37,50 \$
Formation sur les techniques d'intervention physique	Établissement de détention de Saint-Jérôme	72	3, 4, 10, 11, 12 et 17 décembre 2019	Salle Gai-Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	20,83 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation offerte aux agents des services correctionnels et gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences de conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales	Établissement de détention de Saint-Jérôme	8	10 et 11 mars 2020	Location sauvageau inc. Aéroport de Mirabel 12300 rue Services A-4 Mirabel (Québec) J7N 1E8	34,75 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	42	16 janvier et 20 février 2020	Pavillon Lionel-Renaud 2181, rue Hôtel-de-Ville, Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	21,43 \$
Soutien aux études : Formation d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Amos	1	Automne 2019	École nationale d'administration publique 555 Boulevard Charest E Québec (Québec) G1K 9E5	60,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) - Introduction à la gestion des dossiers de lésions professionnelles	Direction des ressources humaines	3	21 octobre 2019	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	2	21 novembre 2019	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) - Introduction à la gestion de la santé et de la sécurité au travail	Direction des ressources humaines	1	26 novembre 2019	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) - Cadre juridique et analyse de recevabilité en matière de harcèlement psychologique	Direction des ressources humaines	1	27 novembre 2019	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	14 janvier 2020	École nationale d'administration publique (ENAP) 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	28 janvier 2020	École nationale d'administration publique (ENAP) 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	2	29 janvier 2020	École nationale d'administration publique (ENAP) 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$
Formation de certification du système TRIMA	Direction des ressources humaines	3	10, 11, 12 février et 10 mars 2020	École nationale d'administration publique (ENAP) 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	2 250,00 \$
Méthodologie de recherche en droit du travail	Direction des ressources humaines	1	19 février 2020	VERSALYS 850, Ernest-Gagnon Québec (Québec) G1S 4S2	275,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ceinture verte Lean Six (Green Belt)	Direction des ressources humaines	1	27, 28, 29 février et 20 et 21 mars 2020	Mouvement québécois de la qualité 360, rue Saint-Jacques, bureau 1710 Montréal (Québec) H2Y 1P5	2 780,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	27 février 2020	École nationale d'administration publique (ENAP) 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Formation de perfectionnement en français	Direction des ressources humaines	1	10 mars 2020	Accent Formation Complexe Jules-Dallaire, tour 1 2828, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 0B9	375,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	12 mars 2020	Service du développement et de l'amélioration continue 2525, boulevard Laurier, 2 ^e étage Québec (Québec) G1V 2L2	150,00 \$
Ceinture verte Lean Six (Green Belt)	Direction des ressources humaines	1	12, 13, 27 mars et 10, 17 et 24 avril 2020	Campus LEAN inc. 933, rue de la Lavande Lévis (Québec) G6Z 3J5	2 975,00 \$
DATAVORE de Réseau Action TI	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets (DGATI)	1	18 février 2020	350 rue Saint-Paul Est 3 ^e étage salle vieux Montréal Montréal (Québec) H2Y 1H4	695,00 \$
Confoo Montréal 2020	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets (DGATI)	1	26 au 28 février 2020	Hôtel Bonaventure Montréal 900 rue de la Gauchetière Montréal (Québec) H5A 1E4	995,00 \$
Identity with Windows Server 2016 (Active Directory) - Visioconférence	Service du soutien aux utilisateurs (DGATI)	37	11 et 12 février 2020	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	235,00 \$
Formation : Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction avec SIMDUT	Direction de la gestion immobilière	1	18 mars 2020	Association de la construction du Québec 375 rue de Verdun Québec (Québec) G1N 3N8	285,00 \$
Formation : Intervention Physique - le moniteur (requalification)	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	18 au 21 novembre 2019	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 706,00 \$
Formation : Groupes interministériel de codéveloppement en gestion	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	15 octobre 2019 au 16 juin 2020	Formation en ligne Centre de services partagés du Québec - 880, chemin Sainte-Foy, 8 ^e étage Québec (Québec) G1S 2L2	225,00 \$
Formation continue des constables spéciaux : Tir au pistolet (requalification)	Direction de la protection des personnalités	1	28 et 29 novembre 2019	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 262,00 \$
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Secourisme d'urgence	Direction de la protection des personnalités	15	19 février et 3 mars 2020	Forméduc 1355 d'Aquitaine Québec (Québec) G1G 4S9	25,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Secourisme d'urgence	Direction de la protection des personnalités	6	7 février 2020	Forméduc 1355 d'Aquitaine Québec (Québec) G1G 4S9	25,00 \$
Formation : Gestion stratégique en sécurité publique	Direction de la protection des personnalités	1	Automne 2019	Centre de formation du Service de Police de la Ville de Québec	309,27 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	2	5 et 6 décembre 2019	Centre Louis-Jolliet 1201 Rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction du renseignement, de l'analyse et du soutien aux opérations	1	28 et 29 novembre 2019	Centre Louis-Jolliet 1201 Rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation : Groupes interministériel de codéveloppement en gestion - Formation en ligne	Direction de l'organisation policière	1	15 octobre 2019 au 16 juin 2020	Formation en ligne Centre de services partagés du Québec 880, chemin Sainte-Foy, 8e étage Québec (Québec) G1S 2L2	225,00 \$
Journée d'information sur la pratique policière: Intervention auprès d'une personne dont l'état mental est perturbé	Direction des pratiques policières	120	20 janvier 2020	Gamison Montréal 6560, rue Hochelaga Montréal (Québec) H1N 1X9	1,30 \$
Séminaire Guns and gangs	Direction générale du service correctionnel	147	4 au 5 mars 2020	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X6	76,51 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

CONTRATS DE FORMATION

Paragraphe 23° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion

DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2019-2020
Trimestre : Avril à juin

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu (adresse)	Nombre de participants
Centre de formation en secourisme du Québec	1 962,00 \$	Formation en secourisme dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels	1er et 3 mai 2019, 6 et 7 mai 2019	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	22
École nationale de police du Québec	1 363,00 \$	Formation en <i>Interventions pédagogiques</i> : formation offerte aux instructeurs qui enseignent à l'ENPQ. Cette formation est préalable à l'enseignement dans le cadre du Programme d'intégration à la fonction d'agent des	8 au 12 avril 2019	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1
Association québécoise de prévention du suicide	24 429,60 \$	Formation de base en prévention du suicide pour les agents de services correctionnels et formation spécialisée en prévention du suicide pour les chefs	1er février au 4 avril 2019	Divers établissements de détention de la direction générale des services correctionnels	72
École nationale de police du Québec	24 026,00 \$	Formation de gestionnaires - Gestion d'une équipe de travail et prise de décision Cohorte 19 bloc 1 (DGSC)	3 au 7 juin 2019	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	15
Trauma Secours	327,00 \$	Formation en secourisme	9 et 10 mai 2019	1701, rue Parthenais, 12e étage Montréal (Québec) H2K 3S7	11

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2019-2020
Trimestre : Juillet à septembre

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu (adresse)	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	411 214,00 \$	Formation de base des constables spéciaux	26 mars au 20 juin 2019	École Nationale de Police Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	24
École nationale de police du Québec	55 120,00 \$	Formation des constables spéciaux : techniques d'enquêtes	13 au 17 mai 2019 27 au 31 mai 2019	École Nationale de Police Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	8
École nationale de police du Québec	303 067,00 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	11 mars au 14 mai 2019	École Nationale de Police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	27
École nationale de police du Québec	19 760,00 \$	Formation de gestionnaires - Gestion d'une équipe de travail et prise de décision Cohorte 20 bloc 2	16 au 20 septembre 2019	École Nationale de Police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	15

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier :

2019-2020

Trimestre :

Octobre à décembre

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu (adresse)	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	25 360,00 \$	Formation de gestionnaires - Gestion d'une équipe de travail et prise de décision (DGSC)	25 au 29 novembre 2019	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	16
École nationale de police du Québec	1 900,00 \$	Prévention des impacts psychologiques inhérents au métier d'intervenant en situation d'urgence	17 au 29 octobre 2019	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale 1701 Rue Parthenais Montréal (Québec) H2K 3S7	15
Louis Paiement	3 500,00 \$	Formation sur le transport maritime en lien avec les marchandises dangereuses	24 septembre 2019	125, chemin du parc, local 115-B Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3	12
Innovation maritime : Institut maritime du Québec (IMQ)	2 995,00 \$	Activité de perfectionnement sur le contexte et les responsabilités liées aux mesures d'urgence maritime	3 octobre 2019	53, rue Saint-Germain Ouest Rimouski (Québec) G5L 4B4	12
Innovation maritime - Jerry Young	6 873,08 \$	Initiation à l'encadrement législatif relatif aux déversements d'hydrocarbures	25 septembre 2019	125, chemin du parc, local 115-B Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3	12
Stéphane Michaud, conseiller en formation (SMCF)	16 000,00 \$	Formation de base et application protection rapproché des gardes du corps	16, 17, 19, 20, 26 et 27 septembre 2019 7 et 8 octobre 2019	13200, Route Penny Québec (Québec) G2A 4B8	82
École nationale de police du Québec	593 904,00 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	13 août au 16 octobre 2019	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	48
École nationale de police du Québec	10 196,00 \$	Formation Instrumentation de l'agent formateur	9 au 13 septembre 2019	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X5	8
École nationale de police du Québec	2 158,30 \$	Interventions pédagogiques	16 au 20 septembre 2019	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X6	2
Centre de formation en secourisme du Québec	3 270,00 \$	Formation en secourisme dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels	1er avril 2019 au 31 mars 2020	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	30

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du /ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier :

2019-2020

Trimestre :

Janvier à mars

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu (adresse)	Nombre de participants
Acti-Com	2 475,00 \$	Rédaction de rapports d'audit interne concis et convaincants	8 janvier 2020	Ministère de la Sécurité publique 2525 boulevard Laurier, 10e étage Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2	11
Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE)	6 454,74 \$	Planification d'urgence et à la lutte contre les pollutions marines accidentelles.	20 février 2020	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation 200, chemin Ste-Foy, 1er étage Québec (Québec) G1R 4X6	5
Larocque, Karène (Simplement Humain)	3 217,00 \$	Conférence - Le service à la clientèle auprès des sinistrés	6 décembre 2019	Campus Notre-Dame-de-Foy 5000 Rue Clément Lockquell Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3	124
Centre de formation en secourisme du Québec	3 624,00 \$	Formation en secourisme dans le cadre d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels	1er avril 2018 au 31 mars 2021	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X3	33
École nationale de police du Québec	440 781,50 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	janvier, février, mars 2020	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X5	48
École nationale de police du Québec	556 862,00 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	17 octobre au 18 décembre 2019	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X5	48
École nationale de police du Québec	10 000,00 \$	Frais formation Instrumentation agent formateur	2 au 6 mars 2020	Etablissement détention Sorel-Tracy 400, rue Auber Sorel-Tracy (Québec) J3P 0S3	8
École nationale de police du Québec	18 228,00 \$	Formation de gestionnaires - Gestion d'une équipe de travail et prise de décision (DGSC)	10 au 14 février 2020	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	14
École nationale de police du Québec	2 770,00 \$	Actualisation des connaissances juridiques des gardes du corps	11 février 2020	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	9

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2019-2020

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Production artisanale de boissons alcooliques Notions de base (Réglementation, système de mesure, bonnes pratiques de vinification, organisation du chai, hygiène et salubrité, matériel de base, sécurité en cave, travail dans le chai, etc.) Vinifications spéciales (Effervescents de méthode traditionnelle, méthode cuve close, gazéification, etc.)	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	2	2019-04-10	Institut de technologie agroalimentaire 3230, rue Sicotte Saint-Hyacinthe (Québec), J2S 7B3 Canada	212,50 \$
CEEN 222 English Communication Practice 2 Cours s'adressant aux personnes de niveau intermédiaire moyen qui veulent développer, en communication orale et écrite, une compétence propre à ce niveau. Il vise à développer le vocabulaire, la grammaire et les stratégies nécessaires pour interagir dans la vie professionnelle et dans diverses situations socioculturelles. L'accent est mis sur l'écoute et l'aptitude à communiquer.	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	1	2019-04-12	Université McGill 845, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec), H3A 0G4 Canada	384,56 \$
Colloque-Forum des jeunes de la fonction publique Il s'agit d'un colloque-forum dont l'objectif est d'en apprendre davantage sur des sujets, dont le cheminement de carrière, l'intégration de vos valeurs dans le milieu de travail, l'influence de la technologie dans la fonction publique, etc. sous forme de conférences, témoignages et panels.	Bureau de la présidente et Direction des affaires juridiques	1	2019-05-01	Pavillon Desjardins de l'Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec), G1V 0B3 Canada	215,00 \$
MS-Word 2013/2016-Intermédiaire Formation dont l'objectif est d'appliquer une mise en page différente, de disposer un texte en colonnes, d'uniformiser les documents en utilisant les styles, les modèles et effectuer du publipostage.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-05-01	Versalys 850, Ernest-Gagnon, Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec), G1S 4S2 Canada	283,41 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Conférence AECG, PTPGP et ACEUM le Canada au carrefour des nouveaux accords d'intégration économique Dans le cadre de cette formation, les professeurs Charles-Emmanuel Côté et Richard Ouellet, tous deux spécialistes du droit international économique, présenteront les aspects les plus importants, originaux, novateurs et porteurs de ces nouveaux accords internationaux, autant en ce qui touche les investissements que le commerce des marchandises et des services.	Direction des affaires juridiques	1	2019-05-09	Faculté de droit Université Laval Pavillon Charles-De Koninck Québec (Québec) . G1V 0A6 Canada	50,00\$
Programme information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction de l'alcool et des renseignements généraux	1	2019-05-21	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	300,00 \$
Exercer son pouvoir d'influence sans hiérarchie directe Formation dont l'objectif est de fournir au participant des outils pour l'aider à influencer des professionnels, des individus, des groupes et des cadres en aidant le participant à exercer une autorité fonctionnelle (mobiliser, influencer et contourner les obstacles) sans hiérarchie directe.	Direction générale adjointe des services à la clientèle	1	2019-05-28	CSPQ- Le centre de leadership et de développement des compétences 150, boulevard René-Lévesque Est, 11 ^e étage, Salle 11.04 Québec (Québec), G1R 2B2 Canada	620,00 \$
Conférence ALAC Conférence semestrielle de l'Association canadienne des régies des alcools (2019-06-03 au 2019-06-04).	Bureau de la présidente et des affaires juridiques	2	2019-06-03	The Prince George Hotel 1725, Market Street Halifax (Nova Scotia), B3J 3N9 Canada	805,00 \$
La journée du Barreau du Québec 2019 La Journée du Barreau du Québec est un événement pour les membres du Barreau et l'ensemble de la communauté juridique. Cette rencontre positionne les enjeux de la pratique du droit et de l'administration de la justice sur la place publique, propose des formations reconnues de qualité et des activités de réseautage.	Direction du contentieux	3	2019-06-11	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec), H3A 3R8 Canada	224,20 \$
Initiation à la microdistillation Justifier les différentes étapes nécessaires à la distillation artisanale (microdistillation) de produits contenant de l'éthanol.	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	2	2019-06-12	ITA Campus de St-Hyacinthe 3230, rue Sicotte Saint-Hyacinthe (Québec), J2S 2M2 Canada	225,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Principes de base en insolvabilité Abordant les grands principes en insolvabilité personnelle et commerciale, cette formation s’adresse aux juristes qui ne sont pas particulièrement familiers avec le domaine. De la définition de débiteur jusqu’au programme de protection des salariés en passant par la responsabilité des administrateurs et les traitements préférentiels et la saisissabilité des REER, une revue des grands thèmes et des mythes entourant la faillite vous est offerte dans un cadre pratique et interactif.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-12	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	94,86 \$
L'obligation alimentaire entre époux Cette conférence présente une synthèse des principaux principes encadrant l’obligation alimentaire entre ex-époux et ex-conjoints civils, une question faisant l’objet d’une masse jurisprudentielle importante, mais pour laquelle la loi offre peu de balises permettant de déterminer le droit à l’obligation et le montant de celle-ci, ce qui entraîne des décisions discrétionnaires et parfois aléatoires.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-12	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	82,21 \$
Le langage clair : Développer l'art de se faire comprendre L'avocat doit utiliser un langage clair pour être bien compris de ses clients afin de remplir son rôle de conseiller et de trouver la solution appropriée aux différends qui lui sont soumis.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-12	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	134,52 \$
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats Formation dont l’objectif est d’approfondir les connaissances sur le contexte culturel, économique, politique, social et historique des peuples autochtones au Québec et au Canada, connaître les fondements juridiques (lois et principes de droit) qui s’appliquent et apprécier les questions d’ordre éthique et la déontologie dans le contexte des enjeux juridiques autochtones.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-12	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	21,27 \$
Leadership et gestion des employés difficiles Formation en capital humain qui propose des outils simples et performants pour aider le participant à se dépasser dans les domaines de la gestion, des communications et de la supervision de personnel.	Régie des alcools, des courses et des jeux	15	2019-06-13	Versalys 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Montréal), H2Y 1B6 Canada	174,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues : Survol des parties 1 et parties 2 de la loi : infractions, peines, divulgation de la preuve et sentences Explication des nouvelles dispositions mises en place suite à l'adoption du projet de loi C-46, Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois). Également, nouvelles mesures prévues au Code de la sécurité routière.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-19	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	56,92 \$
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues : Moyens de défense, préavis, les attaques constitutionnelles, incluant ce qui reste de la divulgation de la preuve Les dispositions de C-46 ouvrent la porte à des contestations et de nombreux débats juridiques seront décortiqués par nos conférenciers. Une formation essentielle pour tout praticien en droit criminel.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-19	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	56,92 \$
C-46 et les facultés affaiblies par les drogues: Moyens de détection et d'enquête, moyens de preuve et divulgation Les nouvelles dispositions de C-46 prévoient des seuils de concentration dans le sang pour le cannabis. Quels sont les divers prélèvements de substances corporelles (salive, sang, urine, etc.) qui seront susceptibles d'être effectués, ainsi que des liens entre les taux détectés et la capacité de conduire un moyen de transport? Aussi, au programme, l'exactitude et la fiabilité des appareils de détection ou d'analyse d'alcool ou de drogue.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-19	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	56,92 \$
Conférence des juristes de l'État : Le retour XXIIe édition Pratiquer le droit au service de l'État: les devoirs et défis éthiques des avocats et notaires du gouvernement. Les développements récents en droit public: la souveraineté parlementaire sous différentes coutures- partage des compétences, libertés fondamentales et droit autochtone.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	7	2019-06-20	Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec), G1V 0A6 Canada	114,98 \$
Le Capital-Actions : un outil pratique : bases et subtilités de rédaction On y présente d'abord quelques notions préliminaires avant de définir différents types de capital-actions, de clarifier la notion d'actions, de présenter les droits de base et les autres droits associés au capital-actions, d'effectuer le survol des catégories d'actions à usage spécifique et d'examiner les changements possibles au capital-actions pour conclure avec quelques règles utiles à mettre en pratique.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-06-20	Barreau du Québec, formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	68,42 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Introduction à l'administration publique et aux politiques publiques L'administration publique et les politiques publiques comme champs d'analyse de la science politique. La place et la fonction de l'administration publique dans la structure étatique. Les caractéristiques de l'administration publique, ses similitudes et ses divergences avec l'administration privée.	Direction du contentieux	1	2019-09-03	Université du Québec à Montréal 405, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) QC H2L 2C4 Canada	284,67 \$
Droit des compagnies Ce cours vise à ce que l'étudiant acquière les connaissances de base en droit corporatif fédéral et provincial, du point de vue de l'organisation de l'activité commerciale suivant le mode corporatif, et du point de vue de la pratique du droit dans ce domaine. Étude du cadre juridique régissant les compagnies. Historique et aspects constitutionnels. Création et organisation de la compagnie.	Direction du contentieux	1	2019-09-03	Université du Québec à Montréal 405, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) QC H2L 2C4 Canada	284,67 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	9	2019-09-10	Versalys 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	290,00 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	7	2019-09-11	Versalys 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	372,86 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	13	2019-09-12	Versalys 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y Canada	200,77 \$
CAGRA 2019 Participation à la conférence annuelle de la Canadian Gaming Regulators Association (CAGRA) - Automne 2019 à Victoria (16 au 18 septembre).	Bureau de la présidente et des affaires juridiques	2	2019-09-16	Ministry of Attorney General Suite 106-910 Government Street Boardroom "J" Victoria (Colombie-Britannique), V8W 1X3 Canada	500,00 \$

Régie de l'alcool, des courses et des jeux : <https://www.raci.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public/depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	17	2019-09-17	Versalys 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	153,53 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	15	2019-09-18	Versalys 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	185,00 \$
PGAGL-N1-1er niveau-Programme apprentissage gestionnaire-leader Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (19 jours dans l'année).	Direction des affaires juridiques	1	2019-09-19	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	4325,00 \$
PGAGL-N1-1er niveau-Programme apprentissage gestionnaire-leader Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (19 jours dans l'année).	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	1	2019-09-19	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	4325,00 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	10	2019-09-19	Versalys 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	261,00 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	18	2019-09-19	Versalys 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Montréal), H2Y 1B6 Canada	145,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Session d'accueil pour les décideurs administratifs Session d'accueil afin de favoriser l'intégration des nouveaux décideurs administratifs, de leurs permettre de se familiariser davantage avec l'environnement institutionnel, juridique et administratif dans lequel ils sont appelés à exercer leurs fonctions en plus d'aborder certaines composantes de leur rôle.	Régie des alcools, des courses et des jeux	3	2019-10-02	École nationale d'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) , G1K 9E5 Canada	200,00 \$
Congrès 2019 de l'Ordre des Agronomes du Québec Congrès 2019	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	1	2019-10-03	Manoir St-Sauveur 246, chemin du Lac-Milette St-Sauveur (Québec) , J0R 1R3 Canada	459,90 \$
Exceller en service-client (clientèle interne) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Direction du développement organisationnel et des services à la gestion	10	2019-10-10	Versalys 560, boulevard Charest Est Québec (Q), G1K 3J3 Canada	246,00 \$
Programme information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-10-15	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) , H1G 2J6 Canada	344,95 \$
La justice participative: pratiques gagnantes Colloque lors duquel des avocats, qui ont intégré avec succès la justice participative à leur offre de services, partageront avec les participants des pratiques concrètes et efficaces quant au développement de la clientèle, à la gestion des dossiers, aux honoraires, etc.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2019-10-17	Club Saint-James Montréal 1145, avenue Union Montréal (Québec), H3B 3C2 Canada	185,00 \$
La justice participative: pratiques gagnantes Colloque lors duquel des avocats, qui ont intégré avec succès la justice participative à leur offre de services, partageront avec les participants des pratiques concrètes et efficaces quant au développement de la clientèle, à la gestion des dossiers, aux honoraires, etc.	Direction du contentieux	2	2019-10-17	Club Saint-James Montréal 1145, avenue Union Montréal (Québec), H3B 3C2 Canada	185,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Comment utiliser efficacement l'expertise médicale dans la gestion d'un dossier Formation qui a pour objectif d'approfondir les connaissances pour bien identifier quand une expertise médicale est requise ou justifiée et comment préparer sa demande qu'il s'agisse d'un dossier de lésion professionnelle ou en assurance traitement.	Direction du développement organisationnel et des services à la gestion	1	2019-10-23	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT) Place de la Cité, Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, 7 ^e étage Local 740 Québec (Québec), G1V 4M6 Canada	375,00 \$
Effectuer une saine gestion des cas en assurance-traitement Formation dont l'objectif est de développer un esprit critique visant une saine gestion des réclamations en assurance traitement, d'être en mesure de réaliser des entrevues téléphoniques efficaces avec l'employé en arrêt de travail, de développer une méthode de suivi rigoureux d'une réclamation de connaître comment initier les discussions sur le retour au travail et planifier le retour au travail avec le gestionnaire opérationnel.	Direction du développement organisationnel et des services à la gestion	1	2019-10-24	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT) Place de la Cité, Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, 7 ^e étage Local 740 Québec (Québec), G1V 4M6 Canada	375,00 \$
Programme information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction de l'alcool et des renseignements généraux	1	2019-10-28	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	300,00 \$
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	8	2019-10-29	Versalys 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	303,75 \$
Formation pour mise à jour de Kélio intégral Pro V3.3 Formation dont l'objectif est de connaître les nouvelles fonctionnalités liées à la mise à jour de Kélio intégral Pro V3.3.	Service des ressources humaines	1	2019-11-05	Beaudry-Kenwood inc. 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	3000,00 \$
Programme information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction du développement organisationnel et des services à la gestion	1	2019-11-07	Centre Louis-Jolliet 1201, rue De La Pointe Aux Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Exceller en service-client (clientèle externe) Formation dont l'objectif est d'outiller et parfaire les habiletés du personnel pour interagir avec éthique et aisance avec les clients afin de maximiser leur satisfaction et générer un impact positif sur les résultats globaux.	Régie des alcools, des courses et des jeux	8	2019-11-07	Versalys 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	300,00 \$
Congrès des microbrasseries du Québec Le congrès se veut une opportunité unique de réunir les leaders de l'industrie des microbrasserie ainsi que leurs partenaires actuels et potentiels, dans un contexte de rencontre professionnelle et d'échange et, aussi, avec la volonté de renforcer les liens dans le but d'atteindre l'objectif fixé de développement de l'industrie brassicole au Québec.	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	4	2019-11-11	Centre des Congès de Québec 900, rue honoré-Mercier Québec (Québec) , G1R 5H9 Canada	425,00 \$
Gestion des espaces de travail Conférence dont l'objectif est de présenter les nouvelles tendances en aménagement des espaces de travail, d'outiller les participants lors de l'analyse des besoins organisationnels, la planification ainsi que dans la gestion des projets d'aménagement.	Direction du développement organisationnel et des services à la gestion	1	2019-11-13	Évènements les affaires Hilton Québec 1100, boulevard René-Lévesque Est, C.P. 157 Québec (Québec), G1R 4P3 Canada	2282,25 \$
La formation des secouristes en milieu de travail Formation destinée aux personnes secouristes afin de connaître et maîtriser les techniques et méthodes d'intervention pour venir en aide à leurs proches ou leurs collègues en cas d'incendie, d'accident, de noyade ou d'autres situations d'urgence.	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	1	2019-11-26	Santinel 1061, boulevard Sainte-Foy Longueuil (Québec), J4K 1W5 Canada	109,00 \$
APS Potentiel Formation qui amène le professionnel qui aspire à devenir gestionnaire à connaître son potentiel de gestion. L'évaluation de six caractéristiques lui permet de mesurer son potentiel et d'être orienté sur les types de fonctions de gestion qui correspondent à son profil.	Direction des courses et des jeux	1	2019-12-04	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien, 5 ^e étage Montréal (Québec), H2T 3E5 Canada	2600,00 \$
Formation en technologie d'agriculture de précision Cette première journée de formation vise l'acquisition de connaissances théoriques et pratique sur les principes de base des technologies d'agriculture de précision.	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	1	2019-12-17	CEGEP de Drummondville 960, rue Saint-Georges Drummondville (Québec) , J2C 6A2 Canada	172,46 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Comment cartographier et mesurer un processus Formation en amélioration des processus où la cartographie et les façons de mesurer les processus seront des sujets abordés.	Direction de la performance	1	2019-12-18	Académie 20-80, formation en ligne 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	397,09 \$
Ceinture blanche – Introduction aux principes lean Les objectifs de la formation sont : de reconnaître la notion de performance, d'identifier les problématiques types d'un processus de type traditionnel, des principes moteurs, de la démarche, des concepts et quelques outils du Lean, d'identifier quelques bénéfices et impacts de l'application des concepts et de la démarche Lean Six Sigma, de reconnaître les principaux éléments de la stratégie d'implantation, quelques méthodologies d'optimisation Lean Six Sigma et les 4 phases d'une culture d'amélioration organisationnelle.	Direction de la performance	1	2019-12-18	Académie 20-80, formation en ligne 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	97,02 \$
La formation des secouristes en milieu de travail Formation destinée aux personnes secouristes afin de connaître et maîtriser les techniques et méthodes d'intervention pour venir en aide à leurs proches ou leurs collègues en cas d'incendie, d'accident, de noyade ou d'autres situations d'urgence.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2020-01-27	Santinel 1061, boulevard Sainte-Foy Longueuil (Québec), J4K 1W5 Canada	109,00 \$
Les Grands Rendez-vous de la formation Journées de formations diverses afin de maintenir, mettre à jour, améliorer et approfondir les compétences liées à l'exercice de la profession de juriste.	Direction des affaires juridiques	2	2020-03-12	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec), G1R 5T8 Canada	175,00 \$

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2019-2020

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Forum provincial: agressions sexuelles - violence conjugale Forum organisé par le CIUSSS, nombreux conférenciers invités, activité de réseautage, partage, information.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2019-05-02	Shawinigan 1882, rue Cascade Shawinigan (Québec) G9N 8S1 Canada	0,00 \$
Formation R-BAC-PCQ Outils d'évaluation du risque de récidive.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	29	2019-05-03	Rodeway Inn 3600, boul. Gene-H. Kruger Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3 Canada	0,00 \$
Formation continue du Barreau Conférence des juristes de l'État	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2019-06-20	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	100,00 \$
CNESST-WCB Secourisme en milieu de travail.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2019-05-23	Ambulance St-Jean 670, Bouvier Québec (Québec) G2J 1A7 Canada	109,00 \$
Information et préparation à la retraite Offrir des outils afin d'aider les gens à mieux planifier et préparer leur retraite.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2019-05-30	Cégep Marie-Victorin 767, Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7 Canada	300,00 \$
Information et préparation à la retraite Offrir des outils afin d'aider les gens à mieux planifier et préparer leur retraite.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2019-06-13	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5 Canada	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
CLCC Formation annuelle sur la gestion de risques	Commission québécoise des libérations conditionnelles	12	2019-06-03	Holiday Inn 2, Princess Street Kingston (Ontario) K7L 1A2 Canada	0,00 \$
Formation Secourisme en milieu de travail.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2019-05-30	Ambulance St-Jean 110, boul. Crémazie Ouest, bureau 10 Montréal (Québec) H2P 1B9 Canada	0,00 \$
Répondants en éthique Rencontre annuelle du Réseau des répondants en éthique	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2019-06-18	Édifice H 1025, rue des Parlementaires Québec (Québec) G1R 6C4 Canada	0,00 \$
Transformation numérique Journée d'information et d'échanges avec les ministères et organismes gouvernementaux.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2019-11-12	Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	0,00 \$
Réunion clinique Formation pour les membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	18	2019-09-19	Commission québécoise des libérations conditionnelles 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	0,00 \$
Réunion clinique élargie Formation pour les membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	32	2019-11-28	Commission québécoise des libérations conditionnelles 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	0.00
Congrès de criminologie Congrès annuel de la Société de criminologie du Québec.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	4	2019-11-07	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6 Canada	450.00

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation annuelle ¹ Ateliers de formation pour les membres et les employés de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	47	2020-02-13	Hôtel Le Dauphin 600, boul. St-Joseph Drummondville (Québec) J2C 2C1	0.00

¹ Formation tenue les 13 et 14 février 2020.

Contrats de formation

Année complète 2019-2020

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Catherine Raymond	2531.00\$	Gestion du stress.	2020-02-14	Hôtel Le Dauphin 600, boul. St-Joseph Drummondville (Québec) J2C 2C1	25
Me Vincent Denault	2610.00\$	Détecter le mensonge et évaluer la crédibilité à l’aide de la communication verbale, science ou fiction.	2020-02-13	Hôtel Le Dauphin 600, boul. St-Joseph Drummondville (Québec) J2C 2C1	22

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Conformément au Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r.2, a. 4, par. 22), le Bureau du coroner diffuse les renseignements relatifs aux frais de chaque participation, par un membre de son personnel, à une activité de formation, à un colloque ou à un congrès.

Description de l’activité	Nom de l’unité administrative	Date	Nombre de participants	Lieu	Coût de l’inscription
Programme de soutien aux études – Cours : Organismes décisionnels et centraux du gouvernement	Direction de l’administration	Session Hiver 2019	1	Université du Québec à Montréal 1430, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	274,77 \$
Programme Alliés	Direction de l’administration	2019-04-15	1	Alliance des cadres de l’État 1305, chemin Sainte-Foy, bureau 306 Québec (Québec) G1A 4N5	239,18 \$
Colloque : Accès à l’information 2019	Bureau du coroner en chef	2019-05-07	1	Hôtel Pur 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	545,00 \$
Formation de secouriste en milieu de travail	Direction de l’administration	2019-05-09 2019-05-10	1	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale 1701, rue Parthenais Montréal (Québec) H2K 3S7	109,00 \$
Programme de soutien aux études – Cours : Introduction à l’administration publique et aux politiques publiques	Direction de l’administration	Session Automne 2019	1	Université du Québec à Montréal 1430, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	284,67 \$
Inscription aux conférences de l’Institut d’administration publique de Québec ¹	Bureau du coroner en chef et Direction de l’administration	2019-09-20 ² 2019-11-07 ² 2020-02-07 ² 2020-04-09 ² 2020-05-15 ²	4	Lieux divers	1 200,00 \$
Journée d’étude sur la recherche et sauvetage au Québec	Bureau du coroner en chef	2019-09-26	1	Université du Québec à Montréal 175, avenue du Président-Kennedy Montréal (Québec) H2X 3P2	75,00 \$
1 ^{re} Journées francophones de la sécurité routière	Bureau du coroner en chef	2019-10-23 2019-10-24	2	Hôtel Pur 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	280,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l’activité	Nom de l’unité administrative	Date	Nombre de participants	Lieu	Coût de l’inscription
Colloque : Engagées ensemble contre la violence conjugale	Bureau du coroner en chef	2019-11-12 2019-11-13	3	Hôtel Universel 5000, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1V 1A1	735,52 \$
23 ^e Journée annuelle de santé publique 2019	Bureau du coroner en chef	2019-11-27	2	Hôtel Bonaventure 900, rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H5A 1E4	826,00 \$
Session de formation à la retraite	Bureau du coroner en chef et Direction de l’administration	2019-12-09 2019-12-10	2	Commission scolaire de la Capitale Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	600,00 \$

¹ Le forfait institutionnel permet la participation de quatre personnes d’une même organisation aux cinq activités (conférences et colloques) prévues au programme.

² La dépense est déclarée dans le trimestre où l’inscription a été payée.

Conformément au Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 2, a. 4, par. 23°), le Bureau du coroner diffuse les renseignements relatifs aux contrats de formation.

Contrats de formation

Exercice financier 2019-2020 (en date du 31 mars 2020)

Aucune dépense

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2019-2020

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Passeport les grands rendez-vous de la Formation Formation du Barreau	Direction juridique	2	2019-05-14	Palais des congrès de Montréal 1001, Jean Paul Riopelle PI Montréal (Québec) H2Z 1H5	300,07 \$
Formation Webinaire Alliance des cadres Formation processus de qualification cadre 4	Direction des enquêtes	1	2019-04-08	En ligne	149,50 \$
L'obligation de confidentialité ^[3] Formation du Barreau	Direction juridique	1	2019-04-04	En ligne	21,27 \$
Formation Ms-Word avancé ^[4] Formation Word	Direction juridique	1	2019-05-06	Versalys 2, Place Laval, bur. 470 Laval (Québec) H7N 5N6	283,41 \$
Formation Ms-Word intermédiaire ^[5] Formation Word intermédiaire	Direction juridique	1	2019-05-01	Versalys 2, Place Laval, bur. 470 Laval (Québec) H7N 5N6	283,41 \$
Formation Excel intermédiaire ^[6] Formation Excel	Direction juridique	1	2019-05-08	Versalys 2, Place Laval, bur. 470 Laval (Québec) H7N 5N6	283,41 \$

³ L'obligation de confidentialité - Formation donnée sur internet

⁴ Formation Ms-Word avancé- Formation donnée sur deux jours 6 et 7 mai

⁵ Formation Ms-Word intermédiaire - Formation sur deux jours 1er et 2 mai

⁶ Formation Excel intermédiaire - Formation sur deux jours 8 et 9 mai

⁷ Formation Excel pour débutant - Formation donnée sur deux jours 17 et 18 avril

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation Excel pour débutant ^[7] Formation Excel	Direction juridique	1	2019-04-17	Versalys 2, Place Laval, bur. 470 Laval (Québec) H7N 5N6	283,41 \$
Suite Microsoft Office Excel	Direction juridique	1	2019-04-26	Versalys 1440, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (Québec) H3G 1R8	246,41 \$
Conférence des juristes de l'État Formation du Barreau	Direction juridique	3	2019-06-20	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	137,97 \$
Formation ENPQ ^[8] Formation pour tous les employés	Toutes les unités administratives	25	2019-09-10	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	0 \$
Le pourvoi en contrôle judiciaire – Formation du Barreau	Juristes	1	2020-2019	Campus de l'Université de Montréal à Laval 1700, rue Jacques-Tétreault Laval (Québec) H7N 0A5	123,00 \$
Formation en éthique et déontologie – Formation du Barreau	Juristes	1	2020-01-24	En ligne	31,00 \$
Cours-Résolution de conflits interculturels	Conciliateurs	1	2020-01-10	Université de Sherbrooke à Longueuil 150, Place Charles-Lemoyne, C.P. 200 Longueuil (Québec) J4K 0A8	450,00 \$
Colloque du Lieutenant-gouverneur du Québec : 175e anniversaire de la Rébellion de la Rivière Rouge	Juristes	1	2019-11-29	Université Laval 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	0 \$
Survol des technologies facilitant le travail quotidien des avocats	Juristes	1	2019-11-28	KPMG 600, boul. de Maisonneuve O. Montréal (Québec)	40,24 \$
Formation Webinaire Alliance des cadres Formation processus de qualification cadre 3	Enquêteurs	3	2019-11-12	En ligne	38,33 \$

⁸ Formation ENPQ - Formation donnée sur deux jours 10 et 11 septembre 2019

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Module 2 – Ergonomie et adaptation de poste de travail	Analyse préliminaire	1	2019-10-21	APSSAP 1220, boul. Lebourneuf, bur. 10 Québec (Québec) G2K 2G4	0,00\$
Enjeux des poursuivants et des défendeurs lors de procès – Formation du Barreau	Juristes	2	2019-10-03	Centre des congrès / Sheraton 1325, rue Daniel-Johnson O. St-Hyacinthe (Québec) J2S 8S4	75,00\$
Formation en utilisation des ADA – Test de dépistage alcool et drogues au volant	Toutes les unités administratives	12	2019-07-18	SPVM (quartier général) 1441, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2X 2M6	0,00 \$
Programme de prévention et de règlement des différends – 2e cycle	Conciliateurs	1	2019-03-29	Université de Sherbrooke 2500, boul. de l'Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1	291,15 \$
Solutions TRIMA inc. - Test TRIMA	Secrétariat général	1	2019-09-20	En ligne	160,97 \$

Contrats de formation

Année complète 2019-2020

Aucune donnée pour la période visée

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2019-2020

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
35 ^{ème} colloque annuel - Conseil des tribunaux administratifs canadiens ^[6]	Comité de déontologie policière	1	2019-05-25	Hôtel Bonaventure 900 rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H5A1E4 Canada	995,00 \$
35 ^{ème} colloque annuel du Conseil des tribunaux administratifs canadiens ^[7]	Comité de déontologie policière	1	2019-05-25	Hôtel Bonaventure 900 Rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H5A1E4 Canada	597,50 \$
Séminaire en écriture de l'Institut canadien d'administration de la justice	Comité de déontologie policière	1	2019-05-29	Tribunal administratif du travail 500, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z1W7 Canada	1 250,00 \$
21 ^e colloque de l'Association des juristes Italo-Canadiens du Québec	Comité de déontologie policière	1	2019-06-15	Hôtel Universel Montréal 5000, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1V1A1 Canada	200,00 \$

⁶ 35^{ème} colloque annuel - Conseil des tribunaux administratifs canadiens - Formation en mai 2019 mais payé avec le budget 2018-2019.

⁷ 35^{ème} colloque annuel du Conseil des tribunaux administratifs canadiens - Formation en mai 2019 mais payé avec le budget 2018-2019.

Tarif réduit - formateur

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Session d'accueil des nouveaux membres des tribunaux administratifs - ÉNAP	Comité de déontologie policière	1	2019-04-30	Secrétariat aux emplois supérieurs 875, Grande Allée Est Québec (Québec) G1R 4Y8 Canada	150,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite (Retraite Québec)	Comité de déontologie policière	1	2020-02-04	Centre Louis-Joliet 1201 Rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec, Québec G1L 4M1 Canada	300,00 \$
La rédaction des décisions Conseil des tribunaux administratifs canadiens	Comité de déontologie policière	2	2020-02-20	En ligne	275,00 \$

Contrats de formation

Année complète 2019-2020¹

Aucune donnée pour la période visée

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2019-2020

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Colloque de l'Association des directeurs de police du Québec	Plusieurs unités administratives	2	2019-05-14	Association des directeurs de police du Québec Hôtel Delta Trois-Rivières 1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6E5	521,86 \$
Colloque sur l'économie numérique et les administrations fiscales	Service des enquêtes sur la corruption	1	2019-05-14	Le Westin Montréal 270, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 0A3	850,00 \$
Cotisation annuelle pour les services offerts par le Secrétariat aux emplois supérieurs en matière de développement et d'accompagnement	Plusieurs unités administratives	4	2019-2020	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	700,00 \$
Colloque GARDESO	Plusieurs unités administratives	8	2019-05-29	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	48,93 \$
Soutien aux études : Certificat en enquête et renseignement Le renseignement	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2018-09-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$
Soutien aux études: Certificat en enquête et renseignement Théorie de l'enquête	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2019-01-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$
Soutien aux études: Certificat en enquête et renseignement Stratégies d'enquête	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2019-01-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Séminaire " Protecting Whistleblower : Handling their Concerns"	Service de la prévention et de la gestion du risque	1	2019-06-24	Münchendorfer Str. 2, 2361 Laxenburg, Autriche	669,69 \$
Soutien aux études: DESS Sécurité intérieur Le renseignement	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2019-01-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$
Soutien aux études: DESS Sécurité intérieur Renseignement et enjeux sociopolitiques	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2019-01-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$
Soutien aux études : Certificat en enquête et renseignement Le renseignement	Service de la détection et du renseignement tactique	1	2019-01-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$
Soutien aux études: Certificat en enquête et renseignement Stratégies d'enquête	Service de la détection et du renseignement tactique	1	2019-01-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	245,55 \$
En ligne: Plan de collecte - Renseignement criminel	Plusieurs unités administratives	4	2019-05-13	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	155,00 \$
Excel - Intermédiaire	Direction de l'administration	1	2019-06-19	Versalys Brossard 6955, boulevard Taschereau Brossard (Québec) J4Z 1A7	246,50 \$
Conférence des juristes de l'État	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2019-06-20	Barreau du Québec 445, boulevard Saint-Laurent, 2e étage Montréal (Québec) H2Y 3T8	120,00 \$
Passeport Multi CPA 2019-2020	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2019-09-05	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec 5, place Ville Marie, bureau 800 Montréal (Québec) H3B 2G2	1 270,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Rédaction d'affaires efficace en anglais	Bureau du commissaire	1	2019-09-10	440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7	775,00 \$
Défi 100 jours - Cohorte Montréal	Direction de l'administration	1	2019-09-13	Médias O'Dandy 404-445, rue St-Pierre Montréal (Québec) H2Y 2M8	2 375,00 \$
Maitriser son stress et maintenir l'équilibre au travail	Bureau du commissaire	1	2019-09-17	1440, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (Québec) H3G 1R8	371,25 \$
Lisez plus vite et lisez mieux	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	2	2019-09-26	Centre de formation Qualitemps 3737, boulevard Crémazie Est Montréal (Québec) H1Z 2K4	365,00 \$
Forum sur la contrefaçon et la fraude	Plusieurs unités administratives	5	2019-10-03	Espace Rive-Sud 500, avenue du Golf La Prairie (Québec) J5R 0A5	120,00 \$
Processus de qualification-Cadres, classe 3	Direction de l'administration	1	2019-10-28	Alliance des cadres de l'État 1305, chemin Ste-Foy Québec (Québec) G1S 4N5	115,00 \$
Habiletés politiques dans les organisations : soyez un acteur stratégique	Direction de l'administration	1	2019-11-05	HEC Montréal 3000, chemin de la Côte-Ste-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	1 355,75 \$
La gestion de projets : méthodes et outils	Direction de l'administration	1	2019-12-04	HEC Montréal 3000, chemin de la Côte-Ste-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	1 695,75 \$
Soutien aux études: Certificat en enquête et renseignement Droit des enquêtes civiles	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2019-09-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	254,40 \$
Soutien aux études: Certificat en enquête et renseignement Droit des enquêtes administratives et pénales	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2019-09-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	254,40 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Soutien aux études: Programme court en science des données Statistiques avec R	Service de la prévention et de la gestion du risque	1	2019-09-01	Université TELUQ 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	336,40 \$
Soutien aux études: Certificat en enquête et renseignement Droit des enquêtes administratives et pénales	Service de la détection et du renseignement tactique	1	2019-09-01	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	254,40 \$
Soutien aux études: Certificat en Cyberenquête Moteurs de recherche	Service de la détection et du renseignement tactique	1	2019-09-01	Polytechnique Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	254,40 \$
Groupes interministériels de codéveloppement en gestion	Direction de l'administration	1	2019-10-11	Centre de leadership et de développement des compétences 150, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B2	225,00 \$
Excel - intermédiaire	Direction de l'administration	1	2020-01-06	Versalys 1440, rue Saint-Catherine Montréal (Québec) H3G 1R8	255,00 \$
Entrevue filmée d'un suspect	Service des enquêtes sur la corruption	1	2020-02-03	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	5006,00 \$
Les développements récents en droit de la construction	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2020-02-07	Barreau du Québec 445, boulevard Saint-Laurent, 2e étage Montréal (Québec) H2Y 3T8	514,00 \$
La négociation raisonnée	Plusieurs unités administratives	19	2020-02-12	Médiationsophillex Bureaux de l'UPAC 2100, avenue Pierre-Dupuy Montréal (Québec) H3C 3R5	263,37 \$
Entrevue filmée d'un suspect	Service des enquêtes sur la corruption	1	2020-02-17	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	5006,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Enquête sur les crimes économiques	Service des enquêtes sur la corruption	8	2020-02-24	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	3513,00 \$
En ligne: Coaching de groupes et d'équipes	Direction de l'administration	1	2020-03-20	Coaching de Gestion 4, chemin de Lachalade Lorraine (Québec) J6Z 1W4	850,00 \$
Certification en éthique et conformité	Plusieurs unités administratives	2	2020-09-16	HEC Montréal 3000, chemin de la Côte-Ste-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	4796,00 \$
Sommet international de la confiance dans les organisations 2020	Plusieurs unités administratives	2	2020-10-06	l'institut de la confiance dans les organisations 5688A, avenue Monkland Montréal (Québec) H4A 1E4	425,00 \$
Colloque annuel de l'Association des directeurs de police du Québec	Plusieurs unités administratives	3	Reporté (date à venir)	Hôtel Universel 311, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Rivière-du-Loup (Québec) G5R 5S4	521,85 \$
Les développements récents en enquêtes internes et réglementaires	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	Reporté (date à venir)	Barreau du Québec 445, boulevard Saint-Laurent, 2e étage Montréal (Québec) H2Y 3T8	514,00 \$
La gestion stratégique : de l'analyse à l'action	Service de la détection et du renseignement tactique	1	Reporté (date à venir)	HEC Montréal 3000, chemin de la Côte-Ste-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	1895,00 \$

Contrats de formation

Année complète 2019-2020

Aucune donnée pour la période visée

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2019-2020

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation des enquêteurs Rôle et responsabilité de l'enquêteur de scène (7 jours)	Bureau des enquêtes indépendantes	38	2019-04-04	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	882,00\$
Formation des enquêteurs Droit pénal appliqué à l'enquête policière (6, 5 jours)	Bureau des enquêtes indépendantes	12	2019-05-07	Bureau des enquêtes indépendantes 201, Place Charles-Lemoyne, bur. 6.01 Longueuil (Québec) J4K 2T5 Canada	1575,00\$
Formation Journée professionnelle en AIPVP (accès à l'information)	Bureau des enquêtes indépendantes	1	2019-05-07	Université Laval Pavillon La Laurentienne Québec (Québec) Canada	400,00\$
Formation des enquêteurs Historique et particularités des différentes régions du Nunavik	Bureau des enquêtes indépendantes	40	2019-05-21 2019-05-22	Bureau des enquêtes indépendantes 201, Place Charles-Lemoyne, bur. 6.01 Longueuil (Québec) J4K 2T5 Canada	Voir note 2
Formation des enquêteurs Désescalade – état mental perturbé (formation en ligne)	Bureau des enquêtes indépendantes	35	2019-11-04	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	91,00\$

² Aucun coût d'inscription. Cependant, les frais de formation et de déplacement de Mme Lucy Grey se sont élevés à 3 300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Forum Forum sur les droits des usagers et les recours possibles en matière d'accès et de qualité des services	Bureau des enquêtes indépendantes	3	2019-11-26 2019-11-27	Hôtel Québec 3115 avenue des Hôtels Québec (Québec) Canada	0,00\$
Formation des enquêteurs Éléments d'éthique appliquée (6,5 jours)	Bureau des enquêtes indépendantes	5	2020-01-31	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	2600,00\$
Formation des enquêteurs Introduction au travail au bureau des enquêtes indépendantes	Bureau des enquêtes indépendantes	12	2020-03-11	Bureau des enquêtes indépendantes 201, Place Charles-Lemoyne, bur. 6.01 Longueuil (Québec) J4K 2T5 Canada	24 360,00\$
Formation des enquêteurs Formation interne donnée par différents enquêteurs du BEI	Bureau des enquêtes indépendantes	44	Dates diverses	Bureau des enquêtes indépendantes 201, Place Charles-Lemoyne, bur. 6.01 Longueuil (Québec) J4K 2T5 Canada	0,00\$

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Contrats de formation

Année complète 2019-2020

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
École nationale de police (ENPQ) ²	13 000,00\$	Élément d`éthique appliquée	2019-10-24	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec), J4K 2T5 Canada	5

² Certains contrats de formations données en 2019-2020 par l’ENPQ ont été signés en 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de phrases pour divers documents	Anglocom inc.	143
Formulaire	Anglocom inc.	115
Communiqués à tous les directeurs de police (5)	Anglocom inc.	682
Guide d'aménagement d'un quartier de détention dans un poste de police	Anglocom inc.	1 680
Lettres (8)	Anglocom inc.	1 365
Formulaires (5)	Anne McBryde Traduction	380
Lettres (20)	Anne McBryde Traduction	2 988
Traduction d'une phrase pour document	Anne McBryde Traduction	10
Communiqués à tous les corps de police (14)	Anne McBryde Traduction	1 161
Divers documents relatifs aux pratiques policières	Anne McBryde Traduction	4 199
Entente entre le gouvernement du Québec et l'Administration régionale Kativik	Anne McBryde Traduction	784
Note sur la géolocalisation	Anne McBryde Traduction	55
Sondage sur les mesures de contrôle des établissement ayant un permis d'alcool	Anne McBryde Traduction	55

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Dossier concernant le Programme général d'indemnisation et d'aide financière	Anne McBryde Traduction	1 536
Pratique policière	Documens Traduction inc.	642
Divers documents	Les Traducteurs Unis	774
Communiqué	Les Traducteurs Unis	166
Note	Point Virgule	71
Communiqué	Point Virgule	173
Service de traduction simultanée	Société des communications Atikamekw-Montagnais	7 247
Rapport d'inspection de la Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspectorat	Traductions Terrance Hughes inc.	4 096
Divers documents (11)	Traductions Terrance Hughes inc.	3 673
Communiqué (10)	Traductions Terrance Hughes inc.	949
Formulaire	Traductions Terrance Hughes inc.	467
Guide de présentation de l'aide financière	Traductions Terrance Hughes inc.	402
Lettres (4)	Traductions Terrance Hughes inc.	719

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Invitation	Traductions Terrance Hughes inc.	26
Dépliant explicatif concernant le partage des pratiques entre les corps de police autochtones	Traductions Terrance Hughes inc.	148
Sondage - Planification de la main d'oeuvre	Traductions Terrance Hughes inc.	102
Cahier souvenir pour le Colloque des directeurs de police autochtone	Traductions Terrance Hughes inc.	75
Programme du Colloque des directeurs de police autochtone	Traductions Terrance Hughes inc.	297
Document	Ubiquis Canada Inc.	575
Lettre aux directeurs de police	Ubiquis Canada Inc.	194
Pratiques policières	Ubiquis Canada Inc.	792
Service d'interprète (Anglais)	Traductions KLM inc.	742
Traduction de plan d'intervention correctionnel (Anglais)	Traductions KLM inc.	124
Service d'interprète (Innu)	Charlotte Bellefleur	492
Service d'interprète (Innu)	Anne Mesténapéo	222
Service d'interprète (Innu)	Clément Rock	168

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Service d'interprète (Innu)	Gino-Pierre Wapistan	38
Service d'interprète anglais-français	Immersion Baie-Des-Chaleurs inc	478
Service d'interprète langage des signes	Service d'interprète langage des signes	581
Capsules video en violence conjugale	ENPQ	10 179
Traduction simultanée – Journée d'information sur la pratique policière 2.2.8	SOCAM	2 768
Traduction simultanée - Assemblée spéciale de l'Association des chefs de police des Premières Nations du Québec	Amérique Interprétation inc.	4 250
Traduction de deux documents sinistrés, accusé réception et constat de dommages.	Anne McBryde Traduction	112
Traduction du guide et dépliant du programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminent, pour les sinistrés particuliers	Traductions Terrance Hughes inc.	1 955
Feuillet dix conseils pour prévenir les incendies	Traduction Terrence Hughes	112

Note : La période concernée est du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME :EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS¹	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Résumé médical	Traductions Guy Demers inc.	554

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Avis d'opposition	Traductions Sematos (9256-6173 Québec inc.)	121
Avis de convocation	Traductions Sematos (9256-6173 Québec inc.)	350
Avis de convocation	Alpha traduction et interprétation inc.	54

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Décisions et autres documents divers (43)	Cogitexte inc.	19 016

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
TOTAL		\$ 17 900
Décisions (237)	Traduction Amériques	15 949
Lettres (10)	Traduction Amériques	673
Demandes d'accès à l'information (6)	Traduction Amériques	404
Autres documents (affiches, documents d'information) (13)	Traduction Amériques	874

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Document d'information	Anglocom	60
Brochure destinée aux familles	Anglocom	275
Communiqués	Anglocom	320
Bilan - dossier de Gatineau	Anglocom	170
Lettre d'envoi accompagnant des brochures	Anglocom	75
Présentations PowerPoint	Anglocom	375
Brochure destinée aux familles autochtones (Inuktitut)	Ida Saunders	726
Document d'information intitulé "Allégations"(Inuktitut)	Ida Saunders	71

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Mise à jour des chapitres 6, 23 et 27 du livre « Guide for fire and explosion investigation »	Traduction Pierre Cloutier	1 585
Traduction info chantier cannabis du 6 nov. 2019 et formation en ligne « Prélèvement sanguin »	Claudia W. Demers	603
C-75 : Changements touchant les pouvoirs et devoirs des policiers (outil en ligne)	Claudia W. Demers	901
The effectiveness of simulation in drug recognition Expert training : Quebec hybrid training model	Claudia W. Demers	482

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
GASPÉ, 96 Montée de Sandy Beach	Expansion et réaménagement des bureaux
QUÉBEC, 2525 boulevard Laurier	Installation d'une conduite de télécommunication
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Aménagement des locaux des tests en toxicologie
SOREL, 400, rue Auber	Rehaussement des cadres de portes de l'entrepôt
SAINT-JÉROME, 55 rue Castonguay	Ajout d'un stationnement
QUÉBEC, 2525 boulevard Laurier	Remplacement batterie UPS
BAIE-COMEAU, 71 avenue Mance	Aménagement des cellules de réclusion
NEW-CARLISLE, 87 boulevard G-D. Lévesque	Mise à niveau des portes et quincaillerie carcérales
QUÉBEC, 1645 boulevard WilfridHamel	Nouvel espace d'entreposage
QUÉBEC, 500 rue de la Faune	Aménagement de trois salles de visioconférence et de cinq parloirs
MONTRÉAL, 800 boulevard Gouin	Remplacement du lave-vaisselle
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Relogement et modernisation des installations de la morgue
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Réparation de la chambre froide
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Réfection complète du puit de tir
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Nettoyage de vingt chaises de bureau
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Nettoyage des frigos dans la salle des employés
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Nettoyage des frigos dans la salle des employés
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Réparation du fond de puit de tir

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
MONTRÉAL, 1701 rue Parthenais	Réparation de l'unité de climatisation d'un local
KUUIJUAQ, adresse à venir	Libération de deux logements et construction d'un duplex à Kuujuaq
SHERBROOKE, 1055, rue Talbot	Travaux correctifs temporaires pour le fonctionnement de témoins lumineux
SAINT-JÉROME, 2 boulevard de la Salette	Ajout d'espaces destinés à la visiocomparution
NEW-CARLISLE, 87 boulevard G-D. Lévesque	Réaménagement d'espaces destinés à la visiocomparution
MONTRÉAL, Centre ville, à venir	Relocalisation du DSPC au centre-ville de Montréal
LA MALBAIE, 30, chemin de la Vallée	Relocalisation du bureau des constables dans l'immeuble
LAVAL, 400, Montée Saint-François	Ajout de moustiquaires et améliorations acoustiques
QUÉBEC, 200 chemin Sainte-Foy	*Rétrocession local à Québec
MONTRÉAL, 425 boulevard Maisonneuve O.	*Location d'un espace permanent pour le CSUPAC
SOREL, 400, rue Auber	*Doublement de quarante-cinq cellules
BAIE-COMEAU, 71 avenue Mance	*Remplacement de vingt-trois fenêtres et obturation d'une porte
SHERBROOKE, 1055, rue Talbot	*Sécurisation de la laverie
NEW-CARLISLE, 87 boulevard G-D. Lévesque	*Installation et raccordement d'une hotte industrielle

* Projet amorcé en 2018-2019 qui a évolué au cours de l'exercice financier 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
560, boul. Charest Est, 2 ^e étage Québec (Québec) G1K 3J3	Ajout d'un mur et d'une porte
560, boul. Charest Est, 2 ^e étage Québec (Québec) G1K 3J3	Travaux dans les locaux - Ajout d'une porte

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Estimation des coûts pour l'insonorisation d'une salle de visio-audience.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2019-2020.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
2875, boulevard Laurier, Québec (Québec) G1V 5B1 (Bureau)	Travaux de réparation, de peinture et fourniture et installation de deux protège-murs.
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (Morgue de Québec)	Remplacement du moteur du ventilateur sur le condensateur de l'unité de réfrigération de la chambre froide.
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (Bureau de Montréal)	Fourniture et installation d'une serrure à code à l'entrée du Bureau du coroner.
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (Morgue de Montréal)	Nettoyage et désinfection des chambres froides de la morgue.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

<p>QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;d) la liste des concours qui ont pris fin.
<p>a) Le Prix du ministre de la Sécurité publique;</p> <p>b) Une bourse de 3 000 \$ est remise à la personne gagnante;</p> <p>c) Créé en 1999, le Prix du ministre de la Sécurité publique vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique. Les travaux ou stages doivent répondre à l'une des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ avoir une incidence sur les institutions québécoises responsables de l'administration de la justice pénale dans ses diverses composantes;▪ favoriser la compréhension, la promotion, l'implantation ou l'évaluation de mesures novatrices. <p>Ce prix est décerné à une étudiante ou à un étudiant dont le mémoire ou le stage de maîtrise se démarque par son apport particulier au regard de la mission du Ministère. Il est remis lors du Congrès biennal de la Société de criminologie du Québec.</p> <p>d) Aucun</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

a) Concours « Chapeau les filles ! » et son volet « Excelle Science »

b) Le prix « Sécurité incendie » récompense une élève inscrite à l'un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou Techniques de sécurité incendie. Une bourse de 2 000 \$ accompagne ce prix.

c) Le concours « Chapeau, les filles ! » et son volet « Excelle Science » visent à souligner le travail et les efforts des femmes inscrites à un programme de formation professionnelle ou technique qui mène à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin. Le ministère de la Sécurité publique participe pour la troisième année à ce concours annuel organisé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

d) Concours « Pompiers en action »

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

- a) 1- Cérémonie de reconnaissance et remise du prix Nanuk
2- Concours photo
- b) 1- Trophée Nanuk
2- 1^{re} position : Carte-cadeau dans un magasin de plein air (valeur de 100 \$)
2^e position : Panier de produits écoresponsables (valeur de 50 \$)
3^e position : Choix entre une carte-cadeau pour des lunchs bios ou bouteille de vin bio (valeur de 25 \$)
- c) 1- Reconnaître l'engagement, le dévouement et l'excellence de nos employés
2- S'inscrit dans le cadre du Plan d'action en développement durable de l'organisme.
- d) Aucun

Mise à jour au 31 mars 2020

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
<p>Campagne de communication relative au Service d'immatriculation des armes à feu De mai 2019 à mars 2020</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les propriétaires d'armes à feu sans restriction à l'importance et l'obligation d'immatriculer leurs armes auprès du Service d'immatriculation des armes à feu du Québec.</p>	<p>Centre de services partagés du Québec, Traductions Terrance Hughes, Pierre Senéchal, Imprimerie Sociale, Anglocor, Anne McBryde, Les Copies de la Capitale et Mono Lino</p>	<p>37 846</p>
<p>Semaine de la sécurité civile 2019 – « Ma sécurité : ma responsabilité! — Plus d'autonomie, moins de soucis! » Du 5 au 11 mai 2019 - Annulée en raison des inondations 2019 (Toutefois des dépenses avaient été engagées avant l'annulation de l'événement)</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer à faire face à un éventuel sinistre et de les conscientiser au fait qu'ils sont les premiers responsables de leur sécurité lors de situations d'urgence. Les ménages sont incités à préparer un plan familial d'urgence et d'avoir en réserve les articles essentiels pour subsister pendant un minimum de 3 jours.</p>	<p>Centre de services partagés du Québec, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, GéoMontréal</p>	<p>4 859</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :

- a) le nom de toutes les campagnes;**
- b) les coûts de ces campagnes;**
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;**
- d) les dates de diffusion de la campagne;**
- e) les objectifs visés par chaque campagne.**

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Semaine de la prévention des incendies 2019 – « Le premier responsable c'est toi! » Du 6 au 12 octobre 2019 Objectif général : Promouvoir les comportements sécuritaires à adopter au quotidien afin de prévenir les incendies.	ATPIQ (Association des techniciens en prévention incendie du Québec), Centre de services partagés du Québec, Version Image Plus Inc., Maman Communications, Académie DM, Pierre Senéchal, Oui L'Agence, etc.	52 787
Semaine sur la prévention de la criminalité 2019 – « Les actions locales au coeur de la prévention » Du 3 au 9 novembre 2019 Objectif général : Sensibiliser la population québécoise aux pratiques et aux enjeux de la prévention de la criminalité (intimidation, délinquance juvénile, sécurité des aînés, cybersécurité, fugue et exploitation sexuelle, etc.)	Centre de services partagés du Québec	1 167
Campagne sur la sensibilisation aux risques d'inondation du plan d'action sur les inondations (Mesure 12) Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2019 Objectif général : Sensibiliser la population à la nécessité de se préparer à faire face aux sinistres, entre autres, aux inondations et à adopter des comportements responsables face aux différents aléas.	Centre de services partagés du Québec	363 509

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Campagne de publicité en lien avec les inondations De juin à août 2019 Objectif général : Informer les personnes sinistrées des programmes et services auxquels ils ont droit s'ils sont touchés par les inondations.	Centre de services partagés du Québec et ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	452 259
Semaine de la police – « Avec vous au quotidien » Du 12 au 18 mai 2019 Objectif général : Sensibiliser la population concernant certaines problématiques avec lesquelles les communautés doivent composer et renforcer le lien de confiance des policiers avec les citoyens.	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 140

* Données du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

- QUESTION 16 :** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
 - d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
 - e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- a)** Depuis le 1^{er} avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. À noter également que depuis le 18 mars 2019, les employés de la Direction des communications du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et du ministère de la Sécurité publique (MSP) ont été dissociés de la même direction. 29 membres du personnel sont affectés à la Direction des communications pour le MSP.
- b)** Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont pour l'organisation d'événements, de campagnes, de salons ou celles liées à la revue de presse, à la transcription ou à la diffusion de communiqués.
- c)** Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.
- d)** I.C.I. Influence Communications inc.
- | | |
|--|---------------|
| Revue de presse électronique et les transcriptions : | 17 436 \$ |
| Revue de presse écrite : | 31 758 \$ |
| <u>Centre des services partagés du Québec</u> | |
| Revue de presse écrite : Licence et droits d'auteur | 316 \$ |
|
CEDROM-SNI (Eureka cc) - Abonnement au service de base de données médias : |
11 457 \$ |
- e)** Voir réponse au point d). Il nous est impossible de distinguer les montants investis par le cabinet du reste du ministère. Les factures sont globales et payées centralement.

Les données financières déclarées ont été payées en date du 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Trois employés
- b)** 1 952 \$
- c)** S. O.
- d)** Nous utilisons les services de veille et revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) via le MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.
- e)** S. O.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Une employée
- b)** Dépenses totalisant 2 157 \$
- c)** 12 et 13 septembre 2019 : colloque annuel de formation du Bureau du coroner, à l'École nationale de police du Québec à Nicolet.

28 octobre 2019 : déplacement à Montréal pour la présentation du rapport d'investigation de la coroner M^e Mélissa Gagnon portant sur le décès de M. Rick Stephan Genest, survenu le 1^{er} août 2018.
- d)** Aucune. Nous utilisons les services de veille et revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du ministère de la Sécurité publique. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.
- e)** S. O.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Une employée dont les dossiers d'affaires publiques constituent environ 5 % de la charge de travail.
- b)** Aucun
- c)** Aucun
- d)** Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du MSP.
- e)** S. O.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Un employé de l'organisme est affecté aux communications / affaires publiques lorsqu'une situation le nécessite.
- b) Aucun
- c) Aucun
- d) Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du MSP.
- e) S. O.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Cinq employés et un prêt de service
- b)** Dépenses totalisant : 152 224,99\$ (inclut la dépense associée au prêt de service)
- c)** Aucune

Un montant de 33 700 \$ a été investi en veille médiatique.
- d)** Fournisseur : ADN5 Média Inc. (du 1er avril au 30 novembre 2019)
Melwater (1er décembre 2019 au 31 décembre 2020)
- e)** Sans objet

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2019-2020 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- | | | | |
|-----------|-----------------------|--|-----------|
| a) | Deux employées | | |
| b) | Dépenses totalisant : | 7 801 \$ | |
| c) | Aucun | | |
| d) | ADN5 Média | (revue de presse – BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières) : | 13 530 \$ |
| | Cedrom - SNI inc. | (revue de presse – droits d'auteurs) : | 3 294 \$ |
| e) | S. O. | | |

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2014-2015 à 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer	2019-2020 ¹ (en \$)
Moins d'un an	642 004
1-2 ans	182 618
+ de 2 ans	177 834
Total	1 002 457

Pour chacune des années, les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont les suivants :

Relevé de compte mensuel, lettre de recouvrement, téléphone, certificat d'exigibilité, hypothèque légale

¹Données au 31 mars 2020

Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : Crédits budgétaires alloués en 2019-2020 et prévus en 2020-2021 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

Aucun crédit budgétaire n'a été alloué spécifiquement à la mise en oeuvre des recommandations de ces deux commissions d'enquête. En 2019-2020 le ministère a initié des mesures relatives à certaines recommandations de ces rapports qui ont été financées à même la base budgétaire du ministère.

Pour l'année 2020-2021, dans le cadre du Plan budgétaire du Québec de mars 2020, le gouvernement a annoncé un investissement de 219 millions de dollars au cours des cinq prochaines années afin de mettre en oeuvre des initiatives prioritaires en faveur des communautés autochtones.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 19 : Unité permanente anticorruption (UPAC), fournir :

- a) au 31 mars 2020, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) budget ventilé de l'UPAC pour 2020-2021;**
- c) liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC;**
- d) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020;**
- e) bilan des activités de l'UPAC.**

(Voir pages suivantes).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 06.04

QUESTION 19 :

a) Au 31 mars 2020, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif¹;

Catégories	Commissaire à la lutte contre la corruption et les équipes désignées au sein de l'UPAC	EFFECTIFS
Corps de police spécialisée dans la lutte contre la corruption	Commissaire à la lutte contre la corruption (incluant les policiers dont les services sont prêtés au Commissaire en vertu de l'article 14 de la <i>Loi concernant la lutte contre la corruption</i>)	171
Équipes d'enquête désignées par le gouvernement (26.65)	Agence du revenu du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC – Direction principale adjointe des enquêtes UPAC enquête)	20
	Régie du bâtiment du Québec (Unité d'enquêtes)	7
Équipes de vérification désignées par le gouvernement (40.2)	Agence du revenu du Québec (Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	15
	Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	11
	Sûreté du Québec (Service de filtrage de sécurité)	11
	Régie du bâtiment du Québec (Service des vérifications)	3
TOTAL	UPAC	238

¹ Ce nombre correspond à l'effectif, en ETC, en poste en date du 31 mars 2020 et ne tient pas compte des postes vacants. Les décrets qui désignent les équipes d'enquête et de vérification n'indiquent pas d'effectifs autorisés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 06.04

QUESTION 19 :

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2020-2021;

Le budget 2020-2021 du Commissaire à la lutte contre la corruption a été présenté au Livre des crédits 2020-2021.

BUDGET VENTILÉ	
	2019-2020 (k\$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	22 133,5
Ministère de la Sécurité publique	1 445,2
Sûreté du Québec	16 598,4

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, se référer à chaque M/O concerné. Pour les résultats des années antérieures, veuillez-vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC;

Veuillez-vous référer au cahier des renseignements généraux à la réponse de la question 17.

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020¹;

1) Ordonnances et autorisations judiciaires

- Les différentes équipes d'enquête de l'UPAC, incluant les enquêteurs du commissaire, ont exécuté 118 ordonnances ou autorisations judiciaires (ex : mandats d'arrestations, mandat de perquisition, mandat général, ordonnance de communication, interception de communication privée, etc.).

¹ Les données du Service des enquêtes de l'UPAC de Revenu Québec (RQ) sont au 31 décembre 2019.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 06.04

QUESTION 19 :

2) Arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle ou pénale entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020

Nature des accusations	Individus	Personnes morales	Total
Criminelles	4	0	4
Pénales	7	17	24
Total	11	17	28

e) Bilan des activités de l'UPAC (au 31 mars 2020)

1) **Dénonciations d'actes répréhensibles au sens de la Loi concernant la lutte contre la corruption**

Dénonciations communiquées au commissaire	2019-2020
Dénonciations d'actes répréhensibles	396
Décisions du commissaire	2019-2020
Hors mandat ou frivole	291
Transférées en enquête	102
Transférées en vérification	0
Transférées en renseignement	2
Transférées en prévention	4
Total général	399

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 06.04
QUESTION 19 :

2.1) Enquêtes criminelles

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2019-2020	4	0	4

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière criminelle

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2019-2020	10	0	10

2.2) Enquêtes pénales

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière pénale

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2019-2020	7	17	24

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière pénale

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2019-2020	5	11	16

3) Vérification – Commission de la construction du Québec (CCQ) – Unité autonome de vérification

Résultats	2019-2020
Heures réclamées	79 298
Montants réclamés	1 996 510 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 06.04
QUESTION 19 :

4) Intégrité des entreprises

Demandes reçues de l'Autorité des marchés publics

2019-2020
1776

Avis du commissaire associé aux vérifications communiquées à l'Autorité des marchés publics (AMP)

Avis du commissaire associé aux vérifications	2019-2020
Avis positifs	7606
Avis négatifs	467
Autres décisions	80
Total	8153

5) Prévention et gestion des risques¹

Prévention	2019-2020
Séances de sensibilisation	82
Participants	2048

Gestion des risques	2019-2020
Activités	28
Participants	592

¹ Données préliminaires au 31 mars 2020. Contrôle de qualité en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 06.04
QUESTION 19 :

Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la [*Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs*](#) (L.Q. 2018, chapitre 1) et le Projet de loi n° 1 - *Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales*.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2019-2020 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du nouveau système.

En date du 31 mars 2020, un total de 943 058 \$ a été investi pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Le dossier d'affaires initial a été approuvé par les autorités du ministère de la Sécurité publique en mars 2018. Des travaux d'architecture ont été réalisés au cours de l'année 2018-2019. En juin 2020 le bureau du Dirigeant principal de l'information a demandé de transformer le projet en programme. Il est prévu que la stratégie de réalisation du programme et le dossier d'affaires final soient complétés d'ici le 30 septembre 2020. Il est ciblé que les travaux de réalisation débutent d'ici mars 2021 avec des livraisons graduelles qui seront complétées jusqu'en 2026.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 : **32 706 647 \$**

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	50 000
En Marge 12-17	45 825
Le Projet Harmonie	32 829
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	45 050
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (Saint-Léonard)	39 312
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (Rosemont)	42 762
Rue Action Prévention Jeunesse	46 670
Travail de rue action communautaire (Le Sud-Ouest)	48 322
Travail de rue action communautaire (Quartier Saint-Pierre)	30 589
Travail de rue action communautaire (Lachine Est)	25 576
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	50 000
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement	36 631
Projet Intervention Prostitution de Québec	50 000
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	46 215
SQUAT Basse-Ville	45 515
Table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	26 000
TRIP Jeunesse Beauport	37 954

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
En tout C.A.S. (Concertation, Aide, Soutien) jeunesse	25 000
Tandem-Jeunesse	50 000
Répît Jeunesse	43 520
LaRue Bécancour inc.	42 035
Le Carrefour Employabilité - Travail de rue (anciennement Ressource alternative des jeunes de Bellechasse)	47 682
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	45 632
Maison des Jeunes de Rivière-au-Renard inc.	39 337
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	45 756
Macadam Sud	46 268
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	44 477
SOS Contact Al-To inc.	35 900
Centre Le S.P.O.T.	38 363
Toxic-Actions	46 780

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	46 000
La Grande Porte	46 799
Plein Milieu	50 000
Spectre de rue inc.	47 486
YMCA du Québec (établissement centre-ville)	43 167
YMCA du Québec (Projet PIVOT)	44 489
Pilier Jeunesse	33 339
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	42 478
L'écluse des Laurentides	39 483

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	49 260
L'Évasion St-Pie X	25 000
Motivation Jeunesse	41 278
TRAIC Jeunesse	36 595
Macadam Sud	46 214
Orignal tatoué, café de rue	36 192
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	32 600
Réseau d'entraide des Appalaches	30 000
Ressource communautaire en santé mentale "L'Éveil"	25 000
Service de travail de rue de Chicoutimi	34 620

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Service de travail de rue de Chicoutimi	65 150
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	70 530
CALACS La Chrysalide	73 195
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	70 000
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	70 000
CALACS Agression Estrie	50 420
Maison Marie Frédéric	66 010
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	54 753
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (TCGFBSL)	67 985
Centre d'amitié autochtone La Tuque	42 700
CALACS Coup de coeur	66 641

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	53 787
En Marge 12-17	73 660
Action Nouvelle Vie (le 2159)	60 000
Rue Action Prévention Jeunesse	37 703
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	55 000
SQUAT Basse-ville	73 311
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	69 124
YWCA Québec	40 250
Sphère santé sexuelle globale	45 153
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	75 000
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	65 000
CALACS de Granby	49 628
Projet L.U.N.E	55 000
Travail de rue le Trajet	50 000

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES - VOLET AUTOCHTONE

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Service de police de la Ville de Montréal	75 000
Conseil des Innus d'Ekuanitshit	25 000
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	75 000
Femmes autochtones du Québec	75 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME PRÉVENTION JEUNESSE

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de la Montérégie	125 000
Les YMCA du Québec - secteur Réussite scolaire	125 000
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	125 000
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	125 000
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	125 000
C.A.C.T.U.S. Montréal	125 000
Mesures alternatives jeunesse de Laval	125 000
Les Services de main-d'œuvre L'Appui	125 000
Justice alternative du Suroît	125 000
Corporation de développement communautaire ICI Montmagny-L'Islet	125 000
Waskaganish Prevention Committee	125 000

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Ville de Mirabel	50 000
Ville de L'Épiphanie	25 000
Municipalité régionale de comté de La Matanie	25 000
Conseil de la Nation huronne-wendat	50 000
Ville de Varennes	37 500
Ville de Saint-Pie	25 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	30 000
Ville de Victoriaville	25 000
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	62 500
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	25 000
Ville de Joliette	25 000
Ville de Dorval	37 500
Ville de Cowansville	25 000
Ville de Saint-Colomban	50 000
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	21 600
Ville de Sainte-Julie	25 000
Ville de Boisbriand	50 000
Municipalité régionale de comté d'Avignon	25 000
Ville de Saint-Gabriel	37 500
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	27 500
Municipalité régionale de comté de Bécancour	79 983
Ville de Gaspé	25 000
Ville de Saint-Hyacinthe	18 217
Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette	37 500
Municipalité régionale de comté des Maskoutains	50 000
Municipalité régionale de comté de Témiscouata	37 500
Municipalité régionale de comté de la Vallée de la Matapédia	37 500
Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	37 500
Municipalité de Saint-Prime	25 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 (\$)
Conseil des Innus de Pakua Shipu	25 000
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	62 500
Ville d'Asbestos	37 500
Municipalité régionale de comté Robert-Cliche	25 000
Ville de Beloeil	37 500
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	75 000
Ville de Sainte-Catherine	60 200
Ville de Granby	25 000

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)	124 000
Blainville	7 106
Bromont	8 360
Châteauguay	13 794
Deux-Montagnes	8 778
École nationale de police du Québec	85 600
Gatineau	63 954
Granby	18 810
Laval	79 002

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹
Lévis	28 424
Longueuil	86 526

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹
Memphrémagog	16 302
Mirabel	12 540
Mont-Tremblant	15 884
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 122
Québec	175 978
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	30 932
Richelieu-St-Laurent	41 800
Roussillon	17 974
Saguenay	45 144
Saint-Eustache	15 048
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 170
Saint-Jérôme	18 392
Sherbrooke	46 398
Montréal	1 489 000
Terrebonne	29 678
Thérèse-De Blainville	20 482
Thetford-Mines	10 450

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹
Trois-Rivières	43 890

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS CANNABIS

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹
Association des directeurs de police du Québec	70 000
Gatineau	540 000
Granby	360 000
Laval	540 000
Lévis	360 000
Saint-Jean-sur-Richelieu	125 000
Repentigny	125 000
Terrebonne	125 000
Blainville	125 000
Longueuil	540 000
Memphrémagog	180 000
Québec	1 110 027

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹
Richelieu-St-Laurent	360 000
Saguenay	360 000
Saint-Jérôme	360 000
Sherbrooke	360 000
Montréal	5 008 327
Trois-Rivières	360 000

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)

CORPS DE POLICE	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹ (\$)
Montréal	2 578 900

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCÈS TABAC

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020¹ (\$)
Association des directeur de police du Québec	15 000
Gatineau	355 000
Laval	355 000
Longueuil	355 000
Québec	355 000
Richelieu-St-Laurent	355 555
Roussillon	5 000
Saguenay	355 000
Granby	160 000
St-Jérôme	355 000
Sherbrooke	355 000
Montréal	4 480 700
Trois-Rivières	355 000

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 ¹
Montréal	745 800
Gatineau	142 200
Laval	142 200
Longueuil	142 200
Québec	142 200

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2019-2020 ¹
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	75 000
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	600 000
Services Para-judiciaires autochtones du Québec	Aucun DPLC
Université de Sherbrooke - Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents	30 000
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	25 000

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Alliance Carrière Travail	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Association des groupes de jeunes des Hauts-Reliefs	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Centre aide et prévention jeunesse	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Centre des jeunes L'escale de Montréal-Nord inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité du Travail de rue d'Alma	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Corporation de la Maison des Jeunes de Trois-Pistoles	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Dopamine	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Équijustice Gaspésie	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Être et Devenir	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
GCC La Violence!	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Groupe Action-Jeunesse de Charlevoix	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Habitation l'Envolée du Québec	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
L'ADOberge Chaudière-Appalaches	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	N'est pas une organisation visée par le programme
L'écluse des Laurentides	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Corporation de l'Entre-Jeunes de Rivière-du-Loup	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La maison des jeunes de Montmagny inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Maison des jeunes de Saint-Julie inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La maison des jeunes de St-Rémi inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Sortie	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Ne démontre pas un minimum de deux ans d'expertise en travail de rue ou de milieu
Le Trâsh - Travail de Rue à Shawinigan	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Maison des jeunes Châteleois inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison des jeunes de Matane	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison des jeunes de Saint-Eustache	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	N'a pas démontré l'expertise nécessaire à la réalisation du projet
Maison des Jeunes de Varennes inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison des Jeunes de Verchères	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Mille et une rues	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Pacte de rue inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Territoire déjà couvert par un autre projet
Prévention Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Prévention Sud-Ouest	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Projet d'intervention auprès des mineurs prostitués	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
TRAIC Jeunesse	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Travail de rue Île de Laval	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Travail de rue Lavaltrie	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Travail de rue Le TRAJET	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Travail de rue Le TRAJET	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Programme d'intervention jeunesse	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité régional en exploitation sexuelle et prostitution de Lanaudière	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité 15-24 ans des Pays-d'en-Haut	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité d'action en sécurité urbaine de l'arrondissement de Lachine	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Collectif 0-25 ans de la Rivière-de-Nord et du nord de Mirabel	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation jeunesse Bordeaux-Cartierville	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de développement social des Collines-de-l'Outaouais	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Coalition de la Petite-Bourgogne	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation Équipe jeunesse famille MRC des Appalaches	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table jeunesse Avignon-Bonaventure	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Table de développement social Vallée-de-la-Gatineau	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Concertation Anjou	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table jeunesse Rivière-des-Prairies	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Solidarité Mercier-Est	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité des partenaires en santé mentale et dépendance Beauce-Etchemins	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation jeunesse du Val-Saint-François	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation jeunesse Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation jeunesse Côte-des-Neiges	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Vivre Saint-Michel en santé	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Source des jeunes	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité Un trop Grand Prix	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Service de la famille chinoise du Grand Montréal	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Communautés Gatineau Ouest	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Avenue des jeunes	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation Hull en santé	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Préven-Quête 2.0	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation communautaire Mirabelloise	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Comité projet XOX	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Table de concertation en prévention des dépendances	Prévention Jeunesse	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Municipalité de Saint-Vianney	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
MRC de l'Islet	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Ville de Blainville	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Ville de Mont-Tremblant	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Municipalité de Saint-Louis	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 : 28 884 257 \$

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
Administration régionale Kativik (ARK)	679 939
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	4 000
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	125 000
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS)	50 000
Association sécurité civile du Québec (ASCQ)	3 300
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ)	47 000
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie – Contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d'éducation du public sur les avalanches	30 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excele – Science du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)	2 000
Ville de Montréal - Recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd (RSMUEL)	300 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant le budget additionnel octroyé pour l'érosion côtière et les inondations)

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
Alma-Sud – Risque de glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur sud du quartier Saint-Coeur-de-Marie	375 000
Blainville – Travaux préventifs de stabilisation de talus le long du ruisseau "sans nom", compris entre la rue de Clervaux au nord et l'autoroute 640 au sud	465 000
Brigham – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	481 332
Coaticook – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	720 750
Consultants Ropars inc. – Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports du Québec (MTQ)	43 420
Îles-de-la-Madeleine – Travaux visant la protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières pour le secteur de La Grave (budget érosion côtière)	800 000
Îles-de-la-Madeleine – Travaux visant la protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières pour le secteur de Cap-aux-Meules (budget érosion côtière)	3 800 000
Institut des sciences de la mer de Rimouski – Modélisation numérique de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent	132 080

¹ Ces budgets excluent les frais de fonctionnement pour le Service de soutien à la réduction des risques de sinistres et le Service de la planification gouvernementale en sécurité civile de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie (DGSCSI) (7 120 \$), ceux du budget érosion et submersion côtières (25 491 \$) et ceux du budget inondation (4 527 \$) ainsi que la rémunération en date du 31 mars 2020 pour le budget érosion et submersion côtières (344 349 \$) et pour le budget inondation (280 776 \$).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
L'Isle-aux-Coudres – Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières d'une section du chemin des Coudriers (budget érosion côtière)	1 000 000
Lasalle NHC inc. – Modélisation numérique des conditions hydro-sédimentaires à Port-Cartier et à Pointe-aux-Outardes pour des plans et devis (budget érosion côtière)	59 645
MERN – Acquisitions de données géographiques (LiDAR) et de travaux de bathymétrie en vue de fournir des données pour les travaux essentiels de cartographie, de recherches et de traitement des risques pour l'ensemble des aléas (budget érosion côtière)	230 000
MERN – Acquisitions de données géographiques (LiDAR) et de travaux de bathymétrie en vue de fournir des données pour les travaux essentiels de cartographie, de recherches et de traitement des risques pour l'aléa inondation (budget inondation)	99 000
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) – Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie en vue de fournir des données pour les travaux essentiels de cartographie, de recherches et de traitement des risques pour l'ensemble des aléas	600 000
Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Inventorier, documenter et localiser des événements historiques liés à des aléas naturels	131 200
Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	592 204
Esri Canada Limited - Mise à niveau d'un logiciel et d'appareil servant à des lectures de cartographies géomatiques	24 141
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot – Risque de glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur de la rue Simone-De Beauvoir et de la 150 ^e Avenue	287 043
Pointe-aux-Outardes – Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Labrie (budget érosion côtière)	2 500 000
Port-Cartier – Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la plage Rochelois (budget érosion côtière)	800 000
Saint-André-d'Argenteuil – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	557 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
Sainte-Flavie – Travaux de construction d'infrastructures d'accueil pour le déplacement ou la reconstruction de résidences principales menacées par l'érosion côtière (budget érosion côtière)	100 000
Saint-Joseph-du-Lac – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	265 615
Sainte-Luce – Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques (budget érosion côtière)	300 000
Saint-Raymond – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	975 000
Saint-Raymond – Travaux de stabilisation et de protection des berges de la rivière Sainte-Anne dans le secteur de l'avenue Beaulieu et de la rue Saint-Joseph	381 659
Sainte-Thérèse – Travaux préventifs de stabilisation de talus le long du ruisseau Charron, entre la rue du Ruisseau à l'ouest et la rue de la Renaissance à l'est	470 000
Lévis - Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation mixtes municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses	12 500
Montréal-Est - Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation mixtes municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses	12 500

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
Université de Montréal (UdeM) – Développement d'une approche multicritère pour l'évaluation du redéveloppement en zone inondable (AMERZI) : application à la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil (budget inondation)	85 000
Université de Montréal (UdeM) – Développement d'une base de données – Documentation des caractéristiques des inondations au Québec (budget inondation)	130 000
Université de Montréal (UdeM) – Sensibilisation de la population face aux risques de sinistres - Volet 3	70 000
Université de Montréal (UdeM) – Territoire (T), de la vulnérabilité à la résilience : retours d'expérience (REX) pour l'atténuation des risques reliés aux inondations (T-REX)	90 000
Université de Montréal (UdeM) – Territoires, retours d'expérience et inondations en 2017 et 2019 : vers une gestion intégrée des risques reliés aux inondations au Québec (T-REX 2) (budget inondation)	75 000
Université Laval (UL) – Analyse de risques – Coaticook (budget inondation)	25 000
Université Laval (UL) – Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	400 000
Université Laval (UL) – Effets des vibrations causées par l'utilisation d'explosifs sur la stabilité des pentes argileuses	18 669
Université Laval (UL) – Élaboration d'un guide - Documentation des inondations au Québec (ROBVQ) (budget inondation)	156 700
Université Laval (UL) – Réduction du risque relié aux inondations à Saint-Raymond - Phase II (budget inondation)	80 000
Université Laval (UL) – Risques liés aux inondations dans des municipalités (budget inondation)	310 000
Université McGill – Le risque sismique résidentiel dans le Grand Montréal	87 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
Université de Sherbrooke – Programme de recherches sur la gestion des risques associés à la présence de matières dangereuses	229 954
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Analyse – Approche hydrogéomorphologique (HGM 2) La cartographie hydrogéomorphologique (HGM) est une approche qui apporte un cadre d'analyse complémentaire aux pratiques de gestion des risques fluviaux (inondation, érosion, avulsion, embâcle) en plaines alluviales. La phase 2 permet de poursuivre le développement de la cartographie HGM, par son application à une gamme étendue de styles fluviaux, ainsi que le transfert de l'expertise HGM.	80 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Analyse des zones inondables des schémas d'aménagement et de développement (SAD) et des données de l'aide financière versée à la suite d'inondations en considérant les causes hydrauliques (AZIDAF)	135 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Développement et validation d'une méthodologie pour l'évaluation des demandes municipales de soutien financier et technique au Cadre pour la prévention de sinistres (budget inondation)	100 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Développement d'un Système Opérationnel de Prévision des niveaux d'Eau Côtiers dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - SOPEC	350 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Évaluation préliminaire du risque lié aux inondations : poursuite du développement de la méthodologie et mises en oeuvre - EPRI 2 (budget inondation)	92 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Mouvements de sol – Analyse de stabilité à Saint-Fabien	15 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière - Développement et mise en oeuvre de plateformes topo-bathymétriques visant l'étude des risques d'érosion et de submersion côtières	95 250
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Évaluation de l'efficacité de différentes mesures et techniques pour contrer les aléas côtiers	101 600
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Modélisations futures des phénomènes d'érosion et de submersion côtières de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent	100 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Reconstitution à l'échelle régionale des variations des niveaux marins et modélisation des futures hausses du niveau marin du Québec maritime	189 179
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2019-2022	330 200
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2019-2022	258 445

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi de rechargement de plages et de sites remis à l'état naturel	155 099
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Travaux de recherche sur la modélisation et la cartographie des zones exposées à la submersion côtière dans la région de Sept-Îles	425 704

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL¹

MRC	1^{ER} AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 (\$)
Agglomération La Tuque	18 366
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	56 650
MRC d'Acton	22 366
MRC d'Antoine-Labelle	86 983
MRC d'Argenteuil	24 520
MRC d'Arthabaska	66 507
MRC de D'Autray	49 491
MRC d'Avignon	30 734
MRC de Beauce-Sartigan	52 770
MRC de Beauharnois-Salaberry	53 298
MRC de Bécancour	33 355
MRC de Bellechasse	47 147
MRC de Bonaventure	62 602
MRC de Brome-Missisquoi	106 193
MRC de Caniapiscau	30 394
MRC de Charlevoix	15 495

¹ Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
MRC	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
MRC de Charlevoix-Est	24 420
MRC de Coaticook	32 012
MRC de Drummond	49 148
MRC de Joliette	7 300
MRC de Kamouraska	68 891
MRC de La Côte-de-Beaupré	46 126
MRC de La Côte-de-Gaspé	48 911
MRC de La Haute-Côte-Nord	29 145
MRC de La Haute-Gaspésie	45 911
MRC de La Haute-Yamaska	43 614
MRC de La Jacques-Cartier	63 959
MRC de La Matanie	16 162
MRC de l'Abitibi	22 176
MRC de l'Abitibi-Ouest	59 419
MRC de L'Érable	57 073
MRC Deux-Montagnes	16 427
MRC La Matapédia	27 470
MRC La Mitis	89 361
MRC La Nouvelle-Beauce	74 506

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
MRC	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
MRC La Rivière-du-Nord	1 401
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	37 379
MRC La Vallée-de-l'Or	76 384
MRC La Vallée-du-Richelieu	59 814
MRC Lac-Saint-Jean-Est	12 623
MRC Le Domaine-du-Roy	15 071
MRC Le Fjord-du-Saguenay	70 174
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	14 520
MRC Le Granit	24 504
MRC Le Haut-Richelieu	62 651
MRC Le Haut-Saint-François	40 280
MRC Le Haut-Saint-Laurent	70 159
MRC Le Rocher-Percé	29 066
MRC Le Val-Saint-François	79 329
MRC Les Appalaches	77 144
MRC Les Basques	72 373
MRC Les Chenaux	39 701
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	56 509
MRC Les Etchemins	25 543

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
MRC	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	13 970
MRC Les Jardins-de-Napierville	25 780
MRC Les Laurentides	93 779
MRC Les Maskoutains	46 692
MRC Les Pays-d'en-Haut	31 752
MRC Les Sources	32 923
MRC L'Île-d'Orléans	17 035
MRC L'Islet	33 784
MRC Lotbinière	63 846
MRC Maguerite-D'Youville	47 000
MRC Manicouagan	26 243
MRC Maria-Chapdelaine	42 671
MRC Maskinongé	58 860
MRC Matawinie	50 717
MRC Mékinac	30 713
MRC Memphrémagog	52 187
MRC Minganie	12 958
MRC Mirabel	745

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 21 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2019-2020. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
MRC	1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 (\$)
MRC Montcalm	42 053
MRC Montmagny	26 820
MRC Nicolet-Yamaska	55 762
MRC Papineau	37 020
MRC Pierre-de-Saurel	31 619
MRC Pontiac	59 033
MRC Porneuf	90 887
MRC Rimouski-Neigette	36 926
MRC Rivière-du-Loup	86 741
MRC Robert-Cliche	36 731
MRC Roussillon	-
MRC Rouville	34 075
MRC Rouyn-Noranda	51 985
MRC Sept-Rivières	22 753
MRC Témiscaming	63 560
MRC Témiscouata	63 257
MRC Vaudreuil-Soulanges	135 596

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 22 : Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :
a) coûts pour l'exercice 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021;
b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;
c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;
d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.

	Projet de développement informatique (\$)	Évolution TI (\$)	Opérations (prise d'inventaire) (\$)	Dépenses communications (\$)	Autres dépenses ¹	Total (\$)
Coûts de l'exercice 2016-2017 :	518 900 \$	- \$	- \$	- \$		518 900 \$
Coûts de l'exercice 2017-2018 :	2 590 542 \$	- \$	994 563 \$	120 913 \$		3 706 018 \$
Coûts de l'exercice 2018-2019 :	647 739 \$	1 135 588 \$	5 138 444 \$	699 907 \$	473 056 \$	8 094 734 \$
Coûts estimés pour l'exercice 2019-2020 :	180 109 \$	657 437 \$	6 602 705 \$	37 846 \$	15 073 \$	7 493 170 \$
Coûts estimés du SIAF depuis sa mise en place :	3 937 290 \$	1 793 025 \$	12 735 712 \$	858 666 \$	488 129 \$	19 812 822 \$

Note 1: Les autres dépenses comprennent notamment les frais d'envoi massifs pour les correspondances destinées aux détenteurs des armes à feux et une subvention à l'Association des trappeurs cris.
 Les coûts représentent une projection au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2020.

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	478 873
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF)	1 175 376

Note : Nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclut indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne ou par la poste.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.

Lors de l'abolition du Registre canadien des armes d'épaule, il y avait environ 1,6 million d'armes enregistrées au Québec. N'ayant pas de données sur l'évolution du nombre d'armes depuis ce temps, c'est l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) a été mis en place.

Dans les circonstances, le MSP a fixé à 1,2 million ou plus d'ici le 31 mars 2020 et à 1,3 million ou plus d'ici le 31 mars 2021, le nombre d'armes à feu immatriculées au Fichier d'immatriculation des armes à feu. Cet objectif a presque été atteint alors qu'un total de 1,18 million d'armes à feu sans restriction étaient inscrites au FIAF au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2020.

Notons que seules les armes à feu sans restriction sont visées par la Loi sur l'immatriculation sur les armes à feu (c.-à-d. : les armes d'épaule principalement utilisées pour la chasse).

Selon les dernières données tirées du Système canadien d'information relativement aux armes à feu et fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu, au 28 février 2015, les armes à feu sans restriction représentaient 95 % de toutes les armes à feu enregistrées au Québec, pour un total de 1,6 million d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec lors de la cessation de de l'obligation d'enregistrement des armes sans restriction au Québec.

Dans ce contexte, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec cinq ans plus tard et c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu a été mis en place.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 26 : Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 27 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020 et 2020-2021.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2019-2020 et 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 : Pour l'année 2019-2020, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Le ministère de la Sécurité publique a conclu une entente avec l'Association régionale Kativik concernant le versement d'une subvention pour la mise en oeuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sur son territoire ainsi que pour la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 30 : Pour l'année 2019-2020, tout document et crédit demandés au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

L'octroi d'une subvention d'un montant de 250 k\$ à l'Administration régionale Kativik pour la mise en œuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction ainsi que la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu a été demandé en 2019-2020. Puisque le versement de cette subvention nécessitait de conclure une entente en matière d'affaires autochtones au sens de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, la demande d'autorisation a été adressée au gouvernement qui l'a approuvé par décret (Décret 345-2020, 25 mars 2020).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 31 : Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Le 24 octobre 2019, le projet de loi 25, *Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu* a été adoptée. Les modifications apportées permettent notamment aux agents de protection de la faune, depuis le 1^{er} décembre 2019, d'appliquer l'ensemble de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (LIAF). Celles-ci leur permettent également de donner un avis enjoignant au propriétaire d'une arme à feu qui n'est pas immatriculée d'en demander l'immatriculation dans un délai de quatorze (14) jours et d'en fournir la preuve. Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne possède toutefois pas l'information en lien avec le nombre d'avis remis par les agents de protection de la faune.

Notons que les policiers et les agents de protection de la faune disposent toujours d'un pouvoir discrétionnaire dans l'application des lois. Le MSP ne dispose cependant pas de renseignements sur la façon dont ce pouvoir est exercé.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 32 : Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique n'a émis aucune directive opérationnelle au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (LIAF). Il a toutefois fourni un *Aide-mémoire à l'intention des agents de la paix* pour faciliter l'application de la loi. Ce document est destiné à l'usage exclusif des agents de la paix et ne peut pas être communiqué pour des raisons de confidentialité de son contenu.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, veuillez-vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 33 : Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l'enregistrement des armes à feu, menée dans la foulée de l'entrée en vigueur de la Loi le 29 janvier 2019.

Afin d'inciter les propriétaires d'armes à feu du Québec à se conformer à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu :

Des placements publicitaires ont été réalisés sur le Web, dans des quotidiens, des hebdomadaires et des journaux communautaires ainsi que dans les magazines spécialisés en chasse et pêche au printemps et à l'automne 2019.

Des communiqués de presse ont été publiés pour informer les propriétaires d'armes à feu des modifications législatives et réglementaires de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Des représentants du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) ont également été présents dans cinq salons et événements susceptibles d'intéresser les propriétaires d'armes à feu tels que les salons de collectionneurs d'armes, de chasse, de plein air et de pourvoirie.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 34 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2019-2020. Sommes totales prévues en subvention pour 2020-2021.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP. La mesure 2.2 du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 intitulé : « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », a permis d'établir un partenariat avec le CPRMV créé par la Ville de Montréal afin de rendre disponibles les services offerts à l'ensemble de la population québécoise. En outre, précisons que le Conseil des ministres a décidé de reconduire le plan d'action gouvernemental en juin 2018 pour une durée d'un an et que celui-ci a pris fin au 31 mars 2019.

Au regard de cette mesure, rappelons qu'une première convention de subvention, signée en novembre 2015, a permis le versement par le ministère de la Sécurité publique (MSP) au CPRMV d'un montant de 1 000 000 \$ réparti sur les exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017. En dehors du cadre de l'entente conclue, un montant supplémentaire de 500 000 \$ a été octroyé, le 3 mars 2016, au CPRMV par le MSP, afin de soutenir la poursuite des activités en cours.

Une deuxième entente bipartite, signée en mars 2018, entre le MSP et le CPRMV a permis de verser une subvention totale de 900 000 \$ pour l'année 2017-2018. En janvier 2019, le MSP et le CPRMV ont signé une convention de contribution financière prévoyant l'octroi par le MSP d'une subvention de 625 000 \$ à l'organisme pour l'année 2018-2019.

En novembre 2019, le MSP et le CPRMV ont signé une quatrième convention de contribution financière prévoyant l'octroi par le MSP d'une subvention de 600 000 \$ annuellement à l'organisme pour les trois années financières de 2019-2020 à 2021-2022, pour un total de 1 800 000 \$.

Depuis le 10 juin 2015, une ligne téléphonique sans frais opérée par le CPRMV est accessible à l'ensemble des citoyens du Québec. Elle permet à des citoyens ou à des institutions, qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l'égard du phénomène, de s'adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l'expertise requise. Le CPRMV a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. En mars 2019, la Ville de Montréal et le MSP ont demandé un exercice de repositionnement du CPRMV afin de recadrer son mandat en fonction des ressources disponibles et d'assurer la complémentarité de l'organisme avec les acteurs du milieu. Rappelons que les services offerts par le CPRMV visent à lutter contre la radicalisation, et ce, sous toutes ses formes.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme pour l'année civile 2019. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2019 : 427

- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux en 2019 : 111 (inclus dans le nombre total de 427 demandes)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 35 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES		Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2019-2020 (en \$)
Région 01 - Bas-Saint-Laurent		
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent		67 985
Total Bas-Saint-Laurent		67 985
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean		
Service de travail de rue de Chicoutimi		65 150
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		65 150
Région 03 - Capitale-Nationale		
Projet Intervention Prostitution Québec		54 753
YWCA Québec		40 250
TRAIC Jeunesse		69 124
Maison Marie-Frédéric		66 010
SQUAT Basse-Ville		73 311
Projet L.U.N.E		55 000
Total Capitale-Nationale		358 448
Région 04 - Mauricie		
Centre d'amitié autochtone de La Tuque		42 700
Total Mauricie		42 700

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 35 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES		Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2019-2020 (en \$)
Région 05 - Estrie		
CALACS Agression Estrie		50 420
Total Estrie		50 420
Région 06 - Montréal		
En Marge 12-17		73 660
RAP Jeunesse		37 703
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce		70 000
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île		70 530
L'Anonyme		70 000
Service de police de la Ville de Montréal		75 000
Total Montréal		396 893
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue		
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or		75 000
Total Abitibi-Témiscamingue		75 000
Région 09 - Côte-Nord		
Conseil des Innus d'Ekuanitshit		25 000
Total Côte-Nord		25 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 35 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES		Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2019-2020 (en \$)
Région 12 - Chaudière-Appalaches		
Alliance Jeunesse Chutes-de-laChaudière		65 000
Total Chaudière-Appalaches		65 000
Région 13 - Laval		
Sphère santé sexuelle globale		45 153
Total Laval		45 153
Région 14 - Lanaudière		
Travail de rue le Trajet		50 000
CALACS La Chrysalyde		73 195
CALACS Coup de coeur		66 641
Total Lanaudière		189 836
Région 15 - Laurentides		
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme		75 000
Total Laurentides		75 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 35 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2019-2020 (en \$)
Région 16 - Montérégie	
Le 2159 (Action Nouvelle Vie)	60 000
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	53 787
Femmes autochtones du Québec	75 000
CALACS de Granby	49 628
Total Montérégie	238 415
Région 17 - Centre-du-Québec	
Refuge La Piaule du Centre du Québec	55 000
Total Centre-du-Québec	55 000

Note : Le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes a débuté en 2016-2017.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 36 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2017a	2018p
TOTAL	7 779	8 759
Agressions sexuelles graves	32	38
Agressions sexuelles armées	85	85
Agressions sexuelles simples	4 739	5 294
Total des agressions sexuelles	4 856	5 417
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	2 923	3 342

Données 2019 non disponibles. Le traitement des données 2019 sera effectué au printemps 2020.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'entente ou l'arrangement d'infractions d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite et les actes sexuels interdits commis par des enfants et incités par leurs parents ou tuteurs.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Les statistiques annuelles concernant les infractions sexuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/infractions-sexuelles.html>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 36 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2017a	2018p
TOTAL	7 779	8 759
Classées par mise en accusation ou accusation recommandée	2 673	2 795
Classées sans mise en accusation	2 209	1 537
<i>Infractions classées</i>	4 882	4 332
Infractions non classées	2 897	4 427

TYPE DE CLASSEMENT	2017a	2018p
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Classées par mise en accusation ou accusation recommandée	34,4 %	31,9 %
Classées sans mise en accusation	28,4 %	17,5 %
<i>Infractions classées</i>	62,8 %	49,5 %
Infractions non classées	37,2 %	50,5 %

Données 2019 non disponibles. Le traitement des données 2019 sera effectué à l'été 2020.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données du Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

Veillez vous référer au tableau annexé.

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
1. Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile	Intégration des enjeux et des risques associés aux changements climatiques (CC) dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités (documents d'accompagnement des orientations en matière d'aménagement du territoire; outils et guide visant la gestion des risques en sécurité civile).	Développement à l'interne du ministère de la Sécurité publique (MSP)	-	5 344	54 320	44 411	-	30 981	Salaire versé au 31 mars 2020 qui a été remboursé par le Fonds vert.
		Formation « Pour une meilleure gestion des risques dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles » à l'intention des MRC et des municipalités disposant de cartes produites par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) dans les années 1970 et 1980.	La maison de Bibi (traiteur)	-	-	-	883	-	-	Année financière 2017-2018.
		Formation « Symposium Ouranos 2017 ».	Ouranos	-	-	-	270	-	-	Année financière 2017-2018.
		Formation à l'intention des MRC et des municipalités sur l'application des zones de cartes de contraintes relatives aux glissements de terrain et du cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol.	Hôtel Château Joliette	-	-	-	-	1 180	-	Année financière 2018-2019.
		Élaboration d'outils de communication et planification de séances d'information publique dans le contexte de la mise en oeuvre de l'OGAT sur les glissements de terrain (intégration des cartes et du cadre normatif gouvernemental).	Milieu municipal et citoyens	-	-	-	-	-	720	Année financière 2019-2020.
		TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2		-	5 344	54 320	45 563	1 180	31 701	

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
2. Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire	2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale			-	-	-	-	-	-	Sous-action conjointe avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) débutée en 2019. Le MAMH prendra en charge le suivi administratif et budgétaire.

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
TOTAL SOUS-ACTION 2.3				-	-	-	-	-	-	
3. Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des CC									
		Intégration et transfert de données événementielles.	Développement à l'interne du MSP	-	4 718	-	-	-	-	Salaire.
		Acquisition et installation d'instruments de surveillance des crues.	Dendrotik, Geneq, Tetrattech, Développement Innovation Haut-Richelieu	-	16 506	3 241	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Outil de veille des médias sociaux (phase I).	Université McGill	-	-	40 000		-	-	Année financière 2016-2017.
		Outil de veille des médias sociaux (phase II).	Université McGill	-	-	-	146 685	-	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase I).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	24 785	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase II).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	12 000	-	-	Année financière 2017-2018. Un montant de 12 000 \$ a été assumé par le Fonds vert et un montant de 31 352,71 \$ par le MSP.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase III - partie 1 et 2).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	6 000	59 635	-	Années financières 2017-2018 et 2018-2019. Pour l'année 2017-2018, un montant de 6 000 \$ a été assumé par le Fonds vert et un montant de 13 803,88 \$ par le MSP.
		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière L'Assomption.	Hydro-Météo	-	-	21 686	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Achat et installation de quatre caméras de surveillance sur la rivière Beaurivage.	Ville de Lévis	-	-	-	25 000	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : deux caméras de surveillance sur les rivières Sutton et Missisquoi.	Ville de Sutton	-	-	-	5 238	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et huit échelles sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre.	Municipalité de Saint-Urbain	-	-	-	11 856	-	-	Année financière 2017-2018.

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et trois stations hydrométriques sur le lac des Deux-Montagnes.	Ville de Rigaud	-	-	-	45 470	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : cinq stations hydrométriques sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre.	Ville de Baie-Saint-Paul	-	-	-	18 708	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et une station hydrométrique sur la rivière L'Assomption.	Ville de Terrebonne	-	-	-	21 724	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : deux échelles limnimétriques sur la rivière Rouge.	Municipalité de canton de Harrington	-	-	-	4 806	-	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations 2018-2019.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	29 571	-	Année financière 2018-2019.

		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière Yamaska pour la Ville de Bromont.	Ville de Bromont	-	-	-	-	33 748	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Eaton au bénéfice de la Ville de Cookshire-Eaton.	Ville de Cookshire-Eaton	-	-	-	-	13 768	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur le lac des Deux-Montagnes au bénéfice de la Ville de Deux-Montagnes.	Ville de Deux-Montagnes	-	-	-	-	6 879	6 879	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur le ruisseau Rouge au bénéfice de la Ville de Lévis.	Ville de Lévis	-	-	-	-	12 934	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chicot au bénéfice de la Ville de Saint-Eustache.	Ville de Saint-Eustache	-	-	-	-	16 348	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière du Nord au bénéfice de la Ville de Lachute.	Ville de Lachute	-	-	-	-	14 176	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique, d'une caméra de surveillance et d'une échelle limnimétrique sur la rivière Noire.	Ville de Saint-Pie	-	-	-	-	20 608	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une caméra de surveillance et d'une échelle limnimétrique sur la rivière Chaudière.	Ville de Beauceville	-	-	-	-	14 516	14 516	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Scott	-	-	-	-	10 865	10 865	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une caméra de surveillance sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	-	-	-	-	9 255	9 255	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur la rivière Beauvillage.	Municipalité de Saint-Patrice-de-Beauvillage	-	-	-	-	8 670	-	Année financière 2018-2019.

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Vallée-Jonction	-	-	-	-	7 646	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chaudière.	Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	-	-	-	-	7 473	3 852	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Châteauguay.	Ville de Châteauguay	-	-	-	-	6 992	6 992	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Mascouche.	Ville de Mascouche	-	-	-	-	11 498	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur le lac des Deux-Montagnes.	Municipalité de Pointe-Calumet	-	-	-	-	1 722	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière du Nord.	Ville de Saint-Colomban	-	-	-	-	9 056	-	Année financière 2018-2019.
		Mise à jour de l'algorithme de cartographie de glace Icemap-R pour l'utilisation des constellations RADARSAT et SENTINEL-1.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	28 331	62 292	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout de 7 stations hydrométriques.	Ville de Gatineau	-	-	-	-	26 219	26 219	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Projet en instrumentation sur le bassin versant de la rivière Saint-François.	Le Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)	-	-	-	-	-	33 100	Année financière 2019-2020.
		Achat et installation d'une caméra de surveillance sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables	-	-	-	-	-	18 510	Année financière 2019-2020.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec - phase 2 de 2019.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	-	30 000	Année financière 2019-2020.
		Achat et installation de quatre caméras de surveillance sur la rivière Yamaska Sud-Est.	Ville de Cowansville	-	-	-	-	-	5 564	Année financière 2019-2020.
		Achat et installation de cinq stations hydrométriques et de cinq caméras de surveillance sur les ruisseaux Castle, Rouge, Custeau et Alger.	Ville de Magog	-	-	-	-	-	20 046	Année financière 2019-2020.
		Achat et installation d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Mastigouche.	Municipalité de Mandeville	-	-	-	-	-	7 428	Année financière 2019-2020.
		Mise en place d'un système de surveillance des crues et des inondations sur les rivières du Loup et Yamachiche.	MRC de Maskinongé	-	-	-	-	-	99 867	Année financière 2019-2020.
		Mise à jour de l'algorithme de cartographie de glace Icemap-R pour l'utilisation des constellations RADARSAT et SENTINEL-1: avenant	INRS	-	-	-	-	-	12 000	Année financière 2019-2020.
TOTAL SOUS-ACTION 3.1				-	21 224	89 711	297 487	349 910	367 385	

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
------------------------------	---	---------------------------	---	--	--	--	--	---	---	----------------------------------

	3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres									
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilien.	Ville de Gatineau	1 000 000	-	-	-	-	-	Année financière 2014-2015. Une récupération est prévue dans ce projet, mais n'a pas été reçue.
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie.	Ville de Saguenay	-	400 000	-	(138 597)	-	-	Année financière 2015-2016 et récupération en 2017-2018 (coûts des travaux moins élevés que prévus).
		Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord.	Ville de Shawinigan	-	1 900 000	-	-	(503 283)	-	Année financière 2015-2016 et récupération en 2018-2019 (coûts des travaux moins élevés que prévus)
		Relocalisation de cinq résidences dans le secteur de la Place McCormick.	Ville de Port-Cartier	-	200 000	-	652 004	335 000	-	Années financières 2015-2016 à 2019-2020. (Le montant final sera versé en 2020-2021) Faisant suite aux dommages occasionnés par les inondations survenues en décembre 2016, cette entente remplace celle intitulée « Entente pour le financement de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick à Port-Cartier » qui a été ratifiée en 2015-2016.
		Travaux de stabilisation de talus le long de la rivière Quinchien et un de ses affluents dans le secteur Vallée-Chaline.	Ville de Saint-Lazare	-	-	3 000 000	-	1 000 000	3 000 000	Années financières 2016-2017 à 2019-2020.
		Risques de glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur des chemins Olmstead et Beauséjour.	Municipalité de Chelsea	-	-	-	-	1 000 000	1 800 000	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
TOTAL SOUS-ACTION 3.2				1 000 000	2 500 000	3 000 000	513 407	1 831 717	4 800 000	

	3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentiels face aux changements climatiques									
		Programme de recherche sur la résilience des collectivités à faire face aux changements climatiques et aux risques de sinistres.	Ouranos	-	-	400 000	-	50 000	25 000	Années financières 2016-2017 à 2019-2020.
TOTAL SOUS-ACTION 3.3				-	-	400 000	-	50 000	25 000	

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
------------------------------	---	---------------------------	---	--	--	--	--	---	---	----------------------------------

6. Soutenir la recherche en adaptation	6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques									
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase I).	Université Laval et ministère des Transports du Québec (MTQ)	-	78 165	144 894	-	-	-	Année financière 2015-2016 (50 575 \$ à Université Laval; 27 590 \$ au MTQ). Année financière 2016-2017 (94 319 \$ à Université Laval; 50 575 \$ au MTQ).
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase II).	Université Laval	-	-	-	135 000	133 060	112 263	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (Phase I).	Université Laval	-	38 481	89 789	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (Phase II).	Université Laval	-	-	-	128 000	147 940	115 897	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain (Phase I).	Université Laval	-	43 180	48 260	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Rupture progressive et étalements dans les argiles sensibles de l'Est du Canada (Phase II).	Université Laval	-	-	-	151 000	167 000	98 000	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles.	Université Laval et ministère des Transports du Québec (MTQ)	-	240 174	117 057	-	-	-	Année financière 2015-2016 (22 860 \$ à Université Laval; 217 314 \$ au MTQDET) Année financière 2016-2017 (54 610 \$ à Université Laval; 62 447 \$ au MTQ).
		Influence du climat sur la stabilité des pentes dans les argiles marines du Québec : Développement et exploitation d'un réseau de stations d'observation.	Université Laval	-	-	-	236 000	132 000	142 000	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Mise en place d'un système de suivi par télédétection satellitaire des mouvements de terrain dans les sols argileux.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	70 000	100 000	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3				-	400 000	400 000	650 000	650 000	568 160	

QUESTION 37 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 ¹ (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 ² (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
------------------------------	---	---------------------------	---	--	--	--	--	---	---	----------------------------------

	6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques									
		Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent (Phase I) (MoDESCO).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	214 300	-	-	-	-	-	Année financière 2014-2015.
		MoDESCO (Phase II).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	243 332	227 330	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		MoDESCO (Phase III).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	-	-	535 000	425 120	421 640	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	115 500	77 500	20 000	-	-	Années financières 2015-2016 à 2017-2018.
		Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de La Haute-Gaspésie, de La Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	150 000	261 727	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations.	Université de Montréal	-	40 000	70 000	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Portrait de risque des aléas nordiques.	Université Laval	-	50 000	50 000	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Relevés satellites permettant de valider des cartes de contraintes de l'érosion côtière.	ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)	-	-	113 371	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Identification des risques actuels et appréhendés sur le territoire des communautés du Nunavik en fonction des changements climatiques.	Université Laval	-	-	-	95 000	60 000	61 650	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Cartographie des marges de sécurité en érosion côtière	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	-	-	-	-	142 410	Année financière 2019-2020.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4				214 300	598 832	799 928	650 000	485 120	625 700	
GRAND TOTAL				1 214 300	3 525 401	4 743 959	2 156 458	3 367 928	6 417 946	

¹ Les données ont été actualisées pour concerner la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019.

² Les données pour 2019-2020 concernent la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 38 : État de situation au 31 mars 2020 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années :

- a) Le budget pour chacune des années;
- b) L'évolution du nombre d'employés;
- c) Une liste des interventions pour chacune des années;
- d) Tout autre document pertinent.

		2019-2020
a)	Budget (\$) :	1 426 886
b)	Techniciens et assimilés (271)	3
	Professionnels (105-124)	5
	Personnel de bureau (221-253)	9
	Cadre (630-IV)	1
	TOTAL	18
c)	Points d'information produits	142
	Rapports d'événement produits	190
	Bulletins de l'opération déglacage produits	16
	Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	3
	Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	144
	Demandes d'images de Radarsat-2 prises pour le COG (période des inondations)	176
	Bilan des événements signalés à la sécurité civile	298
	Nombre d'appels reçus au COG	40 998
	Nombre d'appels effectués par le COG	14 142
	Nombre total d'appels (entrant et sortant) au COG	55 140
	Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	26 153
d)	Aucun autre document pertinent	

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 40 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.

Rapport du SPVM : Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées.

Le document est disponible à l'adresse suivante : https://spvm.qc.ca/upload/Rapport_Armony-Hassaoui-Mulone.pdf

Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 41 : Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2019-2020, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV). Cependant, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a sous sa responsabilité sept sous-actions, incluant une sous-action portée conjointement par le MSP et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)¹, dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attribué à ces sous-actions au MSP se ventile ainsi :

Corps d'emploi	ETC
Agent de recherche et de planification socio-économique	1,50
Gestionnaire cadre	0,25
Technicien en administration	0,25
Total des ETC	2,00

Masse salariale (en \$)	166 498
-------------------------	---------

¹ Le suivi et la reddition de compte de cette mesure en développement seront effectués par le MAMH.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 42 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes par programme inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne gère pas de programme associé au Fonds vert. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP, dont une sous la responsabilité conjointe du MSP et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) : la sous-action 2.3. Il est à noter que la mise en œuvre de ces sous-actions a débuté en 2014-2015, excepté pour la sous-action 2.3, qui a été mise en œuvre en 2019.

Pour les six sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, les montants suivants provenant du Fonds vert ont été déboursés aux cours des années financières indiquées ci-dessous :

- un montant de 1 214 300 \$ en 2014-2015;
- un montant de 3 525 401 \$ en 2015-2016;
- un montant de 4 743 959 \$ en 2016-2017;
- un montant de 2 156 458 \$ en 2017-2018;
- un montant de 3 367 928 \$ en 2018-2019;
- un montant de 6 417 946 \$ en 2019-2020.

Veillez vous référer au tableau de la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 37** pour le détail des sommes octroyées pour ces sous-actions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 43: La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2019-2020 avec mention :

- a) de la description du projet;
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires;
- c) du programme concerné, le cas échéant;
- d) du montant déboursé;
- e) de la date du déboursement;
- f) de l'objectif poursuivi en matière de réductions des GES.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.

Dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), les sous-actions sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Dans ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative, conclue entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des sept sous-actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sous la responsabilité du MSP, a été signée le 27 mars 2015. Le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV), institué le 23 mars 2017 par le gouvernement, a pris la relève du MELCC pour encadrer et assurer la coordination de la gestion du Fonds vert. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MELCC ou au Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC 2013-2020 correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité sur la prévention de sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du MELCC, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Concernant la sous-action 2.3, sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMH, elle a été mise en oeuvre au cours de l'année 2019. Par ailleurs, le suivi de cette action est effectué par le MAMH.

La liste des projets sous la responsabilité du MSP ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert est présenté à la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 37.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 44 : Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2019-2020 :

- a) Le cadre de gestion utilisé;**
- b) La grille d'évaluation des projets;**
- c) Les objectifs poursuivis.**

a) et b) La gestion du Fonds vert est une responsabilité du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV). Par contre, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP), le fonctionnement est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au CGFV pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC 2013-2020 correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité pour la prévention de sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Pour la sous-action 2.3 sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMH, les projets ont été mis en oeuvre au cours de l'année 2019. Par contre, le suivi de cette action est effectué par le MAMH.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 37).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2018)

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1421-2018)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	9 817
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	68 045
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 525
				Magog	27 205
				Orford	4 583
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 565
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	42
				Mont-Tremblant	10 010
	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	97 087
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	77 828
	unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 823

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1421-2018)
2	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	59 591
	multiple	Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois	13 246
				Châteauguay	49 414
				Léry	2 341
				Saint-Isidore	2 741
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption	23 181
				Saint-Sulpice	3 421
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	146 794
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	48 423
	unique	Mercier	Roussillon	Mercier	13 900
	multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel	55 020
				Saint-Colomban	16 821
	multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	11 126
				Chelsea	7 012
				La Pêche	8 075
				L'Ange-Gardien	5 719
				Notre-Dame-de-la-Salette	762
				Pontiac	5 923
				Val-des-Monts	12 091
	multiple	Lac des Deux-Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	17 795
				Pointe-Calumet	6 494
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	19 216
				Saint-Joseph-du-Lac	6 886

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1421-2018)
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	21 990
				Delson	7 902
				La Prairie	25 604
				Saint-Constant	28 613
				Sainte-Catherine	17 279
				Saint-Mathieu	2 313
				Saint-Philippe	6 886
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	6 105
				Repentigny	85 334
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	23 375
				Carignan	10 538
				Chambly	30 857
				McMasterville	5 887
				Mont-Saint-Hilaire	18 975
				Otterburn Park	8 337
				Saint-Basile-le-Grand	17 240
				Saint-Jean-Baptiste	3 170
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 729
				Calixa-Lavallée	528
			Marguerite-d'Youville	Contrecoeur	8 640
				Saint-Amable	12 786
				Sainte-Julie	29 899
				Varennes	21 489
				Verchères	5 798
				Richelieu	5 473
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 589
			Rouville		

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1421-2018)
2 (suite)	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 536
			Hors MRC - Saguenay	Saguenay	146 593
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	44 871
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	165 937
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	9 874
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 052
				Terrebonne	115 962
	multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Boisbriand	26 651
				Lorraine	9 462
				Rosemère	13 986
				Sainte-Thérèse	26 363
	unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Trois-Rivières	136 847
3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau	283 961
	unique	Laval	Hors MRC - Laval	Laval	434 998
	multiple	Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville	42 368
				Brossard	88 370
				Longueuil	246 406
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 727
4	multiple	Québec	Hors MRC - Québec	L'Ancienne-Lorette	16 583
				Québec	543 684
				Notre-Dame-des-Anges	236
				Saint-Augustin-de-Desmaures	19 153

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1421-2018)
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 907
				Beaconsfield	19 588
				Côte-Saint-Luc	33 644
				Dollard-des-Ormeaux	49 424
				Dorval	19 535
				Hampstead	7 143
				Kirkland	19 951
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 757 366
				Montréal-Est	3 874
				Montréal-Ouest	5 183
				Mont-Royal	21 146
				Pointe-Claire	32 045
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 182
				Senneville	952
				Westmount	20 938

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

Population totale desservie :	5 710 869
Nombre de municipalités desservies :	99
Nombre de CPM :	30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2018)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1421-2018	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹
Blainville	59 591	2	58
Bromont	9 817	1	17
Gatineau	283 961	3	264
Granby	68 045	1	59
Laval	434 998	3	310
Lévis	146 794	2	116
Mascouche	48 423	2	49
Mercier	13 900	2	12
Saint-Eustache	44 871	2	40
Saint-Jean-sur-Richelieu	97 087	1	82
Saint-Jérôme	77 828	1	85
Sherbrooke	165 937	2	157
Thetford Mines	25 823	1	20
Trois-Rivières	136 847	2	115

Population totale :	1 613 922	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		1 384
Nombre de CPM :	14	

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2018)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1421-2018	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1421-2018
Châteauguay	67 742	2	85	Beauharnois	13 246
				Châteauguay	49 414
				Léry	2 341
				Saint-Isidore (paroisse)	2 741
L'Assomption	26 602	2	24	L'Assomption	23 181
				Saint-Sulpice	3 421
Longueuil	426 379	3	384	Boucherville	42 368
				Brossard	88 370
				Longueuil	246 406
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 727
				Saint-Lambert (ville)	22 508
Memphrémagog (régie)	35 878	1	36	Austin	1 525
				Magog	27 205
				Orford	4 583
				Sainte-Catherine de Hatley	2 565

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1421-2018	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1421-2018
Mirabel	71 841	2	44	Mirabel	55 020
				Saint-Colomban	16 821
Montréal	1 999 883	5	2 630	Baie D'Urfé	3 907
				Beaconsfield	19 588
				Côte-Saint-Luc	33 644
				Dollard-des-Ormeaux	49 424
				Dorval	19 535
				Hampstead	7 143
				Kirkland	19 951
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 757 366
				Montréal-Est	3 874
				Montréal-Ouest	5 183
				Mont-Royal	21 146
				Pointe-Claire	32 045
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 182
Mont-Tremblant	10 052	1	28	Senneville	952
				Westmount	20 938
				Lac-Tremblant-Nord	42
				Mont-Tremblant	10 010

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1421-2018	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1421-2018
MRC Les Colline-de- l'Outaouais	50 708	2	42	Cantley	11 126
				Chealsea	7 012
				L'Ange-Gardien (82005)	5 719
				La Pêche	8 075
				Notre-Dame-de-la-Salette	762
				Pontiac	5 923
				Val-des-Monts	12 091
Québec	579 656	4	485	L'Ancienne-Lorette	16 583
				Notre-Dame-des-Anges	236
				Québec	543 684
				Saint-Augustin-Desmaures	19 153
Lac des Deux- Montagnes (régie)	50 391	2	38	Deux-Montagnes	17 795
				Pointe-Calumet	6 494
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	19 216
				Saint-Joseph-du-Lac	6 886
Roussillon (régie)	110 587	2	87	Candiac	21 990
				Delson	7 902
				La Prairie	25 604
				Saint-Constant	28 613
				Sainte-Catherine	17 279
				Saint-Mathieu	2 313
				Saint-Philippe	6 886

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1421-2018	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1421-2018
Repentigny	91 439	2	89	Charlemagne	6 105
				Repentigny	85 334
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	210 310	2	175	Beloeil	23 375
				Calixa-Lavallée	528
				Carignan	10 538
				Chambly	30 857
				Contrecoeur	8 640
				McMasterville	5 887
				Mont-Saint-Hilaire	18 975
				Otterburn Park	8 337
				Richelieu	5 473
				Saint-Amable	12 786
				Saint-Basile-le-Grand	17 240
				Sainte-Julie	29 899
				Saint-Jean-Baptiste	3 170
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 589
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 729
Saguenay	148 129	2	140	Varennnes	21 489
				Verchères	5 798
Terrebonne	140 888	2	126	Larouche	1 536
				Saguenay	146 593
				Bois-des-Filion	9 874
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 052
				Terrebonne	115 962

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1421-2018	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1421-2018
Thérèse-De Blainville (régie)	76 462	2	82	Boisbriand	26 651
				Lorraine	9 462
				Rosemère	13 986
				Sainte-Thérèse	26 363
Nombre de CPM : 16		4 495		Population totale : Nombre de municipalités desservies :	4 096 947 85

Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 46 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2020¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2018					
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	78	23	101	78	22	100
Bromont	22	4	26	22	4	26
Châteauguay	106	20	126	106	19	125
Gatineau	386	141	527	385	124	509
Granby	80	25	105	80	25	105
L'Assomption	33	5	38	33	5	38
Laval	589	154	743	581	145	726
Lévis	155	45	200	155	45	200
Longueuil	616	197	813	601	184	785
Mascouche	62	17	79	62	17	79
Memphrémagog (régie)	45	12	57	45	12	57
Mercier	19	2	21	19	2	21
Mirabel	41	15	56	54	15	69
Montréal	4 557	938	5 495	4 344	827	5 171
Mont-Tremblant	34	16	50	34	15	49
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	58	17	75	58	18	76
Québec	724	176	900	719	171	890

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 46 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2020¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2018					
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Lac des Deux-Montagnes (régie)	50	8	58	50	8	58
Région de Roussillon (régie)	115	37	152	115	37	152
Repentigny	117	28	145	117	28	145
Richelieu - Saint-Laurent (régie)	215	43	258	212	42	254
Saguenay	186	38	224	187	38	225
Saint-Eustache	60	24	84	60	24	84
Saint-Jean-sur-Richelieu	107	28	135	106	28	134
Saint-Jérôme	115	28	143	115	28	143
Sherbrooke	202	47	249	202	47	249
Terrebonne	170	43	213	170	43	213
Thérèse-De Blainville (régie)	106	37	143	106	36	142
Thetford Mines	29	6	35	28	6	34
Trois-Rivières	157	40	197	157	40	197
TOTAL - CPM	9 234	2 214	11 448	9 001	2 055	11 056
Sûreté du Québec	5 801	2 043	7 844	5 525	1 777	7 302
GRAND TOTAL	15 035	4 257	19 292	14 526	3 832	18 358

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2018 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données 2019 seront traitées à partir de juillet 2020.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 47 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2018 ^P

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																			Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales				
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total															
	Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹						
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées				
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	82 824	38 630	26 390	78,5%	146 393	21 711	11 383	22,6%	35 410	27 064	5 222	91,2%	37 992	14 852	2 738	46,3%	302 619	102 257	45 733	48,9%	17 514	10 543	5 098	89,3%	726	626	69	95,7%	6 361	5 160	304	85,9%

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2018 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

^P: Données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2018, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2018.

Données 2019 non disponibles. Le traitement des données 2019 sera effectué au cours de l'été 2020.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 48 : Pour l'année 2019-2020, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.

Les villes de Candiac et de Saint-Constant, présentement desservies par la Régie intermunicipale de police de Roussillon, ont demandé la création d'un corps de police. Cependant, celles-ci ont suspendu leurs demandes puisque l'entente a été prolongée pour une période se terminant le 15 mars 2022.

La Ville de Mont-Tremblant, qui a son propre corps de police, et la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord, qui est desservie par le Service de police de la Ville de Mont-Tremblant, ont demandé d'être desservies par la Sûreté du Québec (SQ). Le dossier est en cours d'analyse.

La Ville de Lac-Brome, qui est présentement desservie par la SQ, a déposé un projet de loi d'intérêt privé visant à lui permettre d'être desservi par le Service de police de la Ville de Bromont. Cette demande a été refusée.

La Ville de Chambly, qui est présentement desservie par la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent, a demandé en 2014 de créer son propre corps de police municipal, ce qui lui a été refusé en 2015. Des procédures judiciaires ont eu lieu et la Cour supérieure du Québec a rendu son jugement en mai 2019, lequel conclut que la ministre de la Sécurité publique pouvait refuser la demande de Chambly.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 49 : Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.

La Ville de Mont-Tremblant et la municipalité de Lac-Tremblant-Nord ont entrepris des démarches afin d'abolir le corps de police municipal (CPM) de Mont-Tremblant afin d'être desservies par la Sûreté du Québec (SQ).

Le 11 mars 2019, la Ville transmettait une lettre à la ministre de la Sécurité publique afin d'enclencher le processus.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) et la SQ ont ensuite entrepris les démarches requises afin d'accompagner la Ville dans sa demande.

Le 2 octobre 2019, la Ville publiait un avis de consultation publique, conformément à l'article 73.1 de la Loi sur la police (LSP).

Les 1^{er} et 2 novembre 2019, la Ville tenait des consultations publiques.

Le 11 décembre 2019, le Conseil d'agglomération de la Ville adoptait une résolution demandant à la ministre de la Sécurité publique d'abolir le CPM.

Le 16 décembre 2019, le MSP recevait cette résolution ainsi que le rapport des consultations publiques tenues en vertu de l'article 73.1 de la LSP.

Le MSP poursuit son analyse de la demande d'abolition du CPM de la Ville conformément aux obligations prévues à la LSP.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 50 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.

QUESTION 54 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux est présentée ici bas. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Corps de police des Abénakis	2018
Corps de police de Essipit	2020
Régie de police de Memphrémagog	2018
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2015
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2019
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2017
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2015
Sécurité publique de Pakua Shipi	2019
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2018
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2018
Service de la sécurité publique de Saguenay	2016
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2017
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 50 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.

QUESTION 54 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Dernières inspections des corps de police - Suite

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de la Ville de Blainville	2020
Service de police de la Ville de Bromont	2018
Service de police de la Ville de Châteauguay	2017
Service de police de la Ville de Gatineau	2019
Service de police de la Ville de Granby	2018
Service de police de la Ville de Lévis	2016
Service de police de la Ville de Mercier	2018
Service de police de la Ville de Montréal	2016
Service de police de la ville de Mont-Tremblant	2018
Service de police de la Ville de Québec	2019
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2015
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2019
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2018
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2016
Service de police de Laval	2015
Service de police de Mirabel	2019
Service de police de Pikogan	2019
Service de police de Repentigny	2015
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 50 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.

QUESTION 54 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Dernières inspections des corps de police - *Suite*

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de Sherbrooke	2019
Service de police de Terrebonne	2015
Service de police de Wemotaci	2019
Sûreté du Québec	2020

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 51 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION AUTOCHTONE DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	6	412	398 522	17
Algonquins	Eagle Village	Corps de police	4	284	236 736	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 601	589 569	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 754	1 139 701	8
Algonquins	Pikogan	Corps de police	4	590	246 600	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	598	297 335	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	10	2 420	851 520	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	14	2 397	1 430 280	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	8	1 464	581 500	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	89	17 236	9 730 084	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 520	715 793	3

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2019-2020 à laquelle s'ajoute, dans le cas de Kativik, les sommes versées dans une entente bilatérale.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 51 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION AUTOCHTONE DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁵
Innus	Essipit	Corps de police	3	215	169 534	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 085	920 040	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	5	363	475 230	9
Innus	Pessamit	Corps de police	9	2 893	783 664	9
Innus	Uashat-Maliotenam	Corps de police	17	3 506	1 098 720	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	65	11 408	15 785 786	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	696	284 683	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	14	2 093	1 071 917	11
Mohawk	Akwesasne ⁴	Corps de police	24	5 602	1 151 508	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	35	7 923	2 409 023	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	8	897	740 052	9

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2019-2020 à laquelle s'ajoute, dans le cas de Kativik, les sommes versées dans une entente bilatérale.

⁴ L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %.

⁵ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 52 : Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en \$)
Akwesasne	2 494 934
Eagle Village-Kipawa	256 464
Eeyou-Eenou (Cris)	10 540 925
Essipit	183 661
Gesgapegiag	308 407
Kahnawake	2 609 776
Kativik	11 229 273
Kawawachikamach	801 723
Kitigan Zibi	638 700
Lac-Simon	1 234 677
Listuguj	1 161 243
Manawan	1 018 680
Mashteuiatsh	966 710
Odanak-Wôlinak	431 733
Opitciwan	1 549 470
Pakua Shipi	514 833
Pessamit	848 970
Pikogan	267 150
Timiskaming	322 112
Uashat-Malotenam	1 190 280
Wemotaci	629 958
Wendake	775 443

Note : Cette information provient des ententes tripartites et bilatérales sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2019-2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 53 : Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.

La DGAP ne détient aucune analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 55 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2017², 2018 et 2019 :

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM	VALEUR MINIMUM
Fraudes par ordinateur (21613)	2017a	978	8 320 247 \$	871 626 \$	1 \$
	2018p	1 084	8 708 922 \$	1 683 778 \$	2 \$
	2019	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21614)	2017a	77	182 244 \$	75 000 \$	1 \$
	2018p	61	155 914 \$	41 489 \$	1 \$
	2019	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.
a : Données actualisées p : Données provisoires

*Le traitement des données 2019 sera effectué au cours de l'été 2020.

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

¹ Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par la victime.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.

NOM DU CORPS POLICIER	2017a	2018p	2019
Service de police de la Ville de Montréal ¹	323	157	ND
Service de police de Laval	24	27	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	71	69	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	1	-	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	1	13	ND
Service de police de la Ville de Granby	1	1	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	1	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	-	-	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	1	1	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	-	-	ND
Service de police de Châteauguay	-	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2	3	ND
Service de police de Repentigny	1	-	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	-	-	ND
Service de police de la Ville de Lévis	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Brome-Missisquoi	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	-	-	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	-	-	ND
Service de police de Mirabel	-	3	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Islet	-	-	ND

¹ Il est à noter que le Service de police de la Ville de Montréal n'isole plus la variable « gang de rue » depuis plusieurs années. En effet, il combine les variables « gang de rue » et « crime organisé ».

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2019 non disponibles.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.

NOM DU CORPS POLICIER	2017a	2018p	2019
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	-	-	ND
Corps de police de Wendake	-	-	ND
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	-	-	ND
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	1	-	ND
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	-	-	ND
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	-	5	ND
Service de police de la Ville de Blainville	-	-	ND
Service de police de la Ville de Bromont	-	-	ND
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	-	2	ND
Service de police de la Ville de Québec	26	7	ND
Service de police de l'Assomption Saint-Sulpice	-	-	ND
Service de sécurité publique de Saguenay	1	2	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Antoine-Labelle	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	1	7	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bécancour	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Coaticook	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	-	-	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2019 non disponibles.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.

NOM DU CORPS POLICIER	2017a	2018p	2019
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montmagny	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Papineau	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Portneuf	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	-	3	ND
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'En-Haut	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Richelieu	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Saint-Laurent	-	1	ND
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Manicouagan	2	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Etchemins	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Rivière-du-Nord	1	-	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2019 non disponibles.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 57 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2019-2020.

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité reliée aux gangs de rue. Le ministère de la Sécurité publique ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec, ni leur rémunération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 58 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2019-2020 concernant le Taser.

Aucune en 2019-2020.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 58 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2019-2020 concernant le Taser.

2019-2020:

Hallett, N., Duxbury, J., McKee, T., Harrison, N., Haines, A., Craig, E., & O'Brien, A. J. (2020). Taser use on individuals experiencing mental distress: an integrative literature review. *Journal of Psychiatric and Mental Health Nursing*.

Kroll, M. W., Brave, M. A., Pratt, H. M. O., Witte, K. K., Kunz, S. N., & Luceri, R. M. (2019). Benefits, Risks, and Myths of TASER® Handheld Electrical Weapons. *Human Factors and Mechanical Engineering for Defense and Safety*, 3(1), 7.

Ho JD, Dawes DM, Kunz SN, Klein LR, Driver BE, DeVries PA, Jones GA, Stang JL. (2020). The physiologic effects of a new generation conducted electrical weapon on human volunteers at rest. *Forensic Science, Medicine and Pathology*.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 59 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES ²

CORPS DE POLICE	2018³	2019⁴
Service de police de la Ville de Gatineau	44	ND
Service de police de la Ville de Blainville	2	ND
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	5	ND
Service de police de Laval	43	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	26	ND
Sûreté du Québec	452	ND
Service de police de la Ville de Montréal	186	ND
Service de police de la Ville de Québec	95	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	18	ND
Service de police de Mirabel	2	ND
Service de police de L'Assomption / Saint-Sulpice	3	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	4	ND
Service de police de la Ville de Granby	6	ND
Service de police de la Ville de Mercier	2	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	2	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	5	ND
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	2	ND

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 59 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES ²

CORPS DE POLICE	2018³	2019⁴
Service de police de la Ville de Bromont	2	ND
Service de police de la Ville de Lévis	5	ND
Service de police de la Ville de Mascouche	3	ND
Régie de police de Memphrémagog	1	ND
Service de police de Repentigny	3	ND
Service de police de Saguenay	7	ND
Direction de la police de Trois-Rivières	8	ND
Service de police de la Ville de Châteauguay	6	ND

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

³ Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

⁴ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2019* non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 60 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS¹

CORPS DE POLICE	2018	2019²
Service de police de la Ville de Gatineau	17	ND
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	-	ND
Service de police de Laval	18	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	43	ND
Sûreté du Québec	361	ND
Service de police de la Ville de Montréal	383	ND
Service de police de la Ville de Québec	188	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	30	ND
Service de police de Mirabel	1	ND
Service de police L'Assomption / Saint-Sulpice	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	15	ND
Service de police de la Ville de Granby	4	ND
Service de police de la Ville de Lévis	-	ND
Service de police de la Ville de Châteauguay	4	ND
Service de police de la Ville de Mercier	-	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	7	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	-	ND
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	-	ND
Service de police de la Ville de Blainville	8	ND
Service de police de la Ville de Mascouche	3	ND

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 60 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS¹

CORPS DE POLICE	2018	2019²
Régie de police de Memphrémagog	4	ND
Service de police de Saguenay	16	ND
Direction de la police de Trois-Rivières	5	ND
Service de police de la Ville de Bromont	-	ND

¹ Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

² Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2019* non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 61 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, pour les cinq dernières années¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2017 ²	2018 ³	2019 ⁴
Akwesasne	8	10	ND
Eagle Village	ND	2	ND
Eeyou-Eenou Police Force (EEPF) / 9 communautés cries	ND	10	ND
Essipit	ND	-	ND
Gesgapegiag	ND	-	ND
Kahnawake	-	15	ND
Kativik / 14 villages nordiques	-	6	ND
Kawawachikamach	ND	6	ND
Kitigan Zibi	ND	-	ND
Lac Simon	ND	9	ND
Listuguj	ND	8	ND

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Cette information a été retirée du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* pour les plus petits corps de police autochtones. Celle-ci a toutefois été réintroduite au questionnaire 2018.

⁴ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2019* non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 61 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, pour les cinq dernières années¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2017 ²	2018 ³	2019 ⁴
Manawan	ND	4	ND
Mashteuiatsh	ND	2	ND
Odanak/Wôlinak	ND	2	ND
Opitciwan	ND	4	ND
Pakua Shipi	ND	-	ND
Pessamit	ND	-	ND
Pikogan	ND	-	ND
Timiskaming	ND	2	ND
Uashat-Malietenam	ND	5	ND
Wemotaci	ND	1	ND
Wendake	ND	-	ND

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.
³ Cette information a été retirée du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* pour les plus petits corps de police autochtones. Celle-ci a toutefois été réintroduite au questionnaire 2018.
⁴ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2019* non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 62 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, pour les cinq dernières années¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS		
	2017 ²	2018 ³	2019 ⁴
Akwesasne	-	2	ND
Gesgapegiag	ND	-	ND
Kativik	-	2	ND
Lac Simon	ND	1	ND
Listuguj	ND	-	ND
Manawan	ND	-	ND
Mashteuiatsh	ND	3	ND
Opitciwan	ND	3	ND
Uashat-Maliotenam	ND	11	ND

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Cette information a été retirée du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* pour les plus petits corps de police autochtones. Celle-ci a toutefois été réintroduite au questionnaire 2018.

⁴ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2019* non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 63 : Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2019-2020 concernant les caméras portatives pour les policiers.

Aucun en 2019-2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 64 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2018-2019 ¹		2019-2020 ²	
	NOMBRE	VALEUR (\$)	NOMBRE	VALEUR (\$)
Cartouches	24 043	1 586 838	66 258	4 373 028
Sac de type <i>Ziploc</i>	55 082	3 635 412	33 674	2 222 484
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	33	1 452	93	4 092
Tabac en vrac (kilos)	94 740	4 376 988	77 821	3 595 330
Chicha (kilos)	659	144 980	1 868	410 960
Cigares et cigarillos ³	267 254	293 980	84 151	92 566

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2018-2019 sont calculées pour la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019.

² Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2019-2020 sont calculées pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

³ Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 65 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2019-2020.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre des activités du Comité ACCES Tabac.

Année financière	2019-2020
Amendes imposées (en M\$)	43,4

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 66 : Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) compile ces renseignements uniquement depuis la mise en place du comité ACCES Cannabis (Action concertée contre les économies souterraines), en octobre 2018.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019, les corps de police participant à ACCES Cannabis ont saisi l'équivalent de 576,5 kilogrammes de cannabis séché. Pour la période entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, les corps de police d'ACCES Cannabis ont saisi l'équivalent de 5 867,6 kilogrammes de cannabis séché. L'équivalence en cannabis séché des différentes formes de cannabis est calculée selon l'annexe 3 de la *Loi sur le cannabis (L.C. 2018, ch. 16)*.

Le MSP n'est pas en mesure de convertir cette donnée puisqu'aucune source officielle ne détermine la valeur du cannabis de contrebande à l'heure actuelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 67 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2019-2020.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ce renseignement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 68 : Le nombre de crimes haineux par année pour les cinq dernières années.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2019	ND ¹
2018	ND ²
2017	478

¹ Données 2019 non disponibles. Les données relatives aux crimes motivés par la haine sont sensibles et requièrent des vérifications supplémentaires par les corps de police. Elles sont donc soumises à un processus de validation supplémentaire au printemps et à l'automne. Le processus final de vérification des données 2019 sera effectué au printemps 2021, c'est alors qu'elles atteindront leur forme définitive et pourront être diffusées.

² Données 2018 non disponibles. Le processus final de vérification des données 2018 sera effectué à l'été 2020. Une fois le processus terminé, elles atteindront leur forme définitive et pourront être diffusées.

** Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.*

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

** Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 69 : Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.

Au cours de la dernière année, voici les actions mises en œuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social.

- Des travaux pour la rédaction d'un Guide en matière de prévention, de détection et d'intervention sur le profilage racial et social ont été entrepris en 2019-2020.
- Le 26 septembre 2019, une consultation de 10 organismes de la société civile s'est tenue dans une perspective de mieux outiller les corps de police en matière de profilage racial et social. Cette consultation a notamment permis le partage de certaines pistes quant aux mesures à adopter pour prévenir, détecter et intervenir à l'égard de ce phénomène.
- Le 30 janvier 2020 a eu lieu un atelier de travail regroupant les mêmes organismes civils qui ont été invités lors de la consultation du 26 septembre 2019. L'objectif de cet atelier était de poursuivre le dialogue établi avec les représentants de ces organismes et de recueillir leurs commentaires sur le projet de Guide en matière de prévention, de détection et d'intervention sur le profilage racial et social.
- Au mois d'avril 2020 devait avoir lieu une journée d'actualisation des connaissances en matière de profilage racial et social s'adressant aux gestionnaires des corps de police. Cette journée a pour objectif d'établir une base de connaissances commune sur cette question afin d'harmoniser les pratiques en la matière, d'éveiller les personnes en position de gestion sur leurs rôles et responsabilités ainsi que d'exposer les enjeux sociaux entourant le phénomène. Cette journée a été reportée à une date ultérieure en 2021 en raison de la pandémie de COVID-19.
- Le MSP a procédé au lancement virtuel du Guide en matière de prévention, de détection et d'intervention sur le profilage racial et social le 16 juin à l'ensemble des corps de police du Québec.
- Il est important de rappeler qu'en plus des actions menées par le MSP, les corps de police entreprennent diverses actions auprès de leurs policiers et leurs communautés afin d'établir un lien et d'ouvrir le dialogue sur ce phénomène.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 70 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2019-2020	1 334 301 \$ ¹
--	-----------------	---------------------------

¹ Ce montant correspond à la dépense réelle du CGIS. Il inclut une subvention de 600 000 \$ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence et une autre de 30 000 \$ à la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 71 :	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2019-2020. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.
----------------------	---

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l’emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
 Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (7) :

	2018-2019 TOTAL	Dépenses au 31 mars 2020		
		Salaires	Contrats	TOTAL
TOTAL	20 320 925	20 085 837	3 072 396	23 158 233
Secteur Est 4271	2 665 565	2 706 578	486 524	3 193 102
Secteur Centre du Québec 4272	1 950 901	1 853 241	296 494	2 149 735
Secteur Palais de justice Québec 4273	2 249 701	2 397 578	126 319	2 523 897
Secteur Sud 4274	2 354 773	2 281 777	463 997	2 745 774
Secteur Laval - Laurentides 4275	1 758 075	1 602 824	193 257	1 796 081
Secteur Abitibi - Outaouais 4279	1 627 376	1 486 621	284 051	1 770 672
Secteur Île de Montréal ¹ 4269	7 714 534	7 757 218	1 221 754	8 978 972

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice :

2019-2020	357
------------------	------------

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 72 : État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.

- Au cours de la dernière année, voici les actions mises en oeuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social.
- Le 26 septembre 2019, une consultation de 10 organismes de la société civile s'est tenue dans une perspective de mieux outiller les corps de police en matière de profilage racial et social. Cette consultation a notamment permis le partage de certaines pistes quant aux mesures à adopter pour prévenir, détecter et intervenir à l'égard de ce phénomène.
 - Le 30 janvier 2020 a eu lieu un atelier de travail regroupant les mêmes organismes civils qui ont été invités lors de la consultation du 26 septembre 2019. L'objectif de cet atelier était de poursuivre le dialogue établi avec les représentants de ces organismes et de recueillir leurs commentaires sur le guide.
 - Au mois d'avril 2020 devait avoir lieu une journée d'actualisation des connaissances en matière de profilage racial et social s'adressant aux gestionnaires des corps de police. Cette journée a pour objectif d'établir une base de connaissances commune sur cette question afin d'harmoniser les pratiques en la matière, d'éveiller les personnes en position de gestion sur leurs rôles et responsabilités ainsi que d'exposer les enjeux sociaux entourant le phénomène. Cette journée a été reportée à une date ultérieure en 2021 en raison de la pandémie de la COVID-19.
 - Le MSP procèdera au lancement virtuelle du Guide en matière de prévention, de détection et d'intervention sur le profilage racial et social le 16 juin à l'ensemble des corps de police du Québec.
 - Il est important de rappeler qu'en plus des actions menées par le MSP, les corps de police entreprennent diverses actions auprès de leurs policiers et leurs communautés afin d'établir un lien et d'ouvrir le dialogue sur ce phénomène depuis le 1er avril 2019 et 31 mars 2020.
 - Le comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social s'est réuni 5 fois au cours de la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 73 : Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.

Aucun budget n'est alloué aux travaux du Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 74 : État de situation des travaux du comité consultatif sur le document Réalité policière au Québec : modernité, confiance et efficience. Indique, l'échéancier des travaux, la liste de consultations effectuées, budget dédié et ventilé, et ce en date du 31 mars 2020.

En date du 31 mars 2020, voici un portrait des travaux réalisés par le comité et son secrétariat :

- Mise en place d'une structure de fonctionnement du comité et de son secrétariat;
- Production et adoption d'un plan de recherche et de documentation par les membres;
- Lectures et rencontres préparatoires des membres avec le secrétariat;
- Préparation et adoption d'une grille de rencontres avec les parties prenantes (liste des parties prenantes à rencontrer, séquence, dates, etc.);
- Documentation, recherche, analyse et rédaction.

Le Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP) a débuté ses travaux en décembre 2019. Un plan de travail a été mis en ligne en février 2020. Les travaux devaient s'étaler jusqu'en décembre 2020, date de dépôt du rapport final.

En raison du contexte de santé publique au Québec (pandémie de COVID-19) et des restrictions applicables, les travaux des membres du comité ont été mis en veille, le 26 mars 2020. Un nouveau plan de travail a dû être déposé, celui-ci prévoit :

- La finalisation de la documentation et de la recherche d'ici août 2020;
- La tenue des rencontres en privé avec les parties prenantes, de septembre à novembre 2020;
- Le dépôt des mémoires des groupes et citoyens en vue des consultations publiques à la fin octobre 2020;
- Le dépôt d'un rapport intérimaire en décembre 2020;
- La tenue des audiences publiques (potentiellement de manière virtuelle) en décembre 2020;
- Le dépôt du rapport final le 1er mai 2021.

En date du 31 mars 2020, les consultations des membres avec les parties prenantes, les citoyens et les acteurs de la société civiles n'ont pas débutées. Les consultations seront réalisées à l'automne.

Le budget initial du comité se détaille comme suit :

Honoraires professionnels et frais de déplacement des membres : 367 000 \$

Secrétariat du Comité : 356 643 \$

Consultations, Sondages et forums : 145 922 \$

Contingence : 130 435 \$

Total : 1 M\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 83 : Toute analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.

Depuis le 18 octobre 2018, aucune ville de 50 000 habitants et plus n'a manifesté officiellement auprès du ministère de la Sécurité publique son intention de se départir de son corps de police municipal.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 84 : Toute analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.

Projet de Règlement modifiant le Règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec* :

- Le projet de Règlement publié à la Gazette officielle du Québec :
<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71578.pdf>
- Le document explicatif du projet de Règlement disponible sur le site Internet du MSP :
https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/lois_reglements/document_explicatif_projet_reglement_2019-12-04.pdf
- Le communiqué de presse dans le cadre du dossier :
<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/salle-presse/communiques/detail/16350.html>

Aides financières octroyées en 2018 et en 2019 *:

- Les communiqués de presse dans le cadre des dossiers :
<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/salle-presse/communiques/detail/15477.html>
<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/salle-presse/communiques/detail/14641.html>
- Les fichiers des sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, pour les années 2018, 2019 et 2020, disponibles sur le site Internet du MSP :
https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/police_au_quebec/SQ/somme_payable_2018.pdf
https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/police_au_quebec/SQ/somme_payable_2019.pdf
https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/police_au_quebec/SQ/somme_payable_2020_sq.pdf

*Il est à noter que certains autres documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 9, 20, 33, 35, 36, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 93 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile en 2019-2020.

Côté, Karine (en cours). *Connaître les jeunes et leurs perceptions pour mieux prévenir la prostitution et l'exploitation sexuelle*. Matane : Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent.

CALACS Coup de cœur et Rousseau, C. (2019). *Regards sur l'exploitation sexuelle des filles et des femmes du nord de Lanaudière*. Joliette : CALACS Coup de cœur.

La Piaule et Boudreau, B. (2020). *Portrait de l'exploitation sexuelle des jeunes 12-25 ans – Centre-du-Québec*. Drummondville : La Piaule.

Rousseau, C. et Viens, P. (2020). *Portrait de l'exploitation sexuelle dans Brome-Missisquoi et la Haute-Yamaska*. Granby : CALACS de Granby.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 94 : Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir :
a) au 31 mars 2020, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;
b) budget ventilé de l'EILP pour 2019-2020 et 2020-2021;
c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020;
d) bilan des activités de l'EILP.

Ressources de l'EILP faisant l'objet d'un financement du gouvernement du Québec dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021.

a)	Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)	8 ressources
	Sûreté du Québec (SQ)	4 ressources
	Service de la Police de la Ville de Québec (SPVQ)	2 ressources
	Service de police de Laval (SPL)	2 ressources
	Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL)	2 ressources
	Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG)	2 ressources

L'objectif à terme est atteint.

b) Les subventions versées à l'EILP par le gouvernement du Québec sont identiques pour 2019-2020 et 2020-2021, soit :

SPVM	745 800 \$
SPVQ	142 200 \$
SPL	142 200 \$
SPAL	142 200 \$
SPVG	142 200 \$
SQ	135 400 \$
Total	1 450 000 \$

c) Perquisitions : 22
Arrestations : 46
Accusations : 152

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 94 : Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir :

- a) au 31 mars 2020, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) budget ventilé de l'EILP pour 2019-2020 et 2020-2021;**
- c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020;**
- d) bilan des activités de l'EILP.**

d) Bilan des activités de l'EILP :

- La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, annoncée en octobre 2016, prévoyait entre autres la mise en place d'une équipe policière intégrée de lutte contre l'exploitation sexuelle. L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) a débuté ses activités le 6 mars 2017. Cette équipe regroupe les corps de police qui offrent des services de niveau 3 et supérieurs, lesquels ont le mandat de s'attaquer au proxénétisme et aux autres formes d'exploitation sexuelle au Québec.
- Cette équipe est chargée de lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle qui opèrent sur une base interrégionale au Québec, notamment en :
 - ciblant les personnes ou les groupes qui permettent à ces formes d'exploitation sexuelle de prospérer, soit par l'achat de services sexuels, soit par les profits qu'ils en retirent;
 - réduisant l'intérêt économique de l'exploitation sexuelle d'autrui par la récupération maximale des produits et instruments issus de cette activité illégale.
- Le modèle de cette équipe est comparable à celui, éprouvé, des escouades régionales mixtes. Tout comme ces dernières, les responsabilités financières sont partagées entre le gouvernement et les municipalités dont les corps de police participent à l'équipe intégrée.
- L'EILP a prêté assistance à plusieurs services de police du Québec et du reste du Canada et a collaboré avec eux dans le cadre de 132 demandes de collaboration (pour la période du 1^{er} avril au 31 mars 2020).
- Au cours de cette même période, l'EILP a complété 68 dossiers, dont 26 ont été fermés par mise en accusation. Dans le cadre de ces dossiers, l'EILP a saisi de l'argent et l'équité d'une résidence d'une valeur totale de 131 645 \$. Toujours durant cette période, 14 dossiers se sont conclus devant les tribunaux dont 13 par des condamnations. Les 12 accusés dans ces dossiers ont été sentenciés à un total de 53,6 années d'emprisonnement.
- L'EILP a effectué plusieurs présentations (24 pour la période du 1^{er} avril au 31 mars 2020) auprès de différents intervenants appelés à intervenir auprès de victimes afin de les informer sur les caractéristiques des dossiers de proxénétisme et les indicateurs à surveiller.
- À la demande de l'organisme Avocat sans frontière Canada au Salvador, l'EILP a offert une présentation en novembre 2019 à titre de spécialiste sur l'exploitation sexuelle et la traite de personnes. De plus, une présentation a été offerte en mai 2019 au *Calgary Police Service* à laquelle ont assisté 115 policiers et intervenants de Calgary et d'Edmonton. Enfin, en novembre 2019, l'EILP a présenté un mémoire lors des consultations et auditions publiques tenues par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

257

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
46005	Abercorn	346	78 117 271	69 013
NR880	Abitibi	144	11 761 850	10 480
NR870	Abitibi-Ouest	98	2 460 030	2 123
48028	Acton Vale	7 689	608 088 208	897 897
31056	Adstock	2 819	387 029 195	342 821
98030	Aguanish	246	12 788 697	11 472
92030	Albanel	2 254	138 190 632	122 391
07025	Albertville	221	18 800 012	16 684
84050	Alleyn-et-Cawood	166	51 753 236	45 685
93042	Alma	30 868	3 174 937 565	4 685 034
78070	Amherst	1 501	328 924 440	291 289
88055	Amos	12 919	1 055 997 124	1 559 080
07047	Amqui	6 147	452 215 607	667 577
55008	Ange-Gardien	2 816	420 986 790	372 966
NR790	Antoine-Labelle	5	60 938 948	54 830
19037	Armagh	1 493	111 640 879	98 042
78060	Arundel	558	99 774 409	88 310
40043	Asbestos	6 826	369 500 149	545 275
41055	Ascot Corner	3 210	295 233 911	289 199
50013	Aston-Jonction	415	41 359 621	37 244
13045	Auclair	458	34 514 018	30 585
30055	Audet	772	62 872 153	55 112
83090	Aumond	758	77 440 887	68 703
87050	Authier	282	10 782 534	9 630
87100	Authier-Nord	301	12 160 458	10 265
NR060	Avignon	0	427 330	333
45035	Ayer's Cliff	1 125	189 591 203	164 972
96020	Baie-Comeau	21 260	1 992 736 942	2 937 003
08080	Baie-des-Sables	614	46 041 039	40 757
50100	Baie-du-Febvre	960	149 814 078	132 823
98035	Baie-Johan-Beetz	85	6 459 301	5 507
15065	Baie-Sainte-Catherine	205	16 629 415	14 671
16013	Baie-Saint-Paul	7 207	983 013 078	1 460 398
96005	Baie-Trinité	385	27 357 828	24 345
78050	Barkmere	64	80 388 672	71 258
44045	Barnston-Ouest	569	97 543 637	86 327
88022	Barraute	2 006	119 428 061	105 815
37210	Batiscan	922	119 324 735	103 571
85020	Béarn	714	44 393 859	37 248
27028	Beauceville	6 338	484 813 390	710 543
31008	Beaulac-Garthby	961	189 667 307	168 207
19105	Beaumont	2 980	364 039 746	322 440
21025	Beaupré	3 859	661 831 594	758 400
38010	Bécancour	13 235	1 626 727 178	2 399 968
46035	Bedford	2 594	222 142 051	196 382
46040	Bedford	701	87 793 346	80 379
94250	Bégin	818	58 748 946	52 008
89050	Belcourt	225	8 702 753	7 691
85065	Belleterre	313	13 024 513	11 948
88070	Berry	549	34 189 241	30 366
18065	Berthier-sur-Mer	1 630	222 348 005	197 174
52035	Berthierville	4 337	391 242 597	489 106
48005	Béthanie	338	44 393 719	38 143
13055	Biencourt	455	27 308 411	23 025
98005	Blanc-Sablon	1 094	77 032 076	68 394
83045	Blue Sea	641	166 490 685	147 380
80115	Boileau	342	86 997 845	76 109
21045	Boischatel	7 960	899 435 903	1 332 280
83085	Bois-Franc	417	36 288 793	31 772

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

258

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
45095	Bolton-Est	1 005	259 961 475	230 290
46065	Bolton-Ouest	614	232 315 501	205 747
05045	Bonaventure	2 729	229 663 183	203 503
NR050	Bonaventure	35	12 104 371	11 135
98010	Bonne-Espérance	689	25 332 489	22 328
42040	Bonsecours	649	95 675 890	84 720
83050	Bouchette	679	127 319 986	112 644
80145	Bowman	665	110 893 745	98 402
78075	Brébeuf	1 046	107 891 541	95 598
46090	Brigham	2 337	250 285 394	221 757
84005	Bristol	1 033	196 248 329	172 893
46070	Brome	302	40 844 051	36 034
76043	Brownsburg-Chatham	7 291	728 007 249	1 073 690
84025	Bryson	705	31 924 411	28 335
41070	Bury	1 157	150 453 685	133 299
12057	Cacouna	1 825	184 550 683	163 290
84030	Campbell's Bay	747	40 655 579	35 718
04047	Cap-Chat	2 417	153 384 766	135 615
05060	Caplan	2 032	140 996 813	125 725
18045	Cap-Saint-Ignace	3 128	268 700 707	252 463
34030	Cap-Santé	3 495	326 424 558	338 992
06013	Carleton-sur-Mer	4 036	366 033 675	435 954
05077	Cascapédia-Saint-Jules	730	53 609 327	47 358
07018	Causapscal	2 328	118 154 560	104 773
83040	Cayamant	825	145 811 505	128 958
91020	Chambord	1 760	200 104 780	177 049
37220	Champlain	1 785	215 953 576	191 356
88005	Champneuf	131	3 688 619	3 374
02028	Chandler	7 478	442 876 980	653 514
99020	Chapais	1 558	75 277 697	68 246
51080	Charette	970	66 995 381	58 901
NR160	Charlevoix	0	28 245 748	25 078
NR150	Charlevoix-Est	210	99 868 125	88 370
41020	Chartierville	279	55 557 096	49 371
21035	Château-Richer	4 218	428 244 541	528 610
87095	Chazel	288	13 919 599	12 464
80103	Chénéville	762	82 895 807	73 348
62047	Chertsey	4 783	737 627 795	972 483
39030	Chesterville	950	101 110 015	89 697
99025	Chibougamau	7 478	590 652 096	871 551
84090	Chichester	347	34 343 669	30 371
96035	Chute-aux-Outardes	1 517	58 672 403	52 003
79065	Chute-Saint-Philippe	943	149 695 110	132 762
84015	Clarendon	1 274	189 776 692	161 172
15035	Clermont	3 103	245 452 122	230 623
87110	Clermont	498	30 729 663	27 747
87075	Clerval	380	32 267 294	28 722
42110	Cleveland	1 568	177 555 932	155 509
03010	Cloridorme	660	35 248 799	31 312
44037	Coaticook	8 923	837 976 836	1 236 194
95050	Colombier	685	30 374 685	27 062
44071	Compton	3 121	379 754 692	356 658
41038	Cookshire-Eaton	5 420	488 524 642	720 753
71040	Coteau-du-Lac	7 192	1 000 903 297	1 476 980
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	878	48 814 192	43 345
30090	Courcelles	797	61 719 637	54 676
46080	Cowansville	14 354	1 214 841 668	1 794 049
61013	Crabtree	4 034	335 196 308	399 408
40047	Danville	3 823	277 369 794	317 868

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

6259

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
39152	Daveluyville	2 313	162 945 953	144 469
13005	Dégelis	2 902	196 431 523	174 084
83070	Déléage	1 870	117 583 685	103 981
83005	Denholm	515	106 246 601	92 589
93005	Desbiens	1 053	53 831 972	47 704
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	880	89 851 586	79 677
34058	Deschambault-Grondines	2 239	413 905 957	366 238
31015	Disraeli	2 352	153 796 103	136 710
31020	Disraeli	1 135	145 539 292	129 227
44023	Dixville	711	78 680 283	69 674
92022	Dolbeau-Mistassini	14 209	1 041 810 026	1 537 925
34025	Donncona	7 302	690 073 135	1 022 044
33040	Dosquet	986	93 535 781	86 287
49058	Drummondville	77 746	6 767 140 919	11 490 294
41117	Dudswell	1 772	229 044 561	202 693
80135	Duhamel	431	250 076 620	227 315
85030	Duhamel-Ouest	892	98 091 920	87 103
69075	Dundee	370	81 045 199	73 525
46050	Dunham	3 525	498 547 432	532 123
87005	Duparquet	694	51 692 329	45 337
87085	Dupuy	920	43 474 689	38 379
49015	Durham-Sud	1 071	100 653 191	84 334
41060	East Angus	3 828	241 563 944	276 898
31122	East Broughton	2 190	107 849 458	91 495
46085	East Farnham	559	50 959 972	45 060
44010	East Hereford	275	42 165 081	37 344
45093	Eastman	2 012	488 204 581	432 393
83075	Egan-Sud	506	44 154 781	38 981
69050	Elgin	416	75 961 286	72 365
62053	Entrelacs	922	244 390 359	219 743
06025	Escuminac	544	41 664 723	37 034
10005	Esprit-Saint	338	20 190 884	18 041
77011	Estérel	198	298 402 712	267 238
46112	Farnham	9 361	784 691 734	1 164 957
80005	Fassett	450	44 913 195	40 271
94220	Ferland-et-Boilleau	549	56 856 855	49 532
79097	Ferme-Neuve	2 731	260 042 762	230 344
97035	Fermont	2 417	772 897 768	737 526
95045	Forestville	2 992	158 246 940	140 008
84060	Fort-Coulonge	1 425	56 117 212	50 423
38047	Fortierville	671	55 674 801	49 359
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 118	387 272 716	343 142
26005	Frampton	1 317	146 298 034	130 081
69010	Franklin	1 702	235 108 795	214 246
96015	Franquelin	304	15 699 200	14 022
46010	Frelighsburg	1 180	224 909 238	198 984
30025	Frontenac	1 753	207 843 662	184 039
85055	Fugèreville	353	21 631 171	19 035
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 581	458 857 445	399 316
87020	Gallichan	488	32 393 547	28 752
03005	Gaspé	14 793	1 304 908 785	1 925 026
92055	Girardville	1 032	66 025 982	58 439
96010	Godbout	257	13 996 055	12 342
69060	Godmanchester	1 420	195 653 928	173 804
76025	Gore	1 962	369 738 214	327 603
83032	Gracefield	2 437	453 360 491	408 524
02015	Grande-Rivière	3 444	186 814 488	194 285
35040	Grandes-Piles	447	88 042 342	78 040
03020	Grande-Vallée	1 082	73 437 555	65 794

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

260

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
09060	Grand-Métis	212	25 606 297	22 487
83095	Grand-Remous	1 180	109 639 507	94 608
50065	Grand-Saint-Esprit	464	53 628 258	47 400
76055	Grenville	1 799	129 326 399	114 383
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 840	393 040 630	348 263
98014	Gros-Mécatina	434	22 159 819	19 660
01042	Grosse-Île	465	30 376 834	26 978
08015	Grosses-Roches	388	24 688 297	21 982
85095	Guérin	339	22 654 854	20 086
39010	Ham-Nord	907	77 921 495	69 013
41075	Hampden	174	25 595 612	22 649
40005	Ham-Sud	240	48 066 646	40 184
76065	Harrington	857	277 167 475	239 974
45043	Hatley	680	228 603 565	202 371
45055	Hatley	2 231	392 829 526	348 043
69005	Havelock	740	122 338 193	113 693
98040	Havre-Saint-Pierre	3 417	403 530 553	418 890
93020	Hébertville	2 572	216 493 847	191 851
93025	Hébertville-Station	1 321	77 430 554	68 715
68010	Hemmingford	774	62 379 027	55 342
68015	Hemmingford	1 947	290 213 308	256 839
56042	Henryville	1 446	244 819 844	217 024
35035	Hérouxville	1 306	101 690 810	91 099
69045	Hinchinbrooke	2 153	225 611 408	200 020
19070	Honfleur	883	107 400 001	95 164
05025	Hope	580	34 342 627	30 330
05020	Hope Town	360	22 219 653	19 684
69025	Howick	810	59 089 596	52 324
78065	Huberdeau	886	95 553 584	84 583
71100	Hudson	5 311	1 111 150 659	1 617 346
69055	Huntingdon	2 488	156 805 999	138 681
32058	Inverness	928	144 648 469	127 964
31040	Irlande	903	86 881 310	76 806
78042	Ivry-sur-le-Lac	379	261 367 561	231 177
61025	Joliette	20 830	2 020 968 082	2 981 997
14050	Kamouraska	608	118 045 446	104 481
NR140	Kamouraska	10	4 618 616	3 539
83015	Kazabazua	976	143 260 794	128 146
79025	Kiamika	785	96 870 776	86 516
42070	Kingsbury	142	10 740 970	9 453
39097	Kingsey Falls	1 928	213 791 589	187 944
31105	Kinnear's Mills	343	55 134 275	48 481
85010	Kipawa	505	56 490 882	50 043
90017	La Bostonnais	632	42 618 492	38 137
78115	La Conception	1 317	303 913 564	268 979
88030	La Corne	748	77 567 504	70 866
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	75 589 362	65 381
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 926 186	4 387
91050	La Doré	1 389	85 936 217	76 206
19090	La Durantaye	794	83 612 223	74 020
29030	La Guadeloupe	1 789	114 552 028	101 404
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	45 753 024	40 672
NR040	La Haute-Gaspésie	185	23 680 384	21 030
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 015 865	5 577
79047	La Macaza	1 108	212 528 930	188 185
15013	La Malbaie	8 161	810 995 070	1 196 635
04030	La Martre	231	11 706 463	10 361
NR080	La Matanie	0	10 306 728	9 088
NR070	La Matapédia	18	59 560 148	52 652

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

192

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
78130	La Minerve	1 236	388 175 441	343 607
NR090	La Mitis	0	24 695 352	22 024
88015	La Morandière	201	10 677 366	9 341
88045	La Motte	451	37 880 506	33 676
41027	La Patrie	805	95 728 129	84 607
14085	La Pocatière	4 098	392 455 081	470 200
54035	La Présentation	2 548	405 084 276	358 724
09005	La Rédemption	448	23 973 815	21 289
87080	La Reine	367	13 108 381	12 127
87090	La Sarre	7 349	528 498 625	780 657
10010	La Trinité-des-Monts	227	19 353 235	17 005
90012	La Tuque	11 033	932 781 193	1 376 791
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	26 226 768	23 328
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	625	78 213 518	71 213
50085	La Visitation-de-Yamaska	318	68 501 407	60 808
78120	Labelle	2 444	409 016 453	361 940
93055	Labrecque	1 342	105 158 068	93 194
22040	Lac Beauport	7 934	1 262 872 822	1 864 045
46075	Lac Brome	5 623	1 332 616 205	1 967 020
22030	Lac Delage	674	91 803 135	84 918
90027	Lac Edouard	196	51 183 413	46 304
22015	Lac Saint-Joseph	261	321 287 941	284 358
07057	Lac-au-Saumon	1 406	73 579 139	65 378
35010	Lac-aux-Sables	1 289	222 753 225	197 465
91005	Lac-Bouchette	1 166	107 134 026	95 009
13060	Lac-des-Aigles	519	31 329 405	28 154
79078	Lac-des-Écorces	2 791	237 479 308	210 404
80130	Lac-des-Plages	449	128 612 537	113 978
77055	Lac-des-Seize-Îles	161	93 192 715	82 672
30080	Lac-Drolet	1 029	107 319 414	95 027
79015	Lac-du-Cerf	452	104 597 666	94 276
28053	Lac-Etchemin	3 886	359 656 173	412 537
18010	Lac-Frontière	177	19 148 839	17 005
76020	Lachute	13 179	1 203 664 577	1 776 117
30030	Lac-Mégantic	5 632	512 434 479	755 698
56023	Lacolle	2 693	314 645 927	273 895
29095	Lac-Poulin	153	50 194 116	44 364
79060	Lac-Saguay	452	83 045 154	73 686
83020	Lac-Sainte-Marie	607	253 569 562	224 253
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 938 382	12 342
79105	Lac-Saint-Paul	487	77 675 997	69 318
34120	Lac-Sergent	532	119 502 209	105 791
80095	Lac-Simon	961	388 411 140	343 780
78095	Lac-Supérieur	1 892	534 989 403	473 450
85070	Laforce	349	11 763 445	10 342
93060	Lamarche	483	48 907 786	43 566
30095	Lambton	1 626	250 844 822	222 128
88035	Landrienne	961	63 112 191	56 021
21040	L'Ange-Gardien	3 848	410 755 462	470 594
52017	Lanoraie	5 070	506 481 972	697 955
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 219	147 794 053	132 046
78015	Lantier	869	234 733 523	207 801
79050	L'Ascension	821	120 582 774	103 863
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 012	165 037 174	147 786
06060	L'Ascension-de-Patapédia	159	9 495 662	8 524
85060	Latulipe-et-Gaboury	305	17 487 953	14 865
88080	Launay	224	11 830 300	10 490
33060	Laurier-Station	2 602	254 857 831	225 681
32072	Laurierville	1 327	123 274 722	108 870

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

262

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
52007	Lavaltrie	14 033	1 241 347 185	1 832 257
49025	L'Avenir	1 382	137 122 896	121 385
85052	Laverlochère-Angliers	981	67 158 333	59 469
42045	Lawrenceville	640	51 806 671	45 983
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	69 026 825	61 756
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	12	519 707 864	460 711
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 171 548	1 000
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 193	123 840 021	113 302
33123	Leclercville	502	66 336 629	58 695
49020	Lefebvre	928	79 997 476	70 698
13050	Lejeune	270	21 300 353	18 603
38020	Lemieux	325	30 363 087	27 019
60037	L'Épiphanie	8 825	743 888 279	940 272
NR110	Les Basques	0	669 696	667
95018	Les Bergeronnes	676	48 468 898	43 048
71050	Les Cèdres	7 040	781 362 871	1 153 712
71033	Les Coteaux	5 436	478 077 100	705 981
16048	Les Éboulements	1 353	247 286 562	219 215
95025	Les Escoumins	1 867	133 576 597	118 384
09015	Les Hauteurs	493	27 943 844	24 720
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 367	947 255 693	1 397 219
08005	Les Méchins	977	73 300 091	64 964
71095	L'Île-Cadieux	139	70 368 888	62 249
98020	L'Île-d'Anticosti	207	36 471 743	32 372
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	665	84 835 650	75 068
71060	L'Île-Perrot	11 298	1 100 727 349	1 624 616
41085	Lingwick	472	81 360 087	71 942
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 339	278 331 160	250 754
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 111	160 941 460	142 462
17078	L'Islet	3 848	306 987 370	351 913
12043	L'Isle-Verte	1 288	118 821 843	105 243
84040	Litchfield	454	90 325 271	80 123
80055	Lochaber	439	46 735 124	41 333
80060	Lochaber-Partie-Ouest	892	98 851 098	88 609
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	455	29 543 964	27 678
95032	Longue-Rive	978	46 934 511	41 739
85037	Lorrainville	1 260	82 645 321	73 833
33115	Lotbinière	799	151 860 545	134 388
51015	Louiseville	7 220	583 034 413	860 572
83010	Low	1 027	172 151 367	152 280
32065	Lyster	1 603	146 145 496	129 446
87058	Macamic	2 760	146 587 666	132 215
39165	Maddington Falls	437	27 456 126	24 730
89015	Malartic	3 254	307 669 364	299 500
52095	Mandeville	2 212	311 349 382	275 719
NR960	Manicouagan	84	62 482 855	55 331
83065	Maniwaki	3 844	241 748 627	277 930
38028	Manseau	819	71 877 985	63 720
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 330	212 354 913	193 614
06005	Maria	2 664	229 078 690	202 633
NR920	Maria-Chapdelaine	231	107 989 919	95 812
42065	Maricourt	421	58 444 398	49 970
55048	Marieville	11 056	1 070 780 291	1 580 574
04025	Marsoui	289	12 115 458	10 807
30035	Marston	719	92 743 217	81 987
44060	Martinville	441	43 646 197	38 707
51008	Maskinongé	2 332	206 202 567	178 453
53010	Massueville	549	34 669 053	30 669
99015	Matagami	1 423	94 088 745	81 054

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

302

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
8053	Matane	14 224	1 200 649 525	1 771 758
06045	Matapédia	637	48 761 784	43 327
NR620	Matawinie	105	77 596 800	71 392
80065	Mayo	632	97 369 078	86 458
NR350	Mékinac	5	70 091 249	62 041
42075	Melbourne	1 063	153 076 054	134 688
83060	Messines	1 606	201 862 246	180 078
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 928	355 973 202	416 943
09048	Métis-sur-Mer	541	100 581 076	89 126
30040	Milan	303	46 157 375	40 999
76030	Mille-Isles	1 644	269 417 185	238 470
85075	Moffet	200	17 978 961	16 206
78055	Montcalm	641	130 534 517	115 693
14005	Mont-Carmel	1 175	86 850 982	75 402
83088	Montcerf-Lytton	636	55 377 339	47 762
80010	Montebello	969	111 337 010	96 961
09077	Mont-Joli	6 233	470 425 802	693 591
79088	Mont-Laurier	14 232	1 284 857 164	1 897 358
18050	Montmagny	11 267	976 549 161	1 441 280
80090	Montpellier	1 019	120 081 401	106 381
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 165	442 753 732	416 008
79110	Mont-Saint-Michel	612	59 723 925	53 009
04015	Mont-Saint-Pierre	160	11 080 745	9 782
77050	Morin-Heights	4 271	856 196 018	1 056 881
80085	Mulgrave-et-Derry	367	144 637 764	128 053
03025	Murdochville	635	18 205 234	16 041
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	912	103 157 079	91 382
80110	Namur	578	52 881 437	47 376
30045	Nantes	1 426	110 702 367	96 992
68030	Napierville	4 059	383 982 223	458 714
98025	Natashquan	270	15 938 719	14 896
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	788	89 120 836	79 087
85100	Nédélec	342	25 521 057	22 696
34007	Neuville	4 486	529 863 271	672 799
05040	New Carlisle	1 404	98 725 923	87 429
05070	New Richmond	3 745	278 839 156	312 831
41037	Newport	777	130 406 937	118 105
50072	Nicolet	8 463	801 857 339	1 183 900
79030	Nominingue	2 091	448 794 011	397 288
92040	Normandin	3 064	218 061 972	197 448
87115	Normétal	800	18 660 281	16 469
45050	North Hatley	666	185 800 332	164 200
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	308	87 326 137	77 355
39015	Notre-Dame-de-Ham	402	30 116 027	26 680
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	926	274 573 493	243 126
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	672	70 044 236	65 219
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 115	1 388 701 835	2 048 377
92060	Notre-Dame-de-Lorette	185	12 954 163	11 349
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	728	79 784 985	70 757
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 883	235 145 604	208 456
35005	Notre-Dame-de-Montauban	746	119 566 970	106 681
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	796	168 535 431	150 087
30010	Notre-Dame-des-Bois	953	112 351 654	99 337
15025	Notre-Dame-des-Monts	801	45 700 435	40 440
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 065	145 517 870	128 127
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 676	124 563 021	110 495
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 478	854 803 122	1 262 605
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	36	33 575 991	29 544
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	668	103 704 436	91 757

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

264

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 589	101 160 104	86 926
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	977	121 293 230	107 404
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 590	377 064 564	333 842
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 920	390 814 790	576 498
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 033	80 688 963	71 388
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 139	179 574 850	158 931
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	415	43 550 462	38 642
06020	Nouvelle	1 680	127 175 592	112 728
56015	Noyan	1 447	203 186 621	180 204
45020	Ogden	780	220 796 732	195 500
72032	Oka	5 755	515 859 879	761 347
69037	Ormstown	3 652	425 950 003	481 731
84055	Otter Lake	933	192 447 173	174 203
13015	Packington	648	48 474 743	44 707
09040	Padoue	239	14 506 537	12 711
87025	Palmarolle	1 427	98 501 387	92 185
80037	Papineauville	2 103	205 114 328	181 718
38055	Parisville	562	48 670 523	43 526
05032	Paspébiac	3 157	212 797 419	202 747
02005	Percé	3 041	229 330 023	203 992
92010	Péribonka	492	115 279 442	103 585
16005	Petite-Rivière-Saint-François	864	350 474 864	310 752
03015	Petite-Vallée	165	10 833 648	9 669
94205	Petit-Saguenay	633	43 830 704	38 383
77030	Piedmont	3 120	651 520 015	611 849
50113	Pierreville	2 221	200 066 882	180 216
46025	Pike River	523	86 578 937	76 652
71070	Pincourt	15 074	1 589 674 862	2 345 196
30020	Piopolis	379	85 820 920	75 985
80045	Plaisance	1 110	90 948 430	80 611
32040	Plessisville	6 567	434 366 024	641 005
32045	Plessisville	2 625	242 965 726	215 208
13095	Pohénégamook	2 549	204 368 370	180 991
06030	Pointe-à-la-Croix	1 380	79 508 432	70 410
96030	Pointe-aux-Outardes	1 321	96 494 888	85 369
71055	Pointe-des-Cascades	1 694	138 312 101	119 020
71140	Pointe-Fortune	576	60 285 323	53 355
96025	Pointe-Lebel	1 879	117 389 077	104 756
NR840	Pontiac	5	18 994 811	16 713
34017	Pont-Rouge	9 802	839 408 104	1 239 277
84020	Portage-du-Fort	213	18 412 288	16 344
97022	Port-Cartier	6 709	699 358 351	1 031 875
02047	Port-Daniel-Gascons	2 244	114 574 265	101 481
34048	Portneuf	3 308	275 699 782	286 165
NR340	Portneuf	0	53 510 507	47 334
95040	Portneuf-sur-Mer	619	32 512 270	29 950
45030	Potton	1 878	687 162 048	608 585
87035	Poularies	701	30 241 037	27 999
88090	Preissac	878	133 012 548	119 780
75040	Prévost	13 290	1 380 026 243	2 036 493
09065	Price	1 748	73 193 215	64 655
32033	Princeville	6 201	463 366 056	684 082
42032	Racine	1 373	220 334 305	195 155
96040	Ragueneau	1 344	56 560 409	49 996
87010	Rapide-Danseur	342	30 933 912	27 395
84100	Rapides-des-Joachims	151	18 123 648	15 574
62037	Rawdon	11 414	1 135 670 194	1 675 445
85105	Rémigny	269	22 764 309	20 234
42098	Richmond	3 262	223 439 410	217 840

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

265

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
71133	Rigaud	7 918	1 037 849 234	1 531 757
10043	Rimouski	49 383	4 574 260 400	6 707 742
NR100	Rimouski-Neigette	10	7 831 419	7 002
80078	Ripon	1 620	196 526 758	174 019
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	169	11 490 657	10 330
04020	Rivière-à-Claude	126	8 787 063	7 681
34135	Rivière-à-Pierre	583	120 291 798	109 201
98055	Rivière-au-Tonnerre	270	22 046 312	19 690
71005	Rivière-Beaudette	2 246	254 707 973	225 711
13025	Rivière-Bleue	1 254	72 293 030	64 042
12072	Rivière-du-Loup	19 974	1 863 548 379	2 750 070
94215	Rivière-Éternité	430	33 731 099	30 009
89010	Rivière-Héva	1 463	131 946 572	116 627
14065	Rivière-Ouelle	974	140 091 851	124 130
79037	Rivière-Rouge	4 425	556 603 870	705 195
98050	Rivière-Saint-Jean	251	12 482 211	11 621
91025	Roberval	9 946	799 147 077	1 180 529
88010	Rochebaucourt	141	5 541 442	4 955
87015	Roquemaure	407	24 638 058	24 591
55037	Rougemont	2 908	340 415 727	301 286
86042	Rouyn-Noranda	43 006	4 126 183 890	6 110 897
48015	Roxton	1 093	153 210 944	135 865
48010	Roxton Falls	1 299	90 854 772	80 332
47047	Roxton Pond	4 017	428 610 625	510 664
95010	Sacré-Coeur	1 814	121 350 450	107 339
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	534	62 721 656	54 612
17015	Saint-Adalbert	499	50 592 849	45 938
08030	Saint-Adelme	518	31 763 302	28 062
35015	Saint-Adelphe	951	104 919 419	93 020
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 555	969 089 195	1 034 357
40010	Saint-Adrien	529	52 666 072	44 286
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	409	40 550 541	36 242
33045	Saint-Agapit	4 421	377 168 871	482 150
53015	Saint-Aimé	468	114 408 254	101 451
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 099	114 390 485	106 225
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	751	88 984 844	79 222
34097	Saint-Alban	1 233	141 355 718	125 225
39085	Saint-Albert	1 657	144 657 804	126 255
56055	Saint-Alexandre	2 525	332 098 604	273 321
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 158	167 007 482	148 154
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	15 416 998	13 449
63023	Saint-Alexis	1 386	178 168 544	157 937
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	511	25 517 479	22 667
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 974	359 466 474	315 254
27015	Saint-Alfred	506	47 811 199	42 068
05065	Saint-Alphonse	685	38 084 417	33 658
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 236	386 886 739	375 941
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 245	447 834 451	436 578
94255	Saint-Ambroise	3 864	308 442 010	353 437
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 979	406 593 661	476 454
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 085	241 467 428	218 596
14040	Saint-André	682	64 696 724	55 653
80027	Saint-André-Avellin	3 701	335 427 073	376 366
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 024	354 440 187	314 319
06040	Saint-André-de-Restigouche	160	10 013 787	8 932
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	469	32 866 432	29 038
69070	Saint-Anicet	2 669	517 036 574	457 835
19062	Saint-Anselme	4 051	389 955 770	464 331
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	155	39 250 667	34 676

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

602

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 624	278 522 664	246 783
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 735	269 036 696	237 876
12015	Saint-Antonin	4 211	295 875 416	365 613
33090	Saint-Apollinaire	6 919	643 470 568	950 370
46017	Saint-Armand	1 222	213 636 956	188 868
12065	Saint-Arsène	1 254	94 585 907	83 738
13100	Saint-Athanase	304	19 951 411	17 684
17055	Saint-Aubert	1 472	178 632 296	158 115
92005	Saint-Augustin	360	21 428 087	18 905
98012	Saint-Augustin	679	28 492 533	25 395
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	705	76 555 028	67 573
51025	Saint-Barnabé	1 210	99 371 441	85 687
54105	Saint-Barnabé-Sud	855	174 882 519	154 989
52055	Saint-Barthélemy	1 989	206 481 193	182 985
34038	Saint-Basile	2 654	250 592 652	221 978
28025	Saint-Benjamin	1 015	79 490 718	69 551
29100	Saint-Benoît-Labre	1 613	165 471 030	147 250
26055	Saint-Bernard	2 458	262 128 638	231 879
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 551	277 263 402	228 620
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	596	127 247 119	112 930
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 070	311 629 149	277 529
49125	Saint-Bonaventure	1 064	132 480 180	104 779
51085	Saint-Boniface	4 961	359 285 667	486 170
93030	Saint-Bruno	2 936	224 342 811	198 877
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 146	98 616 454	87 530
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	537	44 063 426	38 957
63055	Saint-Calixte	6 254	537 978 387	793 594
40025	Saint-Camille	552	57 164 182	50 125
28070	Saint-Camille-de-Lellis	753	60 720 327	53 682
34078	Saint-Casimir	1 416	110 017 035	98 037
50030	Saint-Célestin	868	59 962 887	53 014
50035	Saint-Célestin	600	94 976 474	83 952
55023	Saint-Césaire	5 952	649 648 297	958 807
61035	Saint-Charles-Borromée	14 238	1 255 640 713	1 853 923
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 487	265 689 728	232 982
94260	Saint-Charles-de-Bourget	760	66 579 379	59 017
09010	Saint-Charles-Garnier	237	14 921 908	13 096
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 766	301 476 138	266 926
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 078	271 480 063	245 847
69017	Saint-Chrysostome	2 704	279 078 122	247 288
42100	Saint-Claude	1 191	142 717 469	126 374
11005	Saint-Clément	468	31 374 437	27 650
07090	Saint-Cléophas	360	18 981 329	16 672
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	225	27 300 100	24 339
71045	Saint-Clet	1 814	219 332 637	194 256
62065	Saint-Côme	2 211	424 281 150	375 878
29057	Saint-Côme-Linière	3 267	226 277 777	220 352
52062	Saint-Cuthbert	1 870	234 539 333	207 355
12005	Saint-Cyprien	1 064	70 362 203	62 374
28040	Saint-Cyprien	498	40 529 526	35 998
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	717	80 413 687	71 365
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 804	390 486 363	522 995
07105	Saint-Damase	333	26 952 068	23 205
54017	Saint-Damase	2 544	371 503 774	329 150
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	553	52 302 392	46 323
62075	Saint-Damien	2 146	295 417 626	263 248
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 908	178 644 698	158 741
53005	Saint-David	857	142 225 741	126 071
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 849	853 222 244	779 624

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

267

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	524	90 049 251	79 778
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 305	630 058 021	787 296
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 336	354 338 744	324 062
52090	Saint-Didace	680	119 010 840	104 196
54060	Saint-Dominique	2 590	319 916 650	283 216
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	440	25 866 953	23 036
09030	Saint-Donat	852	70 703 196	62 004
62060	Saint-Donat	3 940	1 396 171 375	1 634 095
77022	Sainte-Adèle	13 450	1 845 956 551	2 723 421
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 170	158 578 077	140 182
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 647	1 577 834 255	2 327 365
09035	Sainte-Angèle-de-Méridci	947	55 781 885	49 105
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 811	216 481 309	191 821
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	622	42 944 631	38 286
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 889	278 132 167	246 377
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 033	197 060 657	174 316
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 646	136 556 632	120 405
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	613	76 087 770	67 322
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 082	275 643 204	244 157
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 654	736 891 992	808 105
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 774	253 706 873	224 805
79115	Sainte-Anne-du-Lac	548	72 505 585	66 192
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	521	63 877 886	56 631
28015	Sainte-Aurélie	836	86 701 954	76 712
69065	Sainte-Barbe	1 352	220 791 354	198 228
62020	Sainte-Béatrix	2 059	243 792 836	216 018
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 436	268 281 992	238 090
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 909	732 032 510	1 080 935
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	749	102 342 199	90 805
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 982	833 199 748	1 229 966
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	374	37 790 863	33 342
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 259	228 859 853	202 782
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	843	90 168 443	79 736
48020	Sainte-Christine	713	91 770 727	81 373
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	601	128 082 180	113 449
19055	Sainte-Claire	3 463	341 554 926	360 411
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	567	64 808 362	57 628
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	2 256	253 082 471	223 908
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 610	142 449 774	125 994
33102	Sainte-Croix	2 509	307 037 073	274 741
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	769	94 029 375	83 439
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	376	19 456 788	17 339
68045	Saint-Édouard	1 365	203 583 873	176 902
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	627	46 924 409	40 912
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 193	147 523 861	130 738
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	731	55 391 791	49 049
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	518	82 279 491	72 653
52030	Sainte-Élisabeth	1 486	209 667 027	185 819
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	394	52 420 316	46 394
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 614	180 228 583	159 645
50005	Sainte-Eulalie	975	111 452 268	99 179
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	326	27 438 232	24 345
20010	Sainte-Famille	964	147 654 859	130 667
08023	Sainte-Félicité	1 098	66 467 460	58 915
17025	Sainte-Félicité	385	25 346 687	21 591
09085	Sainte-Flavie	896	86 707 586	76 634
07010	Sainte-Florence	377	17 266 935	15 337
11030	Sainte-Françoise	399	30 915 045	27 329
38035	Sainte-Françoise	448	50 830 038	45 030

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

862

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 007	124 811 834	110 721
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 351	252 754 566	223 604
87030	Sainte-Germaine-Boulé	990	48 277 685	42 702
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	789	45 235 895	40 047
91030	Sainte-Hedwidge	874	55 263 631	49 025
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 691	247 426 910	216 044
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	388	51 660 211	45 887
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	906	64 479 565	57 040
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	401	21 408 367	19 997
26040	Sainte-Hénédine	1 328	130 921 749	116 446
07040	Sainte-Irène	322	36 953 034	32 663
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	286	22 258 221	19 672
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 056	73 712 403	64 908
63060	Sainte-Julienne	10 381	825 324 335	1 217 557
28045	Sainte-Justine	1 867	122 847 801	108 714
71115	Sainte-Justine-de-Newton	971	181 151 100	158 351
51075	Saint-Élie	1 869	196 608 082	173 487
11035	Saint-Éloi	286	27 938 616	24 679
17060	Sainte-Louise	701	54 780 216	48 371
50095	Saint-Elphège	288	60 070 905	49 626
09092	Sainte-Luce	2 812	259 198 760	229 355
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	272	23 975 075	21 455
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 389	198 496 311	175 596
05050	Saint-Elzéar	459	26 070 857	22 983
26022	Saint-Elzéar	2 490	228 403 963	202 526
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	333	21 089 841	18 648
54025	Sainte-Madeleine	2 295	208 668 019	184 718
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 620	184 298 959	163 379
26035	Sainte-Marguerite	1 136	126 290 490	111 709
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 988	559 274 337	495 054
07005	Sainte-Marguerite-Marie	178	10 661 421	9 336
26030	Sainte-Marie	13 867	1 231 532 945	1 954 484
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	461	45 189 165	39 964
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 997	366 764 905	324 988
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 213	108 275 132	96 539
71110	Sainte-Marthe	1 030	212 670 435	188 338
70012	Sainte-Martine	5 586	589 631 114	870 574
61050	Sainte-Mélanie	3 109	325 612 881	306 567
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	490	68 644 413	60 767
50057	Sainte-Monique	530	85 368 917	75 475
93075	Sainte-Monique	882	137 071 422	121 391
08040	Sainte-Paule	245	28 934 807	25 235
17030	Sainte-Perpétue	1 622	97 164 350	86 018
50050	Sainte-Perpétue	989	136 619 839	115 699
20030	Sainte-Pétronille	1 092	193 646 226	170 955
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 393	202 104 594	179 104
12030	Saint-Épiphane	831	55 351 299	49 133
31050	Sainte-Praxède	324	99 501 474	88 048
11015	Sainte-Rita	308	21 270 840	18 994
28030	Sainte-Rose-de-Watford	751	64 605 318	57 331
94230	Sainte-Rose-du-Nord	440	51 337 821	45 346
28065	Sainte-Sabine	371	33 269 390	29 201
46105	Sainte-Sabine	1 131	143 127 182	127 977
39105	Sainte-Séraphine	365	50 698 565	45 019
75028	Sainte-Sophie	16 749	1 382 641 802	2 041 171
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	717	68 971 949	61 016
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	640	73 586 880	65 000
63030	Saint-Esprit	2 020	283 134 273	250 581
35050	Sainte-Thècle	2 426	211 671 293	187 523

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

602

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 012	51 327 665	47 128
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	548	97 465 988	86 422
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	933	141 660 509	125 386
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	713	159 537 219	141 224
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 635	335 737 608	437 668
49105	Saint-Eugène	1 147	151 414 740	134 007
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	483	32 161 001	28 680
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	502	42 749 619	38 094
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	385	40 845 857	37 492
51040	Sainte-Ursule	1 341	112 932 393	100 846
13030	Saint-Eusèbe	579	42 046 067	36 456
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	548	80 167 339	71 104
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 474	256 850 228	234 787
10070	Saint-Fabien	1 806	163 987 235	151 507
18015	Saint-Fabien-de-Panet	972	70 999 176	63 118
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 556	630 664 554	672 758
91042	Saint-Félicien	10 217	891 994 288	1 328 719
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	939	61 132 247	54 069
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 477	165 191 164	146 326
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 561	614 494 643	907 161
94225	Saint-Félix-d'Otis	990	129 280 934	115 044
32013	Saint-Ferdinand	2 078	261 842 085	231 682
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 386	628 444 124	634 312
33052	Saint-Flavien	1 625	163 742 856	144 981
31030	Saint-Fortunat	264	36 883 954	32 699
20005	Saint-François	581	134 870 791	119 384
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 652	171 454 060	155 953
06055	Saint-François-d'Assise	672	30 032 901	26 668
91015	Saint-François-de-Sales	645	38 990 347	34 688
50128	Saint-François-du-Lac	1 980	181 589 108	160 860
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 356	209 391 747	185 498
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	249	18 186 193	16 067
27065	Saint-Frédéric	1 102	95 753 049	84 702
94235	Saint-Fulgence	2 123	175 316 060	155 103
52080	Saint-Gabriel	2 669	158 977 793	140 473
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 681	308 490 746	272 891
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 140	84 255 800	74 675
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 482	384 744 785	399 265
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	719	36 728 202	33 384
93035	Saint-Gédéon	2 160	278 508 009	249 871
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 175	154 653 251	137 067
29073	Saint-Georges	33 355	2 706 752 083	3 994 813
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 162	209 149 429	185 599
40032	Saint-Georges-de-Windsor	995	93 890 218	83 011
53085	Saint-Gérard-Majella	237	44 666 531	39 518
14045	Saint-Germain	298	31 344 639	28 362
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 982	484 792 054	655 550
19075	Saint-Gervais	2 210	224 205 332	198 358
34060	Saint-Gilbert	328	24 911 556	22 030
33035	Saint-Gilles	2 662	261 928 758	234 569
05015	Saint-Godefroi	347	20 865 316	18 368
49113	Saint-Guillaume	1 492	181 537 499	160 664
11020	Saint-Guy	58	11 517 465	11 144
19068	Saint-Henri	5 669	639 529 000	943 988
93070	Saint-Henri-de-Taillon	868	122 905 664	108 744
44015	Saint-Herménégilde	728	122 439 482	106 841
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	114	40 895 733	36 239
16050	Saint-Hilarion	1 109	107 807 477	94 723
75045	Saint-Hippolyte	9 641	1 289 637 294	1 904 491

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

270

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
94240	Saint-Honoré	5 981	482 591 596	737 211
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 542	159 852 485	141 801
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	751	43 565 277	38 696
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 335	133 133 212	118 767
54100	Saint-Hugues	1 318	208 323 861	184 616
54048	Saint-Hyacinthe	56 348	6 050 035 784	10 269 204
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 060	196 195 050	173 732
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	679	111 873 811	99 051
15005	Saint-Irénée	682	128 391 702	113 752
26063	Saint-Isidore	3 065	351 342 824	319 290
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	683	100 616 917	90 435
63013	Saint-Jacques	4 033	408 809 262	486 909
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	201	34 047 102	30 074
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	691	75 090 249	66 316
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 817	246 355 037	218 173
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 034	104 701 346	91 153
20015	Saint-Jean	1 215	247 991 581	219 679
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	364	46 304 069	41 621
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	165	9 310 175	8 330
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 618	88 168 258	78 914
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	241	26 541 810	24 244
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 496	531 883 066	674 973
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 400	317 095 868	319 945
21020	Saint-Joachim	1 452	136 800 262	121 159
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 372	161 519 614	143 135
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 916	370 758 218	501 514
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 764	189 637 551	168 076
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	389	31 901 539	28 531
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	549	45 193 852	38 226
27050	Saint-Joseph-des-Érables	414	44 828 496	39 659
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 613	195 341 780	173 107
54110	Saint-Jude	1 322	177 169 402	157 211
27055	Saint-Jules	538	52 076 206	46 012
31035	Saint-Julien	394	49 475 466	42 776
18005	Saint-Just-de-Bretenières	663	49 241 733	44 290
13040	Saint-Juste-du-Lac	585	44 914 941	39 174
51045	Saint-Justin	974	114 773 189	98 532
87120	Saint-Lambert	189	5 939 581	5 330
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 718	696 153 479	1 027 956
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 837	323 923 677	286 573
71105	Saint-Lazare	20 886	2 628 348 056	3 878 442
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 306	122 290 950	109 460
08065	Saint-Léandre	380	29 037 295	25 691
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 499	234 676 067	207 902
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 138	122 114 827	108 125
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 101	105 766 596	95 378
07030	Saint-Léon-le-Grand	998	51 392 955	47 010
51035	Saint-Léon-le-Grand	964	109 909 132	96 566
54072	Saint-Liboire	3 038	341 920 379	298 111
63065	Saint-Liguori	2 011	222 963 068	197 347
63048	Saint-Lin-Laurentides	22 171	1 665 723 084	2 460 198
54120	Saint-Louis	722	109 343 713	94 087
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 095	109 613 463	97 117
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	363	41 224 769	35 739
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 602	228 246 670	202 335
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 263	68 840 352	60 619
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	469	53 308 950	47 340
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	544	50 675 126	44 947
49030	Saint-Lucien	1 726	170 698 575	151 101

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES 271

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
30072	Saint-Ludger	1 077	90 424 919	79 945
93080	Saint-Ludger-de-Milot	649	54 782 974	48 686
28075	Saint-Magloire	643	72 131 602	65 456
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 382	133 846 582	121 130
19025	Saint-Malachie	1 523	148 123 886	131 102
44003	Saint-Malo	472	73 766 909	65 382
88040	Saint-Marc-de-Figuery	848	73 337 313	65 048
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 971	212 725 324	188 481
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	395	36 492 913	30 960
17020	Saint-Marcel	449	46 952 159	41 391
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	507	108 645 895	96 247
10025	Saint-Marcellin	340	42 612 152	39 487
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 209	354 495 114	311 787
29045	Saint-Martin	2 526	181 540 200	160 551
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	659	84 482 706	74 121
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	766	80 044 880	69 551
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 340	223 121 190	198 079
37230	Saint-Maurice	3 457	252 281 945	261 638
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 127	58 558 891	52 298
11025	Saint-Médard	218	10 529 622	9 336
68050	Saint-Michel	3 455	433 363 483	452 567
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 823	268 673 157	237 958
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 345	469 923 589	418 397
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 081	68 238 685	60 440
12020	Saint-Modeste	1 165	93 656 587	82 976
07095	Saint-Moïse	552	35 102 071	31 967
37240	Saint-Narcisse	1 844	152 899 015	134 499
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 107	146 268 341	130 816
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	990	89 213 853	79 010
93045	Saint-Nazaire	2 046	143 243 792	131 808
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	868	127 968 695	116 068
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	357	34 675 404	30 710
19045	Saint-Nérée	745	74 518 015	66 043
07100	Saint-Noël	412	17 680 682	15 739
52070	Saint-Norbert	1 085	124 121 211	109 966
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 217	130 509 641	115 758
09055	Saint-Octave-de-Métis	515	32 492 098	28 681
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 405	123 924 356	109 655
17005	Saint-Omer	282	28 603 535	25 068
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	560	36 071 415	32 114
53032	Saint-Ours	1 722	254 678 220	225 449
14070	Saint-Pacôme	1 552	107 849 766	95 300
17010	Saint-Pamphile	2 391	141 237 912	123 132
14018	Saint-Pascal	3 493	251 753 855	261 488
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 073	135 376 627	121 973
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 370	337 189 520	303 243
61005	Saint-Paul	6 275	512 858 634	757 120
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	3 098	378 912 100	343 125
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	315	25 284 462	22 358
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 085	283 327 891	251 040
18030	Saint-Paul-de-Montminy	821	86 498 512	77 307
51060	Saint-Paulin	1 519	122 923 259	108 673
19005	Saint-Philémon	705	94 557 339	83 643
29065	Saint-Philibert	380	41 278 947	36 665
14060	Saint-Philippe-de-Néri	835	53 148 330	46 972
54008	Saint-Pie	5 715	636 867 629	940 427
49130	Saint-Pie-de-Guire	465	74 188 539	62 171
61020	Saint-Pierre	299	42 317 012	37 332
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	910	93 939 608	83 638

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

272

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
32050	Saint-Pierre-Baptiste	514	80 901 766	72 017
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	897	102 200 838	92 102
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	133	13 195 946	12 107
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	2 005	242 806 199	214 994
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 142	115 929 205	102 767
72043	Saint-Placide	1 734	273 563 250	243 292
71020	Saint-Polycarpe	2 316	301 773 394	267 616
91035	Saint-Prime	2 686	203 697 178	180 336
28020	Saint-Prosper	3 529	220 945 635	235 821
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	552	64 060 893	56 664
19082	Saint-Raphaël	2 401	215 864 463	191 160
34128	Saint-Raymond	10 638	1 137 190 404	1 678 738
68055	Saint-Rémi	8 660	939 483 524	1 387 502
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	441	63 071 953	55 299
29050	Saint-René	783	62 001 961	54 810
08035	Saint-René-de-Matane	967	56 392 368	48 773
53020	Saint-Robert	1 785	187 593 943	166 052
30070	Saint-Robert-Bellarmin	569	51 416 621	45 626
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 321	605 699 833	882 327
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	307	57 702 050	52 200
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 253	215 683 425	190 922
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	922	108 741 968	96 277
63040	Saint-Roch-Ouest	274	66 664 015	58 183
30100	Saint-Romain	711	90 707 508	80 362
39145	Saint-Rosaire	887	111 140 323	100 052
39130	Saint-Samuel	776	66 062 815	58 397
26010	Saints-Anges	1 174	116 788 102	103 391
77043	Saint-Sauveur	10 633	2 270 096 268	3 348 969
30085	Saint-Sébastien	663	62 767 672	55 647
56050	Saint-Sébastien	732	185 832 507	164 940
51030	Saint-Sévère	322	38 166 406	32 959
27070	Saint-Séverin	286	41 327 136	36 677
35020	Saint-Séverin	863	61 492 071	55 137
05055	Saint-Siméon	1 149	80 170 362	71 079
15058	Saint-Siméon	1 197	111 718 443	99 057
11055	Saint-Simon	429	52 981 496	48 011
54090	Saint-Simon	1 435	200 555 207	178 429
29125	Saint-Simon-les-Mines	585	50 472 839	44 702
80070	Saint-Sixte	479	49 343 535	43 853
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	289	91 194 789	80 689
37245	Saint-Stanislas	1 049	110 946 904	98 277
92070	Saint-Stanislas	359	25 529 368	23 082
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 717	249 183 340	221 837
38005	Saint-Sylvère	773	77 569 378	68 292
33007	Saint-Sylvestre	1 010	136 163 347	120 718
71015	Saint-Télesphore	771	147 786 997	131 001
07070	Saint-Tharcisius	427	22 716 158	19 572
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 552	165 432 820	147 786
29005	Saint-Théophile	734	98 106 386	87 047
61027	Saint-Thomas	3 451	404 531 500	424 401
92045	Saint-Thomas-Didyme	697	55 910 571	49 668
34085	Saint-Thuribe	282	31 490 807	28 700
35027	Saint-Tite	3 733	336 228 196	376 919
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 465	170 271 702	150 685
34090	Saint-Ubalde	1 393	203 543 147	180 461
08073	Saint-Ulric	1 564	120 917 947	107 294
16055	Saint-Urbain	1 413	133 796 646	118 444
70005	Saint-Urbain-Premier	1 277	182 123 233	161 587
56030	Saint-Valentin	450	106 163 159	96 390

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

273

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
39135	Saint-Valère	1 253	126 225 532	113 935
10060	Saint-Valérien	832	69 969 721	62 095
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 813	259 778 128	227 538
19117	Saint-Vallier	1 078	136 847 349	120 933
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	25 634 434	22 914
07075	Saint-Vianney	421	26 733 360	23 173
27008	Saint-Victor	2 465	229 522 593	203 413
50023	Saint-Wenceslas	1 189	128 986 587	112 171
28005	Saint-Zacharie	1 650	121 346 371	107 434
62080	Saint-Zénon	1 169	200 789 580	177 781
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	358	29 197 968	25 996
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	116 540 880	93 057
71025	Saint-Zotique	8 623	860 962 959	1 270 846
70052	Salaberry-de-Valleyfield	41 701	3 888 042 176	5 739 540
07085	Sayabec	1 793	136 586 946	121 070
97040	Schefferville	154	40 763 161	37 712
41080	Scotstown	452	25 480 701	22 643
26048	Scott	2 500	239 167 453	211 838
89040	Senneterre	2 803	172 407 948	152 804
89045	Senneterre	1 207	81 537 092	72 312
97007	Sept-Îles	25 450	3 150 501 466	4 655 457
NR971	Sept-Rivières	98	26 662 304	23 679
22020	Shannon	6 273	507 481 895	748 927
36033	Shawinigan	49 551	3 495 507 339	5 155 915
84010	Shawville	1 588	139 265 402	123 404
84095	Sheenboro	119	76 869 679	65 126
47035	Shefford	7 109	879 223 029	1 297 561
05010	Shigawake	278	15 506 252	13 676
53052	Sorel-Tracy	35 056	2 926 211 917	4 317 879
46045	Stanbridge East	888	103 138 442	92 786
46030	Stanbridge Station	278	46 697 504	41 345
45008	Stanstead	2 810	206 629 456	182 919
45025	Stanstead	948	582 040 223	515 286
44050	Stanstead-Est	623	115 395 344	102 053
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 999	335 603 907	297 326
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 437	415 041 532	617 995
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	295	23 269 051	20 666
42005	Stoke	2 977	324 658 293	287 443
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 930	1 234 414 157	1 822 343
30105	Stornoway	534	60 341 381	53 372
30110	Stratford	951	223 277 311	197 668
45105	Stukely-Sud	1 097	134 789 935	119 533
46058	Sutton	4 091	1 045 454 542	1 243 802
95005	Tadoussac	786	101 211 164	89 638
87042	Taschereau	950	34 274 231	31 418
85005	Témiscaming	2 408	238 544 842	211 738
NR850	Témiscamingue	106	74 795 335	66 525
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 887	437 494 816	400 379
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 983	194 496 132	172 327
84045	Thorne	473	120 765 607	107 072
80050	Thurso	2 873	237 073 835	209 909
39025	Tingwick	1 441	171 342 135	150 231
17035	Tourville	584	29 319 860	24 068
88075	Trécesson	1 263	99 913 071	88 399
71125	Très-Saint-Rédempteur	967	106 581 264	94 348
69030	Très-Saint-Sacrement	1 229	219 346 359	199 190
27060	Tring-Jonction	1 412	94 278 779	83 816
11040	Trois-Pistoles	3 211	201 166 809	195 703
35055	Trois-Rives	404	148 365 323	131 138

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2020.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée moyenne	Facture 2020 ² (\$)
			2018 (\$)	
42078	Ulverton	436	58 895 881	51 997
48038	Upton	2 208	242 832 377	205 364
33070	Val-Alain	980	96 102 644	85 970
07080	Val-Brillant	913	68 179 853	60 862
42055	Valcourt	2 166	209 116 416	185 057
42060	Valcourt	1 045	130 201 809	115 190
78010	Val-David	5 209	647 867 966	927 156
80140	Val-des-Bois	881	166 082 539	147 052
78100	Val-des-Lacs	730	200 757 037	177 526
89008	Val-d'Or	32 902	3 011 609 800	4 445 807
42095	Val-Joli	1 654	173 324 155	153 340
NR890	Vallée-de-l'Or	266	2 882 421	2 123
26015	Vallée-Jonction	1 869	151 182 154	134 007
78005	Val-Morin	2 939	434 309 855	384 898
30015	Val-Racine	195	33 269 636	29 324
87105	Val-Saint-Gilles	180	6 526 538	5 904
71083	Vaudreuil-Dorion	40 247	5 143 090 255	7 595 987
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 374	231 218 187	204 598
56005	Venise-en-Québec	1 704	258 844 502	229 040
39062	Victoriaville	47 301	3 668 381 376	5 415 909
85025	Ville-Marie	2 572	201 995 018	180 752
32085	Villeroy	476	59 338 900	52 706
84070	Waltham	392	54 649 834	48 365
47030	Warden	371	23 962 652	21 345
39077	Warwick	4 652	431 082 946	562 019
47025	Waterloo	4 570	328 606 405	423 391
44080	Waterville	2 176	200 622 269	177 698
41098	Weedon	2 675	274 976 664	243 175
76035	Wentworth	585	254 216 509	225 110
77060	Wentworth-Nord	1 425	497 921 417	440 830
41065	Westbury	1 055	108 349 970	95 907
49040	Wickham	2 599	227 749 537	200 909
42088	Windsor	5 411	459 998 402	678 527
40017	Wotton	1 425	125 509 976	107 142
51020	Yamachiche	2 904	264 007 554	233 666
<u>53072</u>	<u>Yamaska</u>	<u>1 705</u>	<u>165 526 547</u>	<u>149 185</u>
1039		2 609 306	276 414 441 873	336 530 592

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Le montant indiqué est celui calculé en fonction des modalités prévues au Règlement (modifications entrées en vigueur le 26 mars 2020). Il est à noter que la donnée de la facture de chacune des municipalités prend en compte un ajustement pour la facture de l'année 2019 (calculé selon un taux de 46,35% au lieu de 100% pour les années antérieures). Il est à noter que la notion d'ajustement ne sera plus applicable à compter de l'année 2020 considérant la modification apportée au Règlement le 26 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

527

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
46005	Abercorn	346	81 642 960	71 313
NR880	Abitibi	144	12 651 010	11 077
NR870	Abitibi-Ouest	98	2 508 930	2 077
48028	Acton Vale	7 689	653 024 715	950 271
31056	Adstock	2 819	411 472 366	359 337
98030	Aguanish	246	13 888 856	12 117
92030	Albanel	2 254	147 141 865	128 434
07025	Albertville	221	20 795 821	18 002
84050	Alleyn-et-Cawood	166	54 872 333	47 773
93042	Alma	30 868	3 292 671 538	4 792 207
78070	Amherst	1 501	338 006 650	295 294
88055	Amos	12 919	1 124 652 211	1 636 752
07047	Amqui	6 147	478 510 096	696 519
55008	Ange-Gardien	2 816	456 319 639	398 456
NR790	Antoine-Labelle	5	61 031 025	53 312
19037	Armagh	1 493	119 663 757	104 547
78060	Arundel	558	101 813 660	88 969
40043	Asbestos	6 826	380 877 484	554 238
41055	Ascot Corner	3 210	317 780 091	305 334
50013	Aston-Jonction	415	49 459 971	43 273
13045	Auclair	458	34 530 370	30 118
30055	Audet	772	65 439 969	57 120
83090	Aumond	758	82 876 932	72 352
87050	Authier	282	12 394 840	10 731
87100	Authier-Nord	301	13 451 280	11 770
NR060	Avignon	0	449 900	346
45035	Ayer's Cliff	1 125	195 442 037	170 668
96020	Baie-Comeau	21 260	1 932 557 765	2 812 734
08080	Baie-des-Sables	614	51 492 880	45 004
50100	Baie-du-Febvre	960	165 618 835	144 705
98035	Baie-Johan-Beetz	85	7 000 060	6 231
15065	Baie-Sainte-Catherine	205	17 417 916	15 232
16013	Baie-Saint-Paul	7 207	1 032 458 877	1 502 779
96005	Baie-Trinité	385	29 239 794	25 617
78050	Barkmere	64	78 439 004	68 544
44045	Barnston-Ouest	569	100 722 435	87 930
88022	Barraute	2 006	133 724 745	116 663
37210	Batiscan	922	124 382 216	108 701
85020	Béarn	714	57 306 255	50 197
27028	Beauceville	6 338	522 528 215	760 564
31008	Beaulac-Garthby	961	210 657 566	183 823
19105	Beaumont	2 980	384 388 875	335 797
21025	Beaupré	3 859	689 427 404	779 257
38010	Bécancour	13 235	1 671 642 490	2 432 972
46035	Bedford	2 594	211 381 471	184 515
46040	Bedford	701	87 894 794	76 852
94250	Bégin	818	61 425 104	53 658
89050	Belcourt	225	8 864 250	7 616
85065	Belleterre	313	14 477 512	12 809
88070	Berry	549	35 336 589	30 810
18065	Berthier-sur-Mer	1 630	242 088 595	211 518
52035	Berthierville	4 337	426 090 002	525 159
48005	Béthanie	338	48 676 500	42 580
13055	Biencourt	455	23 783 185	20 771
98005	Blanc-Sablon	1 094	83 968 784	73 391
83045	Blue Sea	641	175 731 413	153 359
80115	Boileau	342	89 889 909	78 584
21045	Boischatel	7 960	988 664 460	1 438 735
83085	Bois-Franc	417	37 197 170	32 541

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

272

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
45095	Bolton-Est	1 005	288 513 720	252 021
46065	Bolton-Ouest	614	246 031 416	214 979
05045	Bonaventure	2 729	249 338 382	217 749
NR050	Bonaventure	35	13 209 530	11 424
98010	Bonne-Espérance	689	25 652 291	22 502
42040	Bonsecours	649	102 803 065	89 661
83050	Bouchette	679	130 460 448	113 894
80145	Bowman	665	119 710 146	104 547
78075	Brébeuf	1 046	107 537 067	93 815
46090	Brigham	2 337	265 589 572	231 942
84005	Bristol	1 033	208 572 694	182 092
46070	Brome	302	44 512 848	38 773
76043	Brownsburg-Chatham	7 291	728 947 128	1 061 050
84025	Bryson	705	33 309 093	29 079
41070	Bury	1 157	153 872 359	134 319
12057	Cacouna	1 825	188 304 287	164 437
84030	Campbell's Bay	747	43 073 872	37 734
04047	Cap-Chat	2 417	155 265 339	135 704
05060	Caplan	2 032	149 703 301	130 857
18045	Cap-Saint-Ignace	3 128	286 537 995	265 522
34030	Cap-Santé	3 495	356 917 195	365 222
06013	Carleton-sur-Mer	4 036	393 617 836	462 154
05077	Cascapédia-Saint-Jules	730	57 136 470	49 850
07018	Causapscal	2 328	129 589 965	113 202
83040	Cayamant	825	148 384 648	129 472
91020	Chambord	1 760	210 696 630	183 823
37220	Champlain	1 785	225 423 340	196 978
88005	Champneuf	131	3 865 075	3 462
02028	Chandler	7 478	466 281 145	678 518
99020	Chapais	1 558	84 068 669	73 391
51080	Charette	970	73 776 080	64 390
NR160	Charlevoix	0	34 670 565	30 118
NR150	Charlevoix-Est	210	105 720 160	92 431
41020	Chartierville	279	60 111 828	52 620
21035	Château-Richer	4 218	441 332 578	537 275
87095	Chazel	288	15 202 412	13 155
80103	Chénéville	762	86 823 845	75 814
62047	Chertsey	4 783	771 386 965	1 002 891
39030	Chesterville	950	107 202 390	93 469
99025	Chibougamau	7 478	607 739 149	884 497
84090	Chichester	347	38 205 501	33 233
96035	Chute-aux-Outardes	1 517	60 881 735	53 312
79065	Chute-Saint-Philippe	943	171 554 792	149 897
84015	Clarendon	1 274	206 536 724	180 361
15035	Clermont	3 103	251 842 995	233 327
87110	Clermont	498	35 265 655	30 810
87075	Clerval	380	37 102 495	32 541
42110	Cleveland	1 568	185 644 248	162 013
03010	Cloridorme	660	35 337 295	30 810
44037	Coaticook	8 923	862 875 258	1 255 951
95050	Colombier	685	33 578 875	29 426
44071	Compton	3 121	393 003 221	364 184
41038	Cookshire-Eaton	5 420	496 575 595	722 830
71040	Coteau-du-Lac	7 192	1 036 792 472	1 509 010
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	878	51 348 407	45 004
30090	Courcelles	797	64 738 495	56 428
46080	Cowansville	14 354	1 314 669 176	1 913 351
61013	Crabtree	4 034	345 794 413	406 072
40047	Danville	3 823	280 928 850	317 450

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
39152	Daveluyville	2 313	178 149 866	155 436
13005	Dégelis	2 902	209 230 182	182 784
83070	Déléage	1 870	120 374 926	105 240
83005	Denholm	515	114 924 796	100 393
93005	Desbiens	1 053	58 237 126	50 889
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	880	93 788 118	82 045
34058	Deschambault-Grondines	2 239	422 697 206	369 031
31015	Disraeli	2 352	157 486 800	137 434
31020	Disraeli	1 135	165 958 692	145 051
44023	Dixville	711	82 225 498	71 660
92022	Dolbeau-Mistassini	14 209	1 103 684 392	1 606 288
34025	Donncona	7 302	731 506 475	1 064 511
33040	Dosquet	986	99 144 820	86 545
49058	Drummondville	77 746	7 263 887 290	12 157 485
41117	Dudswell	1 772	238 881 128	208 748
80135	Duhamel	431	272 675 465	238 173
85030	Duhamel-Ouest	892	111 986 300	97 624
69075	Dundee	370	96 987 075	84 815
46050	Dunham	3 525	523 552 630	551 123
87005	Duparquet	694	55 479 512	48 465
87085	Dupuy	920	47 966 743	41 888
49015	Durham-Sud	1 071	96 651 959	84 469
41060	East Angus	3 828	245 264 605	277 292
31122	East Broughton	2 190	119 835 891	104 547
46085	East Farnham	559	56 495 712	49 504
44010	East Hereford	275	44 301 490	38 773
45093	Eastman	2 012	510 387 069	445 537
83075	Egan-Sud	506	44 304 900	38 773
69050	Elgin	416	88 310 434	77 198
62053	Entrelacs	922	241 941 540	211 172
06025	Escuminac	544	45 692 072	39 811
10005	Esprit-Saint	338	23 974 603	20 771
77011	Estérel	198	312 870 705	273 138
46112	Farnham	9 361	818 440 605	1 191 214
80005	Fassett	450	45 442 272	39 811
94220	Ferland-et-Boilleau	549	66 664 988	58 159
79097	Ferme-Neuve	2 731	270 293 555	236 097
97035	Fermont	2 417	914 382 699	798 297
95045	Forestville	2 992	164 452 213	143 665
84060	Fort-Coulonge	1 425	56 579 968	49 504
38047	Fortierville	671	59 464 780	51 927
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 118	411 028 900	358 991
26005	Frampton	1 317	152 590 353	133 280
69010	Franklin	1 702	253 088 051	220 865
96015	Franquelin	304	17 930 528	15 578
46010	Frelighsburg	1 180	231 840 627	202 517
30025	Frontenac	1 753	217 878 760	190 400
85055	Fugèreville	353	24 549 986	21 463
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 581	490 950 835	428 574
87020	Gallichan	488	39 395 529	34 272
03005	Gaspé	14 793	1 340 375 181	1 950 739
92055	Girardville	1 032	75 403 564	65 775
96010	Godbout	257	15 194 849	13 155
69060	Godmanchester	1 420	234 126 075	204 594
76025	Gore	1 962	401 161 770	350 337
83032	Gracefield	2 437	453 950 760	396 379
02015	Grande-Rivière	3 444	210 143 893	214 979
35040	Grandes-Piles	447	93 853 800	82 045
03020	Grande-Vallée	1 082	74 904 065	65 428

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

272

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
09060	Grand-Métis	212	27 032 041	23 541
83095	Grand-Remous	1 180	119 306 429	104 201
50065	Grand-Saint-Esprit	464	59 924 340	52 274
76055	Grenville	1 799	137 311 727	119 779
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 840	424 806 250	371 108
98014	Gros-Mécatina	434	22 414 945	19 732
01042	Grosse-Île	465	30 192 220	26 310
08015	Grosses-Roches	388	24 769 820	21 463
85095	Guérin	339	26 471 688	23 194
39010	Ham-Nord	907	81 656 282	71 313
41075	Hampden	174	25 238 528	22 156
40005	Ham-Sud	240	45 531 974	39 811
76065	Harrington	857	286 868 924	250 636
45043	Hatley	680	239 517 031	209 094
45055	Hatley	2 231	432 309 318	377 339
69005	Havelock	740	124 404 096	108 701
98040	Havre-Saint-Pierre	3 417	430 777 971	441 037
93020	Hébertville	2 572	236 706 708	206 671
93025	Hébertville-Station	1 321	83 790 710	73 044
68010	Hemmingford	774	65 445 110	57 120
68015	Hemmingford	1 947	290 348 883	253 406
56042	Henryville	1 446	277 314 805	242 328
35035	Hérouxville	1 306	102 402 728	89 315
69045	Hinchinbrooke	2 153	257 129 310	224 673
19070	Honfleur	883	121 917 294	106 625
05025	Hope	580	35 158 807	30 810
05020	Hope Town	360	24 326 035	21 117
69025	Howick	810	60 598 245	52 966
78065	Huberdeau	886	93 392 798	81 699
71100	Hudson	5 311	1 138 943 094	1 635 367
69055	Huntingdon	2 488	163 304 847	142 627
32058	Inverness	928	147 459 365	128 780
31040	Irlande	903	89 475 522	78 238
78042	Ivry-sur-le-Lac	379	260 555 200	227 442
61025	Joliette	20 830	2 094 956 725	3 048 831
14050	Kamouraska	608	110 216 405	96 239
NR140	Kamouraska	10	4 166 610	3 808
83015	Kazabazua	976	141 163 940	123 241
79025	Kiamika	785	106 211 611	92 777
42070	Kingsbury	142	11 594 394	10 039
39097	Kingsey Falls	1 928	222 811 624	194 555
31105	Kinnear's Mills	343	60 357 991	52 620
85010	Kipawa	505	61 489 949	53 658
90017	La Bostonnais	632	45 430 902	39 811
78115	La Conception	1 317	313 636 128	273 831
88030	La Corne	748	84 192 330	73 391
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	68 225 554	59 543
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 139 086	4 500
91050	La Doré	1 389	102 790 500	89 661
19090	La Durantaye	794	88 155 408	76 852
29030	La Guadeloupe	1 789	123 379 605	107 663
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	47 882 880	41 888
NR040	La Haute-Gaspésie	185	26 458 392	23 194
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 830 124	5 885
79047	La Macaza	1 108	209 672 400	183 130
15013	La Malbaie	8 161	839 509 000	1 221 679
04030	La Martre	231	13 965 700	12 117
NR080	La Matanie	0	9 956 900	8 655
NR070	La Matapédia	18	60 611 927	52 966

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

272

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
78130	La Minerve	1 236	398 590 219	347 914
NR090	La Mitis	0	27 361 908	23 887
88015	La Morandière	201	11 594 509	10 039
88045	La Motte	451	39 842 793	34 964
41027	La Patrie	805	94 991 300	83 084
14085	La Pocatière	4 098	399 714 141	469 423
54035	La Présentation	2 548	423 959 886	370 069
09005	La Rédemption	448	25 706 326	22 502
87080	La Reine	367	16 006 786	13 847
87090	La Sarre	7 349	574 276 307	835 685
10010	La Trinité-des-Monts	227	20 245 456	17 656
90012	La Tuque	11 033	985 216 350	1 433 888
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	26 783 762	23 541
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	625	83 817 900	73 044
50085	La Visitation-de-Yamaska	318	80 284 545	70 275
78120	Labelle	2 444	419 671 960	366 608
93055	Labrecque	1 342	118 309 256	103 162
22040	Lac Beauport	7 934	1 337 471 226	1 946 585
46075	Lac Brome	5 623	1 408 860 105	2 050 440
22030	Lac Delage	674	93 473 884	81 699
90027	Lac Edouard	196	54 925 101	48 119
22015	Lac Saint-Joseph	261	334 684 904	292 178
07057	Lac-au-Saumon	1 406	73 723 675	64 390
35010	Lac-aux-Sables	1 289	239 878 825	209 440
91005	Lac-Bouchette	1 166	111 768 670	97 624
13060	Lac-des-Aigles	519	33 357 529	29 079
79078	Lac-des-Écorces	2 791	239 181 690	208 748
80130	Lac-des-Plages	449	132 087 960	115 278
77055	Lac-des-Seize-Îles	161	97 291 056	84 815
30080	Lac-Drolet	1 029	113 180 123	98 662
79015	Lac-du-Cerf	452	110 299 400	96 239
28053	Lac-Etchemin	3 886	383 474 188	433 421
18010	Lac-Frontière	177	20 372 300	17 656
76020	Lachute	13 179	1 252 442 253	1 822 652
30030	Lac-Mégantic	5 632	519 092 202	755 371
56023	Lacolle	2 693	344 772 730	301 179
29095	Lac-Poulin	153	54 071 206	47 081
79060	Lac-Saguay	452	87 552 400	76 506
83020	Lac-Sainte-Marie	607	257 266 311	224 673
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	14 880 474	13 155
79105	Lac-Saint-Paul	487	78 424 600	68 544
34120	Lac-Sergent	532	132 179 796	115 278
80095	Lac-Simon	961	387 974 128	338 913
78095	Lac-Supérieur	1 892	546 664 981	477 386
85070	Laforce	349	12 625 806	11 077
93060	Lamarche	483	51 762 857	45 350
30095	Lambton	1 626	268 336 978	234 366
88035	Landrienne	961	67 079 058	58 505
21040	L'Ange-Gardien	3 848	422 117 522	477 039
52017	Lanoraie	5 070	535 097 607	724 214
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 219	159 172 464	139 165
78015	Lantier	869	252 235 296	220 172
79050	L'Ascension	821	126 424 963	110 432
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 012	175 267 273	153 013
06060	L'Ascension-de-Patapédia	159	9 910 306	8 655
85060	Latulipe-et-Gaboury	305	20 755 329	18 002
88080	Launay	224	13 262 517	11 424
33060	Laurier-Station	2 602	265 186 870	231 596
32072	Laurierville	1 327	119 029 152	103 855

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

032

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
52007	Lavaltrie	14 033	1 310 352 445	1 907 120
49025	L'Avenir	1 382	145 637 539	127 049
85052	Laverlochère-Angliers	981	78 639 523	68 544
42045	Lawrenceville	640	52 860 166	46 043
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	74 749 752	65 428
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	12	586 094 492	511 658
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 237 545	1 039
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 193	123 755 250	108 009
33123	Leclercville	502	70 469 984	61 621
49020	Lefebvre	928	85 006 198	74 083
13050	Lejeune	270	26 488 813	23 194
38020	Lemieux	325	32 731 494	28 733
60037	L'Épiphanie	8 825	768 365 767	957 887
NR110	Les Basques	0	648 340	692
95018	Les Bergeronnes	676	53 464 385	46 735
71050	Les Cèdres	7 040	838 472 885	1 220 294
71033	Les Coteaux	5 436	521 321 055	758 832
16048	Les Éboulements	1 353	270 726 093	236 443
95025	Les Escoumins	1 867	141 895 220	123 933
09015	Les Hauteurs	493	31 939 292	28 041
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 367	964 125 265	1 403 078
08005	Les Méchins	977	73 633 725	64 390
71095	L'Île-Cadieux	139	67 355 900	58 851
98020	L'Île-d'Anticosti	207	40 502 984	35 310
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	665	92 322 904	80 661
71060	L'Île-Perrot	11 298	1 152 449 586	1 677 255
41085	Lingwick	472	80 554 272	70 275
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 339	292 621 002	255 483
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 111	175 283 503	153 013
17078	L'Islet	3 848	330 673 677	373 877
12043	L'Isle-Verte	1 288	117 289 382	102 470
84040	Litchfield	454	101 741 534	88 969
80055	Lochaber	439	48 398 336	42 234
80060	Lochaber-Partie-Ouest	892	109 965 975	95 893
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	455	32 557 522	28 387
95032	Longue-Rive	978	50 112 610	43 619
85037	Lorrainville	1 260	90 933 630	79 276
33115	Lotbinière	799	160 983 995	140 550
51015	Louiseville	7 220	613 975 475	893 498
83010	Low	1 027	174 701 609	152 666
32065	Lyster	1 603	158 783 588	138 819
87058	Macamic	2 760	155 048 645	135 358
39165	Maddington Falls	437	30 520 270	26 656
89015	Malartic	3 254	308 808 575	296 679
52095	Mandeville	2 212	326 300 777	284 908
NR960	Manicouagan	84	64 668 421	56 428
83065	Maniwaki	3 844	247 939 364	280 408
38028	Manseau	819	78 240 335	68 198
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 330	231 018 092	201 825
06005	Maria	2 664	235 039 427	205 286
NR920	Maria-Chapdelaine	231	121 903 800	106 278
42065	Maricourt	421	60 746 400	52 966
55048	Marieville	11 056	1 132 849 815	1 648 868
04025	Marsoui	289	12 915 209	11 424
30035	Marston	719	95 015 300	83 084
44060	Martinville	441	48 100 693	41 888
51008	Maskinongé	2 332	232 169 930	202 863
53010	Massueville	549	35 949 285	31 503
99015	Matagami	1 423	89 093 851	77 891

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

182

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
8053	Matane	14 224	1 248 366 160	1 816 766
06045	Matapédia	637	50 156 598	43 965
NR620	Matawinie	105	82 917 747	72 352
80065	Mayo	632	109 424 470	95 546
NR350	Mékinac	5	75 313 600	65 775
42075	Melbourne	1 063	164 974 749	144 012
83060	Messines	1 606	210 427 378	183 823
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 928	382 790 767	442 075
09048	Métis-sur-Mer	541	112 465 298	98 316
30040	Milan	303	48 126 762	41 888
76030	Mille-Isles	1 644	266 477 508	232 634
85075	Moffet	200	19 229 800	16 963
78055	Montcalm	641	137 342 775	119 779
14005	Mont-Carmel	1 175	90 327 951	78 930
83088	Montcerf-Lytton	636	58 821 419	51 235
80010	Montebello	969	115 832 966	101 085
09077	Mont-Joli	6 233	471 254 575	685 788
79088	Mont-Laurier	14 232	1 386 232 010	2 017 552
18050	Montmagny	11 267	1 023 464 899	1 489 624
80090	Montpellier	1 019	127 787 876	111 471
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 165	459 411 884	425 804
79110	Mont-Saint-Michel	612	62 785 595	54 697
04015	Mont-Saint-Pierre	160	10 571 168	9 347
77050	Morin-Heights	4 271	881 984 880	1 073 858
80085	Mulgrave-et-Derry	367	153 357 360	133 973
03025	Murdochville	635	21 235 264	18 694
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	912	110 166 680	96 239
80110	Namur	578	56 600 708	49 504
30045	Nantes	1 426	119 369 572	104 201
68030	Napierville	4 059	397 249 707	466 308
98025	Natashquan	270	16 744 159	14 540
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	788	98 141 791	85 853
85100	Nédélec	342	27 416 993	23 887
34007	Neuville	4 486	570 867 977	714 521
05040	New Carlisle	1 404	108 619 893	94 854
05070	New Richmond	3 745	297 605 115	329 220
41037	Newport	777	129 278 853	112 856
50072	Nicolet	8 463	854 007 300	1 242 796
79030	Nominingue	2 091	462 279 932	403 649
92040	Normandin	3 064	233 299 532	208 402
87115	Normétal	800	19 916 379	17 309
45050	North Hatley	666	183 587 260	160 282
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	308	91 792 400	80 314
39015	Notre-Dame-de-Ham	402	32 247 904	28 041
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	926	292 783 300	255 829
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	672	72 241 900	63 005
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 115	1 414 642 355	2 058 749
92060	Notre-Dame-de-Lorette	185	14 204 500	12 463
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	728	86 274 235	75 468
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 883	252 043 565	220 172
35005	Notre-Dame-de-Montauban	746	123 723 634	108 009
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	796	181 264 680	158 205
30010	Notre-Dame-des-Bois	953	116 734 861	101 778
15025	Notre-Dame-des-Monts	801	49 890 530	43 619
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 065	158 559 750	138 473
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 676	139 904 949	122 203
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 478	936 879 905	1 363 614
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	36	36 614 022	31 849
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	668	113 232 394	99 008

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 589	107 537 716	93 815
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	977	130 616 442	113 894
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 590	402 565 889	351 375
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 920	398 417 255	579 856
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 033	87 393 051	76 160
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 139	181 720 838	158 552
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	415	43 626 960	38 080
06020	Nouvelle	1 680	135 812 621	118 741
56015	Noyan	1 447	224 387 000	195 939
45020	Ogden	780	239 902 635	209 440
72032	Oka	5 755	535 332 925	779 257
69037	Ormstown	3 652	461 555 612	499 195
84055	Otter Lake	933	209 307 755	182 784
13015	Packington	648	49 567 385	43 273
09040	Padoue	239	14 974 192	13 155
87025	Palmarolle	1 427	100 807 226	87 930
80037	Papineauville	2 103	216 089 047	188 670
38055	Parisville	562	51 166 928	44 658
05032	Paspébiac	3 157	219 465 495	203 209
02005	Percé	3 041	228 463 893	203 901
92010	Péribonka	492	136 551 030	119 087
16005	Petite-Rivière-Saint-François	864	391 412 158	341 682
03015	Petite-Vallée	165	11 376 125	10 039
94205	Petit-Saguenay	633	48 711 380	42 580
77030	Piedmont	3 120	665 935 519	616 898
50113	Pierreville	2 221	206 207 391	180 015
46025	Pike River	523	88 944 635	77 544
71070	Pincourt	15 074	1 629 096 120	2 371 005
30020	Piopolis	379	87 964 100	76 852
80045	Plaisance	1 110	90 607 556	79 276
32040	Plessisville	6 567	450 623 449	655 670
32045	Plessisville	2 625	265 663 946	231 942
13095	Pohénégamook	2 549	211 150 238	184 515
06030	Pointe-à-la-Croix	1 380	83 548 899	73 044
96030	Pointe-aux-Outardes	1 321	102 189 219	89 315
71055	Pointe-des-Cascades	1 694	160 407 234	140 204
71140	Pointe-Fortune	576	63 636 500	55 736
96025	Pointe-Lebel	1 879	123 443 780	107 663
NR840	Pontiac	5	22 460 910	19 732
34017	Pont-Rouge	9 802	894 631 341	1 301 993
84020	Portage-du-Fort	213	19 642 168	17 309
97022	Port-Cartier	6 709	720 007 710	1 047 895
02047	Port-Daniel-Gascons	2 244	128 632 787	112 163
34048	Portneuf	3 308	296 339 930	294 601
NR340	Portneuf	0	55 552 400	48 465
95040	Portneuf-sur-Mer	619	33 505 925	29 426
45030	Potton	1 878	729 122 272	636 630
87035	Poularies	701	30 662 547	26 656
88090	Preissac	878	144 394 785	126 011
75040	Prévost	13 290	1 436 992 095	2 091 290
09065	Price	1 748	74 922 835	65 428
32033	Princeville	6 201	496 986 618	723 176
42032	Racine	1 373	238 772 443	208 402
96040	Ragueneau	1 344	58 218 821	50 889
87010	Rapide-Danseur	342	36 250 643	31 503
84100	Rapides-des-Joachims	151	18 126 558	15 924
62037	Rawdon	11 414	1 168 308 969	1 700 449
85105	Rémigny	269	28 003 415	24 579
42098	Richmond	3 262	242 201 887	232 634

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
71133	Rigaud	7 918	1 092 676 354	1 590 363
10043	Rimouski	49 383	4 882 033 180	7 034 085
NR100	Rimouski-Neigette	10	8 342 730	7 270
80078	Ripon	1 620	204 858 544	178 977
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	169	11 965 930	10 385
04020	Rivière-à-Claude	126	9 943 674	8 655
34135	Rivière-à-Pierre	583	128 364 628	112 163
98055	Rivière-au-Tonnerre	270	24 424 104	21 463
71005	Rivière-Beaudette	2 246	267 048 311	233 327
13025	Rivière-Bleue	1 254	77 728 555	67 852
12072	Rivière-du-Loup	19 974	1 947 770 770	2 834 890
94215	Rivière-Éternité	430	35 820 398	31 157
89010	Rivière-Héva	1 463	133 938 164	117 010
14065	Rivière-Ouelle	974	153 624 625	134 319
79037	Rivière-Rouge	4 425	524 259 850	656 016
98050	Rivière-Saint-Jean	251	13 522 517	11 770
91025	Roberval	9 946	876 200 370	1 275 337
88010	Rochebaucourt	141	5 769 234	5 192
87015	Roquemaure	407	28 998 133	25 271
55037	Rougemont	2 908	349 532 550	305 334
86042	Rouyn-Noranda	43 006	4 333 459 262	6 306 756
48015	Roxton	1 093	172 053 500	150 244
48010	Roxton Falls	1 299	93 968 510	82 045
47047	Roxton Pond	4 017	460 763 247	541 083
95010	Sacré-Coeur	1 814	126 229 575	110 086
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	534	68 565 936	59 890
17015	Saint-Adalbert	499	52 852 000	46 043
08030	Saint-Adelme	518	36 972 876	32 195
35015	Saint-Adelphe	951	110 249 519	96 239
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 555	1 005 916 732	1 058 972
40010	Saint-Adrien	529	52 905 521	46 043
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	409	42 582 115	37 042
33045	Saint-Agapit	4 421	408 143 420	510 966
53015	Saint-Aimé	468	126 390 552	110 432
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 099	125 740 954	109 740
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	751	88 924 512	77 544
34097	Saint-Alban	1 233	161 159 296	140 896
39085	Saint-Albert	1 657	160 256 849	139 858
56055	Saint-Alexandre	2 525	388 523 840	339 259
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 158	183 452 506	160 282
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	15 573 944	13 501
63023	Saint-Alexis	1 386	202 481 291	176 899
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	511	26 689 394	23 194
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 974	384 072 987	335 451
27015	Saint-Alfred	506	53 243 898	46 389
05065	Saint-Alphonse	685	39 006 360	33 926
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 236	425 431 045	408 495
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 245	461 256 690	443 114
94255	Saint-Ambroise	3 864	324 958 449	367 300
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 979	444 238 488	513 043
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 085	246 058 397	219 480
14040	Saint-André	682	62 267 675	54 351
80027	Saint-André-Avellin	3 701	366 698 867	405 726
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 024	371 531 485	331 643
06040	Saint-André-de-Restigouche	160	11 171 203	9 693
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	469	36 353 250	31 849
69070	Saint-Anicet	2 669	547 018 255	477 732
19062	Saint-Anselme	4 051	420 515 134	493 656
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	155	41 267 160	36 003

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 624	296 488 495	258 945
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 735	248 378 340	217 057
12015	Saint-Antonin	4 211	319 998 905	389 802
33090	Saint-Apollinaire	6 919	708 423 600	1 030 932
46017	Saint-Armand	1 222	212 589 234	185 554
12065	Saint-Arsène	1 254	102 648 775	89 661
13100	Saint-Athanase	304	21 412 371	18 694
17055	Saint-Aubert	1 472	192 741 439	168 245
92005	Saint-Augustin	360	24 990 808	21 809
98012	Saint-Augustin	679	28 782 393	25 271
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	705	81 275 292	70 967
51025	Saint-Barnabé	1 210	102 371 283	89 315
54105	Saint-Barnabé-Sud	855	202 562 738	176 899
52055	Saint-Barthélemy	1 989	235 252 229	205 286
34038	Saint-Basile	2 654	258 435 855	225 711
28025	Saint-Benjamin	1 015	87 376 658	76 160
29100	Saint-Benoît-Labre	1 613	175 090 617	153 013
26055	Saint-Bernard	2 458	285 049 685	248 905
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 551	328 912 680	287 332
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	596	149 503 247	130 511
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 070	322 046 151	281 100
49125	Saint-Bonaventure	1 064	154 367 220	134 665
51085	Saint-Boniface	4 961	379 814 175	506 811
93030	Saint-Bruno	2 936	246 769 344	215 326
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 146	115 479 875	100 739
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	537	42 810 885	37 388
63055	Saint-Calixte	6 254	554 749 530	807 298
40025	Saint-Camille	552	59 660 890	51 927
28070	Saint-Camille-de-Lellis	753	63 677 236	55 736
34078	Saint-Casimir	1 416	112 053 734	97 970
50030	Saint-Célestin	868	62 849 478	55 043
50035	Saint-Célestin	600	95 324 204	83 084
55023	Saint-Césaire	5 952	678 995 620	988 352
61035	Saint-Charles-Borromée	14 238	1 351 679 560	1 967 356
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 487	289 057 078	252 367
94260	Saint-Charles-de-Bourget	760	70 103 712	61 275
09010	Saint-Charles-Garnier	237	16 988 763	14 886
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 766	307 801 698	268 638
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 078	293 097 960	261 714
69017	Saint-Chrysostome	2 704	308 480 999	269 330
42100	Saint-Claude	1 191	150 651 491	131 549
11005	Saint-Clément	468	33 532 343	29 426
07090	Saint-Cléophas	360	19 771 920	17 309
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	225	28 945 422	25 271
71045	Saint-Clet	1 814	230 141 184	201 132
62065	Saint-Côme	2 211	453 959 337	396 379
29057	Saint-Côme-Linière	3 267	235 571 387	226 403
52062	Saint-Cuthbert	1 870	222 445 692	194 209
12005	Saint-Cyprien	1 064	75 591 505	66 121
28040	Saint-Cyprien	498	41 883 202	36 695
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	717	85 441 039	74 776
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 804	433 858 815	572 586
07105	Saint-Damase	333	27 570 526	24 233
54017	Saint-Damase	2 544	395 285 538	345 144
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	553	53 550 328	46 735
62075	Saint-Damien	2 146	299 681 592	261 714
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 908	182 831 154	159 590
53005	Saint-David	857	152 301 481	132 934
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 849	921 071 226	804 182

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

2025

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	524	100 617 026	87 930
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 305	667 095 430	821 838
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 336	356 368 470	311 218
52090	Saint-Didace	680	122 642 953	106 971
54060	Saint-Dominique	2 590	323 931 673	282 832
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	440	29 328 402	25 617
09030	Saint-Donat	852	75 164 024	65 775
62060	Saint-Donat	3 940	1 435 399 570	1 657 176
77022	Sainte-Adèle	13 450	1 890 565 030	2 751 460
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 170	154 360 870	134 665
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 647	1 596 978 675	2 324 271
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	947	57 667 456	50 197
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 811	234 789 401	204 940
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	622	44 204 762	38 773
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 889	291 380 835	254 444
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 033	202 997 579	177 246
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 646	141 969 298	123 933
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	613	78 174 890	68 198
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 082	296 130 621	258 599
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 654	751 782 065	813 183
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 774	272 289 928	237 827
79115	Sainte-Anne-du-Lac	548	73 011 895	63 697
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	521	66 894 941	58 505
28015	Sainte-Aurélie	836	92 877 747	81 007
69065	Sainte-Barbe	1 352	234 165 800	204 594
62020	Sainte-Béatrix	2 059	253 961 780	221 903
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 436	306 503 795	267 600
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 909	796 246 264	1 158 673
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	749	115 346 241	100 739
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 982	888 815 812	1 293 685
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	374	39 713 241	34 618
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 259	244 806 594	213 941
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	843	98 076 768	85 507
48020	Sainte-Christine	713	97 735 349	85 507
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	601	140 371 214	122 549
19055	Sainte-Claire	3 463	349 882 548	358 299
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	567	64 430 021	56 428
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	2 256	255 943 933	223 634
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 610	147 107 511	128 434
33102	Sainte-Croix	2 509	319 174 980	278 677
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	769	104 703 648	91 392
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	376	20 800 203	18 002
68045	Saint-Édouard	1 365	234 407 680	204 594
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	627	56 536 800	49 504
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 193	157 756 444	137 780
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	731	60 717 222	52 966
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	518	86 903 588	75 814
52030	Sainte-Élisabeth	1 486	227 547 441	198 709
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	394	58 315 192	50 889
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 614	185 516 367	162 013
50005	Sainte-Eulalie	975	117 222 857	102 470
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	326	29 513 013	25 617
20010	Sainte-Famille	964	152 980 337	133 627
08023	Sainte-Félicité	1 098	63 507 524	55 389
17025	Sainte-Félicité	385	27 908 880	24 233
09085	Sainte-Flavie	896	87 540 656	76 506
07010	Sainte-Florence	377	18 153 242	15 924
11030	Sainte-Françoise	399	31 626 105	27 694
38035	Sainte-Françoise	448	54 817 492	47 773

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	1 007	133 127 117	116 317
52040	Sainte-Genève-de-Berthier	2 351	257 530 066	225 019
87030	Sainte-Germaine-Boulé	990	52 500 481	45 696
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	789	50 106 668	43 619
91030	Sainte-Hedwidge	874	59 156 963	51 581
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 691	285 548 575	249 251
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	388	54 706 282	47 773
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	906	69 309 050	60 582
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	401	24 081 394	21 117
26040	Sainte-Hénédine	1 328	135 856 615	118 741
07040	Sainte-Irène	322	38 140 934	33 233
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	286	23 257 469	20 425
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 056	77 541 548	67 852
63060	Sainte-Julienne	10 381	851 067 173	1 238 642
28045	Sainte-Justine	1 867	130 563 143	113 894
71115	Sainte-Justine-de-Newton	971	183 057 467	159 936
51075	Saint-Élie	1 869	214 563 290	187 285
11035	Saint-Éloi	286	29 559 272	25 963
17060	Sainte-Louise	701	58 906 281	51 581
50095	Saint-Elphège	288	71 889 906	62 659
09092	Sainte-Luce	2 812	270 145 173	235 750
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	272	25 106 275	21 809
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 389	201 064 265	175 514
05050	Saint-Elzéar	459	25 848 216	22 502
26022	Saint-Elzéar	2 490	249 824 827	218 095
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	333	20 797 819	18 002
54025	Sainte-Madeleine	2 295	219 640 748	191 785
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 620	194 103 285	169 630
26035	Sainte-Marguerite	1 136	133 646 437	116 663
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 988	583 150 412	509 235
07005	Sainte-Marguerite-Marie	178	10 966 806	9 693
26030	Sainte-Marie	13 867	1 314 359 701	1 913 005
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	461	44 562 158	38 773
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 997	401 613 976	350 683
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 213	115 171 100	100 739
71110	Sainte-Marthe	1 030	220 799 628	192 824
70012	Sainte-Martine	5 586	634 187 755	922 923
61050	Sainte-Mélanie	3 109	342 022 950	316 757
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	490	77 742 336	67 852
50057	Sainte-Monique	530	99 704 564	86 892
93075	Sainte-Monique	882	145 920 626	127 396
08040	Sainte-Paule	245	31 385 497	27 348
17030	Sainte-Perpétue	1 622	102 044 500	88 969
50050	Sainte-Perpétue	989	164 697 034	143 665
20030	Sainte-Pétronille	1 092	190 789 543	166 514
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 393	216 625 100	189 016
12030	Saint-Épiphanie	831	59 556 051	51 927
31050	Sainte-Praxède	324	106 442 912	92 777
11015	Sainte-Rita	308	21 081 695	18 348
28030	Sainte-Rose-de-Watford	751	67 074 619	58 505
94230	Sainte-Rose-du-Nord	440	54 062 565	47 081
28065	Sainte-Sabine	371	34 596 054	30 118
46105	Sainte-Sabine	1 131	150 579 163	131 549
39105	Sainte-Séraphine	365	54 104 610	47 081
75028	Sainte-Sophie	16 749	1 466 862 810	2 134 908
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	717	72 666 186	63 351
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	640	75 967 712	66 467
63030	Saint-Esprit	2 020	287 811 340	251 329
35050	Sainte-Thècle	2 426	231 732 745	202 517

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 012	55 743 600	48 811
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	548	107 042 107	93 469
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	933	150 387 969	131 203
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	713	166 878 470	145 743
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 635	348 069 070	447 614
49105	Saint-Eugène	1 147	157 427 298	137 434
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	483	34 385 697	30 118
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	502	50 765 330	44 311
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	385	45 098 479	39 465
51040	Sainte-Ursule	1 341	119 219 627	104 201
13030	Saint-Eusèbe	579	45 826 217	40 157
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	548	89 840 597	78 584
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 474	273 642 886	238 866
10070	Saint-Fabien	1 806	175 467 027	153 359
18015	Saint-Fabien-de-Panet	972	81 747 202	71 313
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 556	640 296 348	674 018
91042	Saint-Félicien	10 217	922 449 840	1 342 497
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	939	67 651 370	59 197
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 477	170 745 357	149 205
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 561	656 848 134	955 810
94225	Saint-Félix-d'Otis	990	137 338 980	119 779
32013	Saint-Ferdinand	2 078	272 409 237	237 827
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 386	689 303 385	685 442
33052	Saint-Flavien	1 625	168 446 452	147 128
31030	Saint-Fortunat	264	40 329 128	35 310
20005	Saint-François	581	142 973 376	124 972
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 652	172 530 060	150 590
06055	Saint-François-d'Assise	672	31 480 358	27 348
91015	Saint-François-de-Sales	645	42 096 585	36 695
50128	Saint-François-du-Lac	1 980	201 073 267	175 514
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 356	228 126 073	199 055
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	249	19 367 150	16 963
27065	Saint-Frédéric	1 102	101 444 236	88 623
94235	Saint-Fulgence	2 123	185 465 427	162 013
52080	Saint-Gabriel	2 669	151 880 597	132 588
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 681	312 403 009	272 792
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 140	88 084 977	76 852
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 482	395 118 694	404 341
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	719	37 674 765	32 887
93035	Saint-Gédéon	2 160	296 430 683	258 945
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 175	164 736 328	144 012
29073	Saint-Georges	33 355	2 838 351 642	4 130 997
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 162	234 554 965	204 940
40032	Saint-Georges-de-Windsor	995	97 869 066	85 507
53085	Saint-Gérard-Majella	237	46 311 104	40 504
14045	Saint-Germain	298	35 447 850	30 810
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 982	497 492 448	663 632
19075	Saint-Gervais	2 210	233 822 075	204 247
34060	Saint-Gilbert	328	27 913 743	24 233
33035	Saint-Gilles	2 662	272 611 090	238 173
05015	Saint-Godefroi	347	23 827 720	20 771
49113	Saint-Guillaume	1 492	188 018 951	164 091
11020	Saint-Guy	58	14 007 378	12 117
19068	Saint-Henri	5 669	675 797 855	983 505
93070	Saint-Henri-de-Taillon	868	132 313 958	115 625
44015	Saint-Herménégilde	728	130 620 834	113 894
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	114	43 791 972	38 080
16050	Saint-Hilarion	1 109	110 389 716	96 239
75045	Saint-Hippolyte	9 641	1 396 428 478	2 032 438

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
94240	Saint-Honoré	5 981	530 024 355	771 295
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 542	174 838 450	152 666
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	751	47 086 180	41 196
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 335	136 595 125	119 433
54100	Saint-Hugues	1 318	234 675 870	204 940
54048	Saint-Hyacinthe	56 348	6 368 161 878	10 658 202
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 060	207 794 340	181 399
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	679	119 414 595	104 201
15005	Saint-Irénée	682	138 593 285	121 164
26063	Saint-Isidore	3 065	369 184 553	329 566
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	683	99 859 364	87 238
63013	Saint-Jacques	4 033	435 691 313	511 658
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	201	40 077 284	34 964
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	691	76 439 636	66 813
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 817	266 939 365	232 981
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 034	109 124 570	95 200
20015	Saint-Jean	1 215	257 957 070	225 365
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	364	48 210 179	42 234
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	165	9 658 574	8 309
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 618	90 995 065	79 622
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	241	28 284 054	24 579
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 496	550 003 928	688 558
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 400	345 120 739	343 067
21020	Saint-Joachim	1 452	152 334 045	132 934
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 372	176 343 773	154 051
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 916	392 090 252	523 082
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 764	201 912 643	176 207
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	389	33 359 319	29 079
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	549	42 576 375	37 042
27050	Saint-Joseph-des-Érables	414	46 132 119	40 157
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 613	189 572 369	165 475
54110	Saint-Jude	1 322	197 952 236	172 746
27055	Saint-Jules	538	54 621 800	47 773
31035	Saint-Julien	394	56 199 500	49 158
18005	Saint-Just-de-Bretenières	663	54 854 834	47 773
13040	Saint-Juste-du-Lac	585	49 872 852	43 619
51045	Saint-Justin	974	125 812 341	109 740
87120	Saint-Lambert	189	6 875 050	5 885
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 718	746 631 066	1 086 667
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 837	329 574 580	287 678
71105	Saint-Lazare	20 886	2 729 045 699	3 971 754
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 306	135 149 140	118 048
08065	Saint-Léandre	380	31 778 665	27 694
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 499	258 686 703	226 057
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 138	134 898 475	117 702
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 101	109 917 859	95 893
07030	Saint-Léon-le-Grand	998	54 745 439	47 773
51035	Saint-Léon-le-Grand	964	123 166 737	107 663
54072	Saint-Liboire	3 038	389 216 000	347 568
63065	Saint-Liguori	2 011	231 810 769	202 517
63048	Saint-Lin-Laurentides	22 171	1 814 763 637	2 641 028
54120	Saint-Louis	722	116 328 216	101 431
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 095	121 414 043	105 932
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	363	46 896 077	40 850
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 602	258 983 084	226 057
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 263	71 626 937	62 659
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	469	55 934 016	48 811
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	544	49 288 512	42 926
49030	Saint-Lucien	1 726	183 534 636	160 282

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

632

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
30072	Saint-Ludger	1 077	90 089 056	78 584
93080	Saint-Ludger-de-Milot	649	58 178 793	50 889
28075	Saint-Magloire	643	72 110 145	63 005
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 382	140 743 265	122 895
19025	Saint-Malachie	1 523	159 994 462	139 858
44003	Saint-Malo	472	79 536 521	69 583
88040	Saint-Marc-de-Figuery	848	79 139 547	69 237
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 971	230 282 306	201 132
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	395	40 494 713	35 310
17020	Saint-Marcel	449	53 459 185	46 735
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	507	106 851 950	93 469
10025	Saint-Marcellin	340	44 115 448	38 426
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 209	382 464 290	334 067
29045	Saint-Martin	2 526	180 517 451	157 513
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	659	89 222 910	77 891
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	766	86 003 266	75 122
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 340	228 589 866	199 748
37230	Saint-Maurice	3 457	259 587 149	265 868
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 127	59 573 975	51 927
11025	Saint-Médard	218	11 250 551	9 693
68050	Saint-Michel	3 455	457 006 675	467 693
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 823	275 771 470	240 943
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 345	471 793 752	411 957
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 081	77 886 787	67 852
12020	Saint-Modeste	1 165	95 563 411	83 430
07095	Saint-Moïse	552	34 874 587	30 464
37240	Saint-Narcisse	1 844	161 707 342	141 243
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 107	164 859 181	144 012
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	990	93 346 247	81 353
93045	Saint-Nazaire	2 046	155 974 008	136 050
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	868	135 194 753	118 048
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	357	39 048 480	33 926
19045	Saint-Nérée	745	80 153 839	69 929
07100	Saint-Noël	412	17 369 196	15 232
52070	Saint-Norbert	1 085	125 455 833	109 394
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 217	141 483 292	123 587
09055	Saint-Octave-de-Métis	515	34 658 685	30 118
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 405	127 717 230	111 471
17005	Saint-Omer	282	33 424 500	29 079
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	560	39 558 549	34 618
53032	Saint-Ours	1 722	271 693 136	237 135
14070	Saint-Pacôme	1 552	109 276 502	95 546
17010	Saint-Pamphile	2 391	154 176 230	134 665
14018	Saint-Pascal	3 493	269 807 824	276 253
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 073	138 026 365	120 471
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 370	362 498 075	316 411
61005	Saint-Paul	6 275	549 590 265	800 028
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	3 098	401 112 194	357 953
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	315	27 557 292	24 233
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 085	296 447 476	258 945
18030	Saint-Paul-de-Montminy	821	89 099 963	77 891
51060	Saint-Paulin	1 519	127 664 945	111 471
19005	Saint-Philémon	705	96 502 919	84 123
29065	Saint-Philibert	380	42 623 769	37 388
14060	Saint-Philippe-de-Néri	835	52 949 410	46 389
54008	Saint-Pie	5 715	690 539 070	1 004 969
49130	Saint-Pie-de-Guire	465	86 033 921	75 122
61020	Saint-Pierre	299	43 575 400	38 080
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	910	101 138 069	88 277

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

2020

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
32050	Saint-Pierre-Baptiste	514	86 702 198	75 814
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	897	102 459 725	89 315
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	133	14 298 128	12 463
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	2 005	251 222 953	219 480
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 142	126 664 661	110 778
72043	Saint-Placide	1 734	286 466 000	250 290
71020	Saint-Polycarpe	2 316	331 628 130	289 755
91035	Saint-Prime	2 686	211 176 976	184 515
28020	Saint-Prosper	3 529	237 434 894	249 944
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	552	66 009 900	57 812
19082	Saint-Raphaël	2 401	234 413 893	204 594
34128	Saint-Raymond	10 638	1 208 247 438	1 758 608
68055	Saint-Rémi	8 660	1 020 721 761	1 485 469
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	441	69 334 884	60 582
29050	Saint-René	783	70 974 954	61 967
08035	Saint-René-de-Matane	967	65 419 865	57 120
53020	Saint-Robert	1 785	197 970 158	172 746
30070	Saint-Robert-Bellarmin	569	50 685 317	44 311
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 321	641 242 882	920 846
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	307	58 637 043	51 235
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 253	218 501 910	190 747
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	922	108 958 396	95 200
63040	Saint-Roch-Ouest	274	68 383 250	59 543
30100	Saint-Romain	711	96 051 155	83 777
39145	Saint-Rosaire	887	127 677 989	111 471
39130	Saint-Samuel	776	72 562 717	63 351
26010	Saints-Anges	1 174	124 882 566	109 047
77043	Saint-Sauveur	10 633	2 325 252 180	3 384 282
30085	Saint-Sébastien	663	63 682 900	55 736
56050	Saint-Sébastien	732	223 993 346	195 593
51030	Saint-Sévère	322	38 396 649	33 580
27070	Saint-Séverin	286	43 471 671	38 080
35020	Saint-Séverin	863	64 699 940	56 428
05055	Saint-Siméon	1 149	88 413 669	77 198
15058	Saint-Siméon	1 197	119 709 429	104 547
11055	Saint-Simon	429	58 349 892	50 889
54090	Saint-Simon	1 435	220 655 585	192 824
29125	Saint-Simon-les-Mines	585	54 814 290	47 773
80070	Saint-Sixte	479	53 420 538	46 735
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	289	95 760 112	83 777
37245	Saint-Stanislas	1 049	111 444 599	97 278
92070	Saint-Stanislas	359	27 731 833	24 233
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 717	263 542 536	230 212
38005	Saint-Sylvère	773	81 198 825	70 967
33007	Saint-Sylvestre	1 010	144 842 455	126 357
71015	Saint-Télesphore	771	153 232 641	133 973
07070	Saint-Tharcisius	427	23 649 945	20 771
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 552	177 678 853	155 090
29005	Saint-Théophile	734	104 986 724	91 738
61027	Saint-Thomas	3 451	419 257 525	429 267
92045	Saint-Thomas-Didyme	697	61 591 536	53 658
34085	Saint-Thuribe	282	34 146 783	29 772
35027	Saint-Tite	3 733	344 201 070	380 801
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 465	177 574 539	155 090
34090	Saint-Ubalde	1 393	219 472 289	191 785
08073	Saint-Ulric	1 564	126 418 065	110 432
16055	Saint-Urbain	1 413	145 990 869	127 396
70005	Saint-Urbain-Premier	1 277	205 575 815	179 669
56030	Saint-Valentin	450	108 753 312	94 854

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

162

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
39135	Saint-Valère	1 253	134 245 072	117 356
10060	Saint-Valérien	832	78 804 622	68 891
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 813	296 265 340	258 599
19117	Saint-Vallier	1 078	137 249 400	119 779
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	26 547 717	23 194
07075	Saint-Vianney	421	26 437 412	23 194
27008	Saint-Victor	2 465	243 399 485	212 556
50023	Saint-Wenceslas	1 189	136 573 888	119 433
28005	Saint-Zacharie	1 650	132 538 321	115 625
62080	Saint-Zénon	1 169	215 618 197	188 323
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	358	30 034 032	26 310
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	143 606 219	125 318
71025	Saint-Zotique	8 623	912 825 210	1 328 649
70052	Salaberry-de-Valleyfield	41 701	4 131 946 565	6 013 539
07085	Sayabec	1 793	146 310 972	127 742
97040	Schefferville	154	41 127 980	36 003
41080	Scotstown	452	24 929 554	21 809
26048	Scott	2 500	259 122 885	226 403
89040	Senneterre	2 803	187 742 189	164 091
89045	Senneterre	1 207	83 255 512	72 698
97007	Sept-Îles	25 450	3 077 355 000	4 478 565
NR971	Sept-Rivières	98	28 563 200	24 925
22020	Shannon	6 273	536 359 699	780 642
36033	Shawinigan	49 551	3 540 465 502	5 152 583
84010	Shawville	1 588	149 113 235	130 165
84095	Sheenboro	119	75 810 372	66 121
47035	Shefford	7 109	920 488 120	1 339 727
05010	Shigawake	278	16 504 269	14 540
53052	Sorel-Tracy	35 056	3 041 741 058	4 426 984
46045	Stanbridge East	888	107 534 392	93 815
46030	Stanbridge Station	278	49 035 197	42 926
45008	Stanstead	2 810	208 784 744	182 438
45025	Stanstead	948	600 182 851	524 121
44050	Stanstead-Est	623	122 834 281	107 317
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 999	369 444 769	322 642
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 437	419 772 206	611 012
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	295	24 352 608	21 117
42005	Stoke	2 977	343 709 724	300 141
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 930	1 319 918 515	1 920 967
30105	Stornoway	534	64 954 484	56 774
30110	Stratford	951	231 549 935	202 171
45105	Stukely-Sud	1 097	153 111 576	133 627
46058	Sutton	4 091	1 057 512 430	1 241 411
95005	Tadoussac	786	102 939 604	90 008
87042	Taschereau	950	38 902 494	33 926
85005	Témiscaming	2 408	274 446 365	239 559
NR850	Témiscamingue	106	90 222 021	78 930
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 887	442 898 183	386 686
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 983	201 483 639	175 861
84045	Thorne	473	130 069 830	113 548
80050	Thurso	2 873	239 713 565	209 440
39025	Tingwick	1 441	188 101 444	164 091
17035	Tourville	584	33 211 600	29 079
88075	Trécesson	1 263	107 658 659	94 161
71125	Très-Saint-Rédempteur	967	111 276 144	97 278
69030	Très-Saint-Sacrement	1 229	251 514 660	219 480
27060	Tring-Jonction	1 412	96 675 852	84 469
11040	Trois-Pistoles	3 211	190 720 470	183 130
35055	Trois-Rives	404	153 043 725	133 627

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

262

QUESTION 98 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 (\$)	Facture réelle 2019 ² (\$)
42078	Ulverton	436	60 564 948	52 966
48038	Upton	2 208	275 372 025	240 597
33070	Val-Alain	980	101 423 297	88 623
07080	Val-Brillant	913	71 720 799	62 659
42055	Valcourt	2 166	220 296 311	192 478
42060	Valcourt	1 045	132 961 979	115 971
78010	Val-David	5 209	664 402 705	937 809
80140	Val-des-Bois	881	175 536 586	153 359
78100	Val-des-Lacs	730	198 651 500	173 438
89008	Val-d'Or	32 902	3 194 229 098	4 648 887
42095	Val-Joli	1 654	180 118 288	157 167
NR890	Vallée-de-l'Or	266	3 535 269	3 116
26015	Vallée-Jonction	1 869	157 455 394	137 434
78005	Val-Morin	2 939	465 691 855	406 765
30015	Val-Racine	195	33 764 652	29 426
87105	Val-Saint-Gilles	180	7 473 213	6 577
71083	Vaudreuil-Dorion	40 247	5 610 746 105	8 165 757
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 374	235 208 532	205 286
56005	Venise-en-Québec	1 704	270 960 500	236 443
39062	Victoriaville	47 301	3 919 002 670	5 703 706
85025	Ville-Marie	2 572	225 683 200	196 978
32085	Villeroy	476	64 371 980	56 082
84070	Waltham	392	58 617 857	51 235
47030	Warden	371	25 577 685	22 502
39077	Warwick	4 652	447 760 593	575 702
47025	Waterloo	4 570	343 192 415	436 190
44080	Waterville	2 176	210 152 343	183 477
41098	Weedon	2 675	274 187 326	239 559
76035	Wentworth	585	270 663 222	236 443
77060	Wentworth-Nord	1 425	526 682 310	460 076
41065	Westbury	1 055	106 239 552	92 777
49040	Wickham	2 599	233 224 123	203 555
42088	Windsor	5 411	471 251 118	685 788
40017	Wotton	1 425	132 465 922	115 625
51020	Yamachiche	2 904	273 534 524	238 866
53072	Yamaska	1 705	179 562 770	156 821
1039		2 609 306	291 470 837 588 \$	349 158 955 \$

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Le montant inscrit tient compte de l'ajustement assumé partiellement (calculé selon un ratio de 46,35% au lieu de 100% pour les années antérieures) par les municipalités. Cependant, l'aide financière accordée en décembre 2018 par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation n'est pas comprise.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL -03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 99 : La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2019-2020.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE MOYENNE ¹	CAPACITÉ DISPONIBLE MOYENNE ²	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ³	TAUX D'OCCUPATION ⁴	COÛT/JOUR ⁵ (\$)	DÉPENSES RÉELLES ⁶ (k\$)
Amos	173	196	174	89 %	684	43 533
Baie-Comeau	94	107	51	47 %	379	7 034
Hull	204	232	197	85 %	266	19 250
Leclerc de Laval	322	366	198	54 %	390	28 234
Montréal	1 234	1 402	1 203	86 %	217	95 555
New Carlisle et Havre-Aubert	84	95	73	77 %	330	8 813
Percé	40	46	41	90 %	429	6 516
Québec (hommes et femmes)	585	665	576	87 %	292	61 606
Rimouski	103	118	104	88 %	315	11 964
Rivière-des-Prairies	425	482	429	89 %	354	55 553
Roberval	216	246	177	72 %	451	29 300
Sept-Îles	48	55	38	70 %	1 244	17 422
Sherbrooke	250	284	243	86 %	230	20 450
Sorel-Tracy	239	272	228	84 %	529	44 174
St-Jérôme	348	396	396	100 %	243	35 228
Trois-Rivières	234	266	220	83 %	244	19 592

¹ La capacité opérationnelle moyenne correspond à 88 % de la capacité disponible moyenne.

² La capacité disponible moyenne correspond à la capacité réelle moyenne moins les places fermées du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

³ Population moyenne quotidienne en institution du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

⁴ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible moyenne.

⁵ Coût/jour. = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 366 jours).

⁶ Dépenses réelles au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 100 : Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2019-2020¹.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION ²
Amos	112 %
Baie-Comeau	66 %
Hull*	104 %
Leclerc de Laval	71 %
Montréal*	100 %
New Carlisle	96 %
Percé	96 %
Québec (homme et femme)	105 %
Rimouski	108 %
Rivière-des-Prairies	103 %
Roberval*	89 %
Sept-Îles	93 %
Sherbrooke	106 %
Sorel*	115 %
St-Jérôme	116 %
Trois-Rivières	110 %

¹ Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

² Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.

* Ces établissements de détention présentent des places fixes pour peines discontinues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 102 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour l'année 2019-2020. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS
	2019-2020	2019-2020 (en \$)
Amos	1 434	322 724
Baie-Comeau	398	174 432
Montréal ³	2 589	375 277
Rivière-des-Prairies ²	3 840	
Leclerc de Laval ³	1 195	10 207
Québec (femmes)	386	575 717
Québec (hommes)	2 199	
Hull	864	85 540
New Carlisle	241	67 467
Havre-Aubert	1	
Percé	78	19 027
Rimouski	501	75 878
Roberval	556	78 089
Sept-Îles	131	6 926
Sherbrooke	1 428	166 766
Sorel	965	127 304
St-Jérôme	2 914	651 618
Trois-Rivières	1 147	134 111

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

³ Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 103 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) en 2019-2020. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
	2019-2020	2019-2020 (en \$)
Amos	4 702	716 931
Baie-Comeau ²	641	477
Montréal ³	15 005	2 250 920
Rivière-des-Prairies ³	11 645	
Leclerc de Laval ³	3 360	
Québec (femmes)	899	511 430
Québec (hommes)	8 694	
Hull	4 358	21 926
New Carlisle	701	121 715
Havre-Aubert	2	
Percé	3	-
Rimouski	1 341	102 878
Roberval	3 070	294 883
Sept-Îles	694	27 746
Sherbrooke	6 582	122 296
Sorel	2 196	210 723
St-Jérôme	7 714	463 042
Trois-Rivières	3 615	276 769

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère presque aucun frais de transport relatifs aux comparutions.

³ Les comparutions sont effectuées par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 104 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Depuis juillet 2018, l'Établissement de détention d'Amos accueille la clientèle prévenue inuite en provenance du Nunavik selon l'entente signée avec eux.

Depuis le 4 juillet 2019, dix ponts aériens ont eu lieu entre la clientèle en provenance du Nunavik et l'Établissement de détention d'Amos. Entre cette date et le 31 mars 2020, 63 prévenus ont été transportés vers l'EDA, alors que cinq personnes incarcérées ayant été libérées ont pu bénéficier du pont aérien pour retourner à leur domicile. L'entente avec l'Administration régionale Kativik concernant la prestation des services policiers prévoit que le Corps de police régional Kativik maintiendra en place ce pont aérien.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 105 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2020; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	40	138
Baie-Comeau	27	25
Hull	118	83
Leclerc de Laval ²	98	85
Montréal	641	556
New Carlisle	43	30
Percé	42	-
Québec (femme)	34	18
Québec (homme)	252	251
Rimouski	48	59
Rivière-des-Prairies	25	373
Roberval	109	68
Sept-Îles	22	20
Sherbrooke	116	89
Sorel	126	102
St-Jérôme	268	127
Trois-Rivières	127	86

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues à 23h59 le 31 mars 2020.

² Depuis mai 2017, la clientèle est exclusivement féminine.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 106 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2020.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2019-2020¹

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Armes à feu	13	-	-	17	2	67	-	6	-	12	4	5	-	13	18	9	4
Assurance-chômage	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Autres délits au Code criminel	113	20	49	234	240	527	-	131	22	124	66	128	10	125	245	123	71
Autres infractions aux lois québécoises	1	-	1	11	14	22	-	5	-	4	2	3	-	9	10	14	9
Autres infractions aux règlements municipaux	15	1	4	20	70	158	-	172	2	24	9	18	11	61	68	33	27
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Autres infractions contre la personne	23	13	6	74	36	174	2	35	7	39	32	38	13	37	49	32	24
Autres infractions contre la propriété	1	-	1	5	-	9	-	1	-	1	-	1	-	-	2	3	2
Autres infractions québécoises (circulation)	-	-	-	2	-	4	-	-	-	-	-	1	-	2	2	-	-
Chasse et pêche	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Complot, complicité, tentative	5	3	4	15	20	61	-	1	1	9	2	6	-	12	12	14	9
Conservation de la faune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Extorsion	4	-	1	6	1	11	-	4	-	-	-	2	-	-	5	3	-
Fraude, corruption et escroquerie	1	-	8	8	22	52	-	13	-	6	1	2	-	13	14	9	3
Homicide	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Immigration	-	-	-	-	6	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	5	-	-	18	3	62	-	8	-	2	1	4	-	9	18	5	6
Infractions contre l'état	26	1	4	18	10	85	1	27	-	31	5	27	3	15	31	7	11
Infractions d'ordre sexuel	6	5	2	33	2	73	21	12	5	3	5	11	5	4	38	20	13
Infractions fédérales (boissons & circulation)	46	20	15	168	65	220	-	36	24	8	44	50	11	79	104	76	53
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	1	3	2	-	1	-	-	-	1	-	22	2	-	1
Infractions provinciales (boissons & circulation)	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Introduction par effraction	42	6	9	127	34	224	-	59	9	22	18	51	10	67	95	48	45
Loi sur les Indiens	-	-	-	-	1	25	-	-	-	-	-	-	-	5	-	1	-
Main-d'œuvre	-	-	-	-	-	2	-	5	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Méfait, incendie, dommage	29	5	10	33	27	87	-	24	13	42	5	37	5	30	21	11	16
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	81	5	28	151	133	519	-	70	5	239	31	46	29	120	133	77	49
Outrage	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Paris, prostitution, mœurs	7	-	1	15	7	77	13	11	2	9	4	11	4	11	29	10	10
Recel	5	1	-	18	7	46	-	15	2	14	3	4	-	16	13	11	11
Stupéfiants	42	17	38	254	117	615	2	140	24	87	33	77	16	130	188	121	114
Tentative de meurtre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-
Transport	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies de fait	137	14	30	152	97	433	-	79	25	73	44	66	24	83	232	77	70
Vol qualifié	7	-	2	26	16	121	1	11	2	16	4	3	1	13	9	11	6
Vol simple	6	1	13	58	45	182	-	31	4	55	9	14	1	27	92	20	26
Vol simple de moins de 1 000 \$	13	1	11	40	32	179	-	33	2	30	11	23	8	37	29	16	21

¹ Données compilées en date du 31 mars 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	93,39	3 880	344 200	1 912 991	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	102,30	2 562	261 172	1 383 985	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	8,00	121,88	2 928	339 021	1 884 418	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	20,00	88,63	7 320	616 333	3 425 981	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	9,99	91,31	3 656	317 167	1 414 050	2019-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	12,84	93,11	4 699	415 687	2 580 772	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	13,99	95,52	5 120	466 902	2 582 672	2018-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	30,58	89,32	11 192	949 710	5 278 323	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	89,31	6 405	543 537	3 020 623	2018-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	108,27	6 588	589 938	2 536 925	2017-04-01	2020-10-31
Maison Charlemagne	30,00	91,71	10 980	992 577	5 317 361	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,99	97,66	2 558	237 355	1 319 389	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,50	99,07	3 477	343 575	1 819 010	2018-04-01	2023-03-31
Maison Painchaud, La	15,25	87,80	5 582	488 870	2 460 705	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	89,63	6 222	558 906	2 944 680	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	25,99	93,29	9 512	843 036	4 685 393	2018-04-01	2023-03-31
Makitautik, Centre résidentiel communautaire Inuit de Kangirsuk (Nunavik) ²	14,00	N/A	N/A	587 953	881 929	2018-12-01	2019-11-30
Réhab	15,75	92,39	5 764,50	536 212	2 678 301	2018-04-01	2023-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	11,00	95,77	4 026	366 292	2 036 201	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	0,99	122,39	362	45 228	234 165	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,50	92,56	4 209	370 106	2 057 292	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,01	88,70	5 128	432 082	2 401 531	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	11,99	94,56	4 388	396 729	2 373 913	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,50	92,72	8 967	796 279	4 389 964	2018-04-01	2023-03-31
Waseskun	8,00	105,21	2 928	292 652	1 393 759	2019-04-01	2023-03-31

² Le contrat est basé sur une entente globale contrairement aux autres organismes communautaires où un coût per diem est accordé.

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,0	72,47	1 098	93 585	420 207	2018-04-01	2023-03-31
Point de rencontre inc.	2,5	72,47	922	63 499	352 974	2018-04-01	2023-03-31
Répît du Passant inc., Le	1,0	72,47	366	31 017	140 069	2018-04-01	2023-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - **03.01** - **03.02** - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.							
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
9321-5218 Québec inc. (Louise Boucher)	2,0	34,28	732	1 028	82 951	2019-04-01	2022-03-31
Aiguillage, L'	0,5	34,28	183	13 198	33 554	2019-04-01	2022-03-31
Benoit Gaulin	2,0	34,28	732	10 318	27 159	2019-04-01	2020-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	1,5	34,28	549	42 507	42 507	2019-04-01	2020-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,0	34,28	732	35 240	35 240	2019-04-01	2020-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,3	34,28	458	8 776	16 975	2019-04-01	2020-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	1,0	34,28	366	3 531	13 580	2019-04-01	2020-03-31
Hébergement Fleur de Macadam	1,0	34,28	366	12 169	41 477	2019-04-01	2022-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.	1,0	35,72	366	11 680	14 381	2019-04-01	2020-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,1	34,28	776	17 826	87 929	2019-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,5	34,28	183	4 114	6 790	2019-04-01	2020-03-31
Point de rencontre inc.	0,2	34,28	88	651	3 312	2019-04-01	2020-03-31
Tandem-Jeunesse	0,5	35,72	183	-	7 190	2019-04-01	2020-03-31
Transit Sept-Îles	1,1	34,28	403	6 342	15 181	2019-04-01	2020-03-31

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,30	35,03	110	6 796	14 231	2019-04-01	2020-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	7,40	35,03	2 708	53 386	104 363	2019-04-01	2020-03-31
Bercail de St-Georges, Au	1,35	35,03	494	12 506	19 039	2019-04-01	2020-03-31
Centre Accalmie	0,50	35,03	183	3 853	7 052	2019-04-01	2020-03-31
Centre Emilie Gamelin	0,40	35,03	146	11 455	33 641	2019-04-01	2020-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,00	35,03	732	21 894	28 206	2019-04-01	2020-03-31
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts inc.	0,37	35,03	135	1 016	5 218	2019-04-01	2020-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,00	35,03	732	15 764	28 206	2019-04-01	2020-03-31
Maison à Damas inc., La	0,30	35,03	110	-	4 231	2019-04-01	2020-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	0,86	35,03	315	17 690	17 690	2019-04-01	2020-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,37	35,03	501	19 056	19 321	2019-04-01	2020-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	2,25	35,03	824	24 416	97 254	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	3,00	35,03	1 098	33 489	42 309	2019-04-01	2020-03-31
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,50	21,88	915	64 262	151 820	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	21,51	1 830	50 011	145 814	2019-04-01	2022-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	21,88	2 306	45 182	55 496	2019-04-01	2020-03-31
Centre régional ADH "le Tremplin" Maison de transition pour hommes	1,50	35,03	549	15 974	21 155	2019-04-01	2020-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	21,88	549	3 041	40 489	2019-04-01	2022-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,50	35,03	183	2 382	7 052	2019-04-01	2020-03-31
Maison Carignan inc.	10,00	21,88	3 660	90 890	90 890	2019-04-01	2020-03-31
Maison de Job	2,05	21,88	750	8 993	18 058	2019-04-01	2020-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	2,50	21,88	915	28 816	28 816	2019-04-01	2020-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,48	21,88	176	5 164	5 164	2019-04-01	2020-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,00	35,03	366	2 452	14 103	2019-04-01	2020-03-31
Maison Jean Lepage inc.	5,82	21,88	2 130	45 351	51 268	2019-04-01	2020-03-31
Maison La Passerelle	1,50	21,88	549	26 168	66 314	2019-04-01	2022-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,00	21,88	1 830	52 709	52 709	2019-04-01	2020-03-31
Pavillon de l'Assuétude - St-Guillaume	1,61	21,88	589	47 108	109 218	2019-04-01	2022-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,00	21,88	1 098	16 366	80 979	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	168,00	4,282	61 488	271 680	1 122 048	2019-04-01	2023-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	144,00	3,996	52 704	200 075	1 118 633	2018-04-01	2023-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	100,00	3,996	36 600	138 941	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	140,00	4,119	51 240	200 505	1 121 801	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	169,00	4,353	61 854	255 788	1 430 055	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	532,00	4,081	194 712	880 361	4 224 209	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	210,00	4,311	76 860	385 291	1 412 290	2019-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,00	4,166	30 744	124 301	680 117	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	584,00	4,033	213 744	1 032 670	4 580 888	2018-04-01	2023-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	386,00	4,012	141 276	563 333	3 012 946	2018-04-01	2023-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	3,996	67 710	257 041	1 437 133	2018-04-01	2023-03-31
Conseil des Mohawks de Akwesasne	32,00	3,996	7 808	29 641	181 055	2016-08-01	2019-11-30
Conseil des Mohawks de Akwesasne	32,00	3,996	3 904	14 820	177 586	2019-12-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	509,00	4,015	186 294	710 572	3 973 616	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	390,00	4,086	142 740	554 074	3 097 442	2018-04-01	2023-03-31
Croisée, un organisme de justice alternative (La)	38,00	4,263	11 628	47 092	314 944	2018-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	264,00	3,996	96 624	372 751	2 050 827	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	4,062	79 056	326 804	1 706 875	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	608,00	4,010	222 528	861 296	4 745 315	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,00	3,996	26 352	100 037	559 317	2018-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	100,00	3,996	36 600	138 941	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Maison Painchaud, La	262,00	3,996	95 892	364 025	2 035 291	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	405,00	4,119	148 230	646 621	3 245 211	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	238,00	3,996	87 108	330 679	1 848 852	2018-04-01	2023-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,00	3,996	25 620	121 586	543 780	2018-04-01	2023-03-31
Réhab	426,55	4,074	156 117	741 175	3 379 124	2018-04-01	2023-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	265,00	3,996	96 990	412 052	2 058 595	2018-04-01	2023-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	4,000	26 352	100 138	559 399	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	4,053	127 734	527 328	2 751 096	2018-04-01	2023-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	4,765	13 176	63 251	295 300	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	250,00	3,996	91 500	347 352	1 942 071	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	96,00	4,079	35 136	136 102	761 821	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	54,00	3,996	19 764	78 733	264 122	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	261,00	3,996	95 526	362 636	2 027 522	2018-04-01	2023-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	75,00	4,158	27 450	130 654	605 821	2018-04-01	2023-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	293,00	3,996	107 238	407 097	2 276 107	2018-04-01	2023-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Titre du programme	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses Laurentides	11 878	36 476	2019-04-01	2022-03-31
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle	12 394	38 062	2019-04-01	2022-03-31
Accord Mauricie inc. (L')	Thérapie pour détenus à comportements violent à l'intérieur de leur relation conjugale	20 330	62 432	2019-04-01	2022-03-31
Accueil d'Amos (L')	Accompagnement auprès des inuits	118 214	228 374	2019-04-01	2022-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale	17 616	54 097	2019-04-01	2022-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	Sensibilisation aux toxicomanies	5 814	17 856	2019-04-01	2022-03-31
Au cœur de l'il, Centre d'accompagnement lanauois pour des relations	La violence j'y renonce	13 944	42 820	2019-04-01	2022-03-31
Au cœur de l'il, Centre d'accompagnement lanauois pour des relations	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle	8 779	26 961	2019-04-01	2022-03-31
Auberge chez mon père	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)	96 898	297 567	2019-04-01	2022-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones	53 827	218 260	2018-04-01	2022-03-31
Carpentier, Mélanie	Je me choisis	1 626	1 626	2019-04-01	2020-03-31
Centre de prévention du suicide C.P.S.	Prévention du suicide chez la population incarcérée	2 033	6 243	2019-04-01	2022-03-31
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay Lac-St-Jean	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral	9 774	30 014	2019-04-01	2022-03-31
Centre de services de justice réparatrice	Ateliers en communication constructive dans une perspective réparatrice pour femmes en milieu carcéral	2 000	2 000	2019-04-01	2020-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	La Boussole	16 201	49 751	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	Programme hommes violents - Travail d'un jour	3 289	10 101	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles	22 620	69 464	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	Service d'accueil, d'évaluation et de référence	27 674	84 985	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	Programme de conscientisation pour auteurs de délits sexuels - Établissement de détention de St-Jérôme	7 953	24 423	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille CIASF	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant	46 066	46 066	2019-04-01	2020-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	27 838	85 490	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	23 408	71 886	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Détention Montréal	28 722	88 202	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Milieu ouvert	37 814	116 124	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie - CIVAS Estrie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	41 996	128 968	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie CIVAS	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	21 070	64 706	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais CIPTO	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie	9 038	27 754	2019-04-01	2022-03-31
Centre EX-EQUO	Services aux agresseurs (SAS)	48 451	148 791	2019-04-01	2022-03-31
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	Centre de réinsertion sociale (programme de base)	29 448	90 433	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	Programme d'aide aux agresseurs sexuels	10 165	31 216	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	Programme d'accompagnement spécifique pour la clientèle correctionnelle	20 127	61 808	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral	12 960	39 801	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	Programme d'accompagnement pour la clientèle correctionnelle suivie en milieu ouvert	4 574	4 574	2019-04-01	2020-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	PSGA - Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité	3 269	10 039	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Programme en toxicomanie, prévention de la rechute	10 535	32 353	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Vers ma communauté, préparer la clientèle Inuit incarcérée à retourner dans leur communauté de façon sécuritaire ED AMOS	6 581	6 581	2019-04-01	2020-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Ateliers autochtones - Prévention de la récidive	7 116	7 116	2019-04-01	2020-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Émotions et violence - milieu ouvert	7 230	22 203	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie - Établissement de détention de St-Jérôme	3 305	10 150	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés	16 593	50 956	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Drogue, conséquence et société	4 243	13 030	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-vie	2 546	7 819	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Sensibilisation aux toxicomanies	4 415	13 557	2019-04-01	2022-03-31
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	Tout compte fait	12 394	38 062	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Titre du programme	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
CHOC Carrefour d'hommes en changement	La violence j'y renonce	21 021	64 554	2019-04-01	2022-03-31
CIUSSS de l'Est de l'Île-de-Montréal, Institut universitaire en santé mentale de	Hébergement en santé mentale - Urgence psycho-sociale	203 337	203 337	2019-04-01	2020-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute (secteur protection)	3 050	9 365	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies	4 066	12 486	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute (secteur régulier)	6 099	18 730	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute - ED Sept-Îles	7 370	22 569	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies - ED de Baie-Comeau	5 337	16 342	2019-04-01	2022-03-31
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Services d'accompagnement pour les personnes autochtones en établissement de détention	30 000	50 000	2019-04-01	2021-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Continuité famille auprès des détenus, Programme mère-enfants (volet coordination)	43 923	134 885	2019-04-01	2022-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Atelier : Je communique avec mon enfant	3 596	3 596	2019-04-01	2020-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Continuité famille auprès des détenus. Programme mère-enfants (volet intervention)	25 023	76 845	2019-04-01	2022-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciairisés, conjoints à comportements violents et	8 996	27 626	2019-04-01	2022-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Sensibilisation à la violence - Établissement de détention de New-Carlisle	12 249	37 615	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Contrecoup	13 382	41 096	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Entrée libre	14 328	43 999	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Délinquant parce que	11 182	34 338	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Force 7	69 673	213 961	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Conduire et se conduire	2 033	6 243	2019-04-01	2022-03-31
Croisée, un organisme de justice alternative (La)	Vivre sans violence - Offert en détention (Sept-Îles)	7 116	21 851	2019-04-01	2022-03-31
C-TA-C (Choix, Transition, Action, Changement)	Programme d'intervention de groupe (Mû et Vie)	7 116	21 851	2019-04-01	2022-03-31
Descroisselles-Savoie, Valérie	Programme d'ateliers d'art-thérapie (Leclerc de Laval)	28 256	86 773	2019-04-01	2022-03-31
Diogène, Suivi communautaire	Diogène, Suivi communautaire	15 599	47 904	2019-04-01	2022-03-31
Donnes-toi une chance	Programme de sensibilisation pour les hommes judiciairisés	28 001	85 989	2019-04-01	2022-03-31
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	Vivre sans violence (secteur protection) - Établissement de détention de Baie-Comeau	2 033	6 243	2019-04-01	2022-03-31
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	Vi-Sa-Vi - - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	4 066	12 486	2019-04-01	2022-03-31
Groupe Amorce	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels pédophiles)	40 938	125 717	2019-04-01	2022-03-31
Halte Bois-Francis	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme	13 316	40 893	2019-04-01	2022-03-31
Halte Drummond	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	9 540	29 295	2019-04-01	2022-03-31
Homme aide Manicouagan	Être ou ne pas être... un homme et soutien psychosocial pour les hommes - Établissement de détention de Baie-Comeau	4 269	13 111	2019-04-01	2022-03-31
Hommes à Hommes inc., D'	Programme d'aide aux usagers référés par la probation de Thetford Mines et les intervenants communautaires	3 558	10 926	2019-04-01	2022-03-31
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	Soutien psychosocial pour les hommes	5 065	23 240	2019-04-01	2022-03-31
Impact - Rivière Gatineau, L'	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence	19 211	58 997	2019-04-01	2022-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	18 500	29 500	2019-04-01	2021-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	La spiritualité autochtone et les cercles de partage	3 050	9 365	2019-04-01	2022-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Les substances et les psychotropes	3 589	11 022	2019-04-01	2022-03-31
LARAKI, Mohamed Lotfi	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)	41 241	41 241	2019-04-01	2020-03-31
Maison Charlemagne	Programme spécialisé en délinquance sexuelle	43 324	133 046	2019-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain	10 329	31 719	2019-04-01	2022-03-31
Maison le Passour	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel	7 989	24 535	2019-04-01	2022-03-31
Maison l'Intervalle	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme-Justice	23 681	72 723	2019-04-01	2022-03-31
Maison Painchaud, La	Emprise (dépendance affective)	11 182	11 220	2019-04-01	2020-03-31
Maison Painchaud, La	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes	11 182	11 220	2019-04-01	2020-03-31
Maison Radisson inc.	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux	10 556	32 418	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Titre du programme	Dépense 2019-2020 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maison Radisson inc.	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)	10 223	31 394	2019-04-01	2022-03-31
Maison Radisson inc.	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle - GTDS	31 831	97 750	2019-04-01	2022-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en agression sexuelle [MITAS]	Programme Accueil - Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences	24 789	76 125	2019-04-01	2022-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en agression sexuelle [MITAS]	Programme d'accueil spécialisé pour déficience intellectuelle	10 000	10 000	2019-04-01	2020-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu	49 529	152 100	2019-04-01	2022-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Suivi communautaire d'intensité variable	103 383	317 483	2019-04-01	2022-03-31
Réhab	L'Aзимut - Chaudière-Appalaches	25 702	78 930	2019-04-01	2022-03-31
Réhab	L'Aзимut - Québec (Mirage et Volte-face)	26 170	80 366	2019-04-01	2022-03-31
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	8 263	25 375	2019-04-01	2022-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes (clientèle francophone)	6 474	19 881	2019-04-01	2022-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents	32 019	98 328	2019-04-01	2022-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes pour clientèle Inuit anglophone à l'ED Amos	6 474	6 496	2019-04-01	2020-03-31
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de références dans les lieux de regroupement naturels et les milieux de vie des personnes	5 794	17 793	2019-04-01	2022-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Appartement supervisé pour les femmes judiciarisées	68 479	210 295	2019-04-01	2022-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Parrainage social	19 624	60 265	2019-04-01	2022-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	233 333	700 000	2018-04-01	2021-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Visites d'aînés des Premières Nations en établissement de détention	38 000	46 000	2019-03-01	2020-03-31
Seuil de l'Estrie inc., Le	Contrecoup	4 441	4 441	2019-04-01	2020-03-31
Seuil de l'Estrie inc., Le	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	8 428	25 882	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E.)	56 284	172 845	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)	44 288	136 006	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Gestion de la colère pour les services externes	10 413	31 979	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme face à face - EDLL	7 094	21 784	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à la découverte de soi	9 689	9 689	2019-06-25	2020-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Ateliers thématiques ED Hull	3 150	9 674	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Programmes externes	43 040	132 172	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Gestion de la colère	4 853	4 896	2019-04-01	2020-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Autonome et libre	6 824	6 824	2019-04-01	2020-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites en établissement de détention	135 000	180 000	2019-04-01	2020-07-31
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance	9 660	9 660	2019-04-01	2020-03-31
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	Programme coup de main, interventions en groupe	5 083	15 608	2019-04-01	2022-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier	2 770	8 506	2019-04-01	2022-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Secteur régulier	4 147	12 736	2019-04-01	2022-03-31
Via l'Anse	Via l'Anse - Interventions	15 488	47 562	2019-04-01	2022-03-31
Waseskun	Waseya pour délinquants autochtones abusifs	15 493	15 493	2019-04-01	2020-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	Services de réinsertion sociale Espadrille	440 386	1 352 399	2019-04-01	2022-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	Sortie carcérale planifiée : réduire la récidive et soutenir la réinsertion sociale des personnes itinérantes (EDM)	12 706	12 706	2019-04-01	2020-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	Service de fin de semaine (peines intermittentes)	46 274	46 274	2019-04-01	2020-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 107 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

SUBVENTIONS	Subventions 2019-2020 (en \$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	74 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la S.C.Q. financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485	Concertation et échange

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 108 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2019-2020¹.

Établissements de détention	2019-2020		
	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	232	1 240	1 472
Baie-Comeau	61	250	311
Hull	531	1 663	2 194
Leclerc de Laval	546	1 491	2 037
Montréal	4 556	3 852	8 408
New Carlisle	46	322	368
Percé	-	-	-
Québec (femmes)	267	358	625
Québec (hommes)	1 704	2 499	4 203
Rimouski	220	429	649
Rivière-des-Prairies	121	6 074	6 195
Roberval	324	1 115	1 439
Sept-Îles	61	331	392
Sherbrooke	554	2 458	3 012
Sorel	507	1 467	1 974
St-Jérôme	972	3 610	4 582
Trois-Rivières	421	1 534	1 955

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 109 : Le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur en 2019-2020; ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	2019-2020 ¹	
	Détenus	Prévenus
Amos	1	1
Baie-Comeau	1	-
Hull	1	-
Leclerc de Laval	1	1
Montréal	3	1
New Carlisle	-	-
Québec (Femmes)	1	-
Québec (Hommes)	-	1
Rimouski	1	-
Rivière-des-Prairies	-	5
Roberval	2	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	1	-
Sorel	-	-
Saint-Jérôme	-	-
Trois-Rivières	1	-

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	41,6
--	------

¹ Les données sont au 31 mars 2020.

*La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.

** Le motif lié à la gestion de l'horaire de libération pour les peines discontinues est exclu.

***Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 110 : Le nombre d'évasions¹ pour chaque établissement de détention en 2019-2020.

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2019-2020 ²	1	0	0 (le jour même)

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Les données sont au 31 mars 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 111 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2020 et pour chacune des cinq dernières années.**

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB ⁶	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵
2019-2020	1	1	100 %	5	5	100 %	4 945	4 365	88 %
2018-2019	1	1	100 %	4	4	100 %	4 602	4 405	96 %
2017-2018	-	-		2	2	100 %	4 380	4 283	98 %
2016-2017	-	-		3	3	100 %	3 434	3 373	98 %
2015-2016	1	1	100 %	6	6	100 %	3 204	3 172	99 %

¹ Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ Évasion d'une garde légale: Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴ Absence illégale: Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

⁵ Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 janvier 2020. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

⁶ Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

* L'harmonisation de la comptabilisation des données a entraîné des disparités entre les résultats diffusés antérieurement et ceux présentés dans ce tableau. Les données statistiques correspondantes fournies avant le 1^{er} février 2015 ont été modifiées.

* * Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL -03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS
- 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 112 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2019-2020²

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	PSPLC ³⁻⁴	Réins. sociale	Visite famille	
Amos	-	283	18	9	13	38	-	361
Baie-Comeau	-	92	43	2	4	53	-	194
Hull	-	415	41	8	15	126	-	605
Leclerc de Laval	-	779	13	5	49	146	-	992
Montréal	-	1 712		14	126	759	-	2 611
New Carlisle	-	168	330	13	7	44	-	562
Percé	-	5			2		-	7
Québec (Femmes)	-	155	9		12	81	-	257
Québec (Hommes)	-	1 089	14	8	61	495	-	1 667
Rimouski	-	420	20	5	13	187	-	645
Rivière-des-Prairies	-	1 394	21	3	24	2	-	1 444
Roberval	-	437	43	3	16	119	-	618
Sept-Îles	-	124	15	2	3	14	-	158
Sherbrooke	4	967	20	8	28	127	-	1 154
Sorel	-	491	806	6	29	109	-	1 441
St-Jérôme	-	899	33	13	92	258	1	1 296
Trois-Rivières	-	462	24	6	41	78	-	611

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

³ Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

⁴ (PSPLC) Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL -03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 113 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.

Établissements de détention	2019-2020				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	81 %	6 %	5 %	8 %	100 %
Baie-Comeau	65 %	24 %	5 %	6 %	100 %
Hull	82 %	4 %	4 %	10 %	100 %
Leclerc de Laval	88 %	5 %	3 %	3 %	100 %
Montréal	94 %	2 %	2 %	2 %	100 %
New Carlisle	85 %	8 %	2 %	6 %	100 %
Percé	100 %	0 %	0 %	0 %	100 %
Québec(Femmes)	45 %	20 %	8 %	27 %	100 %
Québec(Hommes)	43 %	16 %	11 %	30 %	100 %
Rimouski	79 %	12 %	5 %	4 %	100 %
Rivière-des-Prairies	57 %	32 %	7 %	4 %	100 %
Roberval	86 %	6 %	3 %	6 %	100 %
Sept-Îles	67 %	9 %	10 %	14 %	100 %
Sherbrooke	64 %	12 %	18 %	6 %	100 %
Sorel	93 %	3 %	1 %	3 %	100 %
St-Jérôme	30 %	57 %	7 %	6 %	100 %
Trois-Rivières	85 %	8 %	3 %	3 %	100 %

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 114 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels.
Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2019-2020		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	3 228	11	3 239
BAIE-COMEAU	885	-	885
HULL	3 255	616	3 872
LECLERC DE LAVAL	2 415	1 140	3 556
MONTRÉAL	7 766	3 132	10 898
NEW CARLISLE	1 114	303	1 417
PERCÉ	273	8	282
QUÉBEC	8 358	1 106	9 464
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	7 589	2 096	9 685
RIMOUSKI	439	198	636
ROBERVAL	2 142	452	2 594
SEPT-ÎLES	1 014	538	1 552
SHERBROOKE	1 447	609	2 056
SOREL	2 416	563	2 979
ST-JÉRÔME	5 634	1 595	7 229
TROIS-RIVIÈRES	2 226	423	2 649

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 115 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2019-2020		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	722	-	722
BAIE-COMEAU	48	-	48
HULL	510	-	510
LECLERC DE LAVAL	378	253	631
MONTRÉAL	1 938	141	2 079
NEW-CARLISLE	129	-	129
PERCÉ	420	-	420
QUÉBEC	1 307	146	1 453
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1 085	-	1 085
RIMOUSKI	371	13	384
ROBERVAL	635	305	940
SEPT-ÎLES	237	141	378
SHERBROOKE	290	262	552
SOREL	682	-	682
ST-JÉRÔME	704	-	704
TROIS-RIVIÈRES	307	2	309

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 116 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS ² (en \$)
AMOS	44 276	2 024 757
BAIE-COMEAU	9 164	419 073
HULL	23 101	1 056 410
LECLERC DE LAVAL	41 138	1 881 262
MONTRÉAL	180 868	8 271 081
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	11 291	516 332
PERCÉ	6 705	306 606
QUÉBEC	59 659	2 728 195
RIMOUSKI	12 077	552 270
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	80 686	3 689 787
ROBERVAL	20 704	946 787
SEPT-ÎLES	14 549	665 332
SHERBROOKE	30 938	1 414 778
SOREL	33 822	1 546 698
ST-JÉRÔME	41 645	1 904 418
TROIS-RIVIÈRES	35 095	1 604 913

¹ Le nombre d'heures est calculé avec un taux horaire moyen estimé en temps supplémentaire.

² Les données proviennent de SAGIR en date du 31 mars 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - **03.01 - 03.02** - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 117 : Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres			Professionnels			PBTA			ASC			Ouvriers			Total		
	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²
	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
Amos	7	7	1 288	-	3	96	1	8	460	63	54	9 939	2	13	582	73	85	12 365
Baie-Comeau	1	6	639	-	1	87	-	2	109	24	20	3 187	4	5	343	29	34	4 365
Hull	12	4	1 360	1	2	143	-	9	338	86	34	8 277	7	9	637	106	58	10 755
Leclerc de Laval	12	13	1 931	4	6	816	2	11	622	64	108	11 163	13	5	750	95	143	15 282
Montréal	37	28	5 376	6	21	1 915	15	33	2 087	338	216	39 568	23	7	1 428	419	305	50 374
New Carlisle & Havre Aubert	5	5	922	-	2	132	-	4	201	32	15	3 359	3	15	389	40	41	5 003
Percé	3	2	399	-	1	63	1	1	95	23	13	2 451	-	-	-	27	17	3 008
Québec	21	24	3 869	5	17	1 474	7	24	1 395	200	151	23 490	24	5	1 255	257	221	31 483
Rimouski	8	4	1 078	-	1	65	1	5	230	55	26	5 356	5	6	405	69	42	7 134
Rivière-des-Prairies	29	23	4 498	3	8	712	8	27	1 448	226	176	26 781	22	4	1 149	288	238	34 588
Roberval	8	14	1 754	-	2	42	-	7	330	84	46	8 705	7	7	524	99	76	11 355
Sept-Îles	3	6	583	-	2	200	-	3	155	43	17	4 408	2	4	297	48	32	5 643
Sherbrooke	14	6	1 648	1	5	366	1	8	378	93	43	8 944	11	6	640	120	68	11 976
Sorel	16	8	2 165	1	9	606	1	9	460	103	64	10 881	7	9	682	128	99	14 794
St-Jérôme	17	12	2 522	3	13	1 139	2	17	858	131	105	15 435	11	10	775	164	157	20 729
Trois-Rivières	16	2	1 546	2	2	300	-	9	369	85	36	8 345	6	11	707	109	60	11 267
Autres que les établissements de détention	8	23	3 844	86	345	30 246	7	110	4 850	24	51	5 270	-	-	-	125	529	44 210
Sous-total effectifs	217	187	-	112	440	-	46	287	-	1 674	1 175	-	147	116	-	2 196	2 205	-
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:	404		35 422	552		38 402	333		14 385	2 849		195 559	263		10 563	4 401		294 331

¹ Lenombre d'effectifs fait référence aux employés réguliers et occasionnels en affectation active à une date donnée.
² La masse salariale est la dépense réelle au 31 mars 2020.
* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 118 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2019-2020¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	53	583	1	4	11	11	293	2 637	221	221	72	648	651	4 104
Bas-St-Laurent	103	1 133		-	24	24	327	2 943	162	162	91	819	707	5 081
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	372	4 092	20	80	61	61	1 154	10 386	1 280	1 280	422	3 798	3 309	19 697
Côte-Nord	33	363	2	8	7	7	106	954	223	223	64	576	435	2 131
Estrie	234	2 574	4	16	33	33	594	5 346	506	506	185	1 665	1 556	10 140
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	49	539	1	4	9	9	133	1 197	120	120	135	1 215	447	3 084
Laval, Laurentides, Lanaudière	328	3 608		-	55	55	1 133	10 197	635	635	378	3 402	2 529	17 897
Montréal	424	4 664	2	8	110	110	1 173	10 557	3 236	3 236	862	7 758	5 807	26 333
Montréal	392	4 312	15	60	22	22	1 270	11 430	293	293	143	1 287	2 135	17 404
Mauricie/Centre-du-Québec	156	1 716	6	24	20	20	477	4 293	421	421	180	1 620	1 260	8 094
Outaouais	164	1 804	15	60	30	30	450	4 050	684	684	127	1 143	1 470	7 771
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	168	1 848		-	28	28	353	3 177	237	237	115	1 035	901	6 325

¹ Les données sont pour 12 mois (1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 119 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.

Régions correctionnelles ³	2019-2020							
	Surveillance ¹						Effectifs ²	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
seul					mixte ⁴			
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	165	20	912	3	272	223	17	7
Bas-St-Laurent	51	18	495	2	79	137	10	2
Côte-Nord	12	5	186	2	75	46	6	1
Estrie	64	52	826	8	284	222	20	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28	12	166	2	55	36	8	1
Laval-Lanaudière-Laurentides	210	149	1 763	18	811	467	37	8
Mauricie	73	43	616	5	161	125	16	3
Montréal	151	83	1 872	14	947	637	40	10
Montréal	200	153	1 859	24	1 095	544	59	21
Outaouais	83	23	624	4	70	101	21	4
Québec, Chaudière-Appalaches	79	95	1 667	14	475	396	40	8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	64	28	522	6	246	156	14	2
TOTAL	1 179	682	11 508	103	4 569	3 088	288	69
GRAND TOTAL	18 042 ⁵							357

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.

L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit : 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active à une date donnée. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour la Direction générale des services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

⁵ Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 120 : Le coût des roulottes dans les établissements de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020
Amos	275 504 \$
Québec	877 181 \$
Sherbrooke	753 441 \$
Trois-Rivières	779 648 \$

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL -03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 121 : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis cinq ans.

QUESTION 122 : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.

¹¹ Pour faciliter la présentation des données, ces questions ont été fusionnées.

Question 121 : La direction générale des services correctionnels n'a effectué aucune dépense relative à des travaux à l'actuel quartier cellulaire de Puvirnituk, étant donné qu'il est sous la responsabilité de l'Administration régionale Kativik.

En juin 2018, le Conseil du trésor a autorisé le projet de 23,1 M\$ prévoyant l'agrandissement du quartier cellulaire du palais. Ce nouveau quartier cellulaire pourra accueillir 34 personnes incarcérées.

Question 122 : Les travaux de construction sont débutés. La livraison, prévue initialement pour le printemps 2021, sera retardée en raison de l'arrêt des chantiers et la fermeture du Grand-Nord, durant la pandémie. Le comité directeur du projet tentera de négocier certaines mesures sanitaires additionnelles afin d'être en mesure de reprendre les travaux rapidement. Actuellement, la Société québécoise des infrastructures est toujours à évaluer l'impact de la COVID-19 sur le chantier de construction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 123 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2019-2020 et prévues en 2020-2021 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2019-2020 (en \$)
Mélanie Carpentier	Programme "Je me choisis" (offert aux femmes sur la victimisation)	1 626

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 123 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2019-2020 et prévues en 2020-2021 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2019-2020 (\$)
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	<p>Pour l'année financière 2019-2020, et ce, jusqu'en 2020-2021, le budget annuel de ce programme de financement est de 1,5 M\$ (volet général). Ce programme soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes. À partir de 2018-2019, et ce, jusqu'en 2021-2022, un montant de 250 k\$ provenant du Plan gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits (volet autochtone) permettra de financer des initiatives autochtones, autant en milieu urbain qu'en communauté.</p> <p><u>Organismes financés (2019-2020)¹</u></p>	1 750 000
Prévention Jeunesse	<p>Le programme Prévention Jeunesse vise à mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes poursuivant l'objectif de contrer un problème particulier présentant un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite.</p> <p>Parmi les douze projets sélectionnés dans ce programme de financement, cinq répondent à des actions en lien avec la violence sexuelle, les fugues, l'exploitation sexuelle et la violence familiale.</p> <p><u>Organismes financés (de 2019-2020 à 2021-2022)¹</u></p>	625 000

¹ Pour le détail des organismes financés, veuillez vous référer à la question numéro 22 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 124 : Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020¹
Amos	1
Baie-Comeau	-
Hull	12
Leclerc de Laval	6
Montréal	338
New Carlisle	-
Percé	-
Québec	6
Rimouski	2
Rivière-des-Prairies	31
Roberval	-
Sept-Îles	1
Sherbrooke	14
Sorel	17
Saint-Jérôme	33
Trois-Rivières	4

¹ Données du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 125 : Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés¹ dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	5
Leclerc de Laval	-
Montréal	192
New Carlisle	-
Percé	1
Québec	8
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	5
Roberval	-
Sept-Îles	-
Sherbrooke	3
Sorel	2
Saint-Jérôme	9
Trois-Rivières	-

¹ Comprend le nombre d'observation et de saisie.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 126 : Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.

Il y a 20 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. D'autres cours grillagées seront également installées en fonction des priorités établies. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 127A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Problématiques																	
Violence																	
- conjugale					✓	✓					✓		✓				✓
- générale	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Délinquance sexuelle		✓	✓		✓	✓	✓		✓		✓		✓		✓		
Victimes d’abus sexuels				✓		✓					✓				✓		
Alcoolisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Toxicomanie		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance affective				✓		✓		✓	✓		✓		✓			✓	✓
Dépendance économique				✓				✓	✓								
Jeu compulsif		✓		✓	✓	✓				✓	✓			✓			
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Résolution de problèmes		✓		✓	✓	✓	✓			✓	✓		✓			✓	✓
Habiletés sociales et parentales		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Relations interpersonnelles		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓			✓	✓
Motivation				✓		✓	✓			✓	✓						✓
Santé																	
Physique ²	✓		✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Mentale ²	✓			✓	✓	✓			✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
ITSS	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Loisirs																	
Activités socioculturelles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Activités sportives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Arts	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓	

¹ Les données proviennent de l'inventaire des Programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention 2018-2019. Il s'agit des plus récentes disponibles.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « ✓ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

*Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 127A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	✓	✓	✓		✓	✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Francisation			✓	✓	✓					✓	✓		✓			✓	✓
Présecondaire	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Secondaire et préparation au postsecondaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Intégration sociale	✓		✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Intégration socioprofessionnelle	✓	✓	✓	✓		✓	✓			✓			✓				✓
Autre formation	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓		✓	✓
Employabilité																	
Service d'un CMO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Formation préalable à l'emploi		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	
Postes de travail rémunérés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Postes de travail non rémunérés			✓								✓				✓	✓	
Cantine	✓		✓		✓					✓							✓
Postes de stages			✓														✓
Autres		✓	✓	✓					✓				✓	✓		✓	
Divers																	
Accueil	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Parcours	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Prévention du suicide	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Programme préparatoire à la sortie		✓		✓		✓		✓	✓		✓		✓			✓	✓
Pastorale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autres	✓	✓		✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓
Femmes			✓														
Gangs de rue																	
Indigente																	
Itinérante			✓		✓											✓	
Psychiatrie											✓						

¹ La collecte de données proviennent de l'inventaire 2018-2019

*Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 127 B : **Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2018	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2018	170 863	65 453	335 692	753 282	779 135	125 795	45 038	119 183	532 731	105 209	20 838	182 737	925 658	61 808	233 200	241 257	297 173
Rémunération des personnes incarcérées	75 032	25 502	125 738	356 329	597 077	48 673	12 077	41 913	500 848	75 596	8 031	81 322	363 956	46 320	136 893	90 572	92 275
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	146 175	68 634	210 940	188 557	411 724	84 270	25 675	160 494	1 000 476	177 476	55 496	72 453	618 418	31 992	109 967	53 345	187 823

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2018 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2019 ne seront disponibles qu'à l'automne 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 128 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2018-2019 et 2019-2020.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020 (12 mois)
Amos	106
Baie-Comeau	65
Hull	617
Leclerc de Laval	359
Montréal	1 804
New Carlisle	100
Percé	32
Québec (femmes)	137
Québec (hommes)	677
Rimouski	117
Rivière-des-Prairies	88
Roberval	230
Sept-Îles	69
Sherbrooke	443
Sorel	272
St-Jérôme	407
Trois-Rivières	268

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 129 : État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.

La Direction générale des services correctionnels a investi beaucoup d'efforts au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations de la clientèle correctionnelle. De façon globale, on observe une légère diminution (-1 %) du taux de production des évaluations pour la clientèle détenue par rapport à 2018-2019. Toutefois, on dénote une hausse significative du taux de production des évaluations avant le 1/6 de la peine pour les personnes purgeant une sentence de six mois et plus, soit une augmentation de 9 %. Cette situation favorise la clientèle confiée aux Services correctionnels du Québec en leur permettant de se prévaloir des différentes mesures de libération anticipée, en fonction des critères prescrits dans la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Évolution du taux d'évaluations produites en détention pour les sentences de six mois et plus¹

2018-2019	2019-2020	Variation
98%	98%	0%

Évolution du taux d'évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de six mois et plus¹

2018-2019	2019-2020	Variation
75%	83%	8%

¹ Données du 1er avril 2018 au 31 mars 2019 et du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 130 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

En 2018, suite à la révision des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* pour les personnes contrevenantes purgeant une courte peine, l'ensemble des agents des services correctionnels (ASC) a été formé. Depuis, les nouveaux outils sont utilisés pour évaluer l'ensemble de la clientèle purgeant une peine de moins de six mois.

Aussi, en réponse aux recommandations du Vérificateur général du Québec, la Direction générale des services correctionnels a mis en place un mécanisme de contrôle de la qualité pour les évaluations produites par les ASC dès l'automne 2018.

Différents outils standardisés précisant les critères retenus pour chaque type d'évaluation réalisé, tels qu'un chiffrier et un guide, ont été élaborés afin de permettre une appréciation objective des dossiers contrôlés, et ce, de façon bisannuelle.

Ainsi, des exercices de contrôle de la qualité des évaluations produites ont été effectués depuis 2018, et ce, tant en milieu ouvert, qu'en milieu fermé. La mise en place de ce mécanisme de contrôle a contribué à l'uniformisation des pratiques appliquées dans l'ensemble du réseau correctionnel, tout en s'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue, et ce, tant au niveau des pratiques, que des outils utilisés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 131 : Pour 2019-2020, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale¹.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019 ²
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	-
Leclerc de Laval	3
Montréal	-
New Carlisle	-
Percé	-
Québec (femmes)	-
Québec (hommes)	9
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	-
Roberval	-
Sept-Îles	-
Sherbrooke	3
Sorel	-
St-Jérôme	1
Trois-Rivières	-

¹ Notons que chaque fonds d'un établissement de détention traite directement avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et non le Fonds central, malgré que les fonds soient reconnus comme « un seul employeur » (ils sont regroupés aux fins de leur adhésion au régime rétrospectif de la CNESST).

² Janvier à décembre 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 132 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour l'année 2019-2020.

Établissement	2019-2020	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
TOTAL	522 771	9,3 %
Amos	25 912	10,9
Baie-Comeau	7 077	8,0
Hull	30 974	12,9
Leclerc de Laval	28 444	8,5
Montréal	87 186	8,0
New Carlisle et Havre-Aubert	11 339	12,2
Percé	2 253	3,2
Québec	75 710	10,7
Rimouski	77 476	9,9
Rivière-des-Prairies	5 090	3,2
Roberval	20 754	7,9
Sept-Îles	12 417	10,2
Sherbrooke	16 446	6,4
Sorel	23 830	7,4
St-Jérôme	57 833	12,2
Trois-Rivières	21 194	9,0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 133 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2019-2020. Ventilé par établissement de détention.

La Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention (ED), un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d’évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l’intérieur et à l’extérieur des ED. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n’importe quel moment et aussi souvent que requis.

Depuis 2018, la Direction générale des services correctionnels a travaillé à l'implantation d'outils permettant de standardiser les pratiques et la compilation des données relatives aux activités de fouille. Néanmoins, les méthodes de comptabilisation des activités de fouille et la compréhension quant à la façon de comptabiliser les activités de fouille peuvent expliquer les écarts significatifs observés ci-dessous.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE	
	2018-2019	2019-2020
Amos	328	418
Baie-Comeau	89	46
Hull	312	463
Leclerc de Laval	149	185
Montréal	868	1 065
New Carlisle	31	38
Percé	8	84
Rimouski	684	389
Québec	203	450
Rivière-des-Prairies ¹	1 733	1 762
Roberval	40	74
St-Jérôme	247	665
Sept-Îles	204	135
Sherbrooke	210	184
Sorel	160	222
Trois-Rivières ¹	2 519	2 863

¹ L’hétérogénéité du type d’activité de fouille répertorié ne permet pas d’établir de comparatif entre les différents ED. Malgré l'introduction de nouveaux outils permettant de standardiser les méthodes de comptabilisation, des pratiques locales en lien avec la comptabilisation des activités de fouilles pourraient expliquer certains écarts, notamment entre le nombre d'activités de fouille compilé par certains ED comme Trois-Rivières et Rivière-des-Prairies. Des interventions sont faites afin d'uniformiser les pratiques de comptabilisation au sein des ED.

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention² :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	cendrier artisanal	épingle à couche	mandat poste	plexiglas	tige de métal
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de Xbox)	cendrier modifié	espadrille avec semelle décollée	manette de Xbox	poids haltère artisanal	timbre de nicotine (Nicoderm)
accumulation de journaux	batterie modifiée	chandelle artisanale	exacto artisanal	marqueur sharpie	poignée artisanale	tondeuse à cheveux
accumulation de literie	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	chargeur (booster pack)	fil de chargeur	mèche pour perceuse	poivrière	tournevis
accumulation de livres	bijou artisanal	chargeur artisanal	fil de chargeur modifié	médicament nécessitant une	porte-serviette artisanal	tube de colle
accumulation de médicaments	bijou	chargeur solaire	foret	ordonnance (Séroquel,	pot de calamine	tube Orajel
accumulation de nourriture	bobine de fil	chaudière	fouet de cuir artisanal	méthadone, stéroïde, etc.)	poudre explosive	tube de Voltarin
accumulation de papier	bobine de fil de cuivre	cigarettes	fronde	microphone mains libres	poudre pour bébé	soulier à cap d'acier
accumulation de produits	boîte de conserve non conforme	ciseaux	gant de cuir	monnaie (pièce de)	produit nettoyant (Old	vaporisateur de nitroglycérine
hygiéniques	boîte de Q-Tips	clé	gant de fouille	montre téléphone cellulaire	Dutch/Comet)	ventilateur
accumulation de vaisselle	boucle de ceinture non conforme	clé à molette	gant de latex	montre-bracelet	protéine	ventilateur altéré
accumulation de vêtements	boulon	clé de menotte	gommette	morceau de ciment	radio	vibrateur artisanal
accumulation d'ordures	bouteille vide	clé de menotte artisanale	grille-pain abîmé	morceau de cuivre	radio (morceau)	vis
adaptateur	briquet	clou	haut-parleur artisanal	morceau de fer	rallonge électrique	
affiche	briquet à gaz type Gun	colle contact	huile à massage	morceau de grillage	rasoir	
agrafeuse	briquet artisanal	collier de perles	image obscène	morceau de métal	réveil matin	
aiguille	broche	contenant de gel à raser	inhalateur pour l'asthme	morceau de serpillère	revue pornographique	
aiguiseur	brosse à cheveux modifiée	corde à linge artisanale	iPad	moteur de lecteur CD	rideaux	
aimant	brosse à dents	corde artisanale	iPod	objet cylindrique	rince-bouche	
alcool frelaté	cabaret de plastique (cuisine)	coupe-ongles	jeu de société	ordinateur portable	roche/caillou	
allume-cigarette	câble électrique	couteau à beurre	lame de grattoir	ouvre-boîte	ruban adhésif	
allumettes	câble USB	couteau de poche	lame de rasoir	papier à rouler	ruban électrique vert	
antenne artisanale	cadenas	couvre batterie de cellulaire	lampe portable	papier aluminium	sac de plastique	
appareil Bluetooth	cagoule	craies	lecteur CD	papier Mika	seringue	
argent en papier (billet de banque)	cahier à spirale	crayon surligneur	lecteur MP3	papier sablé	seringue artisanale	
arme artisanale	calculatrice	créatine	lien artisanal (bois, métal,	peinture	soie dentaire	
baguette artisanale	contenant de vernis	décapant à peinture	corde, tissus) servant à passer	perche artisanale	substance s'apparentant à des	
baladeur	carte d'appel	dentifrice	des articles d'une cellule à une	petit moteur rotatif	tabac en vrac	
balance	carte mémoire	DVD	autre (cheval)	photo de nudité	taraud (outil)	
balance électronique	carte SIM pour cellulaire	eau de Javel	liste de clients	pic artisanal	télécommande	
banc de toilette	cartouche d'arme à feu	écouteurs	liste de transactions	pince à cils	télécommande artisanale	
bandage élastique	cassette audio	égraineuse	livre à couverture rigide	pince-notes	téléphone cellulaire	
barre de métal	CD	encre	machine à rouler les cigarettes	pipe	télévision	
	ceinture non conforme	enregistreur	machine à tatouage artisanale	plante	thermomètre de réfrigérateur	

² La présente liste est extraite du Bilan annuel de fouille qui regroupe les objets saisis en différentes catégories, facilitant ainsi l'uniformisation et la standardisation de la compilation (ex. dérivés d'alcool ou de tabac; articles de tatouage; cellulaires et accessoires, etc.)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 134 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2019-2020^{1 et 2}.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M \$)	ÉTAPE EN COURS
Sécurisation des établissements de détention (équipement de sécurité)	Multi sites	Printemps 2022	9,2	En planification
Agrandissement du stationnement	St-Jérôme	Hiver 2021	3,6	En planification
Agrandissement et réfection des services alimentaires	Trois-Rivières	Automne 2021	11,5	En planification
Agrandissement du quartier cellulaire	Puvirnituq	Printemps 2021	23,1	Travaux en cours

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Il s'agit des projets approuvés par le Conseil du Trésor. Plusieurs autres projets sont prévus au Plan québécois des infrastructures et sont présentement à l'étude.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 135 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2019-2020	BUDGET INITIAL ¹ 2019-2020 (\$)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 3	400 890
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean 3950, boulevard Harvey, 3 ^e étage, Jonquière (Québec) G7X 8L6 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 3	403 255
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik 1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 2	665 840
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 3	619 460
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional 165, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3 1 6 2	625 220

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 135 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2019-2020	BUDGET INITIAL ¹ 2019-2020 (\$)
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides 5100, rue Sherbrooke Est, 23 ^e étage, Montréal (Québec) H1V 3R9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional 55, rue Castonguay, bureau 105, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	8 3 2 1	768 290
Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 170, avenue Principale, 2 ^e étage, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 1	379 790
Direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	315 700
Direction régionale de la Côte-Nord 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 1	444 550
Direction régionale de l'Outaouais 817, boulevard Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 2	502 235

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 135 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2019-2020	BUDGET INITIAL ¹ 2019-2020 (\$)
Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM) 125, chemin du Parc, bureau B108, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3 (N'inclut pas les ressources du CEGRIM des autres ministères)	3	1 226 100

¹ Le budget inscrit comprend le budget en rémunération, fonctionnement et transfert (excluant le budget du Plan d'action inondation).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 136 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2019-2020¹.

Voir document ci-joint.

Le montant total versé pour cette période est de : 383 625 243 \$.

¹ La période de référence est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

QP1 – 136 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2019-2020

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2010-04-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés au chemin Montcerf, dans la municipalité de Montcerf-Lytton, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2010			
		7 OUTAOUAIS	M	210 427 \$
		Sous-total		210 427 \$
113-2011 2010-12-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	251 467 \$
		09 CÔTE-NORD	M	6 397 \$
		Sous-total		257 865 \$
2012-05-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 10 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
		09 CÔTE-NORD	M	27 121 \$
		Sous-total		27 121 \$
808-2013 2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic			
		05 ESTRIE	E	83 944 \$
		05 ESTRIE	M	1 081 922 \$
		Sous-total		1 165 866 \$
2013-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 19 juillet 2013, dans des municipalités du Québec			
		13 LAVAL	M	199 200 \$
		Sous-total		199 200 \$
2014-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec			
		16 MONTÉRÉGIE	M	286 082 \$
		Sous-total		286 082 \$
2015-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 10 au 16 avril 2015, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	67 677 \$
		Sous-total		67 677 \$
2015-10-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, vents violents et inondations survenus les 28 et 29 octobre 2015, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	181 492 \$
		Sous-total		181 492 \$
2016-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 13 janvier 2016, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	113 971 \$
		Sous-total		113 971 \$
2016-03-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues 31 mars au 3 avril 2016, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	M	305 107 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	5 146 \$
		Sous-total		310 252 \$
2016-06-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 20 juin 2016, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	66 658 \$
		Sous-total		66 658 \$
2016-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 21 et 22 juillet 2016, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	282 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	449 \$
		Sous-total		731 \$
2016-11-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissements de terrain survenus en novembre 2016, dans la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan			
		04 MAURICIE	P	29 889 \$
		Sous-total		29 889 \$

QP1 – 136 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2019-2020

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
748-2017 2016-12-30G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 décembre 2016 dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	3 604 \$
		09 CÔTE-NORD	P	34 269 \$
		09 CÔTE-NORD	M	147 963 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	529 496 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	144 465 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	4 103 832 \$
		Sous-total		4 963 631 \$
742-2017 2017-02-23G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 23 au 26 février 2017 dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	167 508 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	28 930 \$
		Sous-total		196 437 \$
495-2017 2017-04-05S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril au 16 mai 2017, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	22 739 \$
		01 BAS-SAINT-LAURENT	E	23 \$
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	18 586 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	O	52 407 \$
		04 MAURICIE	P	280 374 \$
		04 MAURICIE	E	47 504 \$
		04 MAURICIE	M	337 730 \$
		06 MONTRÉAL	P	2 258 612 \$
		06 MONTRÉAL	E	366 577 \$
		06 MONTRÉAL	O	2 900 000 \$
		07 OUTAOUAIS	P	5 341 900 \$
		07 OUTAOUAIS	E	1 235 402 \$
		07 OUTAOUAIS	M	36 850 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	60 092 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	2 720 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	305 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	47 500 \$
		13 LAVAL	P	2 579 407 \$
		13 LAVAL	E	113 729 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	114 085 \$
		15 LAURENTIDES	P	4 146 763 \$
		15 LAURENTIDES	E	905 689 \$
		15 LAURENTIDES	M	191 871 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	1 951 654 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	151 542 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	533 007 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	57 399 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	3 707 \$
		Sous-total		23 758 173 \$
2017-07-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang du Haut-de-la-Rivière Sud, dans la ville de Saint-Césaire, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 8 juillet 2017			
		16 MONTÉRÉGIE	M	625 000 \$
		Sous-total		625 000 \$
192-2018 2017-08-04G	Programme d'aide financière spécifique relatif àaux pluies abondantes, aux précipitations de grêle et aux vents violents survenus les 4 et 5 août 2017 dans des municipalités du Québec			
		16 MONTÉRÉGIE	M	165 \$
		Sous-total		165 \$
1074-2017 2017-08-18S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales de l'avenue John-Kane, dans la ville de Saguenay, arrondissement de La Baie			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	15 286 \$
		Sous-total		15 286 \$
93-2018 2017-10-11G	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Saules, dans la municipalité de Val-des-Monts			
		07 OUTAOUAIS	P	25 240 \$
		Sous-total		25 240 \$
2017-10-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 26 octobre 2017, dans la municipalité de Sainte-Martine			
		16 MONTÉRÉGIE	P	356 036 \$
		Sous-total		356 036 \$
377-2018 2017-10-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	32 \$
		07 OUTAOUAIS	P	211 686 \$
		07 OUTAOUAIS	M	763 511 \$
		Sous-total		975 228 \$

QP1 – 136 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2019-2020

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
261-2018 2017-11-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 2 au 8 novembre 2017, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	958 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	194 011 \$
		Sous-total		194 969 \$
593-2018 2018-01-04S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations et à une tempête de neige survenues du 4 au 6 janvier 2018 dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	906 559 \$
		01 BAS-SAINT-LAURENT	E	136 015 \$
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	O	1 888 \$
		Sous-total		1 044 462 \$
732-2018 2018-01-11G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 11 au 19 janvier 2018 dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	95 374 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	16 702 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	306 881 \$
		05 ESTRIE	P	51 549 \$
		15 LAURENTIDES	P	5 179 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	150 282 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	2 902 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	5 200 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	65 632 \$
		Sous-total		699 702 \$
26-2019 2018-02-21G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues les 21 et 22 février 2018 dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	2 089 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	81 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	50 027 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	41 209 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	587 \$
		Sous-total		93 993 \$
2018-03-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, pluies et dégel printanier survenus du 28 mars au 30 avril 2018, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	2 426 \$
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	71 868 \$
		04 MAURICIE	P	324 992 \$
		04 MAURICIE	M	3 264 \$
		05 ESTRIE	P	52 706 \$
		07 OUTAOUAIS	M	63 246 \$
		09 CÔTE-NORD	P	64 966 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	9 027 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	35 714 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	401 790 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	164 222 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	9 007 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	52 556 \$
		14 LANAUDIÈRE	E	824 \$
		15 LAURENTIDES	P	66 579 \$
		15 LAURENTIDES	E	3 355 \$
		15 LAURENTIDES	M	4 387 \$
		Sous-total		1 330 930 \$
2018-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 18 juin 2018, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	13 535 \$
		Sous-total		13 535 \$
2018-07-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 juillet 2018, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	M	20 447 \$
		Sous-total		20 447 \$
2018-07-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 juillet 2018, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	29 005 \$
		Sous-total		29 005 \$
2018-08-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 4 août 2018, dans la municipalité de Hébertville			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	64 453 \$
		Sous-total		64 453 \$

QP1 – 136 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2019-2020

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2018-08-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises rue Alfred-DesRochers, dans la ville de Sherbrooke	05 ESTRIE	P	45 170 \$
		Sous-total		45 170 \$
2018-08-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 17 août 2018, dans la municipalité de Ferme-Neuve	15 LAURENTIDES	P	2 412 \$
		Sous-total		2 412 \$
2018-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 29 août 2018, dans des municipalités du Québec	12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	50 842 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	8 551 \$
		Sous-total		59 393 \$
2018-09-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 5 septembre 2018, dans des municipalités du Québec	02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	46 802 \$
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	11 684 \$
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	55 296 \$
		08 ABITIBI—TÉMISCAMINGUE	P	2 273 \$
		Sous-total		116 055 \$
2018-09-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis rue Saint-Joseph, dans la municipalité de Sainte-Martine	16 MONTÉRÉGIE	P	34 182 \$
		16 MONTÉRÉGIE	BL	34 115 \$
		Sous-total		68 298 \$
2018-09-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 21 septembre 2018, dans des municipalités du Québec	06 MONTRÉAL	O	6 564 \$
		07 OUTAOUAIS	O	21 805 \$
		Sous-total		28 369 \$
2018-10-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 10 et 11 octobre 2018, dans des municipalités du Québec	08 ABITIBI—TÉMISCAMINGUE	P	4 105 \$
		Sous-total		4 105 \$
2018-10-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale et un bâtiment locatif sis rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis	12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	12 784 \$
		Sous-total		12 784 \$
2018-11-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment locatif sis rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis	12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	BL	375 129 \$
		Sous-total		375 129 \$
2018-11-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue le 27 novembre 2018, dans des municipalités du Québec	04 MAURICIE	M	5 000 \$
		Sous-total		5 000 \$
2018-11-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête automnale survenue le 29 novembre 2018, dans des municipalités du Québec	11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	675 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	30 000 \$
		Sous-total		30 675 \$
2018-12-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise route 132 Est, dans la municipalité de Sainte-Luce	01 BAS-SAINT-LAURENT	M	79 841 \$
		Sous-total		79 841 \$
2018-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 22 au 26 décembre 2018 et travaux de bris de couvert de glace réalisés du 22 au 27 décembre 2018, dans des municipalités	01 BAS-SAINT-LAURENT	M	1 166 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	4 029 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	BL	1 136 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	39 588 \$
		Sous-total		45 918 \$

QP1 – 136 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2019-2020

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2018-12-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	29 721 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	95 064 \$
	05	ESTRIE	M	9 449 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	47 049 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	133 366 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	83 066 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	57 494 \$
		Sous-total		455 209 \$
2019-01-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue le 9 janvier 2019, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	O	116 \$
		Sous-total		116 \$
2019-01-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise route 195, dans la municipalité de Saint-René-de-Matane			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	231 910 \$
		Sous-total		231 910 \$
2019-01-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue le 20 janvier 2019, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	346 \$
		Sous-total		346 \$
2019-01-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 24 janvier 2019, dans la municipalité d'Austin			
	05	ESTRIE	P	36 146 \$
		Sous-total		36 146 \$
2019-02-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue les 8 et 9 février 2019, dans la municipalité de Saint-Isidore			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	299 \$
		Sous-total		299 \$
2019-02-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue du 24 au 26 février 2019, dans des municipalités du Québec			
	09	CÔTE-NORD	O	2 561 \$
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	O	228 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	1 926 \$
		Sous-total		4 714 \$
2019-03-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Joseph, dans la municipalité de Maskinongé			
	04	MAURICIE	P	122 881 \$
		Sous-total		122 881 \$
2019-03-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 31 mars 2019, dans la municipalité de Compton			
	05	ESTRIE	P	38 352 \$
		Sous-total		38 352 \$
2019-04-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête printanière survenue le 4 avril 2019, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	O	328 \$
		Sous-total		328 \$
2019-04-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête printanière survenue le 8 avril 2019, dans des municipalités du Québec			
	14	LANAUDIÈRE	M	13 000 \$
	15	LAURENTIDES	M	85 000 \$
		Sous-total		98 000 \$
2019-04-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	207 296 \$
	02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	2 375 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	679 873 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	BL	249 724 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	48 544 \$
	04	MAURICIE	P	3 701 724 \$
	04	MAURICIE	BL	43 742 \$
	04	MAURICIE	E	33 062 \$
	04	MAURICIE	M	280 900 \$
	05	ESTRIE	P	122 958 \$

QP1 – 136 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2019-2020

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
		05 ESTRIE	E	3 903 \$
		05 ESTRIE	M	15 000 \$
		06 ESTRIE	O	17 480 \$
		06 MONTRÉAL	P	2 814 553 \$
		06 MONTRÉAL	BL	306 475 \$
		06 MONTRÉAL	E	13 554 \$
		06 MONTRÉAL	O	1 800 000 \$
		07 OUTAOUAIS	P	41 928 808 \$
		07 OUTAOUAIS	BL	6 736 580 \$
		07 OUTAOUAIS	E	684 023 \$
		07 OUTAOUAIS	M	5 817 003 \$
		07 OUTAOUAIS	O	24 144 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	806 293 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	BL	18 504 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	E	8 551 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	123 980 \$
		09 CÔTE-NORD	P	8 432 \$
		10 NORD-DU-QUÉBEC	P	2 800 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	62 134 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	2 000 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	85 620 136 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	BL	43 043 224 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	6 784 386 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	581 335 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	15 359 \$
		13 LAVAL	P	5 574 205 \$
		13 LAVAL	BL	78 328 \$
		13 LAVAL	M	4 500 000 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	1 249 099 \$
		14 LANAUDIÈRE	BL	33 635 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	192 535 \$
		14 LANAUDIÈRE	O	38 358 \$
		15 LAURENTIDES	P	97 306 668 \$
		15 LAURENTIDES	BL	6 350 008 \$
		15 LAURENTIDES	E	251 193 \$
		15 LAURENTIDES	M	12 528 596 \$
		15 LAURENTIDES	O	99 072 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	7 179 190 \$
		16 MONTÉRÉGIE	BL	370 978 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	9 623 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	2 148 258 \$
		16 MONTÉRÉGIE	O	77 660 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	1 582 798 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	BL	7 007 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	164 011 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	243 000 \$
		Sous-total		342 593 076 \$
2019-06-27G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 27 juin 2019, dans des municipalités du Québec	02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	O	2 544 \$
		Sous-total		2 544 \$
2019-09-07G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019, dans des municipalités du Québec	11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	2 115 \$
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	77 226 \$
		Sous-total		79 341 \$
2019-10-31G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec	05 ESTRIE	P	486 353 \$
		05 ESTRIE	M	36 677 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	572 951 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	40 000 \$
		15 LAURENTIDES	P	1 707 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	609 357 \$
		16 MONTÉRÉGIE	BL	26 465 \$
		Sous-total		1 773 509 \$
2020-02-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents -Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières	04 MAURICIE	P	1 400 \$
		Sous-total		1 400 \$
		TOTAL		383 635 243 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 137 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 31 mars 2020, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité. Un processus de révision des schémas est en cours pour plusieurs d'entre elles.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	6	-	-	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 137 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Montréal	1	-	-	Agglomération de Montréal
Outaouais	5	-	-	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	10	-	-	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches, Beauce-Sartigan

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 137 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	-	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montérégie	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le MSP accompagne en continu les municipalités et les MRC dans la mise en oeuvre de leur schéma de couverture de risques.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 138 : État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

En 2018, dans le budget du gouvernement du Québec, une somme de 81,1 M\$ a été annoncée pour les exercices financiers 2017-2018 à 2021-2022 afin de financer la mise en œuvre de certaines des 24 mesures du Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations (Plan d'action inondations). De ce montant, un budget de 39,2 M\$ a été octroyé au ministère de la Sécurité publique (MSP) pour la mise en œuvre de mesures sous sa responsabilité, et ce, pour la durée de ce plan d'action. Pour l'année 2019-2020, une somme de 9,9 M\$ a été consacrée aux mesures 4, 5, 10, 12, 20 et 22 :

Acquérir des connaissances sur la vulnérabilité des résidences et des infrastructures face aux crues (mesures 5 et 10 - dont le budget est de 1 M\$)

Ce montant a principalement permis d'investir dans trois projets visant à acquérir des connaissances sur la vulnérabilité des résidences et des infrastructures aux inondations, en collaboration avec l'Institut national de la recherche scientifique et l'Université Laval.

Soutenir davantage le milieu municipal dans la prévention et la préparation aux sinistres (mesure 4 - bonification du Cadre pour la prévention de sinistre de 5 M\$ pour les inondations)

Ce montant a permis de soutenir financièrement dix projets en appréciation des risques d'inondation (recherche sur les risques d'inondation) et pour l'acquisition de données géographiques. De plus, des sommes ont été consacrées à des travaux de traitement de risques au sein de cinq municipalités, soit Brigham, Coaticook, Saint-Raymond, Saint-Joseph-du-Lac et Saint-André-d'Argenteuil, afin d'atténuer les risques d'inondations à ces endroits.

Assurer une meilleure présence en sécurité civile et incendie sur tout le territoire québécois (mesure 20 - dont le budget est de 2,9 M\$)

Cette mesure a permis au MSP d'embaucher des ressources additionnelles afin d'assurer une meilleure présence en région dans le but de mieux accompagner les municipalités dans leur préparation aux sinistres, pour les opérations d'urgence et le rétablissement à la suite d'un événement. Au cours des années 2018-2019 et 2019-2020, 32 des 33 postes à pourvoir (soit des conseillers en gestion de risques, des conseillers en sécurité civile, des conseillers en sécurité incendie et des conseillers en rétablissement) ont été comblés, et ce, pour travailler dans les dix bureaux régionaux de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie. Ces dix bureaux couvrent les 17 régions administratives du Québec. Au 31 mars 2020, un poste de conseillers en gestion des risques était toujours en processus de dotation et deux postes de conseillers en rétablissement étaient vacants en raison de départs en mutation/affectation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 138 : État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

Mettre en place des initiatives pour une meilleure gestion des inondations (mesure 22 - dont le budget est de 500 k\$)

Dans le cadre de cette mesure, trois projets sont financés. Un projet, coordonné par l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), par le biais de son Cité-ID Living Lab, concerne l'analyse des problématiques liées au développement de la résilience des collectivités québécoises aux sinistres. Un autre projet, coordonné par l'Association de sécurité civile du Québec en collaboration avec le Cité-ID Living Lab de l'ÉNAP, permettra de documenter les bonnes pratiques en matière de sécurité civile. Un dernier projet, coordonné par l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, concerne le développement d'une application Web permettant le partage d'offres de services, d'expertises et de ressources municipales.

Mettre en œuvre, à l'échelle nationale, des activités de communication axées sur l'importance de se préparer à faire face aux inondations (mesure 12 - dont le budget est de 500 k\$)

Une campagne de sensibilisation s'est tenue de mars à mai 2019. Celle-ci incluait la conception de capsules vidéo ainsi que la diffusion de publicités à la radio, sur le Web, sur les médias sociaux et dans quelques médias écrits. Cette campagne a débuté à la mi-mars, soit au cours d'une période particulièrement propice aux risques d'inondation. La campagne de sensibilisation se poursuivra au cours des prochaines années.

Les mesures sous la responsabilité du MSP sont actuellement en cours de réalisation. Leur mise en œuvre se poursuivra jusqu'en 2022, et ce, dans le respect de l'échéancier initial prévu.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 139 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Support et accompagnement des municipalités :

- Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité, cette dernière est maîtresse d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie (DGSCSI) du ministère de la Sécurité publique (MSP) est de venir appuyer les municipalités dans leurs actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et soutien les municipalités afin qu'elles se conforment au Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre entré en vigueur le 9 novembre 2019.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement et pour la réparation des dommages aux biens essentiels. Le programme permet également d'accorder une assistance financière aux particuliers, aux propriétaires de bâtiments locatifs et aux entreprises sinistrés.
- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.
- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers, les propriétaires de bâtiments locatifs que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et de procéder à l'ouverture de leur réclamation. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 heures suivant la rencontre.
- Selon ce programme, le montant de la participation financière de la municipalité est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.
- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 140 : Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

	2019-2020
Cadre pour la prévention de sinistres (CPS)	6 252 500 \$
Budget additionnel pour l'érosion et la submersion côtières (CPS)	10 000 000 \$
Budget additionnel pour les inondations (CPS)	4 745 235 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 141 : État de situation au 31 mars 2020 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2019-2020 et fournir les prévisions pour 2020-2021. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) orientation de la Politique;
- b) objectif de la Politique;
- c) ministère de mise en œuvre;
- d) résultats atteints en 2019-2020;
- e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2019-2020 et 2020-2021;
- f) budget pour chaque action;
- g) tout document produit à cet effet.

a) et b) Orientation et objectif de la Politique

La Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) précise la vision, les fondements, les orientations et les objectifs devant permettre d'accroître la résilience des collectivités aux catastrophes. Elle interpelle l'ensemble des acteurs de la société et cherche à favoriser une plus grande responsabilisation de tous. Elle se veut l'assise à partir de laquelle seront déployées les diverses mesures en matière de sécurité civile. La PQSC s'articule autour de cinq orientations couvrant les principales catégories de mesures à mettre en œuvre à cet effet :

- consolider le système québécois de sécurité civile;
- améliorer la connaissance des risques;
- accroître le partage d'information et le développement des compétences;
- recourir en priorité à la prévention;
- renforcer la capacité de réponse aux catastrophes.

c) Ministère de mise en œuvre

En vue d'assurer la mise en œuvre de la PQSC et pour favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vue confier le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2014, sous la coordination du ministère de la Sécurité publique (MSP), un plan d'action national (PAN). Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se divise en deux phases s'échelonnant respectivement de 2014 à 2019 et de 2020 à 2024. En juin 2015, le PAN – Phase 1 a reçu l'approbation du Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ).

L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du PAN. Pour ce faire, le MSP prépare un état de situation annuel par année civile.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 141 : État de situation au 31 mars 2020 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2019-2020 et fournir les prévisions pour 2020-2021. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) orientation de la Politique;**
- b) objectif de la Politique;**
- c) ministère de mise en œuvre;**
- d) résultats atteints en 2019-2020;**
- e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2019-2020 et 2020-2021;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

d) Résultats atteints en 2019-2020

Dans le cadre des rencontres de l'OSCQ, un état de situation relativement à la progression du PAN a été présenté sur une base annuelle à l'OSCQ. Jusqu'à maintenant, celui-ci a porté sur l'évolution des mesures réalisées au cours des années 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2019-2020

Un état de situation sur la progression du PAN pour l'année civile 2019 sera présenté à l'OSCQ en 2020. De plus, l'OSCQ a reçu le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2020, un rapport intérimaire de mise en œuvre qui, une fois approuvé par l'OSCQ, sera transmis au Conseil du trésor. Celui-ci prendra en compte notamment les éléments présentés antérieurement à l'OSCQ relativement à la progression du PAN.

f) Budget pour chaque action

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des ministères et organismes impliqués.

g) Tout document produit à cet effet

Le bilan intérimaire de mise en œuvre est en cours d'élaboration.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 142 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence (RLRQ, chapitre S-2.3, r. 2).

Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre ([2018] 150 G.O.II, 315).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Abercorn	1	0
Adstock	1	0
Amherst	2	38
Amos	1	1
Arundel	1	3
Asbestos	2	3
Aumond	1	2
Austin	0	2
Baie-du-Febvre	0	1
Baie-Saint-Paul	2	3
Barnston-Ouest	1	0
Batiscan	3	9
Beauceville	42	161
Beauharnois	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Beaumont	0	2
Bécancour	1	29
Bedford	0	1
Beloeil	0	1
Berthierville	1	1
Blainville	1	0
Blue Sea	1	1
Boileau	1	1
Boisbriand	2	32
Bois-des-Filion	1	0
Bolton-Est	1	0
Bolton-Ouest	1	0
Bonaventure	0	1
Bouchette	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Bowman	0	1
Brebeuf	1	3
Brigham	0	2
Bristol	0	5
Brome	0	1
Brownsburg-Chatham	2	2
Bryson	1	1
Bury	4	6
Campbell'Bay	2	11
Cantley	0	2
Cap-Chat	0	1
Cayamant	1	0
Champlain	2	22
Châteauguay	1	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Chelsea	2	1
Chertsey	0	1
Chichester	1	9
Chute-Saint-Philippe	0	3
Clarendon	1	0
Compton	1	2
Contrecoeur	0	1
Cookshire-Eaton	1	4
Cowanville	9	50
Déléage	1	1
Denholm	0	3
Deschailions-sur-Saint-Laurent	1	1
Deux-Montagnes	4	10
Dudswell	1	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Duhamel	1	4
Duhamel-Ouest	0	1
Duparquet	2	14
Durham-Sud	1	0
East Farnham	1	0
Eastman	1	6
Farnham	0	1
Fasset	1	2
Ferme-Neuve	7	22
Fort-Coulonge	8	97
Fugèreville	0	1
Gatineau	92	676
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	0	1
Gracefield	1	8

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Grenville-sur-la-Rouge	3	18
Grosse-Île	1	0
Ham-Nord	0	1
Ham-Sud	1	0
Harrington	0	4
Hatley	1	1
Huberdeau	2	2
Hudson	4	26
Inverness	0	4
Joliette	1	1
Kawawachikamach	1	0
Kazabazua	1	2
Kiamika	1	4
La Conception	1	8

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
La Macaza	1	0
La Malbaie	1	2
La Motte	0	2
La Pêche	4	4
La Visitation-de-l'Île-Dupas	2	13
Labelle	1	0
Lac-aux-Sables	1	0
Lac-Beauport	1	0
Lac-Brome	1	0
Lac-des-Écorces	0	2
Lac-Etchemin	5	0
Lachute	8	71
Lacolle	1	0
Lac-Saint-Paul	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Lac-Simon	1	7
Lac-Supérieur	0	1
Lampton	0	1
L'Ange-Gardien	1	5
Lanoraie	1	0
L'Ascension	1	0
L'Assomption	0	2
Laval	34	360
Lavaltrie	2	0
Laverlochère-Anglier	1	1
L'Épiphanie	1	2
Léry	2	0
Les Éboulements	1	0
Les Îles-de-la-Madeleine	2	5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Lévis	0	11
L'Île-Cadieux	1	15
L'Île-du-Grand-Calumet	2	12
L'Île-Perrot	6	36
Lingwick	2	3
L'Isle-aux-Allumettes	3	25
L'Isle-aux-Coudres	1	0
Lochaber	0	1
Lorraine	2	10
Louiseville	7	48
Low	1	0
Magog	2	3
Mandeville	4	9
Maniwaki	1	10

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Mansfield-et-Pontefract	20	154
Martinville	0	1
Mascouche	0	1
Maskinongé	5	53
Matane	0	2
Matapédia	1	9
Mayo	3	21
Melbourne	1	0
Mille-Isles	0	2
Mirabel	7	40
Montcalm	1	5
Montcerf-Lytton	1	2
Mont-Laurier	1	3
Montpellier	2	2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Montréal	25	342
Mont-Tremblant	2	12
Morin-Heights	1	0
Mulgrave-et-Derry	1	0
Namur	1	0
Neuville	2	0
Nicolet	3	21
Nominingue	1	22
Notre-Dame-de-Bonsecours	1	0
Notre-Dame-de-la-Salette	0	1
Notre-Dame-de-Montauban	1	0
Notre-Dame-de-Pontmain	1	0
Notre-Dame-des-Pins	2	9
Notre-Dame-des-Prairies	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1	0
Notre-Dame-du-Laus	1	2
Notre-Dame-du-Nord	1	0
Ogden	0	2
Oka	4	59
Orford	1	0
Otter Lake	0	3
Papineauville	2	31
Piedmont	0	1
Pierreville	4	19
Pincourt	1	2
Plaisance	2	2
Pointe-Calumet	7	26
Pointe-Fortune	2	21

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Pontiac	15	127
Pont-Rouge	1	1
Potton	4	2
Prévost	1	4
Québec	1	8
Ragueneau	0	1
Rapide-Danseur	0	4
Rawdon	0	2
Repentigny	0	2
Richmond	1	1
Rigaud	15	172
Ripon	1	13
Rivière-Héra	2	8
Rivière-Rouge	1	5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Rosemère	1	2
Rouyn-Noranda	4	27
Roxton	0	2
Roxton Falls	0	1
Saguenay	0	4
Saint-Adelphe	0	1
Saint-Adolphe-d'Howard	1	4
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	0	3
Saint-Alexis-des-Monts	1	1
Saint-Alfred	1	0
Saint-Ambroise-de-Kildare	0	4
Saint-André-Avellin	5	79
Saint-André-d'Argenteuil	20	159
Saint-Armand	1	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-Barthélemy	4	24
Saint-Benjamin	2	1
Saint-Benoît-Labre	1	0
Saint-Bernard	0	2
Saint-Blaise-sur-Richelieu	0	2
Saint-Bonaventure	0	1
Saint-Bruno-de-Guigues	2	0
Saint-Calixte	2	9
Saint-Camille-de-Lellis	1	0
Saint-Charles-sur-Richelieu	1	0
Saint-Colomban	3	8
Saint-Côme	2	4
Saint-Côme--Linière	3	1
Saint-Constant	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-Cuthbert	3	0
Saint-Damien	0	1
Saint-Damien-de-Buckland	1	0
Sainte-Adèle	0	6
Sainte-Agathe-des-Monts	1	1
Sainte-Anne-de-Bellevue	3	8
Sainte-Anne-de-la-Pérade	3	33
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1	0
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1	2
Sainte-Anne-des-Lacs	0	1
Sainte-Anne-de-Sorel	4	39
Sainte-Aurélie	1	0
Sainte-Catherine-de-Hatley	2	1
Sainte-Clotilde-de-Horton	1	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Sainte-Edwidge-de-Clifton	1	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1	3
Sainte-Flavie	0	1
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	0	5
Sainte-Geneviève-de-Berthier	1	6
Sainte-Hénédine	0	1
Sainte-Julienne	0	3
Sainte-Lucie-de-Beauregard	0	2
Saint-Elzéar	1	0
Sainte-Marie	101	805
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	127	1499
Saint-Émile-de-Suffolk	1	0
Sainte-Rose-de-Watford	6	5
Saint-Esprit	1	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-Étienne-de-Bolton	0	1
Saint-Étienne-des-Grès	1	0
Saint-Eugène	1	0
Saint-Eustache	4	16
Saint-Faustin--Lac-Carré	0	3
Saint-Félicien	0	2
Saint-Félix-de-Kingsey	1	0
Saint-Ferdinand	0	5
Saint-Fortunat	1	0
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	0	1
Saint-François-du-Lac	0	1
Saint-Gabriel-de-Brandon	1	1
Saint-Gabriel-de-Valcartier	1	3
Saint-Gédéon-de-Beauce	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-Georges	0	3
Saint-Gilles	0	3
Saint-Henri	1	1
Saint-Hippolyte	0	1
Saint-Honoré	0	13
Saint-Honoré-de-Shenley	1	1
Saint-Ignace-de-Loyola	1	9
Saint-Irénée	1	0
Saint-Isidore	0	1
Saint-Isidore-de-Clifton	1	0
Saint-Jacques-de-Leeds	1	0
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	1	0
Saint-Jean-de-Matha	1	2
Saint-Jean-sur-Richelieu	2	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-Jérôme	1	1
Saint-Joseph-de-Beauce	19	56
Saint-Joseph-des-Érables	10	25
Saint-Joseph-du-Lac	2	19
Saint-Just-de-Bretenières	0	2
Saint-Lambert-de-Lauzon	1	2
Saint-Léon-de-Standon	0	2
Saint-Louis-de-Blandford	0	1
Saint-Louis-de-Gonzague	1	0
Saint-Luc-de-Bellechasse	1	0
Saint-Lucien	1	0
Saint-Magloire	2	0
Saint-Marcellin	1	0
Saint-Martin	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-Mathieu-de-Rioux	1	0
Saint-Maurice	0	2
Saint-Michel	1	0
Saint-Michel-des-Saints	1	0
Saint-Nazaire	0	1
Saint-Patrice-de-Beaurivage	0	1
Saint-Paul	1	0
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2	4
Saint-Paulin	1	5
Saint-Philibert	1	0
Saint-Placide	11	129
Saint-Prosper	0	2
Saint-Raymond	1	4
Saint-Rémi-de-Tingwick	2	3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Saint-René	1	0
Saint-René-de-Matane	0	1
Saint-Roch-de-Mékinac	1	0
Saint-Roch-de-Richelieu	1	0
Saint-Samuel	1	0
Saint-Sauveur	1	0
Saint-Siméon	0	1
Saint-Simon-les-Mines	2	2
Saint-Stanislas	1	1
Saint-Stanislas-de-Kostka	2	1
Saint-Victor	0	2
Scott	45	207
Senneterre	5	2
Senneville	1	2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Shawinigan	0	1
Sheenboro	1	1
Shefford	1	1
Sherbrooke	4	11
Stanstead-Est	1	2
Stoke	1	0
Stratford	3	1
Sutton	1	1
Témiscaming	1	0
Terrasse-Vaudreuil	3	33
Terrebonne	1	1
Thurso	1	0
Trécesson	0	1
Trois-Rives	1	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Trois-Rivières	2	22
Upton	0	2
Val-David	2	2
Val-des-Bois	1	0
Val-des-Monts	3	22
Val-d'Or	0	2
Vallée-Jonction	19	128
Val-Morin	0	4
Vaudreuil-Dorion	4	27
Vaudreuil-sur-le-Lac	3	16
Venise-en-Québec	1	0
Victoriaville	1	0
Waltham	5	17
Waterloo	0	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 143 : Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2020, ventilés par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de dossiers complétés
Weedon	1	6
Wentworth-Nord	1	2
Westbury	2	2
Wickham	1	1
Windsor	1	1
Yamachiche	3	14
Yamaska	1	2
Total	1019	6859

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents le 10 avril 2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 144 : Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés ¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages ²
Amherst		475 927 \$	
Beauceville		14 317 041 \$	
Bécancour		141 548 \$	
Boisbriand		272 995 \$	
Brébeuf		175 237 \$	
Brownsburg-Chatham		40 218 \$	
Cambell'Bay		685 108 \$	
Champlain		266 978 \$	
Cookshire-Eaton		117 117 \$	
Cowansville		271 219 \$	
Ferme-Neuve		666 109 \$	
Fort-Coulonge		3 662 130 \$	
Gatineau		10 123 662 \$	
Harrington		372 365 \$	
La Motte		200 000 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 144 : Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés ¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages ²
Lachute		1 167 961 \$	
Laval		2 246 252 \$	
Les Îles-de-la-Madeleine		77 226 \$	
L'Isle-aux-Allumettes		664 836 \$	
Louiseville		607 340 \$	
Maniwaki		381 654 \$	
Mansfield-et-Pontefract		5 158 347 \$	
Maskinongé		308 793 \$	
Matane		203 296 \$	
Mayo		1 114 534 \$	
Mirabel		2 276 496 \$	
Montcerf-Lytton		155 495 \$	
Montréal		625 370 \$	
Mont-Tremblant		158 718 \$	
Nicolet		418 768 \$	
Notre-Dame-des-Pins		206 997 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 144 : Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés ¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages ²
Papineauville		800 282 \$	
Pointe-Calumet		1 081 422 \$	
Pontiac		2 302 275 \$	
Pont-Rouge		373 318 \$	
Rigaud		3 643 636 \$	
Saint-Ambroise-de-Kildade		211 898 \$	
Saint-André-Avellin		6 539 786 \$	
Saint-André-d'Argenteuil		3 852 862 \$	
Saint-Calixte		247 440 \$	
Saint-Colomban		863 785 \$	
Sainte-Anne-de-la-Pérade		190 188 \$	
Sainte-Anne-de-Sorel		269 201 \$	
Sainte-Marie		75 422 171 \$	
Sainte-Marthe-sur-le-Lac		45 828 141 \$	
Saint-Henri		247 269 \$	
Saint-Jérôme		180 813 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 144 : Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés ¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages ²
Saint-Joseph-de-Beauce		5 705 288 \$	
Saint-Joseph-des-Érables		168 195 \$	
Saint-Joseph-du-Lac		410 208 \$	
Saint-Placide		613 385 \$	
Saint-Rémi-de-Tingwick		349 493 \$	
Scott		14 700 550 \$	
Val-des-Monts		462 521 \$	
Vallée-Jonction		3 091 674 \$	

¹ Le MSP n'utilise pas la valeur d'évaluation des immeubles dans le cadre du programme. Cette information relève plutôt des municipalités. Le MSP n'est donc pas en mesure de fournir cette information.

² Le MSP effectue un constat de dommages à la suite du sinistre afin d'être en mesure d'établir les montants d'assistance financière admissibles selon le programme. C'est la municipalité, en fonction de la zone d'intervention spéciale (ZIS) qui doit obtenir une évaluation des dommages afin d'émettre le permis. Le MSP n'est donc pas en mesure de fournir cette information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 145 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents 2019, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.

Sinistre	Type d'indemnisation	montant octroyé
Voir document en annexe		

QP1-145 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGI AF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés

Au 31 mars 2020

Arrêtés		Particulier	Entreprise	Bâtiment locatif	Organisme	Municipalité	Total des sommes versées
		250 600 878 \$	7 954 421 \$	57 264 670 \$	2 072 073 \$	26 557 828 \$	344 449 870 \$
AM.0017-2019	Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec	248 849 341 \$	7 952 307 \$	57 238 206 \$	2 072 073 \$	26 481 151 \$	342 593 076 \$
AM.0094-2019	Pluies abondantes survenues le 27 juin 2019, dans des municipalités du Québec	2 544 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 544 \$
AM.0097-2019	Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 juin 2019, dans le Canton de Melbourne	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0108-2019	Vents violents survenus le 11 juillet 2019, dans la municipalité de Val-des-Bois	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0104-2019	Vents violents et pluies abondantes survenus le 30 juillet 2019, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0105-2019	Pluies abondantes survenues les 17 et 18 août 2019, dans la municipalité de Saint-Malo	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0103-2019	Vents violents et pluies abondantes survenus le 4 septembre 2019, dans des municipalités du Québec.	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0098-2019	Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019, dans des municipalités du Québec	77 226 \$	2 115 \$	0 \$	0 \$	0 \$	79 341 \$
AM.0106-2019	Pluies abondantes survenues le 1 ^{er} octobre 2019, dans le canton de Potton	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0100-2019	Dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0111-2019	Tempête automnale survenue le 17 octobre 2019, dans la municipalité de L'Isle-aux-Coudres	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0110-2019	Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec	1 670 367 \$	0 \$	26 465 \$	0 \$	76 677 \$	1 773 509 \$
AM.002-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise dans la ville de Trois-Rivières	1 400 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 400 \$
AM.003-2020	Imminence de submersion côtière menaçant la résidence principale sise dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Veillez vous référer à la fin du document.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 147 : L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2019-2020.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2019-2020	
	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE (en \$)
Coroners ²	10	1 474 819
Cadres	2	226 986
Professionnels	11,8	1 105 807
Techniciens et employés de bureau	29,8	1 534 224

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 96 000 heures pour l'année 2019-2020 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

² Exclut les coroners à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 148 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS¹	RÉMUNÉRATION (\$)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E D ^r (investigateur)	158 557	Conformément aux orientations gouvernementales
Clavet, Martin D ^r (investigateur)	158 557	
Descary, Pascale M ^e (coroner en chef)	175 521	
Godin, Julie-Kim M ^e (investigateur)	134 175	
Kamel, Géhane M ^e (investigateur)	140 633	
Kronström, Andrée M ^e (enquêteur et investigateur)	152 813	
Malouin, Jean-Luc M ^e (enquêteur et investigateur)	154 771	
Spénard, Karine M ^e (investigateur)	152 813	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

¹ La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES -05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 149 : Modifications apportées aux fonctions et responsabilités du coroner en chef adjoint.

Les responsabilités du coroner en chef adjoint ont considérablement augmenté lors de sa seconde nomination en 2018, qui coïncide avec l'entrée en fonction d'une nouvelle coroner en chef. Son mandat a alors été étendu sans que ses conditions salariales ne soient bonifiées en conséquence. La récente augmentation d'échelon a pour but de reconnaître tout le travail supplémentaire qu'il effectue en tant qu'adjoint.

Avant, le rôle du coroner en chef adjoint se limitait à remplacer le coroner en chef en cas d'absence, à faire du mentorat auprès des coroners et à donner de la formation. Depuis 2018, il effectue en plus les tâches suivantes :

- rôle de conseil et de soutien à la coroner en chef;
- participation au développement de la vision et des orientations stratégiques du Bureau du coroner;
- diffusion des orientations de la coroner en chef auprès des coroners;
- participation à l'élaboration de politiques et de procédures;
- gestion des situations problématiques en lien avec les coroners;
- mise en place d'une évaluation annuelle de tous les coroners à temps partiel et suivi de cette évaluation auprès des partenaires;
- conseil et enseignement personnalisé pour les coroners à temps partiel;
- lecture de rapport d'investigation ou d'enquête et mentorat auprès des coroners concernés;
- participation au processus du contrôle de la qualité des rapports d'investigation;
- rôle de responsable du comité de mentorat;
- supervision des mentors et conseils à ces derniers;
- responsabilité des horaires de garde des mentors;
- participation à divers comités dont celui des autopsies et de la simplification des démarches pour les citoyens;
- participation à l'élaboration du contenu des formations destinées aux coroners et responsabilité de la rédaction de guides.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICO-LÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 150 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 ET 2019.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Rapport terminé	4 291	4 624	4 590	4 877	5 105	3 983
Rapport en cours	0	8	19	61	393	1 685

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 ET 2019.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Rapport terminé	100,0 %	99,8 %	99,6 %	98,8 %	92,9 %	70,3 %
Rapport en cours	0,0 %	0,2 %	0,4 %	1,2 %	7,1 %	29,7 %

Les calculs reflètent l'état des données au 31 mars 2020

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 11,5 mois.

* La computation des rapports terminés et en cours pour les années 2014 à 2018 a été revue pour tenir compte des dossiers terminés du 1er janvier 2019 au 31 mars 2020

** Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES -05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 151 La liste des enquêtes terminées en 2019-2020 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2017-05-17	Boucher, Mario-Nelson	Suicide par pendaison dans un centre d'hébergement pour réinsertion sociale	M ^e Andrée Kronström	2016-06-01	Montréal	2019-10-18
2018-11-16	Sanscartier, Nicole	Décès dans une maison de chambre	M ^e Géhane Kamel	2018-01-24	Montréal	2019-10-18
2018-11-14	Côté, Adrienne	Décès dans une résidence privée pour aînés	M ^e Julie-Kim Godin	2018-04-23	Trois-Pistoles	2020-01-14
2018-11-13	Ponton-Bernard, Geoffrey	Électrocution	M ^e Karine Spénard	2016-04-28	Longueuil	2020-02-19

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 152 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2020 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2019-03-08	Enquête thématique sur 3 suicides ainsi qu'un homicide suivi d'un suicide	M ^e Andrée Kronström	2017-05-10 2017-05-11 2018-05-01 2018-09-21 2019-01-18	Québec, St-Augustin-de-Desmaures, Laval	Quatre jours d'audience ont eu lieu du 16 au 19 décembre 2019. Auditions subséquentes en cours de planification.
2018-02-22	Décès dans un centre de thérapie / désintoxication	M ^e Andrée Kronström	2016-12-27	Trois-Rivières	Rapport en rédaction.
2019-04-01	Décès par décharge d'arme à feu lors d'une intervention policière	M ^e Jean-Luc Malouin	2017-06-27	Montréal	Audiences tenues du 17 au 20 février 2020. Prochaines audiences prévues du 24 au 27 février 2020. Autres audiences à planifier ultérieurement.
2019-05-10	Décès d'une fillette de 7 ans dans des circonstances obscures	M ^e Géhane Kamel	2019-04-30	Sherbrooke	En attente de l'issue des poursuites judiciaires.
2019-05-29	Décès d'une fillette de 2 ans dans des circonstances obscures	M ^e Géhane Kamel	2018-04-18	Québec	En attente de l'issue des poursuites judiciaires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 153 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2019-2020.

- 1) 11 avril 2019 – Note adressée à tous les coroners – Nomination de 23 nouveaux coroners à temps partiel
- 2) 6 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Majoration des honoraires au 1^{er} avril 2017
- 3) 9 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners – Guide de sensibilisation au terrorisme et à l'extrémisme violent
- 4) 13 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners – Projet pilote en lien avec les examens externes et les prélèvements de liquides biologiques
- 5) 15 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners – Divulgence d'actes répréhensibles
- 6) 21 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners – Le point sur les délais – La suite
- 7) 22 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners – Rappel important – Inscription de l'adresse courriel ou postale des proches du défunt dans GECCO
- 8) 23 mai 2019 – Note adressée à tous les coroners – Prise en charge des dépouilles
- 9) 13 juin 2019 – Note adressée à tous les coroners – Comité conjoint entre les pathologistes pédiatriques de Montréal, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, le Centre Jérémie Rill et le Bureau du coroner
- 10) 17 juin 2019 – Note adressée à tous les coroners – Renseignements à inclure dans les rapports portant sur des traumatismes de la route
- 11) 27 septembre 2019 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Majoration des honoraires au 1^{er} avril 2019
- 12) 30 septembre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Mise à jour de la liste des répondants au ministère des Transports et suivi des recommandations
- 13) 30 septembre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Personne-ressource au Corps de police régional Kativik
- 14) 9 octobre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Rappel concernant les analyses toxicologiques
- 15) 18 octobre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Des outils pour vous aider à interpréter les codes de la RAMQ
- 16) 24 octobre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Nouvelle procédure dans les dossiers impliquant le BEI
- 17) 30 octobre 2019 – Note adressée à tous les coroners – IMPORTANT – Dépôt d'un projet de loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès
- 18) 4 novembre 2019 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Majoration des honoraires au 1^{er} avril 2019 (complément d'information de la note du 27 septembre 2019)
- 20) 6 novembre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Mention des dispositifs de sécurité incendie dans les rapports
- 21) 11 novembre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Quand faut-il prendre avis d'une mortinaissance?
- 22) 11 novembre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Difficultés de couverture dans certaines régions
- 23) 17 décembre 2019 – Note adressée à tous les coroners – Accusations criminelles
- 24) 23 janvier 2020 – Note adressée à tous les coroners – Rappel – Analyses toxicologiques : l'importance de bien cibler les demandes
- 25) 4 février 2020 – Note adressée à tous les coroners – Rappel – Recours à un expert dans le cadre d'une investigation

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 153 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2019-2020.

- | | |
|------------|---|
| 26) | 4 février 2020 – Note adressée à tous les coroners – Utilisation de la boîte vocale et de l'adresse institutionnelles |
| 27) | 12 février 2020 – Note adressée à tous les coroners – Comité recommandations |
| 28) | 18 février 2020 – Note adressée à tous les coroners – Mise à jour de la liste des répondants au ministère des Transports et suivi des recommandations |
| 29) | 3 mars 2020 – Note adressée à tous les coroners – Arrivée d'une employée d'Héma-Québec dans nos locaux |
| 30) | 5 mars 2020 – Note adressée à tous les coroners – Informations sur le COVID19 – Examens et manipulations post-mortem |
| 31) | 9 mars 2020 – Note adressée à tous les coroners – Prise en charge des dépouilles |
| 32) | 17 mars 2020 – Note adressée à tous les coroners – COVID-19 – État de la situation |
| 33) | 20 mars 2020 – Note adressée à tous les coroners – COVID-19 – Des précisions sur le dépistage du virus et les autopsies |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 154 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Le délai moyen pour terminer une investigation du coroner était de 11,5 mois en 2019. Pour les dossiers fermés en janvier, février et mars 2020, le délai était de 10,0 mois. Cette tendance à la baisse représente une importante réduction de 2 mois par rapport au délai qui était stabilisé à 12,5 mois en 2017 et 2018. Les efforts seront maintenus pour que la réduction des délais déjà bien entamée se poursuive dans les prochains mois et les prochaines années.

Au cours de l'année 2019, 6 140 dossiers ont été terminés, soit une hausse de 24 % par rapport à 2018. En date du 31 mars 2020, les investigations en cours (5 039) l'étaient depuis en moyenne 6,1 mois, tandis qu'au 1^{er} janvier 2018, les investigations en cours (5 227) l'étaient depuis en moyenne 8,7 mois (à noter, des changements dans la banque de données on conduit à une surestimation du nombre d'investigations en cours diffusé lors de l'études des crédits 2019-2020).

L'amélioration des délais et la baisse du nombre d'investigations toujours en cours à la fin de l'année 2019 s'expliquent par une combinaison de facteurs : d'une part, la densification des ressources consacrées au traitement des dossiers à l'interne, et d'autre part la stabilisation du nombre d'avis au coroner. En effet, après une croissance de 28 % entre 2014 et 2018, le nombre d'avis est demeuré relativement stable entre 2018 et 2019. Ainsi, les efforts pour accélérer le traitement des dossiers à l'interne a eu un impact considérable sur la réduction du nombre total d'investigations en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 154 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Les efforts pour diminuer les délais d'investigation et le traitement des dossiers sont constants depuis quelques années et le demeureront. En plus des rappels officiels lors des colloques annuels de formation et par l'entremise de notes formelles, la coroner en chef sensibilise couramment les coroners accusant de plus longs délais dans le cadre d'échanges directs avec eux. La sensibilisation porte non seulement sur la réduction des délais, mais aussi sur la qualité des investigations qui doit tout aussi impérativement être préservée. Parallèlement, les quelques coroners présentant toujours des retards importants ou manifestant d'autres problématiques liées à leur travail d'investigation font l'objet d'un suivi rigoureux par des mentors spécifiquement désignés pour les aider. Ce soutien de proximité demeurera en place aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que les délais et la qualité des rapports des coroners ciblés s'améliorent.

Le Bureau du coroner a également pris l'habitude de sensibiliser ses principaux partenaires opérationnels et fournisseurs d'expertises aux délais et de les mettre à contribution dans la recherche de façons de faire toujours plus efficaces. Ces démarches ont permis de réduire le délai moyen pour terminer des investigations comportant des autopsies jusqu'à 11,8 mois en 2016. Après un allongement de 2 à 3 mois en 2017, ce délai a atteint un peu plus de 13 mois en 2018 et en 2019. Ainsi, de nouveaux efforts auprès de nos partenaires demeurent nécessaires pour être en mesure de terminer les investigations du coroner plus rapidement.

Cinq nouveaux coroners ont été nommés en 2018 et vingt-trois en 2019. Cet élargissement du bassin de coroners favorise la répartition du travail et l'amélioration continue des délais.

La mise en place de divers outils (ligne téléphonique 1 888 CORONER, système GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, etc.) a aussi contribué à faire diminuer les délais.

Finalement, grâce à des heures de travail supplémentaires, le personnel consacré à l'assurance qualité des rapports de coroner a fermé un nombre exceptionnellement élevé de dossiers en 2019, ce qui se traduit par une amélioration du délai total pour produire les rapports d'investigation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 155 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2019-2020.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE (\$)
Dirigeant et membre	2,0	327 545
Cadres	0,9	91 534
Professionnels	22,4	2 246 963
Techniciens	2,6	134 775
Personnel de bureau	4,4	228 892

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 58 800 heures pour l'année 2019-2020 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures). Note : Les données ont été mises à jour au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 156 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2019-2020 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 31 MARS 2020 (\$)
Le commissaire à la déontologie policière	M ^c Marc-André Dowd	13 mars 2017 au 12 mars 2022	153 451
La commissaire adjointe	M ^c Hélène Tremblay	13 septembre 2015 au 12 septembre 2020	139 347

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS : Conformément aux orientations gouvernementales

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

Exercice 2019-2020

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES ²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	515	730
Service de police de la Ville de Montréal	642	1 028
Corps de police municipaux	985	1 434
Polices autochtones	37	51
Constables spéciaux	12	12
Contrôleurs routiers	2	2
Agents de la protection de la faune	10	14
Autres : BEI, CN, UPAC, SPCA	24	35

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 156 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2019-2020 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers¹ :

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	4
Service de police de la Ville de Montréal	4
Corps de police municipaux	5
Constables spéciaux	1

¹ Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 157 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2019-2020 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2019-2020

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire¹ :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	751
Enquête	132
Plainte refusée	1 234
Désistement	1
À l'étude	405

¹ Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 158 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2019-2020¹

1234² plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas, lors de l'incident à l'origine de la plainte, dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

² Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 159 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2019-2020.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE (\$)
Président et membres	6	902 356
Professionnels (incluant avocats)	3	241 579
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	5	240 627

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 25 600 heures pour l'année 2019-2020 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 160 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 31 MARS 2020 (en \$)
Cree, Lysane	Membre à temps partiel	2018-10-21	2021-10-20	20 976 ¹
Drouin, Pierre	Membre	2018-01-07	2021-01-06	152 813
Gagné, Pierre	Vice-président	2018-11-10	2022-01-09	152 813
Iuticone, Richard W.	Membre	2018-01-29	2021-01-28	152 813
Provencher, Jean	Président	2018-11-10	2022-01-09	169 910
Rivard, Louise	Membre	2018-11-03	2021-04-30	121 194
Séguin, Sylvie	Membre	2019-02-11	2022-02-10	152 813

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Le membre à temps partiel sont assignés aux dossiers autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 161 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)¹, durant la période 2019-2020. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.*

ORIGINE	2019-2020 ²	
	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	13	5
Corps municipaux	28	11
SPVM	19	11
Corps de police autochtone	1	-
Constables spéciaux	2	-
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune, les enquêteurs de l'UPAC et les enquêteurs du BEI.

² Dossiers reçus en 2019-2020 au 31 mars 2020.

* Note : En ce qui a trait au nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des sanctions, veuillez vous référer aux rapports annuels de gestion du Comité, <https://comite.deontologie.gouv.qc.ca/le-comite/publications-administratives.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 162 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2020, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2019-2020 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	16	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

¹ Données compilées en date du 31 mars 2020.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 163 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai de traitement d'un dossier au Comité dépend du délai encouru pour sa mise au rôle, des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables, ainsi que du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation a été de 27,53 mois pour l'année 2017-2018, de 23,98 mois pour l'année 2018-2019 et de 19,82 mois pour l'année 2019-2020¹. En incluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, ce délai passe à 25,16 mois pour 2018-2019 et à 20,31 mois pour 2019-2020¹. Notons qu'aucun dossier ayant été suspendu n'a été fermé au cours de l'année 2017-2018.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions en citation, il a été de 50 jours en 2017-2018, soit 1,64 mois, de 76,45 jours en 2018-2019, soit 2,51 mois, et de 75,97 jours en 2019-2020¹, soit 2,5 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, il peut être difficile d'arrimer les disponibilités des avocats qui représentent les policiers avec celles des avocats du Commissaire à la déontologie policière. Toutefois, grâce aux efforts mis en place par le Comité dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique, le délai moyen de mise au rôle de 80 % des dossiers de citation est passé de 194 jours en 2017-2018, à 148 jours en 2018-2019 et à 108 jours en 2019-2020¹. Ces diminutions se reflètent déjà dans les délais de traitement.

¹ Cette donnée est en date du 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 164 : Pour 2019-2020, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

Compilation des enquêtes indépendantes au Québec de 2012 à 2019¹

Année	Total
2013	39
2014	35
2015	41
2016 ²	37 ³
2017	49
2018	43
2019	38

¹ La répartition des enquêtes par catégories peut être consultée sur le site Internet du MSP à l'adresse suivante : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/quebec/encadrement-police/enquete-independante.html> (avant le 27 juin 2016) ou celui du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) à l'adresse suivante <https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html> (depuis le 27 juin 2016). À noter que les catégories utilisées par le BEI diffèrent de celles du MSP.

² À noter que le BEI a amorcé ses opérations le 27 juin 2016.

³ À noter que 20 des 37 enquêtes indépendantes ont été réalisées par le BEI.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 165 : L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020, et prévisions pour 2020-2021.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2019-2020	
	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (en \$)
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	11,2	2 600 978 ³
Professionnels	11,8	726 648
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	15,0	921 048

¹ Le niveau des effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit de 76 000 heures pour l'année 2019-2020 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

² Les montants de la rémunération incluent les salaires au 31 mars 2020, les salaires des étudiants sont exclus.

³ Les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont inclus dans la masse salariale, ceux-ci ne consomment aucun ETC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 166 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2019-2020, incluant leur curriculum vitæ, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

1) Membres à temps plein :

NOM	TRAITEMENT ANNUEL (en \$)	DATE DE FIN DE MANDAT
Bernier, Jean-François	169 910	2025-02-19
Chamberland, Céline	138 771	2023-04-14
De Vette, Suzanne	138 771	2023-02-25
Dugré, Jean	138 771	2023-02-19
Falardeau, Mark	138 771	2023-04-14
Filion, Julie	138 771	2023-03-26
Gagné, Jean-Pierre	138 771	2022-04-23
Gauthier, Françoise	154 954 ¹	2020-02-19
Marcotte Annie	138 771	2023-04-13
Sultan, David	152 813	2022-03-20
Tétreault, Lucie	138 771	2023-03-26

¹ Un montant équivalent à la moitié de la rente de retraite a été déduit du salaire.

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>)

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 166 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2019-2020, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

2) Membres à temps partiel :

Nommés par le décret 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat le 17 avril 2017. ¹	Nommées par le décret 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat le 15 janvier 2018. ¹	Nommés par le décret 396-2013 en date du 10 avril 2013. Fin de mandat le 9 avril 2018. ¹	Nommée par le décret 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018. ¹	Nommé par le décret de 473-2013 en date du 25 juin 2013. Fin du mandat le 24 juin 2018. ¹	Nommés par le décret 1248-2013 en date du 27 novembre 2013. Fin du mandat le 26 novembre 2018. ¹	Nommés par le décret 452-2017 en date du 3 mai 2017 Fin du mandat le 2 mai 2022
Bédard, Paul Butstraen, Lara Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Guillén-Lemus, Yvonne Petosa, Connie	Leblond, Isabelle Lavigne, Chantal Blouin, Luc <i>Désignation temporaire en remplacement de madame Chantal Lavigne depuis le 18 août 2017</i>	Monette, Jacques	Marsolais, Diane	Duchaîne, Pierre	Giroux, Stéphanie Laroche, Guy <i>Démission en date du 19 décembre 2019</i>	Altimas, Patrick Rioux, Josée

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

Coût pour une journée : 638 \$

Coût pour une demi-journée : 319 \$

¹ Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1), les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 166 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2019-2020, incluant leur curriculum vitæ, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

3) Membres issus de la communauté :

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014. ¹	
Bouchard, Manon	Lessard, Claude
Blouin, Luc / <i>*désignation temporaire comme membre à temps partiel depuis le 18 août 2017</i>	Pelland, Annie
Chagnon, Marie-Josée	Robert, André
Gervais, Arthur	Razik, Nourreddine
Lacroix, Élane	Savaria, Claude
Latendresse, Michel	Teitelbaum, Reisa

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

Coût pour une journée : 383 \$

Coût pour une demi-journée : 191 \$

¹ Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1), les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 167 : Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2019-2020 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire)¹

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1^{er} avril au 31 mars 2020

DÉCISIONS RENDUES EN PERMISSION DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	NOMBRE	PRÉCISIONS
Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (<i>incluant renouvellement et révision</i>) :	1 355	535 Octrois / 318 Refus 3 Post-annulations ² (3 annulations ⁵) 29 Post-suspensions ³ (6 annulations ⁵ / 2 cessations ⁴ / 21 révocations ⁶) 11 Modifications de conditions (9 modifications / 2 maintiens) 3 Déplacements hors-Québec 219 Reports / 44 révisions / 193 renouvellements
Libération conditionnelle (<i>incluant révision</i>) :	3 196	953 Octrois / 613 Refus 14 Post-annulations ² (11 annulations ⁵ / 2 maintiens / 1 révocation) 318 Post-suspensions ³ (77 annulations ⁵ / 9 cessations ⁴ / 232 révocations ⁶) 472 Modifications de conditions (431 modifications / 40 maintiens / 1 autres) 28 Audiences d'étape / 3 audiences de mise au point 26 Déplacements (23 hors-Québec / 3 hors-Canada) 67 Examens de demande de nouvel examen (27 renvois / 40 rejets) 3 Transferts 588 Reports / 111 révisions

¹ La juridiction de la CQLC couvre la libération conditionnelle, la permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle et la permission de sortir pour visite à la famille.

² Séance post-annulation: séance pour laquelle la Commission rend une décision à la suite de l'octroi d'une mesure de mise en liberté sous condition qui n'a pas pris effet car une nouvelle information est apparue ou un événement s'est produit et aurait pu justifier une décision différente. Dans ce cas, la Commission rencontre à nouveau la personne contrevenante pour statuer sur le maintien de l'octroi initial ou son annulation.

³ Séance post-suspension: Séance pour laquelle la Commission rend une décision à la suite de la suspension d'une personne contrevenante qui bénéficiait d'une mise en liberté sous condition. La Commission peut décider d'annuler la suspension ou révoquer la personne contrevenante à la suite d'un bris de condition ou de récidive.

⁴ Cessation: Décision de mettre fin à la mesure de liberté sous condition.

⁵ Annulation: Décision d'annuler la suspension à laquelle faisait face la personne contrevenante et de lui permettre de poursuivre la mesure de liberté sous condition.

⁶ Révocation: Décision de révoquer la mise en liberté sous condition de la personne contrevenante à la suite d'un bris de condition ou d'une récidive.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 167 : Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2019-2020 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire)¹

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1^{er} avril au 31 mars 2020

DÉCISIONS RENDUES EN PERMISSION DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	NOMBRE	PRÉCISIONS
Permission de sortir pour visite à la famille (<i>incluant révision</i>) :	29	1 Octroi / 25 Refus Aucune post-suspension ³ ou post-annulation ² 3 Révisions

¹ La juridiction de la CQLC couvre la libération conditionnelle, la permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle et la permission de sortir pour visite à la famille.

² Séance post-annulation: séance pour laquelle la Commission rend une décision à la suite de l'octroi d'une mesure de mise en liberté sous condition qui n'a pas pris effet car une nouvelle information est apparue ou un événement s'est produit et aurait pu justifier une décision différente. Dans ce cas, la Commission rencontre à nouveau la personne contrevenante pour statuer sur le maintien de l'octroi initial ou son annulation.

³ Séance post-suspension: Séance pour laquelle la Commission rend une décision à la suite de la suspension d'une personne contrevenante qui bénéficiait d'une mise en liberté sous condition. La Commission peut décider d'annuler la suspension ou révoquer la personne contrevenante à la suite d'un bris de condition ou de récidive.

⁴ Cessation: Décision de mettre fin à la mesure de liberté sous condition.

⁵ Annulation: Décision d'annuler la suspension à laquelle faisait face la personne contrevenante et de lui permettre de poursuivre la mesure de liberté sous condition.

⁶ Révocation: Décision de révoquer la mise en liberté sous condition de la personne contrevenante à la suite d'un bris de condition ou d'une récidive.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 168 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2019-2020.

Pour la période du 1^{er} avril au 31 mars 2020, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (libération conditionnelle) est la suivante :

DIRECTIONS TERRITORIALES				
EST-DU-QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS¹	TOTAL DES DÉCISIONS²	NOMBRE DE PERSONNES ADMISSIBLES À UNE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
	BAIE-COMEAU	11	20	31
	DÉTENTION QUÉBEC (F)	17	49	47
	DÉTENTION QUÉBEC (H)	192	336	384
	NEW CARLISLE	35	49	70
	PERCÉ	28	42	61
	RIMOUSKI	37	86	82
	ROBERVAL	54	116	111
	SEPT-ÎLES	7	20	24
	TROIS-RIVIÈRES	51	172	149
ÎLE DE MONTRÉAL	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	DÉCISIONS	
	DÉTENTION MONTRÉAL	329	609	713
	DÉTENTION DE LAVAL (F)	29	151	115
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	29	58	65
OUEST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	DÉCISIONS	
	AMOS	20	63	59
	HULL	50	96	119
	SAINT-JÉRÔME	141	405	380
	SHERBROOKE	81	178	198
	SOREL	50	158	153

¹ La répartition du nombre de renonciations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de clientèles carcérales, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renonciations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

² Le nombre de décisions de reports n'est pas inclus dans le total des décisions.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 169 : Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente en vigueur, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 170 : L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ENPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020. La liste des dirigeants de l'ENPQ, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2018-2019	2019-2020	2018-2019 (Au 6 mars 2019)	2019-2020 (Au 31 mars 2020)	2018-2019 ¹	2019-2020 ²
Cadres	19,0	19,0	20	21	2 501 903	2 600 896
Professionnels	56,8	56,8	110	109	6 342 793	5 741 723
Fonctionnaires	92,9	92,9	303	309	12 001 376	13 239 072
Ouvriers	23,1	23,1	42	48	1 212 429	1 203 712
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	18	18	2 106 791	3 037 034
Personnes-ressources	0,0	0,0	57	74	135 665	100 134
Prêt de service (autre que policier) ³	0,0	0,0	1	1	132 921	141 362
Total	209,8	209,8	551	580	24 433 878	26 063 933

¹ Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 7 juin 2018.

² Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 6 juin 2019.

³ Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.

Dirigeants de l'ENPQ

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ⁴ (\$)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2019-2020	Yves Guay	Directeur général	136 531	Conformément aux orientations gouvernementales

⁴ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20,5 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 171 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html>, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
Gestion policière : Activité de synthèse en management en sécurité publique Activité d'immersion à la fonction de cadre de premier niveau Parcours de formation des cadres	Développement d'un itinéraire de formation en gestion de premier niveau à la direction d'une organisation Révision du baccalauréat en sécurité publique - clientèle policière Supervision de patrouille
Enquête policière :	Révision du programme de formation initiale en enquête
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : Agent évaluateur - Maître instructeur Aide pédagogique individualisée - Emploi de la force Armes intermédiaires d'impact à projectiles - Blocs 1 et 2 - Gendarmerie Coaching individualisé en conduite d'un véhicule d'urgence Code de la sécurité routière Communication - Transition Entrée dynamique planifiée à risque faible - Enrichissement - SP VM Épreuves de coordination des mouvements - Le moniteur Épreuves de coordination des mouvements - Le moniteur - Requalification Inspection systématique du système d'échappement d'une motocyclette et d'un cyclomoteur Insp. systématique système d'échappement d'une motocyclette et d'un cyclomoteur - Formation des formateurs Pouvoirs et devoirs des agents de l'Unité de protection rapprochée de la SQ Pouvoirs et devoirs du patrouilleur - SP VM	Adapter ses stratégies de communication selon les circonstances Conduite d'un véhicule d'urgence - Le moniteur - Requalification Formation sur les stratégies proactives pour le SP VM

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 171 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Nouveaux cours	Cours en développement
<p><i>Formation en ligne (en formule complète ou hybride) :</i></p> <p>Délire agité (RCSP)</p> <p>Enquête de capacité affaiblie et le prélèvement sanguin</p> <p>Formation d'agent coach (RCSP)</p> <p>Officier de sécurité pour le champ de tir</p> <p>Outil d'aide à l'apprentissage sur les changements légaux effectifs à la suite du projet de Loi C-75</p> <p>Mesures d'urgence COVID-19 Saguenay</p> <p>Mise à jour des connaissances sur les ECM et introduction capacité de conduite affaiblie par la drogue (RCSP)</p> <p>Préparation aux maladies infectieuses et pandémies (français et anglais)</p> <p>Stratégie de protection personnelle concernant la prévention et le contrôle des infections (français et anglais)</p> <p>Superviseur de première ligne - Leadership (RCSP)</p>	<p>Bureau des enquêtes indépendantes</p> <p>Formation sur les mégaprocès</p> <p>Officier de sécurité pour le champ de tir</p> <p>Superviseur de gestion</p>
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL <i>(suite)</i>	
<p><i>Formations en lien avec le cannabis (agent évaluateur, épreuves de coordination des mouvements, appareils de mesure d'alcool, actualisation des compétences du patrouilleur, patrouilles spécialisées) :</i></p> <p>Actualisation des formations existantes en lien avec la légalisation du cannabis</p> <p>Cannabis vague 2 : maj sur l'acquisition des motifs (ECM, prélèvement sanguin, MDDA)</p> <p>Épreuves de coordination des mouvements (ECM) et procédure de prélèvement de l'échantillon sanguin</p> <p>Formation des enquêteurs sur l'Intervention en matière de cannabis (Programme ACCES cannabis)</p> <p>Lois sur le cannabis - Mise à jour 2020</p>	<p>Analyse des impacts du projets de Loi C-75 et actualisation des ocntenus de formation touchés</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 171 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Nouveaux cours	Cours en développement
<p><i>Emploi de la force :</i> Adaptation de la formation sur l'intervention à l'aide du bouclier inversé en milieu carcéral Adapter ses stratégies de communication selon les circonstances Formation modulaire utilisateurs/moniteurs AIP Refonte du cours superviseur - Toute autre arme que l'arme de service Arme à impulsions électriques : Développement d'une formation générique pour l'utilisateur Arme à impulsions électriques - Requalification Arme à impulsions électriques - L'instructeur Arme à impulsions électriques - L'instructeur - Requalification Arme à impulsions électriques - Le maître-instructeur Arme à impulsions électriques - Le maître-instructeur - Requalification</p>	<p>Arme à impulsions électriques (X2) - Le moniteur - Requalification Développement de la formation modulaire AIP (utilisateur/moniteur) Harmonisation provinciale et révision - Membre d'un groupe d'intervention (GI/GTI) Programme de formation des formateurs en emploi de la force</p>
<p><i>Gestion policière :</i> Journée d'actualisation des connaissances sur les décisions de gestion</p>	

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL <i>(suite)</i>	
<p><i>Enquête policière :</i> Gestion de la preuve et règles juridiques applicables Gestion de projet appliquée à une enquête longue et complexe Mise à niveau du cours enquête - drogues - provincial Officier d'opération - Filet II et Filet III - Phase de validation</p>	<p>Enquête sur les crimes économiques Formation en cyberenquête Formation sur les mégaprocès Révision du microprogramme du BEI Technicien en scène de crime</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 171 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	
AUTRES	
Nouveaux cours	Cours en développement
ACTIVITÉS DE FORMATION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Activité de synthèse en management en sécurité publique Inspection (Revenu Québec) Intégration à la fonction de constable spécial - Blocs 1 et 2 Intégration des technologies en contexte d'enquête - Bureau de la sécurité privée Introduction à l'évaluation de l'emploi de la force (Bureau de la sécurité privée) Introduction au travail - Bureau des enquêtes indépendantes La communication Maîtrise des compétences en intervention physique (CRQ) Pouvoirs et devoirs du constable spécial (Hydro-Québec) Révision des techniques d'interventions verbales et physiques Rôles et responsabilités de l'enquêteur de scène - BEI Supervision opérationnelle et administrative Technique d'enquête pour les constables spéciaux Techniques d'enquête (RBQ) Techniques d'entrevue de suspect (Revenu Québec) Techniques d'entrevue de témoin (AMP) Techniques d'entrevue de témoin et prise de déclaration (CCO)	Certificat universitaire en sécurité publique Phase 2 - Formation sur les impacts psychologiques (versions en anglais policiers et pompiers) Programme de formation EXO
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
Développement d'une activité en ligne sur les aspects légaux de la conduite d'urgence	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 172 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier/etapes-dadmission/etape-1conditions-dadmission.html>.

Quelques changements ont été apportés aux critères d'admission 2019-2020 du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, et ont été prolongés pour l'année 2020-2021 en raison de la baisse du nombre de demandes d'admission :

- Exceptionnellement, les candidats qui n'ont pu obtenir leur sanction à l'hiver 2020, à la suite d'échecs ou de reprises de cours durant leur formation collégiale en Techniques policières, auront la possibilité de fournir à l'École un relevé de notes sanctionné jusqu'au 31 janvier 2021, plutôt qu'au 15 juillet.
- Le délai d'attente de trois mois concernant la reprise de l'Épreuve standardisée d'aptitudes physiques (ESAP-ENPQ POLICE 2017) a été abandonné, et une deuxième reprise est autorisée dans la même année scolaire.
- Une deuxième cohorte ayant obtenu une Attestation d'études collégiales (AEC) pour la Sûreté du Québec a été ajoutée pour mai 2020 afin de combler les besoins de main-d'œuvre.
- Ajout d'une cohorte supplémentaire de 18 à 36 candidats en provenance d'une AEC à la fin de l'année scolaire 2020-2021.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cr/P-13.1.%20r.%204?langCont=fr#ga:l_ii-h1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 173 : Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPD pour l'année 2019-2020 et montant de la subvention prévue pour 2020-2021.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1^{er} AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET) (en \$)
2019-2020	5 395 300

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 174 : L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2019-2020 ¹	
	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en \$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	2 364 800
Cadres	7	814 900
Cadres juridiques	2	296 500
Avocats, notaires	20	2 125 800
Professionnels	36	2 472 400
Techniciens	68	3 418 400
Personnel de bureau	41	1 825 100
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES	19	1 276 600
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	80	468 600

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 175 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS	Lessard, France	Présidente	197 303	2012-11-19	2020-11-14
	Gagné, Nathalie	Vice-présidente au développement organisationnel et à la performance	138 131	2019-06-25	2024-06-24
	Marchand, Louise	Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	152 813	2013-03-14	2021-01-09
	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
RÉGISSEURS	Bossé, Lucie	Régisseure	138 771	2018-05-14	2021-05-13
	Caron, Jocelyne	Régisseure	138 771	2008-08-04	2020-08-03
	Dostie, Liane	Régisseure	138 771	2007-01-15	2020-01-14
	Duval, Marie-Jeanne	Régisseure	121 100	2018-09-04	2023-09-03
	Elmir, Saifo	Régisseur	125 154	2009-02-16	2020-12-06
	Lajoie, Maude	Régisseure	138 771	2020-01-06	2023-01-05
	Ouellette, Natalia	Régisseure	102 795	2020-01-06	2023-01-05
	Savard, Marc	Régisseur	138 771	2007-10-29	2022-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseure	138 771	2011-08-22	2021-08-21
	Thériault, France	Régisseure	138 771	2018-09-17	2023-09-16
	Vien, Louise	Régisseure	138 771	2013-04-02	2023-04-01

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 176 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2019-2020.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2019-2020¹
Alcools	1 155
Appareils d'amusement	127
Appareils de loterie vidéo	336
Bingos	10
Concours publicitaires	2
Courses	10
Fabricants	436
Sports de combat	17
Tirages	-
Transmis à un corps policier	36

PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2019-2020¹
SPVM	1 641
Corps de police municipaux	2 051
SQ	2 156

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 177 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2019-2020, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS	2019-2020¹
Nouveaux	801
Modifications	1 273
Cession	1 002

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL SUSPENDUS	2019-2020¹
	123

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉS	2019-2020¹
Volontairement (à la demande des détenteurs)	546
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	618
Révocations à la suite d'une décision juridictionnelle	53

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 178 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2019-2020, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RENOUVELÉES POUR LESQUELLES DES APPAREILS SONT EN FONCTION :	1 534
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE SUSPENDUES :	44
<i>MOTIF DE SUSPENSION :</i>	
Suspension à la suite d'une décision juridictionnelle	44
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RÉVOQUÉES :	40
<i>MOTIFS DE RÉVOCATION :</i>	
Révocations volontaires	16
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	19
Révocations à la suite d'une décision juridictionnelle	5

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 179 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.

	2019-2020 ¹
Gestionnaire de salle	1
Bingo en salle	13

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 179A : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2019-2020.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE BINGO	La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des règles sur le bingo le 1 ^{er} juin 2008.
-------------------------------------	---

NOMBRE DE LICENCES DE BINGO	
CATÉGORIES DE LICENCES	NOMBRE DE LICENCES
Bingo en salle	607
Bingo-média	75
Bingo récréatif	939
Gestionnaire de salle	32
Fournisseur en bingo	3
Bingo de foire ou d'exposition	5
Bingo de concession agricole	5
Bingo dans un lieu d'amusement public	6

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 180 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2019-2020.

NOMBRE DE LICENCES DE COURSES : (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	1 734
NOMBRE DE LICENCES DE PISTES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	11
NOMBRE DE LICENCES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	10
NOMBRE DE LICENCES DE SALLES DE PARIS :	9

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 181 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2019-2020 ainsi que le résultat de chacune des décisions.

PERMIS D'ALCOOL		LICENCES DE LOTERIE VIDÉO		LICENCES DE TIRAGE		LICENCES DE BINGO		LICENCES D'APPAREILS D'AMUSEMENT		CONCOURS PUBLICITAIRES	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Autorisation	7 375	Autorisation	1 534	Autorisation	1 924	Autorisation	1 669	Autorisation	378	Avis de tenue	8 155
Refus	339	Refus	-	Refus	2	Refus	3	Refus	-	Refus	-
Conditionnelle	1	Révocation	40	Libération de cautionnement	409	Désistement	4			Avis d’opposition	-
Désistement	161	Suspension	44	Désistement	67	Modification	55				
Nul effet	27			Fermeture ¹	8	Suspension	1				
Révocation volontaire	546			Modification	262	Révocation volontaire	35				
Révocations pour non-paiement des droits	618					Révision de décision	2				
Révocations à la suite d'une décision juridictionnelle	53					Privation d'effet ²	-				
Suspension	123										

¹ Fermeture : Nombre de dossiers dont les titulaires n'ont pas donné suite à leurs demandes. Dossiers soumis au régisseur d'instruction pour fermeture.

² Privation d'effet : Nombre de licences privées d'effet suite au non-paiement des droits annuels de la 2^e ou 3^e année d'exploitation de la licence.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 182 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.

Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

RÉMUNÉRATION	2 592 000 \$
FONCTIONNEMENT	
Frais de séjour, formation et télécommunications	43 100 \$
Services professionnels	3 920 \$
Services de nature technique	62 600 \$
Loyers	286 680 \$
Fournitures, matériel et équipement	11 700 \$

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 183 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis cinq ans, et ce, par année.

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES	2019-2020 ¹
	-

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 184 : État de situation sur la révision du règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques afin d'encadrer la publicité des produits d'alcool dans les espaces publics.

Les travaux ont débuté en décembre 2018.

L'objectif du comité est de revoir le Règlement afin de le moderniser et de faire des recommandations à la ministre de la Sécurité publique dans une perspective de protection des mineurs et de santé publique.

Une vingtaine d'associations représentant les titulaires de permis, des organismes défendant la santé publique et la consommation responsable de l'alcool et certains partenaires gouvernementaux sont membres du comité.

Le comité et ses sous-comités se sont réunis à 11 reprises depuis le début des travaux.

La rédaction de l'avis est en cours et quelques consultations restent à finaliser.

L'échéancier initial prévoyait un dépôt de l'avis à la ministre à la fin de l'automne 2020. Il s'agit toujours de l'échéancier envisagé.

Rappelons que la consultation a permis d'étudier chaque article du règlement sous l'angle du mandat de la Régie quant à la consommation responsable et la protection des mineurs.

Au fil des échanges, les membres ont été invités à partager leurs préoccupations sur l'interprétation des articles et à présenter leurs propositions. Plusieurs consensus sur les conditions dans lesquelles il est possible de faire une publicité ou sur les pratiques promotionnelles ont été dégagés. Les dissidences ont été notées et seront signifiées dans l'avis présenté à la ministre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 185 : Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.

COURSES	2019-2020
Nombre de contrôles anti-dopage	1 511
Nombre positifs	5

Sanctions liées : suspensions de 30 à 75 jours pour 5 entraîneurs dont les chevaux ont testé positif à certaines substances.

Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2019-2020
Nombre de contrôles anti-dopage	61
Nombre positifs	2
Heures et lieux	1) 19:30 Centre Claude Robillard ¹ 2) 17:35 Centre Bell ²

¹Sanctions liées: Le concurrent a obtenu une annulation de son permis annuel de concurrent et une suspension de son droit d'obtenir un nouveau permis pour une durée de 4 mois.

² Dossier transmis au service du contentieux pour analyse (en cours)

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs. Cependant, conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, certaines données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 186 : Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries qui entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

	2019-2020 ¹
Nombre de licences délivrées	959
Revenus (\$)	175 742

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.03 - RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX

QUESTION 187 : État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.

Il n'y a aucune négociation avec la réserve autochtone de Kahnawake à ces sujets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 188 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2019-2020, par région.

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 189 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2019-2020.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 190 : Budget alloué au BEI pour l'année 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Budget alloué au BEI pour l'année 2019-2020 (k\$)
8 351,80

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 191 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2019-2020.

Effectif du BEI pour l'exercice financier 2019-2020 (ETC)
49,00

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 89 019 heures pour l'année 2019-2020 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 192 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2020. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.

EFFECTIF DU BEI ¹	STATUT	
	CIVILS	POLICIERS RETRAITÉS
Agente de liaison autochtone	1	-
Agentes de secrétariat	3	-
Attachée d'administration	1	-
Conseillère juridique	1	-
Conseillères aux communications	2	-
Directeur	1	-
Directeur adjoint	1	-
Enquêteurs	23	14
Superviseurs	-	5
Superviseurs-coordonnateurs	-	2
Techniciennes en administration	2	-

¹ Incluant deux employées occasionnelles

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 193 : Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI ¹ (en \$)
Salaire du personnel affecté au BEI ²	6 421 997
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	1 773 157

¹ Données au 31 mars 2020.

² Inclus le temps supplémentaire, primes et indemnités de départ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 194 : Nombre d'enquêtes ouvertes en 2019-2020, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, le BEI a ouvert 42 dossiers d'enquêtes indépendantes, dont 17 ont été transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Outre ces 17 dossiers, le BEI a transmis au DPCP, 37 dossiers d'années antérieures.

En ce qui a trait aux enquêtes portant sur des allégations criminelles, le BEI a ouvert 79 dossiers. De ce nombre, 46 sont en cours d'enquête et 11 dossiers sont à l'étude au DPCP. On dénombre 7 dossiers fermés par le directeur du BEI (Loi sur la police) et 13 dossiers fermés par le DPCP. Finalement, deux dossiers ont mené à des accusations criminelles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 195 : Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2019-2020.

Des 42 dossiers ouverts entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 (voir question QP-194), 17 ont été transmis au DPCP. Le délai moyen de transmission de ces derniers est de 6,4 mois.

Il est toutefois difficile de comptabiliser la durée moyenne d'une enquête portant sur des allégations criminelles, car plusieurs facteurs peuvent faire varier les délais, notamment :

- La collaboration des plaignants, des victimes et des témoins;
- La nature et la complexité de l'allégation;
- Les distances à parcourir pour rencontrer les divers intervenants;
- Les expertises et analyses (attente des rapports d'expert);
- Les délais de réception des rapports policiers et autres documents (rapports médicaux, etc.).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 196 : Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2019-2020, ventilé par corps de police et par type de manquements.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, le directeur du BEI a transmis 5 correspondances à des directeurs de corps de police relativement aux obligations des policiers impliqués ou témoins ainsi que du directeur du corps de police impliqué prévues au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes.

- Sûreté du Québec (SQ) : 2
- Service de police de la ville de Montréal (SPVM) : 1

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 289.2 de la Loi sur la police, le directeur du corps de police responsable de l'intervention policière ou de la détention n'a pas informé, sans délai, le BEI de la survenance de l'événement visé à l'article 289.1 de la Loi sur la police.

Dans ces trois cas, cela a eu pour effet que certaines desdites obligations n'ont pas pu être respectées (articles 1 et 2 du Règlement). Notons toutefois, que tous les policiers ont rencontré les enquêteurs du BEI.

- Service de police de la ville de Montréal (SPVM) : 1

Les obligations prévues à l'article 1(1) et (2) ainsi qu'à l'article 2(2) de la Loi sur la police n'ont pas été respectées.

- Service de police de la ville de Québec (SPVQ): 1

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 2(1) et (3) de la Loi sur la police, le directeur du corps de police impliqué n'a pas pris les mesures nécessaires pour s'assurer de la conservation de la preuve et ne s'est pas limité à transmettre au BEI l'identité des personnes présentes lors de l'événement, ses policiers ayant obtenu des déclarations de témoins.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.05 - BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 197 : Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2019-2020.

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI).

Toutefois, certaines de ces lettres sont déjà publiques à la suite de demandes d'accès à l'information et peuvent être consultées sur le site Web du BEI à l'adresse suivante : <https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/acces-information.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 198 : **Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2019-2020.**

Le ministère de la Sécurité publique n'a eu aucune correspondance de cette nature avec les divers corps de police énumérés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 199 : Travaux entourant la mise en place de l'alerte Silver :

- a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP;**
- b) plan de déploiement;**
- c) sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver.**

Aucun travail à ce sujet.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 201 : Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. Préciser :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les dates de formation;b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lesquels ils s'y rattachent;c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié;d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.
<p>Aucune somme n'a été octroyée.</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 202 : Toute correspondance écrite ou électronique entre le ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.

Aucune correspondance n'a été identifiée.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Voir le document ci-joint.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-01291

Événement :

Une femme de 86 ans décède d'un syndrome coronarien aigu au centre d'hébergement La Villa du Boisé à Drummondville.

Recommandations :

Que la Villa du Boisé :

- prenne connaissance de ce rapport. [1];
- révise avec son personnel, les modalités d'évaluation de l'état des bénéficiaires lors des tournées de soir et de nuit lorsque ces derniers dorment. [2];
- révise les pratiques et les modalités d'alerte au personnel infirmier sur appel lors d'incidents survenant en leur absence. [3].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- prenne connaissance de ce rapport. [4].

Organisations/personnes visées :

Villa du Boisé

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Villa du Boisé

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-00042

Événement :

Un homme de 41 ans décède à son domicile d'une rupture de l'aorte, peu de temps après une consultation à l'urgence d'un centre hospitalier de Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- procède à l'évaluation de la qualité des actes médicaux lors de la consultation du patient à l'urgence de l'Hôpital de Hull le 29 décembre 2018. [1].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que le Collège des médecins du Québec :

- procède à l'évaluation de la qualité des actes médicaux lors de la consultation du patient à l'urgence de l'Hôpital de Hull le 29 décembre 2018. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-04599

Événement :

Un homme de 66 ans décède d'une ischémie mésentérique sévère de l'intestin grêle avec infarctus et péritonite secondaire à un envahissement des vaisseaux sanguins mésentériques par une tumeur maligne du pancréas au CHUM de Montréal.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins médicaux prodigués à ce patient au Centre d'hébergement du Manoir-de-l'Âge-d'Or et au Centre hospitalier de l'Université de Montréal de juin 2018 jusqu'à son décès. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal :

- examine la qualité des soins médicaux et infirmiers prodigués à ce patient au Centre d'hébergement du Manoir-de-l'Âge-d'Or de juin 2018 jusqu'à son décès. [2].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-10-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-04338

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une femme de 63 ans décède probablement d'une arythmie cardiaque maligne à l'Hôpital Jean-Talon à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal et le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins médicaux prodigués à cette patiente à l'Hôpital Jean-Talon du 11 au 17 juillet 2018. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2016-01920

Événement :

Une dame de 80 ans décède d'un infarctus à la résidence Le Tournesol de Montréal.

Recommandations :

Que la Résidence Le Tournesol :

- établisse une procédure de communication entre les membres du personnel présents lorsqu'un appel 911 est logé à l'extérieur des heures d'affaires et que des services d'urgence sont attendus sur les lieux pour leur permettre un accès rapide auprès d'un usager en détresse. [1];
- effectue des formations pour une meilleure prise de notes médicales et une meilleure connaissance de l'historique médicale d'un usager. [2];
- établisse une procédure à suivre pour une accessibilité rapide au dossier d'un usager lorsqu'une détérioration de son état de santé requiert l'intervention des services d'urgence. [3].

Organisations/personnes visées :

Résidence Le Tournesol

Suivi des recommandations :

Résidence Le Tournesol

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-06867

Événement :

Un homme de 52 ans décède d'un suicide par pendaison à sa résidence à Montréal.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- procèdent à l'analyse des décisions médicales prises et mettent en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances, compte tenu des préoccupations soulevées concernant le traitement reçu par ce patient au service des urgences de l'Hôpital de Sept-Îles. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-04515

Événement :

Un homme de 52 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile de Vaudreuil-Dorion, peu de temps après sa sortie d'un centre hospitalier.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- revoie les mécanismes de suivi en place pour les personnes suicidaires après un congé. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-01025

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Un homme de 98 ans décède d'un choc septique consécutivement aux complications d'une fracture du tibia suivant une chute.

Recommandations :

Que la Résidence de l'Île :

- requiert les services d'une nutritionniste pour s'assurer d'une alimentation adéquate en fonction de l'état du patient; [1];
- augmente le ratio de personnel soignant lorsqu'elle accueille des résidents en attente de placement en CHSLD. [2].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- par le biais de la Direction de la qualité, évaluation, performance et éthique (DQEPE) effectue une enquête sur la qualité des soins dispensés au patient décédé à la Résidence de l'Île et à la Résidence Village Riviera, et prenne toutes les mesures appropriées afin qu'une telle situation ne se répète pas. [3];
- donne une formation sur le « Guide de tenue des dossiers » en vigueur, à l'ensemble des infirmières auxiliaires, préposés aux bénéficiaires et toute autre personne appelée à dispenser des soins à la Résidence de l'Île et à la Résidence Village Riviera, et fasse des vérifications sporadiques, jusqu'à ce que la situation soit régularisée et que le contenu des dossiers soit jugé satisfaisant, pour les deux résidences impliquées. [4];
- par le biais de la Direction de la qualité, évaluation, performance et éthique (DQEPE) revoie le processus de communication lors de transfert interétablissement ou vers une RPA afin de s'assurer que toute l'information pertinente est transmise à qui de droit en temps opportun. [5];
- par le biais du Comité de Vigilance et de la Qualité enquête sur la qualité des soins dispensés en général à la Résidence de l'Île et la compétence de son personnel et prenne les mesures correctrices nécessaires. [6].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec :

- enquête sur la qualité des soins dispensés par les infirmières auxiliaires à ce patient, à la Résidence de l'Île. [7].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- rehausse les critères de certification des résidences privées pour aînés, en incluant une évaluation des compétences du personnel et un contrôle de la qualité des soins infirmiers. [8].

Organisations/personnes visées :

Résidence de l'Île

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Résidence de l'Île

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2019-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2019-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 8, en date du 2019-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

CAUSES INDÉTERMINÉES

Décès de nature indéterminée

Numéro dossier : 2017-04221

Événement :

Une femme de 50 ans décède d'une possible intoxication médicamenteuse, mais on ne peut exclure une mort d'origine cardiaque.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- revoie les protocoles mis en place par les ressources pour personnes atteintes de problèmes de santé mentale pour revoir les règles relatives à la prise de médicaments par les résidents et assurer que les médicaments sont pris en présence des préposés pour éviter les intoxications consécutives à la prise inappropriée par les résidents. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-28, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 173344

Événement :

Un bébé décède à l'Hôpital de Gatineau, d'asphyxie périnatale due à un accouchement à la Maison de naissance de l'Outaouais, par siège décomplété, position reconnue très tardivement.

Recommandations :

Que l'Ordre des sages-femmes du Québec :

- révise ce dossier afin de se pencher sur la formation concernant la reconnaissance des positions fœtales en pré et périnatales; [1];
- révise ce dossier afin de se pencher sur la formation concernant la réanimation néonatale étant donné les difficultés manifestes de l'intubation dans ce cas; [2];
- révise ce dossier afin de se pencher sur la pertinence d'accepter l'aide des ambulanciers sur place de façon précoce afin d'accélérer le transfert vers le centre hospitalier. [3].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- révisé ce dossier afin de se pencher sur la formation concernant la reconnaissance des positions fœtales en pré et périnatales; [4];
- révisé ce dossier afin de se pencher sur la formation concernant la réanimation néonatale étant donné les difficultés manifestes de l'intubation dans ce cas; [5];
- révisé ce dossier afin de se pencher sur la pertinence d'accepter l'aide des ambulanciers sur place de façon précoce afin d'accélérer le transfert vers le centre hospitalier. [6].

Organisations/personnes visées :

Ordre des sages-femmes du Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Ordre des sages-femmes du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-23, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-01-23, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-01-23, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-01262

Événement :

Un homme de 53 ans est décédé d'un suicide par pendaison à sa résidence à Rimouski.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- revoie les processus afin que le personnel médical s'assure d'obtenir le consentement du patient dès son admission ou au besoin afin de discuter avec les proches et ainsi avoir toutes les informations requises pour établir les conditions du congé, le cas échéant. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

AUTRES ACCIDENTS

Chaleur ou froid excessif

Numéro dossier : 2018-04002

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'un coup de chaleur, survenu après quelques jours d'exposition à la chaleur extrême à l'extérieur dans le cadre de son travail à Québec.

Recommandations :

Que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- informe et sensibilise l'ensemble des employeurs et travailleurs, des précautions à prendre avec les travailleurs qui consomment des médicaments pouvant aggraver le risque de déshydratation et d'épuisement et le coup de chaleur, lors d'activité physique intense dans des environnements à contrainte thermique élevée. [1].

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- s'assure que ses membres transmettent à leurs patients, qui consomment des médicaments pouvant perturber la régularisation de la température corporelle, de l'information sur les précautions à prendre avec ce type de médicaments lors de canicule ou d'activité physique intense dans des environnements à contrainte thermique élevée afin de les protéger du coup de chaleur. [2].

Organisations/personnes visées :

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-11, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-12-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-02389

Événement :

Un homme de 25 ans souffrant de maladie mentale se pend à son domicile de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, plutôt que de s'être rendu au centre de crise, tel que convenu au départ du centre hospitalier.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- prenne les mesures nécessaires pour que le dossier du patient soit examiné et révisé par l'équipe traitante du département de psychiatrie du Centre hospitalier régional du Grand-Portage à Rivière-du-Loup afin de déterminer s'il y a des enseignements à tirer de cet événement pouvant servir à améliorer la qualité des soins et prévenir d'autres décès. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-02261

Événement :

Un homme de 27 ans se suicide par asphyxie, dans sa chambre, lors d'une hospitalisation dans un centre hospitalier de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie la qualité des actes professionnels posés dans le dossier du patient, notamment par le biais du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et de la Direction des soins infirmiers. [1];
- revoie l'environnement physique accueillant les patients en psychiatrie, particulièrement dans les cas de garde préventive ou de garde en établissement. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2016-02116

Événement :

Un homme de 67 ans décède à son domicile d'une hémorragie digestive dans un contexte de carcinome épidermoïde infiltrant, à Asbestos.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- procède à la révision du dossier de ce patient dans le but de s'assurer que les soins qui lui ont été prodigués, lors de sa visite du 4 septembre 2016, respectaient les plus hauts standards de qualité. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-02629

Événement :

Une femme de 75 ans décède à son domicile des suites d’une méningite aiguë, à Terrebonne.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- procèdent à l’évaluation des services médicaux dispensés à cette patiente lors de son passage au département des urgences de l’Hôpital Pierre-Le Gardeur le 1er mai 2018. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2017-00642

Événement :

Un homme de 56 ans décède à son domicile de Grand-Remous de l’effet indésirable de multiples substances, notamment des médicaments prescrits.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l’acte professionnel et du suivi dont a bénéficié ce patient concernant la pertinence et les posologies de la médication prescrite. [1].

Que l’Ordre des pharmaciens du Québec :

- examine la qualité du suivi pharmaceutique dont a bénéficié ce patient notamment l’analyse portée vis-à-vis la pertinence de la médication et sa posologie, ainsi que de sa prise sécuritaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-28, l’intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-11-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-05957

Événement :

Un homme de 87 ans décède des suites d'une chute de sa hauteur survenue au CHSLD Notre-Dame-de-la-Merci.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- procède à une nouvelle évaluation du risque de chute d'un résident dans les meilleurs délais, lorsqu'il a un changement significatif du nombre de chutes. [1];
- revoie le suivi clinique du résident, en particulier la prévention des chutes. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-06290

Événement :

Un homme de 77 ans est décédé d'une noyade dans la rivière Yamaska à Granby, consécutivement à la fragilité chronique de son état mental.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke concernant le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de Granby :

- examine le dossier de ce patient afin d'analyser les actes médicaux posés lors de l'hospitalisation du 14 au 19 octobre 2018 et qu'il fasse au Conseil d'administration de l'établissement, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke concernant le service psychiatrique de l'Hôpital de Granby :

- organise un encadrement serré et un soutien adéquat dans le milieu de vie des patients vulnérables, en mobilisant toutes les ressources multidisciplinaires nécessaires. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-08-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2018-04171

Événement :

Une femme de 49 ans décède d'une intoxication au méthanol à sa résidence de L'Avenir.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie le dossier de la patiente pour les événements survenus les 22 et 23 juin 2018, afin de prendre les actions appropriées. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec concernant le CMDP de l'Hôpital Sainte-Croix :

- revoie le dossier de la patiente pour les événements survenus les 22 et 23 juin 2018, afin de prendre les actions appropriées. [2].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-05-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-07-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-07260

Événement :

Un homme de 20 ans se suicide par pendaison à son domicile de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie ses protocoles de prise en charge, notamment pour l'inscription à la clinique de dépression et pour son évaluation du risque auprès de personnes ayant plusieurs passages à l'acte à leur actif. [1].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2018-02178**

Événement :

Une femme de 69 ans décède d'une arythmie cardiaque probable dans un contexte d'athérosclérose coronarienne sévère et de détérioration accrue de sa condition pulmonaire à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à cette patiente le 10 avril 2018. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-03-04, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2018-05526**

Événement :

Un homme de 67 ans décède à son domicile de Sept-Îles des suites d'une leucémie myélomonocytaire chronique non traitée.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- fasse l'analyse des actes médicaux posés les 13 et 14 septembre 2018 dans le cas du présent patient et fasse toutes les recommandations qu'il peut juger utiles afin d'améliorer la qualité des soins et des services, le cas échéant. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2016-03722

Événement :

Une femme de 66 ans décède d'une intoxication à plusieurs substances à son domicile de Rouyn-Noranda, dans un contexte de trouble psychiatrique.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- révisé le dossier médical de la patiente à la lumière de ce rapport, en ce qui concerne l'évaluation, la prise en charge et le traitement des troubles psychogériatriques complexes au sein du CISSS-AT, mais également en ce qui concerne l'épisode de soins de la patiente en envisageant la possibilité de soumettre la situation au Comité de discipline du CMDP du CISSS-AT. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-06124

Événement :

Un homme de 66 ans décède d'un infarctus dans le contexte d'un accident de la route, à La Motte.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- vérifie le degré d'urgence des soins que devait recevoir la conjointe de la personne décédée. [1];
- sensibilise le personnel au fait que les transferts d'un patient pour des soins non urgents devraient tenir compte des conditions routières. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-11-29, la réponse ne traite pas de la recommandation.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Bicyclettes

Numéro dossier : 2018-03410

Événement :

Une cycliste de 30 ans décède des suites d'un traumatisme crânien sévère lors d'une collision avec un camion lourd à l'intersection de la 19e Avenue et rue Saint-Zotique à Montréal.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- continue ses démarches afin de cibler les systèmes de détection et d'alerte des usagers vulnérables de la route les plus efficaces (c'est-à-dire les systèmes permettant aux camionneurs de détecter les risques de collisions avec les usagers vulnérables et ceux permettant aux usagers vulnérables d'anticiper les manœuvres des camions lourds afin d'éviter des collisions); [1];
- entreprenne les démarches nécessaires afin de cibler le ou les meilleur(s) incitatif(s) afin que les véhicules lourds relevant de son autorité soient munis de systèmes de détection et d'alerte des usagers vulnérables de la route, et ce, dans les meilleurs délais; [2];
- entreprenne subsidiairement les démarches nécessaires afin de rendre obligatoire l'installation de systèmes de détection et d'alerte des usagers vulnérables de la route aux véhicules lourds relevant de son autorité, et ce, dans les meilleurs délais. [3].

Que le Ministère des Transports du Québec :

- entreprenne les démarches nécessaires afin de cibler les systèmes de détection et d'alerte des usagers vulnérables de la route les plus efficaces (c'est-à-dire les systèmes permettant aux camionneurs de détecter les risques de collisions avec les usagers vulnérables et ceux permettant aux usagers vulnérables d'anticiper les manœuvres des camions lourds afin d'éviter des collisions); [4];
- entreprenne les démarches nécessaires afin de cibler le ou les meilleur(s) incitatif(s) afin que les véhicules lourds relevant de son autorité se dotent de systèmes de détection et d'alerte des usagers vulnérables de la route, et ce, dans les meilleurs délais; [5];
- entreprenne subsidiairement les démarches nécessaires afin de rendre obligatoire l'installation de systèmes de détection et d'alerte des usagers vulnérables de la route aux véhicules lourds relevant de son autorité, et ce, dans les meilleurs délais. [6].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec ainsi que la Ville de Montréal :

- poursuivent leurs campagnes de sensibilisation portant sur le respect du Code de la sécurité routière, les véhicules lourds et la sécurité des usagers vulnérables. [7].

Organisations/personnes visées :

Transports Canada

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-09-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-09-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-09-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-07-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2019-07-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2019-07-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2019-08-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ville de Montréal

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2018-02667

Événement :

Un homme de 38 ans décède d'asphyxie secondaire à une intoxication aiguë au sulfure d'hydrogène et à une noyade dans une préfosse à purin dans une ferme située à Sainte-Hélène-de-Bagot.

Recommandations :

Que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- sensibilise les concepteurs d'établissements agricoles et les experts des firmes-conseils qui font des plans et devis à concevoir des systèmes sans préfosse et/ou à concevoir des préfosses pour lesquelles les équipements peuvent être entretenus de l'extérieur (en ayant, par exemple, une pompe submersible reliée à un treuil pour qu'elle puisse être complètement sortie de la préfosse en cas de bris). [7].

Que le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- prenne connaissance de ce rapport à titre indicatif et à des fins pédagogiques et éventuellement le diffuse aux établissements de formation qui offrent le programme d'étude en productions animales. [1].

Que le Propriétaire de la ferme :

- s'assure qu'il y a des affiches bien visibles aux entrées et dans la salle dans laquelle se trouve la préfosse afin de rappeler les dangers de cet endroit; [2];
- s'assure que le local est suffisamment ventilé; [3];
- ne permette l'accès à la préfosse qu'à des personnes ayant reçu la formation nécessaire, suivant la procédure recommandée incluant l'utilisation d'un détecteur de gaz en bon état de fonctionnement et portant un appareil de protection respiratoire; [4];
- se munisse d'un détecteur de gaz bien entretenu et fonctionnel afin d'être en mesure de vérifier les concentrations de gaz avant d'entrer dans le local de la préfosse; [5];
- élabore une procédure de sauvetage advenant un autre accident. [6].

Que l'Association des Éleveurs de porcs du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport à titre informatif. [8].

Que l'Union des producteurs agricoles du Québec :

- sensibilise les concepteurs d'établissements agricoles et les experts des firmes-conseils qui font des plans et devis à concevoir des systèmes sans préfosse et/ou à concevoir des préfosses pour lesquelles les équipements peuvent être entretenus de l'extérieur (en ayant, par exemple, une pompe submersible reliée à un treuil pour qu'elle puisse être complètement sortie de la préfosse en cas de bris). [9].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que l'Association canadienne de sécurité agricole :

- prenne connaissance de ce rapport à titre informatif. [10].

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Propriétaire de la ferme

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

L'Association des Éleveurs de porcs du Québec

L'Union des producteurs agricoles du Québec

L'Association canadienne de sécurité agricole

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Propriétaire de la ferme

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2019-07-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

L'Association des Éleveurs de porcs du Québec

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

L'Union des producteurs agricoles du Québec

Concernant la recommandation numéro 9, en date du 2019-07-03, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

L'Association canadienne de sécurité agricole

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-02758

Événement :

Un homme de 72 ans se suicide par pendaison dans un quai.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- mette en place une méthode d'évaluation adéquate du risque suicidaire pour tous les patients hospitalisés en psychiatrie. [1].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2017-05920

Événement :

Un homme de 85 ans décède d'une pneumonie d'aspiration résultant d'une administration de méthadone non prescrite, à l'Hôpital de Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais et la Direction des Soins infirmiers du CISSSO :

- s'assurent que leur personnel infirmier dans son ensemble procède à une vérification rigoureuse des sept bons lorsqu'il relève des ordonnances et qu'il respecte en tout temps le principe de la double identification des patients lors de l'administration des médicaments. [1];
- s'assurent que leur personnel infirmier dans son ensemble élabore un plan thérapeutique infirmier complet afin de permettre le suivi de l'évolution clinique du patient. [2].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel de l'infirmière du 5e Nord responsable de transcription des prescriptions erronées au dossier du patient lors de son transfert au 5e Nord, et applique les mesures appropriées à son égard, le cas échéant. [3].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel de l'infirmière auxiliaire en service au 5e Nord lors de l'hospitalisation du patient, le 29 octobre 2017 en soirée, à l'Hôpital de Gatineau, et applique les mesures appropriées à son égard, le cas échéant. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-07-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-02-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-00411

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'un infarctus aigu du myocarde consécutif à une athérosclérose coronarienne sévère, dans le contexte d'une amputation, en cours de transfert de centre hospitalier, dans un véhicule de transport adapté.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais et le Collège des médecins du Québec :

- évaluent la qualité des soins dispensés au patient pendant son hospitalisation du 7 au 16 janvier 2018 à l'Hôpital de Papineau et l'Hôpital de Hull, notamment, mais non limitativement les examens préopératoires effectués et leur suffisance, ainsi que la décision de le transférer cinq heures après la chirurgie. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2017-06506

Événement :

Un piéton de 90 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'un accident de la route, à Laval.

Recommandations :

Que la Ville de Laval concernant le Service de l'ingénierie, Circulation et Transport :

- vérifie la conformité de l'éclairage à l'intersection du boulevard des Laurentides et de la rue Meunier aux standards actuels et se conforme auxdits standards dans l'éventualité d'une non-conformité. [1].

Organisations/personnes visées :

Ville de Laval

Suivi des recommandations :

Ville de Laval

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-01576

Événement :

Un homme décède d'une asphyxie par pendaison, à son domicile de Gatineau, après un séjour en centre hospitalier.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie l'analyse du dossier du patient et la diligence des soins lors de la consultation psychiatrique le 17 mars 2017, le suivi fait, la pertinence de la levée rapide de la garde préventive ainsi que le congé psychiatrique accordé, et apportent les correctifs requis le cas échéant. [1].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- s'assure d'organiser un suivi étroit lors du congé de tout patient ayant présenté un épisode suicidaire, en prévoyant des relances actives ainsi que des modalités de référence à un psychiatre, à une infirmière de liaison, à un centre de crise, à des organismes communautaires spécialisés ou à toute ressource susceptible d'apporter un soutien à une personne à risque de poser un geste suicidaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-00858

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'un infarctus du myocarde à son domicile de Montréal, après être allé à l'urgence de l'Institut de cardiologie de Montréal, puis retourné à domicile sans aller au triage, sous prétexte que sa carte RAMQ était échue et qu'il devait alors payer les frais médicaux.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne connaissance de ce rapport, le transmette à tous les établissements qui dispensent des services d'urgence, et leur demande de s'assurer, par une révision minutieuse de tout le processus de prise en charge, que toute personne se présentant à leur urgence reçoive une évaluation médicale peu importe l'état de sa carte d'assurance-maladie. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-06418

Événement :

Un homme de 80 ans décède à l'Hôpital général de Montréal, d'un pneumothorax sous tension dû à une malposition d'une sonde Dobhoff, suite à une chute dans un escalier à l'église de Verdun.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- procède à l'analyse des décisions médicales prises et mettre en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-00891

Événement :

Un homme de 66 ans décède à son domicile d'une hémorragie digestive à Salaberry-de-Valleyfield.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- examine la qualité du suivi médical dispensé à ce patient à l'Hôpital du Suroît en ce qui concerne les symptômes digestifs qu'il aurait manifestés dès le 16 janvier 2018 et qui étaient possiblement précurseurs de l'hémorragie digestive haute dont il est décédé au mois de février 2018. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2018-07317

Événement :

Une dame de 72 ans décède d'un traumatisme crânien à la suite d'un impact avec un véhicule lourd, à Montréal.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- adopte une réglementation rendant obligatoire pour tous les candidats à l'obtention d'un permis de classe 1-2 ou 3, la réussite d'une formation pratique et théorique adaptée aux véhicules concernés. [1];
- adopte une réglementation rendant obligatoire à tous les titulaires de permis de classe 1-2 ou 3, la réussite d'une formation traitant spécifiquement des risques de collision liés aux angles morts. [2];
- définisse par règlement le contenu de ces formations et le nombre d'heures minimales requises afin de les compléter. [3].

Que le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- diffuse ce rapport aux centres de formation offrant le DEP en transport par camion, afin qu'ils intègrent à la formation de conduite préventive, l'analyse des dossiers de coroner concernant des décès de piétons ou de cyclistes impliquant des camions lourds et de reproduire sur les simulateurs les conditions existant au moment de l'accident. [4].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-10-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-10-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2016-03890

Événement :

Un homme de 47 ans se suicide par pendaison, à sa résidence de Richmond.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, concernant le Centre de réadaptation en dépendance de l'Estrie:

- procède à la révision du dossier de monsieur, dans le but de s'assurer que les suivis effectués au Centre de réadaptation en dépendance de l'Estrie, particulièrement lors de l'appel du 5 décembre 2016, respectaient les plus hauts standards de qualités. [1];
- s'assure que les personnes ayant bénéficié d'une prise en charge ou de suivis par des intervenants du Centre de réadaptation en dépendance de l'Estrie soient réorientées lorsque ceux-ci sont affectés à d'autres fonctions. [2];
- effectue des évaluations périodiques concernant le risque suicidaire des usagers du Centre de réadaptation en dépendance de l'Estrie dont il a la responsabilité. [3].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-12-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-12-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro en date du 2019-12-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-03070

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une asphyxie par pendaison, à son domicile de Blainville, suite à un épuisement dans le contexte d'aidant naturel auprès de sa conjointe.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- supporte mieux les aidants naturels, dont ceux qui sont suicidaires, en leur offrant un suivi individuel approprié; [1];
- revoie leur procédure de non-réponse à la lumière de la présente situation. [2].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- revoie la procédure de gestion des dossiers des aidants naturels dans les CLSC afin que ces derniers puissent être mieux supportés et qu'ils puissent bénéficier d'un suivi individuel approprié à leurs besoins et à leur état de santé. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-01-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2018-00148, 2018-00149 et 2018-00183

Événement :

Trois automobilistes décèdent de polytraumatismes consécutifs à une collision contre une déneigeuse, sur la route 195 à Saint-Vianney.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports du Québec :

- réfléchisse à faire des travaux de contrôle de poudrerie qu'il juge nécessaires et appropriés pour que la poudrerie ainsi que les lames de neige soient diminuées ou contrôlées, dans ce secteur précis de la route 195, devant le numéro civique 200 et devant les champs dénudés lots numéros 5 979 783, 5 979 784, 5 979 785, 5 979 786 et 5 979 789 se trouvant juste avant du côté sud-ouest en front de la route vers Saint-Vianney, de sorte que les automobilistes ne soient pas pris à cet endroit par période de grands vents, dans un brouillard de neige ou de rideau blanc. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-00507

Événement :

Une femme de 32 ans se suicide, peu de temps après avoir reçu son congé de l'hôpital, à son domicile à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie la qualité des actes professionnels posés dans le dossier de cette patiente, notamment par le biais du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Avions et autres aéronefs

Numéro dossier : 2017-04832

Événement :

Un homme de 27 ans décède d'un polytraumatisme secondaire à une chute libre à haute altitude en parachute à Gatineau.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que l'Association canadienne de parachutisme sportif :

- présente de nouveau une motion à ses membres et aux participants enregistrés pour rendre obligatoire le dispositif de déclenchement automatique à tous les parachutistes incluant les détenteurs de brevets. [1].

Que le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- évalue la pertinence de réglementer, via la Loi sur la sécurité dans les sports, la pratique de ce type d'activité afin de rendre obligatoire le dispositif de déclenchement automatique à tous les parachutistes incluant les détenteurs de brevets qui participent à des événements sportifs dans les zones de saut situées sur le territoire québécois. [2].

Organisations/personnes visées :

Association canadienne de parachutisme sportif

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Suivi des recommandations :

Association canadienne de parachutisme sportif

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2018-01080**

Événement :

Une femme de 67 ans décède d'un infarctus myocardique au Centre hospitalier affilié universitaire régional à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- évalue la qualité des soins prodigués à cette patiente, le 5 février 2018 au Centre hospitalier affilié universitaire régional de Trois-Rivières. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- évalue la qualité des soins médicaux prodigués à cette patiente, le 5 février 2018 au Centre hospitalier affilié universitaire régional de Trois-Rivières. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-21, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-12-20, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2018-05949

Événement :

Un adolescent de 16 ans décède des complications d’une intoxication au MDA à l’hôpital à Montréal.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- soutienne le développement et la mise en place de mesures visant la réduction des méfaits lors des fêtes technos, incluant des mesures visant à fournir des informations et conseils lors des fêtes technos, tout en adressant spécifiquement la problématique reliée aux personnes plus jeunes et aux mineurs. [1].

Que l'Institut national d’excellence en santé et en services sociaux :

- examine l'utilité et les limites de différentes méthodes d'identification des substances événement (dont la colorimétrie et la spectrographie) dans les fêtes technos, les « rave » ou « rave-party » dans une perspective de réduire les méfaits liés à la consommation de drogues. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Institut national d’excellence en santé et en services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-02-13, l’intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Institut national d’excellence en santé et en services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-01734

Événement :

Une femme de 91 ans décède à l’Hôpital de Dolbeau-Mistassini d’une surinfection pulmonaire nosocomiale dans un contexte de fracture de la hanche suite à une chute de sa hauteur survenue à son domicile de Normandin.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean :

- soumette le présent rapport à l’établissement pour révision et analyse; [1];
- rappelle aux médecins de l'Hôpital de Dolbeau-Mistassini leurs obligations prévues à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, notamment sur les décès devant obligatoirement faire l'objet d'un avis au coroner. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-11-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-00738

Événement :

Une femme de 73 ans décède des complications d'une thrombose mésentérique, consécutivement à une maladie athérosclérotique importante généralisée à Hôpital du Suroît, à Salaberry-de-Valleyfield.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- revoie la qualité des soins offerts à cette patiente à l'Hôpital du Suroit. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-06299

Événement :

Un homme de 76 ans décède des suites d'une colite à Clostridium difficile au CHSLD Sainte-Monique, à Québec.

Recommandations :

Que le CHSLD Sainte-Monique :

- assure le suivi et la formation nécessaires du personnel en regard de l'utilisation du protocole relatif à la transmission des infections nosocomiales en CHSLD, incluant la diarrhée associée au Clostridium difficile. [1].

Organisations/personnes visées :

CHSLD Sainte-Monique

Suivi des recommandations :

CHSLD Sainte-Monique

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2017-05114

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une femme de 96 ans décède d'une infection pulmonaire en post-opératoire d'un enclouage de la hanche droite après avoir fait une chute au CHSLD de Rimouski où elle réside.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- revoie le dossier de cette patiente avec les professionnels en autorité du département de chirurgie de l'Hôpital régional de Rimouski et du personnel du CHSLD afin de valider que la prise en charge de patients complexes dans un postopératoire en CHSLD puisse se faire dans des conditions optimales et permettre de viser des taux réalistes de complications/décès le plus faibles possible lorsqu'une orientation chirurgicale est décidée. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-05046

Événement :

Une dame de 66 ans décède à son domicile de La Sarre, d'une probable arythmie cardiaque.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- sensibilise les municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue à l'importance de signaler les situations d'insalubrité des habitations sur leur territoire compte tenu de son impact négatif sur les risques de mortalité. [1];
- entreprenne, en collaboration avec les différentes municipalités, les travaux qui permettront de mettre en place les mécanismes de prise en charge de ces situations cliniques à l'échelle de l'Abitibi-Témiscamingue. [2];
- crée un registre régional afin de permettre la documentation de ce problème de santé publique et de son impact sur la santé de la population. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-07-22, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-07-22, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-07-22, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-03252

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une femme de 47 ans décède au domicile de sa fille de Rivière-du-Loup d'une embolie pulmonaire dans un contexte de chirurgie orthopédique récente consécutive à une chute.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- fasse examiner par ses instances le dossier de la patiente afin de voir si les règles de l'art ont été suivies dans les soins prodigués à celle-ci en juin 2018. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2017-01947

Événement :

Un piéton se fait heurter par un véhicule lourd dans le stationnement du Terminals Warehousing Inc. de Montréal et décède d'un polytraumatisme.

Recommandations :

Que la compagnie Intermediate Terminals Warehousing Inc. évalue la possibilité et la pertinence de :

- ne permettre aucune autre circulation sur la voie de circulation lors des manœuvres des trains routiers. [1].

Que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- sensibilise les travailleurs qui œuvrent à ce terminal aux risques de collisions avec un véhicule routier, notamment lors des manœuvres de reculs et lors de la circulation autour des véhicules routiers notamment en raison de l'importance des angles morts des véhicules, de l'importance de porter un dossard de sécurité, mais aussi aux difficultés à interpréter les sons générés par les alarmes de recul des véhicules. [7].

Que le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- prenne connaissance de ce rapport à titre informatif et à des fins pédagogiques et éventuellement le diffuse aux établissements de formation qui offrent le programme d'étude transport par camion. [10].

Que la compagnie Intermediate Terminals Warehousing Inc. évalue la possibilité et la pertinence de :

- prévoir des voies de circulation bien délimitées pour les piétons. [2].

Que la compagnie Intermediate Terminals Warehousing Inc. évalue la possibilité et la pertinence de :

- exiger le port de dossards de sécurité pour les travailleurs devant se trouver dans la cour. [3].

Que la compagnie Intermediate Terminals Warehousing Inc. évalue la possibilité et la pertinence de :

- prévoir la présence d'un signaleur sur les voies de circulation et de manœuvre telles qu'obligatoire sur les chantiers de construction (Article 2.8.5 du Code de sécurité pour les travaux de construction (CSTC)). [4].

Que la compagnie Intermediate Terminals Warehousing Inc. évalue la possibilité et la pertinence de :

- afficher clairement la procédure à suivre pour les chauffeurs entrant dans la cour. [5].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que la compagnie Intermediate Terminals Warehousing Inc. évalue la possibilité et la pertinence de :

- s'assurer que l'éclairage de la cour est suffisant. [6].

Que l'Association du camionnage du Québec :

- sensibilise les travailleurs qui œuvrent à ce terminal aux risques de collisions avec un véhicule routier, notamment lors des manœuvres de reculs et lors de la circulation autour des véhicules routiers notamment en raison de l'importance des angles morts des véhicules, de l'importance de porter un dossard de sécurité, mais aussi aux difficultés à interpréter les sons générés par les alarmes de recul des véhicules. [8].

Que le Programme du travail d'EDSC :

- sensibilise les travailleurs qui œuvrent à ce terminal aux risques de collisions avec un véhicule routier, notamment lors des manœuvres de reculs et lors de la circulation autour des véhicules routiers notamment en raison de l'importance des angles morts des véhicules, de l'importance de porter un dossard de sécurité, mais aussi aux difficultés à interpréter les sons générés par les alarmes de recul des véhicules. [9].

Organisations/personnes visées :

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

L'Association du camionnage du Québec

Programme du travail d'EDSC

Suivi des recommandations :

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Intermediate Terminals Warehousing Inc.

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2019-06-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

L'Association du camionnage du Québec

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Programme du travail d'EDSC

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 10, en date du 2019-06-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-06373

Événement :

Un homme de 65 ans décède d'un choc hypovolémique et hémorragique faisant suite à la rupture d'un important anévrisme abdominal à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des actes médicaux dans les jours précédant le décès de cet homme. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-08-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 167506

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'un traumatisme crânien sévère pénétrant consécutivement à une décharge d'arme à feu auto-infligée à son domicile, à Québec.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- évalue la possibilité de développer un guide d'exercice sur l'évaluation médicale de l'aptitude à posséder et à manipuler une arme à feu afin d'outiller ses membres lors de leur pratique, comme il le fait déjà avec le guide d'exercice sur l'évaluation médicale de l'aptitude à conduire un véhicule automobile. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-09-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-07132

Événement :

Une femme de 95 ans décède des suites d'un hématome sous-dural consécutivement à une chute à l'Hôpital Fleury, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- examine le dossier de cette patiente et plus spécifiquement, les circonstances de sa chute du 14 novembre 2018 afin d'évaluer la méthode utilisée (le « sevrage des contentions ») permettant de l'orienter en vue d'une relocalisation et évalue si des méthodes alternatives plus sécuritaires auraient pu se substituer au sevrage des contentions; réévalue la pratique actuelle et apporte les modifications qui s'imposent, le cas échéant. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : 2018-07462

Événement :

Un homme de 71 ans décède d'un infarctus aigu du myocarde ou d'arythmie cardiaque maligne probablement en lien avec son hypokaliémie à l'Hôpital Jean-Talon à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie la procédure de gestion des laboratoires. [1];
- analyse la qualité des actes infirmiers posés dans ce dossier. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-07-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-07-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-05001

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une femme de 83 ans décède à l'hôpital probablement des complications d'une chute de sa hauteur survenue à l'Hôpital Charles-Le Moyne à Longueuil.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- revoie les circonstances de la chute de cette femme à l'Hôpital Charles-Le Moyne à l'aide du comité de gestion des risques et de la qualité et apporte les correctifs nécessaires, s'il y a lieu. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-00485

Événement :

Une femme de 87 ans décède des conséquences médicales d'une chute en milieu hospitalier survenue à Hôpital de Gatineau, à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie ce dossier par le biais de la Directrice de la Qualité, évaluation, performance et éthique du CISSSO, en particulier les circonstances de la chute et peut-être l'intoxication au Cardizem; [1];
- revoie la médication prescrite à cette patiente par le biais de la Pharmacie de l'Hôpital de Gatineau (CISSSO); est-on dans une intoxication ou un effet adverse du Cardizem? [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2016-01844

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'une décompensation cardio-respiratoire secondaire à un cancer pulmonaire connu et à un choc hémorragique causé par une hémorragie digestive étendue et sévère non diagnostiquée, à l'Hôpital Mémorial de Wakefield de La Pêche.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- révisé la qualité de l'acte médical prodigué au patient, à l'urgence de l'Hôpital Mémorial de Wakefield. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-02090

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'une polyintoxication volontaire, aux médicaments et à l'alcool, à sa résidence de Montebello.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie la qualité du suivi et des soins offerts à ce patient de février à avril 2019. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-00123

Événement :

Un homme est décédé d'une pneumonie chimique par aspiration d'un produit désinfectant toxique, consécutivement à une démence et un trouble d'adaptation, à l'Hôpital Saint Sacrement.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier universitaire de Québec :

- retire rapidement tous les contenants de substances dangereuses pour l'entretien ménager qui sont accessibles au public. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier universitaire de Québec

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-00705

Événement :

Une dame de 88 ans décède à l'hôpital de Shawinigan, des suites d'une fracture de la hanche, suite à une chute lors d'une altercation avec un autre résident de sa résidence au CHSLD de Sainte-Thècle.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- s'assure que les plans d'action en matière d'intervention dans ses CHSLD soient revus régulièrement en fonction des problématiques associées à la clientèle desservie; [1];
- s'assure que la quantité de personnel dans ses CHSLD de même que leur formation, tiennent compte des problématiques de la clientèle desservie, notamment en matière d'agressivité et de comportement violent. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-28, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-10-28, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2018-00048

Événement :

Une dame de 71 ans, passagère d'une automobile, décède d'un polytraumatisme lors d'une collision routière avec une camionnette à Labelle.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports du Québec :

- remplace les panneaux à message variable (PMV) mis en place après l'accident, par des panneaux permanents de danger D-360 "chaussée cahoteuse" dans les deux directions, et ce, jusqu'à la correction du profil en long de la route. [1];
- procède à la correction de la dépression entre les chaînages 2240 et 2340. [2];
- procède à la correction du devers dans la courbe entre les chaînages 2150 et 2500. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-05-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-05-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-05-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-07697

Événement :

Une femme de 87 ans décède des suites d'une pneumonie à l'Hôpital Santa Cabrini de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie la qualité des actes professionnels posés dans le dossier de la patiente, notamment les actes infirmiers. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : 2019-01548

Événement :

Une femme de 82 ans décède d'insuffisance respiratoire (hypoxie probable avec arythmie) consécutivement à une maladie pulmonaire interstitielle sévère qui nécessitait une oxygénothérapie.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux et la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants :

- soient saisies du dossier de cette patiente et de la problématique des admissions en résidence pour aînées en attendant un transfert en CHSLD public. Les soins offerts aux aînés doivent être dans un continuum de qualité, quel que soit le type du milieu d'hébergement. [1].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- poursuive ses efforts pour améliorer la qualité des soins et services dispensés par les RPA, en particulier par un suivi régulier et rigoureux de leur certification. [2].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec :

- revoie le travail de leurs membres qui travaillent à la Résidence de l'Île de Gatineau; [3];
- établisse un guide des obligations et de bonnes pratiques pour leurs membres travaillant en RPA. [4].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- rehausse les critères de certification des résidences privées pour aînés en incluant une évaluation des compétences du personnel et un contrôle de qualité des soins infirmiers. [5].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-08-14, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : 2018-04499

Événement :

Un homme de 67 ans décède probablement des suites d'une asphyxie reliée à l'absence d'un dispositif de pression respiratoire positive BIPAP à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Recommandations :

Que l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec :

- prenne connaissance du présent rapport et le diffuse par la suite à tous ses membres. [1].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec :

- évalue la qualité des soins infirmiers prodigués à ce patient les 24 et 25 juillet 2018 à l'Hôpital Sainte-Croix. [2].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- revoie le dossier de ce patient pour les événements survenus les 24 et 25 juillet 2018, afin de prendre les actions appropriées; [3];
- confie immédiatement la gestion de la totalité des appareils respiratoires chez les patients oxygénodépendants aux inhalothérapeutes; [4];
- relaye de façon compétente les appels d'assistance de la part des clients hospitalisés lorsqu'il s'agit d'appareils de type BIPAP. [5].

Organisations/personnes visées :

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Suivi des recommandations :

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-11-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-07-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-12-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-12-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2019-12-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-06118

Événement :

Une dame de 38 ans se suicide par noyade dans le fleuve, aux environs de Montréal (LaSalle), après avoir obtenu son congé d'un centre hospitalier.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- examine la qualité des soins prodigués à la patiente du 9 au 20 septembre 2018. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à la patiente du 9 au 20 septembre 2018. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-09-19, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-06765

Événement :

Un homme de 82 ans décède des conséquences d'une chute à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie le protocole de prévention des chutes en ce qui concerne les patients à risques élevés. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- informe le personnel médical de l'obligation de signaler au Bureau du coroner tout décès survenu en milieu hospitalier dont la cause première est liée à une chute. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2017-06211

Événement :

Une dame de 83 ans décède des conséquences d'une fracture de la hanche à la suite d'une chute de sa hauteur survenue à la ressource intermédiaire Résidence de la Gare de Saint-Constant.

Recommandations :

Que la Résidence de la Gare :

- continue les efforts bien entamés pour la prévention des chutes. Ainsi, une cible devrait être fixée (par exemple, dans 95 % des cas, les aides électroniques sont en place et fonctionnelles) et évaluée avec des contrôles ponctuels. Les résultats de ces évaluations aléatoires devraient être communiqués au personnel afin qu'il se sente concerner et qu'il agisse conséquemment. [1].

Organisations/personnes visées :

Résidence de la Gare

Suivi des recommandations :

Résidence de la Gare

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2017-04380

Événement :

Un homme de 38 ans décède d'un polytraumatisme consécutif à un accident impliquant un véhicule lourd, à son lieu de travail à Stukely-Sud.

Recommandations :

Que le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

- modifie le paragraphe 2 de l'article 3.10.12 du Code de sécurité pour les travaux de construction, R.R.Q., c. S-2.1, r.4, pour qu'il se lise comme suit :

2. Doivent être munis d'une alarme de recul à large bande à réenclenchement automatique pour la marche arrière:
a) Tout véhicule automoteur utilisé principalement sur un chantier et dont la vue du conducteur, par la lunette arrière, est obstruée;

b) Tout engin de terrassement tel que défini dans la norme Engins de terrassement - Principaux types - Identification et termes et définitions, ISO 6165 : 2012 ;

c) Tout camion ayant une capacité nominale de 2 250 kg ou plus, telle que définie au paragraphe 5 du présent article. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Suivi des recommandations :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-03017

Événement :

Un homme de 85 ans décède des suites d'une fracture de la hanche, survenue au CHSLD Pierre-Rémi-Narbonne, à Saint-Rémi.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest concernant le CHSLD Pierre-Rémi-Narbonne :

- prenne les mesures nécessaires afin d'améliorer la communication entre les intervenants de leur
- établissement en ce qui concerne l'utilisation de systèmes d'alerte visant à améliorer la sécurité des usagers afin d'éviter une situation où le système mis en place ou son utilisation n'atteint pas l'objectif de sécurité visé et afin de permettre les ajustements nécessaires, le cas échéant. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2016-03155

Événement :

Une dame de 87 ans décède des suites d'un AVC avec transformation hémorragique étendue suite à un incident lors d'une administration médicamenteuse.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure que le protocole du fabricant de l'Altéplase soit appliqué dans l'ensemble des hôpitaux du Québec, afin d'éviter tout accident dans l'administration de ce médicament. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-01348

Événement :

Un homme de 48 ans décède à l'Hôpital du Sacré-Cœur d'une embolie pulmonaire massive faisant suite à une chute accidentelle à sa résidence à Montréal.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- étudie la possibilité d'uniformiser à tous les établissements de santé les pratiques en matière d'information au patient portant sur le risque de maladie thromboembolique veineuse en chirurgie orthopédique et de mettre en place une procédure standardisée en la matière. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2018-00569

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une femme décède d'une probable interaction médicamenteuse, dans sa chambre du Gîte Urbain, à Montréal.

Recommandations :

Que Le Gîte Urbain MS INC. :

- s'assure de maintenir ses engagements, notamment quant à l'exécution des travaux requis par la Ville, et qu'il reste vigilant à l'égard de ses locataires afin de leur offrir un milieu sain et sécuritaire; [1];
- s'assure, au plan médical, que le suivi de la médication est consigné dans un registre formel et que les résidents qui éprouvent des malaises soient pris en charge par des paramédicaux, à moins d'un refus écrit de leur part. [2].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- s'assure de mettre à l'ordre du jour de la table de concertation prévue avec les autres CIUSSS de l'Île de Montréal, le suivi psychosocial à donner à chacun des résidents suivis par un travailleur social et pour qui les conditions de logement sont inadéquates. [3].

Que la Ville de Montréal :

- concernant son Service d'incendie, cible plus directement les maisons de chambres privées dans les inspections préventives annuelles et que toute situation irrégulière ou contravention aux règlements municipaux soit soumise systématiquement au service de l'inspection municipale. [4];
- s'assure que les travaux requis sont exécutés tout en faisant preuve de souplesse pour éviter une éviction et qu'elle assure un suivi constant et durable de l'application des règlements. [5].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux, la Ville de Montréal, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- collaborent à la mise en place d'une table de concertation qui servira à identifier des pistes de solution pour le maintien des maisons de chambres privées dans le parc locatif du Grand Montréal tout en s'assurant que les conditions de vie et les droits des locataires y sont préservés. [6].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne acte du présent rapport et s'assure de la mise en place de mécanismes de suivis quant à l'établissement de protocoles appropriés pour cette clientèle vulnérable. [7].

Organisations/personnes visées :

Le Gîte Urbain MS INC.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Ville de Montréal

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

Suivi des recommandations :

Le Gîte Urbain MS INC.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ville de Montréal

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2019-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 5, la réponse de l'intervenant ne traite pas de la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2019-12-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2019-12-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 7, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2018-00841

Événement :

Une piétonne de 44 ans décède d'un choc hémorragique avec polytraumatisme consécutivement à une collision avec une voiture dans le stationnement d'un centre commercial à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- déploie des efforts supplémentaires dans le but de raffiner les moyens de dépistage des conducteurs à risque, et ce, dans les meilleurs délais. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-07-10, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2017-04886

Événement :

Un homme de 81 ans décède à l'Hôpital Sacré-Cœur des suites d'une fracture de la hanche occasionnée par une chute de sa hauteur survenue dans un CHSLD.

Recommandations :

Que le CHSLD Manoir de l'Ouest-de-l'Île :

- offre une formation aux employés relativement à la façon de déclarer les accidents et incidents, notamment la section 3 du formulaire AH-223, ceci dans le but de permettre au CHSLD d'apprécier les résultats de son programme de prévention des chutes. [1].

Organisations/personnes visées :

CHSLD Manoir de l'Ouest-de-l'Île

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Suivi des recommandations :

CHSLD Manoir de l'Ouest-de-l'Île

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-02645

Événement :

Une dame de 61 ans décède d'asphyxie par pendaison, dans sa chambre d'hôpital, dans un contexte de symptômes psychotiques.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- examine la qualité des soins prodigués à la patiente à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont du 23 avril 2018 au 6 mai 2018. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à la patiente à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont du 23 avril 2018 au 6 mai 2018. [2].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à la patiente à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont du 23 avril 2018 au 6 mai 2018. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-07-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-07-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : 2018-04855

Événement :

Un homme de 30 ans décède de noyade dans la rivière Petite-Nation à Ripon.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports du Québec :

- modifie la signalisation sur le Chemin Grosseau afin d'interdire le stationnement, notamment sur les sections près de la rivière où il n'y a pas de glissière. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-07-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-01351

Événement :

Un jeune autochtone de 25 ans se suicide par pendaison à son domicile d'Uashat Mak Mani-Utenam.
N. B. : Le coroner réitère certaines recommandations faites à l'occasion d'une enquête publique de 2016.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- dirige, lorsqu'il obtient son congé, tout patient autochtone hospitalisé pour une crise suicidaire vers la ressource mise sur pied par notre recommandation ou, à défaut, dirige le patient vers le Centre Uauitshitun après avoir obtenu son autorisation, le cas échéant; [1];
- revoie ses politiques d'hospitalisation, de traitement et de congé après hospitalisation surtout si de nouvelles ressources sont mises sur pied; [2];
- s'assure les services d'un interprète afin de bien comprendre les besoins du patient hospitalisé et de bien se faire comprendre par celui-ci; [3];
- traduise en innu, en anglais et en naskapi les formulaires et questionnaires utilisés; [4];
- fasse signer ou tente de faire signer par toute personne autochtone hospitalisée un formulaire de consentement à transmettre toute information pertinente au Centre Uauitshitun en vue d'un suivi posthospitalisation ou, le cas échéant, à la nouvelle ressource recommandée qui recueillera dans ses services la personne dès son congé reçu. [5].

Que le Centre Uauitshitun :

- revoie le protocole d'intervention eu égard aux nouvelles ressources recommandées et, le cas échéant, répartisse l'application du protocole entre les ressources; [6];
- n'ait pas de durée préétablie quant à l'application du protocole qui devra être dispensé en tout temps selon les besoins individuels; [7];
- confie à la nouvelle ressource créée l'application des niveaux 2 et 3 du protocole d'intervention en situation de crise suicidaire en assurant la disponibilité de la ressource en tout temps, c'est-à-dire 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; [8];
- mette en place une ligne téléphonique avec possibilité de textos et un site Internet pouvant offrir des services 24 heures sur 24 et exclusifs aux personnes autochtones dans le besoin; [9];
- remette en place en les bonifiant des programmes de thérapie ou de réadaptation axés sur des séjours prolongés en forêt ainsi que des programmes de thérapie familiale. [10].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que le Gouvernement du Canada et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- voient à la création d'une ressource spécialisée en matière de crise suicidaire. Cette ressource pourrait avoir à son service du personnel spécialisé tel que des éducateurs et des intervenants formés pour répondre aux crises suicidaires, et un psychologue qui assurerait un suivi serré des personnes suicidaires. Cette ressource devra également faire de l'hébergement à court terme notamment pour permettre le « dégrisement » des personnes suicidaires intoxiquées. Cette ressource pourra également prendre en charge les personnes suicidaires lors de leur congé après hospitalisation et les héberger, le cas échéant. Le service devra être ouvert 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; [11];
- assurent la mise en place et le financement de tels programmes; [12];
- priorisent l'embauche du personnel nécessaire au service de première ligne du Centre Uauitshitun pour remplir sa mission. [13].

Que le Gouvernement du Canada :

- crée un centre de prévention du suicide autochtone qui pourrait offrir des services à toutes les communautés autochtones de la Côte-Nord à l'aide de répondants autochtones spécialisés en relation d'aide et parlant la langue de la personne en besoin d'aide; [14];
- s'assure de la création dudit centre de prévention du suicide autochtone et négocie les modalités et le financement avec d'autres autorités, le cas échéant; [15];
- favorise ladite entente entre les différentes bandes de la Côte-Nord et réponde favorablement aux différentes demandes de financement supplémentaire que lesdites ententes pourraient occasionner. [16].

Que le Centre Uauitshitun, le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- négocient une nouvelle entente de collaboration permettant notamment l'échange d'informations entre les intervenants des ressources ou établissent des mécanismes permettant un meilleur échange d'informations compte tenu des obligations de confidentialité. [17].

Que la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- avise, chaque fois qu'une personne est escortée à l'urgence du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord - section de Sept-Îles pour crise suicidaire ou tentative de suicide, la ressource à créer qui s'occupera des personnes en crise suicidaire en même temps que les services sociaux du Centre Uauitshitun afin qu'un suivi soit assuré lors du séjour de la personne en centre hospitalier ou lors de sa sortie; [18];
- confie à son service de police communautaire la tâche supplémentaire de prévenir le suicide chez les jeunes lors de ses interventions. [19].

Que le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- conclue des ententes de collaboration et de service avec les conseils de bande des autres communautés autochtones de la Côte-Nord afin que tout autochtone puisse bénéficier du service de la nouvelle ressource recommandée; [20];
- dote chaque école de la réserve d'un ou d'une éducatrice spécialisée ayant, entre autres, pour tâche de prévenir le suicide chez les jeunes, de former et de coordonner les équipes de sentinelles et d'intervenir lors de crises suicidaires; [21];
- adopte une politique quant à la consommation d'alcool et de drogues sur son territoire. [22].

Que la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- fassent en sorte que les policiers de la réserve reçoivent des formations adaptées et pertinentes pour mieux intervenir lors de crises suicidaires. [23].

Que le Centre Uauitshitun, le Gouvernement du Canada et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- déploient de nouvelles ressources spécialisées qui auront pour tâche d'utiliser les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter pour identifier les jeunes à risque de suicide et pour mieux procéder à des programmes de prévention. [24].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et le Centre Uauitshitun :

- concluent une entente prévoyant des mesures d'accès rapide à une consultation médicale et aux traitements médicamenteux, s'il y a lieu, lors d'une crise provoquée par le suicide d'un membre de la communauté ou d'un proche. [25].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Centre Uauitshitun

Gouvernement du Canada

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 12, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 12, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 13, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 13, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 14, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 15, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 16, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 17, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 17, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 17, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 18, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 19, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 20, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 21, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 22, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 23, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 23, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 24, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 24, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 24, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 25, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 25, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier; **2018-06364**

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'une intoxication à la méthamphétamine combinée à une hypothermie environnementale, au bord d'une route d'Uashat.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- dirige, lorsqu'il obtient son congé, tout patient autochtone hospitalisé pour une crise suicidaire vers la ressource mise sur pied par notre recommandation ou, à défaut, dirige le patient vers le Centre Uauitshitun après avoir obtenu son autorisation, le cas échéant; [1];
- revoie ses politiques d'hospitalisation, de traitement et de congé après hospitalisation surtout si de nouvelles ressources sont mises sur pied; [2];
- s'assure les services d'un interprète afin de bien comprendre les besoins du patient hospitalisé et de bien se faire comprendre par celui-ci; [3];
- traduise en innu, en anglais et en naskapi les formulaires et questionnaires utilisés; [4];
- fasse signer ou tente de faire signer par toute personne autochtone hospitalisée un formulaire de consentement à transmettre toute information pertinente au Centre Uauitshitun en vue d'un suivi posthospitalisation ou, le cas échéant, à la nouvelle ressource recommandée qui recueillera dans ses services la personne dès son congé reçu. [5].

Que le Centre Uauitshitun :

- revoie le protocole d'intervention eu égard aux nouvelles ressources recommandées et, le cas échéant, répartisse l'application du protocole entre les ressources; [6];
- n'ait pas de durée préétablie quant à l'application du protocole qui devra être dispensé en tout temps selon les besoins individuels; [7];
- confie à la nouvelle ressource créée l'application des niveaux 2 et 3 du protocole d'intervention en situation de crise suicidaire en assurant la disponibilité de la ressource en tout temps, c'est-à-dire 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; [8];
- mette en place une ligne téléphonique avec possibilité de textos et un site Internet pouvant offrir des services 24 heures sur 24 et exclusifs aux personnes autochtones dans le besoin; [9];
- remette en place en les bonifiant des programmes de thérapie ou de réadaptation axés sur des séjours prolongés en forêt ainsi que des programmes de thérapie familiale. [10].

Que le Gouvernement du Canada :

- crée un centre de prévention du suicide autochtone qui pourrait offrir des services à toutes les communautés autochtones de la Côte-Nord à l'aide de répondants autochtones spécialisés en relation d'aide et parlant la langue de la personne en besoin d'aide; [11];
- s'assure de la création dudit centre de prévention du suicide autochtone et négocie les modalités et le financement avec d'autres autorités, le cas échéant; [12];
- favorise ladite entente entre les différentes bandes de la Côte-Nord et réponde favorablement aux différentes demandes de financement supplémentaire que lesdites ententes pourraient occasionner. [13].

Que le Centre Uauitshitun, le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- négocient une nouvelle entente de collaboration permettant notamment l'échange d'informations entre les intervenants des ressources ou établissent des mécanismes permettant un meilleur échange d'informations compte tenu des obligations de confidentialité. [14].

Que le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- conclue des ententes de collaboration et de service avec les conseils de bande des autres communautés autochtones de la Côte-Nord afin que tout autochtone puisse bénéficier du service de la nouvelle ressource recommandée; [15];
- dote chaque école de la réserve d'un ou d'une éducatrice spécialisée ayant, entre autres, pour tâche de prévenir le suicide chez les jeunes, de former et de coordonner les équipes de sentinelles et d'intervenir lors de crises suicidaires; [16];
- adopte une politique quant à la consommation d'alcool et de drogues sur son territoire. [17].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- fassent en sorte que les policiers de la réserve reçoivent des formations adaptées et pertinentes pour mieux intervenir lors de crises suicidaires. [18].

Que le Centre Uauitshitun, le Gouvernement du Canada et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- déploient de nouvelles ressources spécialisées qui auront pour tâche d'utiliser les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter pour identifier les jeunes à risque de suicide et pour mieux procéder à des programmes de prévention. [19].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et le Centre Uauitshitun :

- concluent une entente prévoyant des mesures d'accès rapide à une consultation médicale et aux traitements médicamenteux, s'il y a lieu, lors d'une crise provoquée par le suicide d'un membre de la communauté ou d'un proche. [20].

Que le Gouvernement du Canada et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- voient à la création d'une ressource spécialisée en matière de crise suicidaire. Cette ressource pourrait avoir à son service du personnel spécialisé tel que des éducateurs et des intervenants formés pour répondre aux crises suicidaires, et un psychologue qui assurerait un suivi serré des personnes suicidaires. Cette ressource devra également faire de l'hébergement à court terme notamment pour permettre le « dégrisement » des personnes
- suicidaires intoxiquées. Cette ressource pourra également prendre en charge les personnes suicidaires lors de leur congé après hospitalisation et les héberger, le cas échéant. Le service devra être ouvert 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; [21];
- assurent la mise en place et le financement de tels programmes; [22];
- priorisent l'embauche du personnel nécessaire au service de première ligne du Centre Uauitshitun pour remplir sa mission. [23].

Que la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- avise, chaque fois qu'une personne est escortée à l'urgence du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord - section de Sept-Îles pour crise suicidaire ou tentative de suicide, la ressource à créer qui s'occupera des personnes en crise suicidaire en même temps que les services sociaux du Centre Uauitshitun afin qu'un suivi soit assuré lors du séjour de la personne en centre hospitalier ou lors de sa sortie; [24];
- confie à son service de police communautaire la tâche supplémentaire de prévenir le suicide chez les jeunes lors de ses interventions. [25].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Centre Uauitshitun

Gouvernement du Canada

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 12, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 13, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 14, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 14, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 14, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 15, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 16, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 17, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 18, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 18, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 19, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 19, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 19, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 20, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 20, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 21, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 21, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 22, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 22, aucune réponse reçue.

Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 23, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 23, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 24, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 25, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2017-00689

Événement :

Un automobiliste de 41 ans décède d'un polytraumatisme secondaire à une collision routière sur l'autoroute 50, à Grenville-sur-la-Rouge.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports du Québec :

- revoie les exigences contractuelles en matière de déneigement et de déglacage afin que le prestataire de services mandaté s'exécute plus rapidement aux endroits jugés plus problématiques. [1];
- augmente l'affichage concernant le risque de chaussée glissante dans ce tronçon en raison de la topographie de la route afin d'inciter les usagers à réduire leur vitesse. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-02213

Événement :

Un homme de 40 ans décède par pendaison, à son domicile de Drummondville, après une consultation à l'urgence.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

- soumette ce dossier à son comité d'évaluation de l'acte médical afin de s'assurer que l'évaluation et la prise en charge médicale du patient furent conformes aux règles de pratique le 4 avril 2019 à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-02-24.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2018-02729

Événement :

Une dame de 58 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne, consécutive à une interaction médicamenteuse, dans une ressource de type familial.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié la patiente vers le 9 mai 2018, en particulier en lien avec la prescription d'un médicament antipsychotique par un médecin sans évaluation de la patiente en personne. [1].

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- examine la qualité du service délivré par le pharmacien en lien avec la prescription d'un médicament antipsychotique alors que la patiente prenait déjà plusieurs autres médicaments pouvant interagir avec ce type de médicament et favoriser la survenue d'arythmies cardiaques. [2].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, 2020-02-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-02176

Événement :

Une femme de 87 ans décède à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville, des suites d'une fracture de la hanche secondaire à une chute. Une erreur d'administration de médicament a pu contribuer au décès.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- fasse une campagne de sensibilisation de l'ensemble du personnel infirmier quant aux risques de confusion entre les deux médicaments; [1];
- instaure une double vérification infirmière avant l'administration des narcotiques; [2];
- modifie la police (forme et format) utilisée dans les documents imprimés par la pharmacie, incluant l'étiquetage des sacs contenant les médicaments et les compartiments des chariots de médicaments; [3];
- fasse l'ajout d'une alerte sur la feuille d'administration de médicaments (par exemple : « ne pas confondre avec morphine » dans la case de l'hydromorphone et vice-versa); [4];
- utilise davantage les noms commerciaux d'usage courant tels statex pour la morphine et dilaudid pour l'hydromorphone; [5];
- maintienne que l'un de ces narcotiques dans les chariots de médicaments sur les unités de soins aigus et prioriser l'usage de ce narcotique en réservant le second pour des situations particulières; [6];
- retire les narcotiques des chariots de médicaments sur les unités de soins aigus et servir sur demande via les systèmes pneumatiques reliant la pharmacie et les unités de soins. [7].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2018-01393

Événement :

Une jeune fille de 11 ans qui se rendait à l'école décède des suites d'un polytraumatisme secondaire à un impact avec un véhicule routier survenu sur la rue Principale, à Saint-Flavien.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec :

- assure une vigilance plus accrue quant au respect des limites de vitesse et des interdictions de stationner sur la rue principale. [3].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que le Ministère des Transports du Québec :

- installe un feu clignotant à la demande en face de l'École de la Caravelle afin de s'assurer d'un passage sécuritaire pour les piétons, et ce dans les meilleurs délais. [1];
- repeigne les lignes jaunes de la traverse piétonne en face de l'École de la Caravelle. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses efforts à l'aide de campagnes de sensibilisation auprès des automobilistes concernant la sécurité des personnes vulnérables et le respect des mesures leur étant adressées. [4].

Que la Municipalité de Saint-Flavien :

- effectue des travaux d'infrastructures visant l'installation d'un trottoir permettant de délimiter la zone piétonne de la rue Principale soit mis en place dès l'été 2020. [5].

Que la Commission scolaire des Navigateurs :

- puisse offrir le transport scolaire gratuitement aux enfants qui doivent utiliser la route principale pour se rendre à l'école, et ce, jusqu'à l'installation d'un trottoir par la municipalité. [6].

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Municipalité de Saint-Flavien

Commission scolaire des Navigateurs

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-03-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-03-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-03-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-03-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Municipalité de Saint-Flavien

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Commission scolaire des Navigateurs

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-00193

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une femme de 93 ans décède d'un étouffement alimentaire consécutivement à une fracture cervicale haute elle-même consécutive à une chute accidentelle.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- mette en place un protocole de soins visant à évaluer de façon urgente toute personne en immobilisation cervicale rigide pour fracture cervicale par une nutritionniste afin d'éviter dans la mesure du possible tout risque d'étouffement. La clientèle visée ne devrait recevoir aucune substance par la bouche avant une telle évaluation en collaboration avec l'équipe médicale. [1];
- mette en place un système clinique de communication infirmier électronique, traçable, de type «Cardex» afin de mieux monitorer la qualité des échanges infirmiers et de rehausser la qualité des soins. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-01-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2016-00378

Événement :

Un homme de 44 ans décède par pendaison au Centre NAHA de Montréal.

Recommandations :

Que le Ministère de la Sécurité publique, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec, le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord, le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais, le Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval, le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie, le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est et le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- parachèvent l'intégration des soins de première ligne en santé mentale, physique et de dépendance. [1];
- mettent en place des stratégies pour assurer un continuum de soins de santé physique, mentale et de dépendance ainsi qu'une offre d'hébergement pour les détenus. [2].

Que le Ministère de la Sécurité publique :

- se dote d'une équipe de liaison pour faciliter l'intégration sociale et la prise en charge des soins de santé physique, mentale et de dépendance des détenus libérés à l'issue de leur sentence. [3].

Que le Centre NAHA :

- précise sa mission et les conditions d'admission des résidents, le tout en conformité avec ses champs d'expertise. [4].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay- Lac-Saint-Jean

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère de la Sécurité publique

Centre NAHA

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-02-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-03-34, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Centre NAHA

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-01342

Événement :

Une femme de 59 ans atteinte d'un cancer décède d'un suicide par pendaison à son domicile de Sainte-Adèle.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- revoie sa procédure de gestion de dossiers des personnes suicidaires recevant des soins non psychiatriques afin que ces patients reçoivent tous les soins requis par leur état de santé. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2018-03847

Événement :

Un homme de 67 ans décède à l'Hôpital de Montmagny d'une rhabdomyolyse massive avec insuffisance rénale aigüe, après avoir été coincé dans des barres d'appui installées sur son lit par la ressource de type familial où il résidait à Cap-Saint-Ignace.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- s'assure que les personnes responsables des ressources d'hébergement soient adéquatement informées relativement à la condition des personnes qui y sont hébergées et de les informer de l'importance d'obtenir l'avis de professionnels compétents pour toute acquisition et installation d'équipement spécialisé ou autre. [1];
- s'assure que les personnes responsables de ressources d'hébergement contactent les services d'urgence dès qu'une situation pouvant compromettre la santé ou la sécurité des résidents se présente. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-01-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : 2017-06158

Événement :

Un motocycliste de 44 ans décède d'un polytraumatisme, suite à la perte de contrôle de sa motocyclette sur une plaque de glace, à Saint-Ubalde.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuivre ses efforts à l'aide de campagnes de sensibilisation sur l'importance des dangers de la chaussée dans certaines occasions pour les motocyclettes notamment lors des gels d'automne. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- réviser ce cas et s'il y a lieu, de revisiter et de modifier les protocoles de prise en charge des patients présentant un arrêt cardiorespiratoire en situation traumatique et que le tout soit discuté à la Table des directeurs médicaux régionaux des services préhospitaliers d'urgence. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-02-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-00810

Événement :

Un ex-militaire de 39 ans se suicide avec son arme, dans sa voiture à Saint-Louis-du Ha ! Ha ! devant des policiers.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- revoir la qualité des actes professionnels posés dans le dossier du patient en février 2017. [1].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que le Collège des médecins du Québec :

- analyse le suivi médical du patient en février 2017 et vérifie la qualité de l'acte professionnel et des soins posés dans son dossier. [2].

Que le Service de police de Lévis :

- effectue un rappel auprès de ses policiers sur la saisie sans mandat d'armes en situation de risque pour la sécurité d'une personne ou celle d'autrui. [3].

Que le Ministère des Anciens Combattants :

- révisé les mécanismes de prise en charge des cliniques spécialisées en traitement du stress posttraumatique. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Collège des médecins du Québec

Service de police de Lévis

Ministère des Anciens Combattants

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-02-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Service de police de Lévis

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Ministère des Anciens Combattants

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-00772

Événement :

Un homme de 32 ans est décédé d'un suicide par pendaison à sa résidence à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- mette en place un registre central dans lequel des fiches « patients » seront créées et l'information sur les services dispensés sera colligée afin qu'un intervenant, ou à tout le moins un chef de service, puisse savoir si ce patient reçoit des services de plusieurs départements et ainsi leur permettre de les contacter au besoin et favoriser une intervention concertée. Bien entendu, les informations contenues au dossier de chaque service ne doivent pas figurer dans ce registre et conserver un caractère confidentiel. [1].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- entame des discussions avec l'ensemble des Centres intégrés de services de santé et services sociaux (CISSS) et les Centres intégrés universitaires de santé et services sociaux (CIUSSS) afin d'étendre la recommandation ci-haut mentionnée à l'ensemble de la province; en ce qui a trait à la confidentialité, les limites de celle-ci devraient s'étendre à l'organisation lorsqu'il y a des raisons de croire qu'une personne est en difficulté; des critères d'accès devront être établis. [2].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : 2019-04895

Événement :

Un pêcheur de 55 ans décède de noyade dans la rivière la Grande-Cascapédia, à New Richmond.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- rendre obligatoire le port du vêtement de flottaison individuel ou du gilet de sauvetage pour toute embarcation de plaisance non pontée d'une longueur maximale de six mètres. [1].

Que la Société de sauvetage du Québec poursuivre ses efforts d'éducation et de sensibilisation :

- pour le port du vêtement de flottaison individuel ou du gilet de sauvetage auprès des adeptes de navigation de plaisance; [2];
- aux facteurs de risque contribuant aux décès reliés à l'eau auprès des adeptes de navigation de plaisance et de natation. [3].

Que le Ministère de la Sécurité publique :

- poursuivre ses efforts dans l'Opération Alcool Zéro sur les plans d'eau du Québec, afin de détecter et d'appréhender les conducteurs d'embarcation avec les facultés affaiblies par l'alcool. [4].

Organisations/personnes visées :

Transports Canada

Société de sauvetage du Québec

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-02804

Événement :

Un homme de 39 ans décède d'une noyade intentionnelle, dans la rivière Mille-Îles à Saint-Eustache, 8 jours après avoir eu son congé de psychiatrie.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal dont l'Hôpital général juif de Montréal fait partie :

- revoie la procédure de prise en charge pour le service psychosocial des adultes en santé mentale afin de s'assurer que le patient soit contacté dans les heures qui suivent sa sortie de l'hôpital. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-01674

Événement :

Une femme de 85 ans décède d'un traumatisme craniocérébral consécutivement à une chute de sa hauteur survenue le 12 mars 2019 au CHSLD Paul-Lizotte à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- révise la situation de cette patiente, plus particulièrement les mesures mises en place pour prévenir les chutes et réduire les blessures causées par les chutes. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-03-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-07621

Événement :

Une dame de 67 ans décède à l'Hôpital général de Montréal, des suites d'une chute de sa hauteur survenue au CHSLD Sainte-Croix.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- produise des rapports de déclarations d'événements, tel que prescrit par la Loi sur les services de santé et les services sociaux, qui surviennent au cours de la prestation de soins de santé et de services sociaux permettant d'identifier rapidement au dossier médical d'un patient les situations à risque; [1];
- évalue le risque de chute chez les personnes hébergées dans les CHSLD de son territoire et de prendre les mesures nécessaires afin de prévenir les chutes. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-01-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-02382

Événement :

Une femme décède des suites d'une fracture de la hanche occasionnée par une chute à la résidence privée pour aînés (RPA) Le Couvent de Trois-Pistoles.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- poursuivre et intensifie ses efforts dans le but d'améliorer la formation, les outils et le soutien offerts aux RPA pour l'élaboration et la mise en place d'un programme de prévention et de gestion des chutes; [1];
- poursuivre et intensifie ses efforts dans le but d'améliorer le soutien aux RPA pour l'élaboration et la mise en place d'un programme d'intégration des nouveaux employés, et ce, afin d'assurer la sécurité des résidents et de réduire les risques de chutes; [2];
- mettre en place un comité entre les RPA et des représentants du CISSS-BSL afin d'améliorer la communication, de mieux soutenir les RPA et d'assurer la sécurité des résidents, notamment en matière de prévention et de gestion des cas de chute. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-03356

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Une dame décède des suites d'une fracture de la hanche consécutive à une chute survenue au CHSLD de Chibougamau.

Recommandations :

Que le Centre régional de santé et services sociaux de la Baie-James :

- effectue un retour sur les services dispensés à la patiente le 30 mai 2019 afin d'évaluer la qualité des soins dispensés à la patiente; [1];
- revoie leurs procédures, auprès de leur personnel soignant, afin de s'assurer qu'un rapport de déclaration d'incident ou d'accident soit produit en toutes circonstances tel que prescrit par la Loi sur la santé et les services sociaux. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre régional de santé et services sociaux de la Baie-James

Suivi des recommandations :

Centre régional de santé et services sociaux de la Baie-James

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-02-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-02-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2018-07254

Événement :

Une femme de 43 ans est décédée accidentellement par dépression respiratoire médicamenteuse à son domicile à Baie-Comeau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- procède à la revue de son dossier médical au moyen des instances appropriées en analysant l'évolution du profil pharmacologique en 2018 afin que les instances puissent faire les recommandations appropriées, s'il y a lieu. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : 2019-03713

Événement :

Une femme de 54 ans décède d'un traumatisme craniocérébral sévère consécutif à un accident de motocyclette sur l'autoroute 20 est à Saint-Philippe-de-Néri.

Recommandations :

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Que la Fédération motocycliste du Québec :

- rappelle encore à leurs membres, par différents moyens, l'obligation du port d'un casque protecteur conforme aux exigences de la norme de fabrication et certifié tel que prescrit par le Règlement sur les casques protecteurs; [1];
- rappelle encore à leurs membres, par différents moyens, l'importance de confier les réparations de leur motocyclette à des mécaniciens dûment formés et compétents. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses efforts de sensibilisation à l'aide des campagnes sur la sécurité des motocyclistes. [3].

Organisations/personnes visées :

Fédération motocycliste du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Fédération motocycliste du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2019-11-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-01697

Événement :

Une femme de 77 ans décède d'une hémorragie cérébrale, dans un contexte traumatique, suite à une chute de sa hauteur dans un CHSLD à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- révisé les règles de surveillance, à la résidence Louis-Denoncourt, des résidents en perte d'autonomie qui sont à risque élevé de chutes afin de prévenir des incidents et d'assurer leur sécurité et leur santé. [1].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux et la Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec :

- travaillent de concert pour finaliser l'instauration d'un ordre professionnel dont l'adhésion serait obligatoire et qui dans sa mission de protection du public verrait à l'établissement de règles encadrant les préposés aux bénéficiaires. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-02477

Événement :

Un homme de 67 ans décède d'un polytraumatisme secondaire à une précipitation dans le vide à partir du balcon de son domicile à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- procède à une rétroaction de ce cas pour le volet psychiatrique afin de voir ce qui aurait pu être fait, le cas échéant. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Bicyclettes

Numéro dossier : 2017-05477

Événement :

Un cycliste de 63 ans décède d'un traumatisme crânien à l'Hôpital de Fleurimont (CHUS) à Sherbrooke quelques jours après une chute de vélo survenue sur une piste cyclable à Sherbrooke.

Recommandations :

Que la Ville de Sherbrooke :

- s'assure de respecter les normes d'implantation des voies cyclables, comme prescrit par le Ministère des Transports; [1];
- déploie des efforts supplémentaires au niveau de la mise aux normes de bandes cyclables et de piste cyclable sur trottoir pour traverser un pont; [2];
- revoie, dans les meilleurs délais, l'analyse de la mise aux normes de la piste cyclable sur trottoir situé sur le pont du chemin Saint-Roch Sud, en tenant compte de la vitesse obtenue par les cyclistes et du temps de réaction requis à l'approche de celui-ci; [3];
- déploie des efforts supplémentaires au niveau de la signalisation pour les cyclistes, afin de les aviser de la présence de la forte pente de la bande cyclable du chemin Saint-Roch et de la présence du pont dans le bas de celle-ci. [4].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- revoie, dans les meilleurs délais, son programme de sensibilisation auprès des cyclistes afin de démontrer l'importance d'adapter sa conduite et sa vitesse au contexte routier; [5];

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

- diffuse, dans les meilleurs délais, dans le cadre de son programme de sensibilisation auprès des cyclistes les impacts de la vitesse en lien avec la diminution du champ de vision et du temps de réaction requis pour éviter les obstacles de la route. [6].

Organisations/personnes visées :

Ville de Sherbrooke

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2020-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2020-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2018-06566

Événement :

Une femme de 85 ans décède d'un polytraumatisme à l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal consécutivement à une collision voiture contre piéton sur la rue Favreau à Laval.

Recommandations :

Que la Ville de Laval :

- analyse ce segment de route où est survenu l'événement et prenne les mesures nécessaires pour rendre ce segment sécuritaire notamment en matière d'aménagement. [1].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive leur campagne de sensibilisation sur la sécurité des piétons. [2].

Organisations/personnes visées :

Ville de Laval

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de Laval

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-05292

Événement :

Un homme de 53 ans décède d’une surdose médicamenteuse secondaire à une consommation volontaire et excessive de quétiapine à son domicile à Gatineau.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- revoie le circuit de la médication notamment celle à risque de dépendance en établissement carcéral et l’offre de soins des divers professionnels (infirmiers, médecins et pharmaciens) afin d’assurer un suivi médical et pharmaceutique du patient qui est sécuritaire au point de transfert du départ de l’établissement carcéral vers le retour en société. [1].

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- examine la qualité de l’acte professionnel du pharmacien qui a servi l’homme malgré une apparence de motifs raisonnables d’une prescription excessive et applique les mesures appropriées à son égard, le cas échéant. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-12-16, l’intervenant informe le coronar en chef qu’il étudie la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-04306

Événement :

Une dame de 72 ans décède d'une hémorragie cérébrale à l'Hôpital Barrie Memorial, suite à une chute de son fauteuil roulant au CHSLD d'Orms town.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest concernant le Centre d'hébergement d'Orms town :

- munisse les fauteuils roulants de coussinets sensoriels (tapis avertisseur) sans fil pour les usagers susceptibles de les déconnecter; [1];
- revoie auprès du personnel l’importance de réactiver le coussinet sensoriel (tapis avertisseur) après le déclenchement d’une alarme; [2];
- mette en place un dispositif permettant aux usagers de demander de l’aide au fumoir (ex. cloche d’appel); [3];
- mette en place une routine de surveillance systématique du fumoir. [4].

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-02-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-02-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-01-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2018-01285

Événement :

Une femme de 96 ans décède d'un traumatisme craniocérébral consécutivement à une chute au CHSLD Henriette-Céré à Longueuil.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- se penche sur les facteurs qui auraient pu contribuer à un environnement plus sécuritaire pour la résidente dont, entre autres, un temps de réponse plus court après le déclenchement des alarmes comme le TABS ou la cloche d'appel. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-06291

Événement :

Une dame de 79 ans décède à l'Hôpital Sainte-Croix des suites d'une fracture de la hanche secondaire à une chute.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec concernant l'Hôpital Sainte-Croix :

- s'assure que le triage et le délai d'évaluation médicale à l'urgence ont été conformes aux bonnes pratiques. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-03-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-00427

Événement :

Une femme de 55 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile à Québec peu de temps après son congé de l'hôpital.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- réviser ses conditions de congé en vue d'assurer, lorsque possible, la participation des familles dans le plan de retour à domicile, notamment en présence de conditions de vulnérabilité. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2019-01016

Événement :

Un homme de 54 ans décède d'un polytraumatisme, après avoir été frappé par une souffleuse à neige, à Lévis.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- se penche sur une modification du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) afin de rendre obligatoire, à l'article 497 du Code, la présence d'un surveillant circulant à pied ou en véhicule devant une souffleuse à neige frontale lors des déplacements de celle-ci dans les milieux résidentiels où la vitesse permise est de 50 km/h ou moins. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du QuébecF

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-12-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-03383

Événement :

Une dame de 94 ans décède des suites d'une fracture de la hanche occasionnée par une chute au CHUL de Québec pendant son hospitalisation.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale concernant le CHUL:

- voie à l'application stricte du protocole lors d'accident en milieu hospitalier quelle que soit l'heure de l'accident et d'exiger un rapport de déclaration d'accident dans les vingt-quatre heures suivantes l'événement afin de procéder aux correctifs nécessaires s'il y a lieu. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2017-03728

Événement :

Une dame décède dans le stationnement du KIA de Chambly, à la suite d'une collision avec une camionnette (petit camion cube) qui reculait sans que le conducteur n'ait vu la femme.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- collabore avec le Ministère des Transports du Québec afin d'évaluer la possibilité de munir les véhicules légers (4536 kg et moins), non assujettis à la Loi canadienne sur les transports, d'un avertisseur sonore de recul, d'une caméra de recul ou de tout autre dispositif pour la détection et la présence d'un usager vulnérable derrière le véhicule lors de l'embrayage en mode recul du véhicule. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-01-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Avions et autres aéronefs

Numéro dossier : 2018-00774, 2018-00775 et 2018-00776

QUESTION 146 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'un polytraumatisme sévère consécutivement à l'écrasement d'un hélicoptère à Drummondville. Deux autres occupants de l'hélicoptère décèdent lors du même événement.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- réviser les exigences minimales de formation initiale et de maintien des compétences pour les vols de nuit d'aéronef; [1];
- établir un processus par lequel l'immatriculation d'un aéronef est automatiquement ou conjointement associée à son inscription au Registre canadien des balises. [2].

Que le Ministère de la Défense nationale :

- établir un processus par lequel l'inscription au Registre canadien des balises se fasse automatiquement ou conjointement à l'immatriculation d'un aéronef. [3];
- concernant son Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage (CCCOS) alerte les services d'urgence locaux dès la captation d'un signal de balise de détresse dans une zone où ces services sont facilement disponibles. [4].

Organisations/personnes visées :

Transports Canada

Ministère de la Défense nationale

Suivi des recommandations :

Transports Canada


Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ministère de la Défense nationale

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-03-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-03-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS **2020-2021**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AOÛT 2020

Québec 

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	-	1
2	Évolution des « coûts de système » annuels estimés depuis 2010?	-	2
3	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	-	3
4	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats	-	4
5	Chiffrer et ventiler par année, classe de permis, motif de vérification et motif de refus, les vérifications approfondies effectuées dans le cadre de la délivrance de permis de possession et acquisition d'arme à feu, pour la période allant de 2010 à aujourd'hui.	SQ	
6	Évaluation des réserves de nourritures au Québec permettant de faire face à une crise majeure?	-	16
7	Évaluation des réserves en eau au Québec permettant de faire face à une crise majeure?	-	17
8	Évaluation des réserves de médicaments au Québec permettant de faire face à une crise majeure?	-	18
9	Évaluation des réserves de combustible au Québec permettant de faire face à une crise majeure?	-	19
10	Plan des alternatives de communication et de fourniture des services gouvernementaux en cas de non-fonctionnement prolongé d'internet?	-	20
11	Plan de réaction en cas de non-fonctionnement prolongé du réseau électrique dans une large partie ou l'ensemble du Québec?	-	21

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 1 : Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Pour l'exercice financier 2019-2020, le Ministère de la sécurité publique a versé des sommes totalisant 5 499 \$ à la suite de poursuites judiciaires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION -01.01

QUESTION 2 : Évolution des « coûts de système » annuels estimés depuis 2010.

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION -01.01

QUESTION 3 : Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Catégorie d'emploi	Postes ouverts	Postes comblés
Cadres	98	62
Professionnels	428	295
PBTA	445	309
Agents de la paix	554	280
Ouvriers	119	107
Étudiants/Stagiaires	144	144
Aucune catégorie	4	4
Total	1 792	1 201

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Agent de probation et conseiller en milieu carcéral	11100RS00950003	3	18	2019-03-18 au 2019-04-04	Recrutement / non-réservé	1008	46	19	41,30%	01	2019-06-28
							50	13	26,00%	02	
							178	75	42,13%	03	
							36	13	36,11%	04	
							41	14	34,15%	05	
							181	54	29,83%	06	
							39	10	25,64%	07	
							33	11	33,33%	08	
							13	3	23,08%	09	
							3	3	100,00%	10	
							14	5	35,71%	11	
							52	24	46,15%	12	
							46	14	30,43%	13	
							66	29	43,94%	14	
							62	18	29,03%	15	
							120	50	41,67%	16	
							22	9	40,91%	17	
							6	1	16,67%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Médecin spécialiste - Pathologiste judiciaire	12001RS00950001	2	0	En continu depuis le 2017-12-01	Recrutement / non-réservé	4				01	2019-08-07
										02	
							3	1	33,33%	03	
										04	
										05	
										06	
										07	
										08	
										09	
										10	
										11	
										12	
										13	
										14	
										15	
										16	
										17	
							1		0,00%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Spécialiste en sciences physiques - expertise judiciaire	12400RS00950002	5	0	2019-12-04 au 2019-12-19	Recrutement / non-réservé	336	2	1	50,00%	01	2020-05-27
							2		0,00%	02	
							31	9	29,03%	03	
							15	8	53,33%	04	
							10	6	60,00%	05	
							140	57	40,71%	06	
							4	1	25,00%	07	
							3		0,00%	08	
										09	
										10	
										11	
							4	1	25,00%	12	
							40	19	47,50%	13	
							9	7	77,78%	14	
							14	10	71,43%	15	
							54	29	53,70%	16	
							5	4	80,00%	17	
							3		0,00%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Préposé au Coroner	25010RS00950003	1	À venir	2020-02-11 au 2020-02-24	Recrutement / non-réservé	283	3	Examens reportés en raison de la COVID19		01	À venir
							2			02	
							85			03	
							4			04	
							4			05	
							103			06	
							3			07	
										08	
							1			09	
										10	
							1			11	
							13			12	
							11			13	
							10			14	
							14			15	
							26			16	
							3			17	
										99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Préposé aux télécommunications, classe principale	25325PS00950002	3	À venir	2020-01-13 au 2020-01-27	Promotion / non-réservé PROCESSUS POUR LE COMPTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC	180	9	Examens reportés en raison de la COVID19		01	À venir
							8			02	
							48			03	
							8			04	
							8			05	
							22			06	
							6			07	
							4			08	
							4			09	
							0			10	
							7			11	
							7			12	
							4			13	
							11			14	
							4			15	
							23			16	
							3			17	
							4			99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Constable spécial à la sécurité dans les édifices gouvernementaux	30310RS00950003	75	7	2019-06-25 au 2019-07-29	Recrutement / non-réservé	1564	37	15	40,54%	01	2019-10-29
							23	3	13,04%	02	
							142	33	23,24%	03	
							44	12	27,27%	04	
							37	14	37,84%	05	
							425	109	25,65%	06	
							40	10	25,00%	07	
							45	13	28,89%	08	
							38	10	26,32%	09	
							2		0,00%	10	
							19	6	31,58%	11	
							31	5	16,13%	12	
							106	31	29,25%	13	
							109	46	42,20%	14	
							117	36	30,77%	15	
							304	105	34,54%	16	
							38	10	26,32%	17	
							7	1	14,29%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants;la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Agent des services correctionnels ¹	30710RS00950006	300	14	En continu depuis le 2019-07-24	Recrutement / non-réservé	2751	58	8	13,79%	01	2019-10-07 2019-11-29 2020-02-17
							80	22	27,50%	02	
							398	55	13,82%	03	
							84	17	20,24%	04	
							96	18	18,75%	05	
							700	37	5,29%	06	
							100	14	14,00%	07	
							39	7	17,95%	08	
							48	5	10,42%	09	
							4	1	25,00%	10	
							33	6	18,18%	11	
							84	9	10,71%	12	
							194	22	11,34%	13	
							199	29	14,57%	14	
							186	22	11,83%	15	
							356	64	17,98%	16	
							75	15	20,00%	17	
							17	2	11,76%	99	

¹Le nombre d'inscrits et la date de la qualification concernent seulement les candidats des cohortes 001 à 003. Les séances d'examens de la cohorte 004 ont été reportées à cause de la Covid-19. Pour la cohorte 005, l'analyse de l'admissibilité des dossiers de candidature est en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Cuisinier, classe I	44615RS00950002	4	1	2019-11-06 au 2019-11-25	Recrutement / non-réservé	160	6	3	50,00%	01	2020-02-26
							13	5	38,46%	02	
							35	12	34,29%	03	
							5	2	40,00%	04	
							14	1	7,14%	05	
							21	5	23,81%	06	
							5		0,00%	07	
							2	1	50,00%	08	
							9	2	22,22%	09	
										10	
							8	2	25,00%	11	
							1		0,00%	12	
							5	1	20,00%	13	
							6	1	16,67%	14	
							12	5	41,67%	15	
							15	4	26,67%	16	
							1		0,00%	17	
							2		0,00%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Aide à la cuisine	44640RS00950001	5	5	2019-04-02 au 2019-04-29	Recrutement / non-réservé	511	11	5	45,45%	01	2019-08-14
							25	9	36,00%	02	
							89	36	40,45%	03	
							28	9	32,14%	04	
							27	11	40,74%	05	
							80	21	26,25%	06	
							34	11	32,35%	07	
							15	4	26,67%	08	
							16	4	25,00%	09	
							2	1	50,00%	10	
							12	3	25,00%	11	
							10	3	30,00%	12	
							26	7	26,92%	13	
							25	5	20,00%	14	
							55	13	23,64%	15	
							46	15	32,61%	16	
							8	1	12,50%	17	
							2		0,00%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Directeur générale au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	63001PS00950003	1	1	2019-05-01 au 2019-05-14	Promotion / non-réservé	38				01	2019-09-13
							1		0,00%	02	
							8	1	12,50%	03	
										04	
							1		0,00%	05	
							13	1	7,69%	06	
										07	
							1		0,00%	08	
										09	
										10	
										11	
										12	
							5		0,00%	13	
							4	1	25,00%	14	
							1		0,00%	15	
							4	1	25,00%	16	
										17	
										99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^F GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Responsable du Bureau du renseignement stratégique	63003PS03900001	1	1	2019-12-02 au 2019-12-16	Promotion / non-réservé PROCESSUS POUR LE COMPTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC	19	1		0,00%	01	2020-01-31
										02	
							1		0,00%	03	
										04	
										05	
							7		0,00%	06	
										07	
										08	
										09	
										10	
										11	
										12	
							1		0,00%	13	
										14	
							2	1	50,00%	15	
							7	1	14,29%	16	
										17	
										99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts; le nombre de postulants;la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.											
Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Responsable de centre de gestion des appels	63006PS03900001	11	5	2019-06-25 au 2019-08-05	Promotion / non-réservé PROCESSUS POUR LE COMPTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC	121	9	4	44,44%	01	2019-10-25
							8	1	12,50%	02	
							11	3	27,27%	03	
							8	2	25,00%	04	
							9	3	33,33%	05	
							20	4	20,00%	06	
							2	1	50,00%	07	
							6		0,00%	08	
							4	1	25,00%	09	
							0		0,00%	10	
							1	1	100,00%	11	
							0		0,00%	12	
							4	2	50,00%	13	
							9	2	22,22%	14	
							3	1	33,33%	15	
							25	5	20,00%	16	
							2		0,00%	17	
							0		0,00%	99	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Évaluation des réserves de nourritures au Québec permettant de faire face à une crise majeure.

Le Plan national de sécurité civile (PNSC), établi par l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sous la coordination du ministre de la Sécurité publique, vise essentiellement à concerter les actions des ministères et organismes (plus de 30) pour la gestion des conséquences liées aux sinistres. Le PNSC établit notamment le partage des responsabilités au sein de l'appareil gouvernemental en vue d'assurer le soutien du gouvernement du Québec aux municipalités sinistrées.

L'expérience vécue à travers les différents sinistres qui ont touché le Québec a en effet permis de reconnaître certains besoins d'appui susceptibles de se manifester advenant un sinistre. Le PNSC identifie ces besoins sous forme de « missions ». Pour chaque mission, un responsable est identifié, soit le MO dont les activités associées à son mandat s'approchent le plus de celles prévues à la mission ou dont l'expertise, les ressources ou le réseau lui permettent de les assumer. Chaque MO responsable d'une mission s'adjoint d'autres MO pour le soutenir au besoin.

Dans le PNSC, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) est responsable de la mission Bioalimentaire. À ce titre, en cas de sinistre, il doit être en mesure de contribuer au maintien de la disponibilité des denrées alimentaires incluant l'eau potable (embouteillée et en vrac) destinées à la consommation humaine pour subvenir aux besoins de la population sinistrée. À cette fin, il met à profit sa connaissance des réseaux de distribution en prenant cette responsabilité. Il a recours à différents partenaires pour y arriver.

Il est important de noter que, même lorsque le gouvernement du Québec entre en action, les municipalités demeurent toujours responsables d'assurer l'intégrité des personnes et la protection des biens et du milieu sur leur territoire. En conséquence, l'action gouvernementale dans les champs de compétence municipale se fait en complément des efforts déployés par les autorités régionales et locales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Évaluation des réserves en eau au Québec permettant de faire face à une crise majeure?

Voir la réponse à la question 6.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Évaluation des réserves de médicaments au Québec permettant de faire face à une crise majeure.

Le Plan national de sécurité civile (PNSC), établi par l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sous la coordination du ministre de la Sécurité publique, vise essentiellement à concerter les actions des ministères et organismes (plus de 30) pour la gestion des conséquences liées aux sinistres. Le PNSC établit notamment le partage des responsabilités au sein de l'appareil gouvernemental en vue d'assurer le soutien du gouvernement du Québec aux municipalités sinistrées.

L'expérience vécue à travers les différents sinistres qui ont touché le Québec a en effet permis de reconnaître certains besoins d'appui susceptibles de se manifester advenant un sinistre. Le PNSC identifie ces besoins sous forme de « missions ». Pour chaque mission, un responsable est identifié, soit le MO dont les activités associées à son mandat s'approchent le plus de celles prévues à la mission ou dont l'expertise, les ressources ou le réseau lui permettent de les assumer. Chaque MO responsable d'une mission s'adjoint d'autres MO pour le soutenir au besoin.

Dans le PNSC, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est responsable de la mission Santé. À ce titre, en cas de sinistre, il doit s'assurer du maintien des services pharmaceutiques dans la communauté en concertation avec les ressources pharmaceutiques et autres partenaires concernés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Évaluation des réserves de combustible au Québec permettant de faire face à une crise majeure.

Le Plan national de sécurité civile (PNSC), établi par l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sous la coordination du ministre de la Sécurité publique, vise essentiellement à concerter les actions des ministères et organismes (plus de 30) pour la gestion des conséquences liées aux sinistres. Le PNSC établit notamment le partage des responsabilités au sein de l'appareil gouvernemental en vue d'assurer le soutien du gouvernement du Québec aux municipalités sinistrées.

L'expérience vécue à travers les différents sinistres qui ont touché le Québec a en effet permis de reconnaître certains besoins d'appui susceptibles de se manifester advenant un sinistre. Le PNSC identifie ces besoins sous forme de « missions ». Pour chaque mission, un responsable est identifié, soit le MO dont les activités associées à son mandat s'approchent le plus de celles prévues à la mission ou dont l'expertise, les ressources ou le réseau lui permettent de les assumer. Chaque MO responsable d'une mission s'adjoint d'autres MO pour le soutenir au besoin.

Dans le cadre du PNSC, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) est responsable de la mission Énergie. À ce titre, en cas de sinistre, il doit d'abord être en mesure d'évaluer les impacts sur la disponibilité des ressources énergétiques. Ensuite, il doit s'assurer que les activités d'approvisionnement et de distribution soient réalisées en fonction des priorités établies par l'organisation régionale de la sécurité civile ou l'OSCQ. Les ressources énergétiques visées sont le pétrole et les produits pétroliers, le gaz naturel, et les biocombustibles forestiers (sous la responsabilité du MFFP).

Il est important de noter que, même lorsque le gouvernement du Québec entre en action, les municipalités demeurent toujours responsables d'assurer l'intégrité des personnes et la protection des biens et du milieu sur leur territoire. En conséquence, l'action gouvernementale dans les champs de compétence municipale se fait en complément des efforts déployés par les autorités régionales et locales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : Plan des alternatives de communication et de fourniture des services gouvernementaux en cas de non-fonctionnement prolongé d'internet.

Le Plan national de sécurité civile (PNSC), établi par l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sous la coordination du ministre de la Sécurité publique, vise essentiellement à concerter les actions des ministères et organismes (plus de 30) pour la gestion des conséquences liées aux sinistres. Le PNSC établit notamment le partage des responsabilités au sein de l'appareil gouvernemental en vue d'assurer le soutien du gouvernement du Québec aux municipalités sinistrées.

L'expérience vécue à travers les différents sinistres qui ont touché le Québec a en effet permis de reconnaître certains besoins d'appui susceptibles de se manifester advenant un sinistre. Le PNSC identifie ces besoins sous forme de « missions ». Pour chaque mission, un responsable est identifié, soit le MO dont les activités associées à son mandat s'approchent le plus de celles prévues à la mission ou dont l'expertise, les ressources ou le réseau lui permettent de les assumer. Chaque MO responsable d'une mission s'adjoint d'autres MO pour le soutenir au besoin.

Dans le cadre du PNSC, le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) est responsable de la mission Télécommunication. À ce titre, en cas de sinistre, il doit être en mesure d'assurer la continuité des services de télécommunication (radiocommunications de groupes et télécommunication gouvernementale) et de soutenir les prestataires de services de télécommunications publiques.

De plus, le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) est responsable de la mission Services essentiels gouvernementaux. À ce titre, en cas de sinistre, il doit être en mesure de : coordonner la mobilisation des acteurs concernés à l'échelle gouvernementale afin qu'ils mettent en œuvre leur plan de continuité des services essentiels; rédiger un état de situation sur la continuité des services essentiels gouvernementaux; et s'assurer que le ministère du Conseil exécutif (MCE) prenne une décision quant à la continuité des services essentiels gouvernementaux, à l'interruption partielle ou totale des services gouvernementaux ou au retour à la normale, et que soient déterminées les modalités exceptionnelles de fonctionnement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Plan de réaction en cas de non-fonctionnement prolongé du réseau électrique dans une large partie ou l'ensemble du Québec.

Au Québec, le Plan national de sécurité civile (PNSC) est le cadre qui détermine le partage des responsabilités au sein de l'appareil gouvernemental en ce qui a trait à la réponse du gouvernement du Québec face à un sinistre, tel que le non-fonctionnement prolongé du réseau électrique. Il cherche à favoriser la consolidation, l'optimisation et la bonification des efforts et des ressources afin de prévenir des décès et des blessures et de limiter les coûts socio-économiques de plus en plus lourds associés à des sinistres. Le PNSC détermine donc préalablement la réponse à ces besoins par le biais de mission qui sont sous la responsabilité de ministères et organismes (MO). La liste des missions avec les organisations responsables est accessible sur le site de Québec.ca à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/securite-situations-urgence/securite-civile/mecanismes-coordination/plan-national/>.

Le PNSC précise également les structures de sécurité civile qui doivent être déployées pour affronter un sinistre. Ainsi, l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ), coordonnée par le ministère de la Sécurité publique (MSP), regroupe les MO partenaires en sécurité civile dont plusieurs sont responsables de missions, afin d'assurer la concertation des efforts à déployer en situation de sinistre, à l'échelle du Québec. Les organisations régionales de sécurité civile (ORSC) coordonnent, quant à elles, l'action gouvernementale en région. Le Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ), regroupant les sous-ministres interpellés en sécurité civile, supervisera l'action gouvernementale et approuvera les orientations proposées par l'OSCQ. Le CSCQ rendra compte aux autorités politiques de la situation ayant cours sur le territoire et des mesures envisagées dans la gestion des conséquences.

Dans le cadre du PNSC, Hydro-Québec (HQ) est responsable de la mission Électricité. À ce titre, en cas de sinistre, il doit être en mesure de rétablir le service d'électricité (vigie, anticipation des besoins et gestion de la situation d'urgence) et de gérer le déploiement de génératrices de moyenne et de grande puissance disponibles.

Il est important de noter que, même lorsque le gouvernement du Québec entre en action, les municipalités demeurent toujours responsables d'assurer l'intégrité des personnes et la protection des biens et du milieu sur leur territoire. En conséquence, l'action gouvernementale dans les champs de compétence municipale se fait en complément des efforts déployés par les autorités régionales et locales.



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS **2020-2021**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 3

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC FONT
L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AOÛT 2020

Québec 

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2019-2020 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1	-
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	2	-
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	58	-
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2019-2020, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus	3	-
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.	-	1
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020.	27	-
7	Pour l'année 2019-2020, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du	4	-
8	Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	5	-
9	Pour l'année 2019-2020, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	6	-
10	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2019-2020 et comparaison avec les quatre années précédentes.	7 et 8	-
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2019-2020.	7 et 8	-
12	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2019-2020.	-	2
13	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2019-2020, en incluant les coûts.	9	-
14	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2019-2020.	10	-
15	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	11	-
16	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2020, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2019-2020; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020; e. Bilan des activités de l'UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	19	-
17	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.	-	3

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
18	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	-	4
19	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule	-	5
20	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	21	-
21	État de situation de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.	-	6
22	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	-	7
23	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2020-2021.	34	-
24	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2019-2020 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.	35	-
25	État de situation sur les activités du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.	-	8
26	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.	37	-
27	État de situation au 31 mars 2020 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a. Le budget pour chacune des années; b. L'évolution du nombre d'employés; c. Une liste des interventions pour chacune des années; d. Tout autre document pertinent.	38	-
28	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2019-2020.	SQ	-
29	Coûts reliés à l'opération du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	22	-
30	Nombre d'armes enregistrées sur le site Internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2020.	23	-
31	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.	24	-
32	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2020.	25	-
33	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021.	SQ	-
34	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2020, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières	SQ	-
35	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2020.	SQ	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
36	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2020.	SQ	-
37	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2019-2020 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2019 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
38	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	-
39	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2019-2020.	SQ	-
40	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	-
41	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-
42	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2019-2020.	SQ	-
43	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2019-2020, et pour chacune des cinq dernières années	SQ	-
44	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2019-2020	SQ	-
45	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	-
46	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région	SQ	-
47	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
48	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2019-2020, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2020-2021.	SQ	-
49	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a. Au 1er mars 2020, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'EILP pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021; c. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020; d. Bilan des activités de l'EILP.	94	-
50	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	39	-
51	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	-
52	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	-
53	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
54	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
55	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2019-2020.	99 et 101	-
56	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2019-2020.	100	-
57	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.	-	9
58	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.	-	10
59	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.	-	11
60	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue	104	-
61	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2020: ventilation par condamné et prévenu.	105	-
62	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	107	-
63	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2019-2020	108	-
64	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur: ventilation par année et par centre de détention	109	-
65	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	110	-
66	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	111	-
67	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2019-2020.	99 et 101	-
68	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	112	-
69	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2010-2011.	113	-
70	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	114	-
71	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	115	-
72	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.	116	-
73	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative	118	-
74	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	117	-
75	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	119	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
76	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	119	-
77	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2010-2011, par année financière et par prison	120	-
78	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2015.	121 et 122	-
79	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.	121 et 122	-
80	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2019-2020 et de celles prévues en 2020-2021 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	123	-
81	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	124	-
82	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	125	-
83	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	126	-
84	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	51	-
85	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement	52	-
86	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	47	-
87	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	98	-
88	Pour l'année 2019-2020, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	48	-
89	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2019-2020.	134	-
90	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.	55	-
91	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.	56	-
92	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année	59	-
93	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	60	-
94	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	61	-
95	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	62	-
96	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	64	-
97	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	68	-
98	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2019-2020.	40	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
99	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	70	-
100	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2019-2020. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.	71	-
101	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	50 et 54	-
102	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années: indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	-	12
103	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	135	-
104	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. Prévisions pour 2020-2021.	140	-
105	État de situation au 31 mars 2020 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2019-2020 et fournir les prévisions pour 2020-2021. Ventiler la mise en œuvre par : a. orientation de la Politique; b. objectif de la Politique; c. ministère de mise en œuvre; d. résultats atteints en 2018-2019 et en 2019-2020; e. échéancier et actions de mise en œuvre pour 2018-2019; f. budget pour chaque action; g. tout document produit à cet effet.	141	-
106	Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.	-	13
107	Fournir la liste des demandes de soutien financier pour la formation de pompiers, par municipalité, le montant de l'aide octroyée, ventilé par type de formation et par municipalité, et, le cas échéant, le motif du refus. Fournir les prévisions pour 2020-2021	21	
108	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2019-2020, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations	146	-
109	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2019-2020.	147	-
110	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations prévues.	148	-
111	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	150	-
112	La liste des enquêtes terminées en 2019-2020 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	151	-
113	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2020 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	152	-
114	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2019-2020.	153	-
115	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2019-2020.	155	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
116	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	156	-
117	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2019-2020 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	156	-
118	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2019-2020 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	157	-
119	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	158	-
120	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2019-2020.	159	-
121	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2019-2020 ainsi que les augmentations prévues.	160	-
122	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2019-2020.	161	-
123	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2020, par catégorie et par origine.	162	-
124	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	163	-
125	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021.	165	-
126	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2019-2020, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	166	-
127	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2019-2020 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	167	-
128	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2019-2020.	168	-
129	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	169	-
130	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020.	170	-
131	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues	170	-
132	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	171	-
133	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	172	-
134	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2019-2020 et montant de la subvention prévue pour 2020-2021.	173	-
135	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2019-2020.	174	-
136	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2019-2020, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	175	-
137	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2019-2020.	176	-
138	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2019-2020, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	177	-
139	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2019-2020, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	178	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
140	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2019-2020.	179A	-
141	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	179	-
142	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2019-2020.	180	-
143	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2019-2020, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	181	-
144	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière	182	-
145	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	183	-
146	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	-	21
147	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2019-2020, par région.	188	-
148	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2019-2020.	189	-
149	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	193	-
150	Budget alloué au BEI pour l'année 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021	190	-
151	Effectif du BEI en date du 31 mars 2020. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	192	-
152	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2019-2020.	191	-
153	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	-	22
154	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2020, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2020-2021 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	SQ	-

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 17 : Fournir toute étude, tout document ou toute analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.

La Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales, adoptée et sanctionnée le 15 mai 2019, est disponible sur le site de l'Assemblée nationale.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis, des analyses et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la *Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales*.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Le projet Sentinelle (partie correctionnelle du SIJJ) est officiellement annulé depuis le 20 août 2015.

Aucune somme n'a donc été consacrée au projet Sentinelle en 2019-2020.

Une refonte du système de mission des services correctionnels Dacor est planifiée. Les travaux se poursuivent.

*Pour les informations relatives aux années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 19 : Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des analyses, des avis et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu* (L.Q. 2016, chapitre 15) ainsi que son règlement d'application.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34 et 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Bilan et état de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 22 : Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : État de situation sur les activités du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.

Le programme de financement Prévention Jeunesse s'inscrit dans une optique d'optimisation des services offerts aux jeunes vivant des situations pouvant compromettre leur sécurité.

Ce programme d'aide financière vise à :

- améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné;
- accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes;
- faciliter la prise en charge par les acteurs locaux des situations problématiques impliquant les jeunes;
- instaurer, si applicables, des pratiques en matière de prévention de la criminalité qui tiennent compte de la réalité des collectivités autochtones et du Nord.

À la suite de l'approbation des nouvelles normes du programme PJ 2019-2022 par le Secrétariat du Conseil du trésor, sept (7) nouveaux projets ont été sélectionnés pour financement en 2019-2020 pour une durée de trois (3) ans. De plus, cinq (5) mécanismes de concertation financés de 2016 à 2019, se sont engagés dans une démarche de pérennisation et ont obtenu du financement pour deux (2) années supplémentaires à partir de 2019-2020. Le ministère de la Sécurité publique finance un total de 12 projets¹ pour un montant global annuel de 1,5 M\$. Cela correspond à une subvention de 125 000 \$ par projet annuellement. Sous réserve de l'appréciation de la reddition de comptes, ces organismes pourront bénéficier de la reconduction de leur financement pour 2020-2021.

La prévention et l'intervention auprès des jeunes nécessitent une multitude d'acteurs dont les activités doivent être coordonnées et faire partie d'une démarche cohérente et intégrée. Ainsi, elle doit s'appuyer sur une structure de concertation et de coordination visant à arrimer les actions des nombreux partenaires de secteurs différents autour de la résolution d'un problème d'intérêt commun qui sévit sur un territoire.

¹ Pour connaître le détail des projets financés, veuillez vous référer à la question 21.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 57 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.

La construction des établissements de détention s'est terminée au cours des précédents exercices.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 58 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS¹ (\$)
2019-2020	194 305

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 59 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS¹ (\$)
2019-2020	178 667

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES -05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 102 : Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.*

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de policiers qui se sont enlevé la vie	1	1	4	0	3

*Le détail demandé ne peut être communiqué en application des articles 53, 54, 59 et 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Beauceville	2019-04-24	21		
			2019-04-25	21
			2019-04-26	21
			2019-04-27	19
			2019-04-28	14
Ste-Marie-de-Beauce	2019-04-29	37		
			2019-04-30	33
			2019-05-01	33
			2019-05-02	33
			2019-05-03	33

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Vallée-Jonction	2019-04-25	17		
			2019-04-26	13
			2019-04-27	13
			2019-04-28	13
Scott	2019-04-26	13		
			2019-04-27	13
			2019-04-28	13
			2019-04-29	11
St-Joseph-de-Beauce	2019-04-30	11		
			2019-05-02	11
			2019-05-02	11

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Mansfield et Fort Coulonge	2019-05-09	14		
			2019-05-10	14
			2019-05-13	6
			2019-05-14	6
			2019-05-15	6
			2019-05-16	3
			2019-05-17	3
Laval	2019-05-13	9		
			2019-05-14	13
			2019-05-15	13
			2019-05-16	3
			2019-05-17	11

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
St-André-d'Argenteuil	2019-05-15	8		
			2019-05-16	17
			2019-05-17	17
Ste-Marthe-sur-le-Lac	2019-05-06	36	2019-05-06	36
	2019-05-07	10	2019-05-07	25
	2019-05-08	10	2019-05-08	23
			2019-05-09	20
			2019-05-11	19
			2019-05-12	19
			2019-05-13	14
			2019-05-14	14
			2019-05-15	14

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Ste-Marthe-sur-le-Lac (suite)			2019-05-16	14
			2019-05-17	14
Lachute	2019-05-17	14		
			2019-05-18	14
Gatineau	2019-05-21	17		
	2019-05-22	17	2019-05-22	39
			2019-05-23	39
			2019-05-24	37
Rigaud	2019-05-29	28	2019-05-30	25
			2019-05-31	25
St-André-d'Avellan	2019-05-30	28		
			2019-05-31	25

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Amherst	2019-06-03	10		
			2019-06-04	10
			2019-06-05	10
St-Placide	2019-06-05	5		
			2019-06-06	5
Nominique	2019-06-06	12		
			2019-06-07	12
Pontiac	2019-06-10	8	2019-06-11	8
			2019-06-12	8
			2019-06-26	5
			2019-06-27	5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Ile-Bizard	2019-06-12	8	2019-06-13	8
			2019-06-14	8
Pierrefonds	2019-06-12	6		
Lukesville	2019-06-10	8	2019-06-11	8
			2019-06-12	8
Maskinongé et Louiseville	2019-06-17	10	2019-06-18	9
			2019-06-19	9
			2019-06-20	9

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 106 : Crue printanière de 2019 : fournir le détail des effectifs déployés, par journée et par municipalité touchée. Pour chaque municipalité, fournir la ventilation des coûts ainsi qu'un état de situation à jour.				
Municipalité	Dates des séances d'information publiques	Ressources présentes aux séances d'informations publiques	Dates des bureaux temporaires	Ressources présentes aux bureaux temporaires
Batiscan et Ste-Anne-de-la-Pérade	2019-06-19	9	2019-06-20	8
Pierreville	2019-06-20	9	2019-06-21	8
Trois-Rivières	2019-06-26	9		
			2019-06-27	9
			2019-06-28	9

Concernant le soutien offert dans la phase d'intervention, il s'effectue souvent à distance dans les centres régionaux de coordination gouvernementale. Le soutien s'effectue par des téléphones et des courriels ou lors de tournées des conseillers en sécurité civile sur le terrain. Cela est possible vu la nature du soutien apporté et rendu nécessaire en fonction de la disponibilité des ressources (4 à 5 conseillers en sécurité civile par direction régionale). L'information quant aux coûts encourus par municipalité pour ce type de soutien n'est pas une donnée disponible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 146 : Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

ANNÉE	CRÉDITS VOTÉS (\$)	REVENUS AUTONOMES (\$)	TOTAL (\$)	EFFECTIFS AUTORISÉS
2019-2020	13 298 900	4 732 900	18 031 800	158

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 153 : Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Les demandes d'accès à des documents administratifs sont uniquement transmises au cabinet ministériel pour information avant leur transmission aux demandeurs. Le seul cas d'exception vise les demandes d'accès à des documents produits par le cabinet ministériel ou produits pour le compte de celui-ci, pour lesquels le responsable de l'accès aux documents invoque la restriction établie par l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Les demandes d'accès à des renseignements personnels ne sont jamais transmises au cabinet ministériel.

